

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29625]

**7 NOVEMBRE 2013. — Décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur
et l'organisation académique des études**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes

CHAPITRE I^{er}. — Missions de l'enseignement supérieur

Article 1^{er}. § 1^{er}. - Ce décret a pour objet l'enseignement supérieur de plein exercice, au sens de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur. Celui-ci est dispensé au sein d'établissements d'enseignement supérieur, organisés ou subventionnés par la Communauté française. Ces établissements portent le nom d'Université, de Haute Ecole (HE) ou d'École supérieure des Arts (ESA), selon leur spécificité.

Qu'ils soient organisés ou subventionnés par la Communauté française, ces établissements sont indifféremment qualifiés d'établissements d'enseignement supérieur au sein de ce décret.

§ 2. Sont également considérés comme des établissements d'enseignement supérieur au sens du présent décret les établissements de promotion sociale organisant une section au niveau supérieur visée à l'article 10, § 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Toutefois, ne s'agissant pas d'établissements d'enseignement de plein exercice, l'organisation des études n'y est pas régie par les dispositions du TITRE III. -, CHAPITRE III. -, CHAPITRE VIII. -, CHAPITRE X. -, Section 2. - et Section 3. -, et CHAPITRE XI. -.

Art. 2. L'enseignement supérieur en Communauté française est un service public d'intérêt général. Seuls les établissements visés par ce décret sont habilités à remplir les missions qui leur sont légalement dévolues, notamment octroyer les titres et grades académiques sanctionnant les études supérieures et délivrer les diplômes et certificats correspondants.

Ces établissements, ainsi que leur personnel, assument, selon leurs disciplines, moyens et spécificités, mais toujours dans une perspective d'excellence des résultats et de qualité du service à la collectivité, les trois missions complémentaires suivantes :

1° offrir des cursus d'enseignement et des formations supérieures initiales et continues, correspondant aux niveaux 5 à 8 du cadre francophone des certifications, et certifier les savoirs et compétences acquis correspondants, à l'issue des cycles d'études ou par valorisation d'acquis personnels, professionnels et de formations;

2° participer à des activités individuelles ou collectives de recherche, d'innovation ou de création, et assurer ainsi le développement, la conservation et la transmission des savoirs et du patrimoine culturel, artistique et scientifique;

3° assurer des services à la collectivité, grâce à leur expertise pointue et leur devoir d'indépendance, à l'écoute des besoins sociétaux, en collaboration ou dialogue avec les milieux éducatifs, sociaux, culturels, économiques et politiques.

Ces différentes missions s'inscrivent dans une dimension essentielle de collaborations et d'échanges internationaux, avec des institutions ou établissements fédéraux, régionaux ou d'autres communautés belges ou au sein de la Communauté française.

CHAPITRE II. — Objectifs et finalités

Art. 3. § 1^{er}. Dans leur mission d'enseignement, les établissements d'enseignement supérieur en Communauté française poursuivent, simultanément et sans hiérarchie, notamment les objectifs généraux suivants :

1° accompagner les étudiants dans leur rôle de citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, pluraliste et solidaire;

2° promouvoir l'autonomie et l'épanouissement des étudiants, notamment en développant leur curiosité scientifique et artistique, leur sens critique et leur conscience des responsabilités et devoirs individuels et collectifs;

3° transmettre, tant via le contenu des enseignements que par les autres activités organisées par l'établissement, les valeurs humanistes, les traditions créatrices et innovantes, ainsi que le patrimoine culturel artistique, scientifique, philosophique et politique, fondements historiques de cet enseignement, dans le respect des spécificités de chacun;

4° garantir une formation au plus haut niveau, tant générale que spécialisée, tant fondamentale et conceptuelle que pratique, en vue de permettre aux étudiants de jouer un rôle actif dans la vie professionnelle, sociale, économique et culturelle, et de leur ouvrir des chances égales d'émancipation sociale;

5° développer des compétences pointues dans la durée, assurant aux étudiants les aptitudes à en maintenir la pertinence, en autonomie ou dans le contexte de formation continue tout au long de la vie;

6° inscrire ces formations initiales et complémentaires dans une perspective d'ouverture scientifique, artistique, professionnelle et culturelle, incitant les enseignants, les étudiants et les diplômés à la mobilité et aux collaborations intercommunautaires et internationales.

L'enseignement supérieur met en œuvre des méthodes et moyens adaptés, selon les disciplines, afin d'atteindre les objectifs généraux indiqués et de le rendre accessible à chacun selon ses aptitudes.

§ 2. L'enseignement supérieur s'adresse à un public adulte et volontaire. Il met en œuvre des méthodes didactiques adaptées à cette caractéristique et conformes à ses objectifs. En particulier, cette pédagogie se fonde sur des activités collectives ou individuelles, sous la conduite directe ou indirecte d'enseignants, mais également sur des travaux personnels des étudiants réalisés en autonomie. Cette méthodologie repose logiquement sur les compétences terminales et savoirs communs requis à l'issue de l'enseignement qui y donne accès.

Les établissements, leur personnel et les étudiants ont chacun le devoir d'œuvrer à la poursuite de ces objectifs dans ce contexte.

§ 3. Les missions d'enseignement visent tant les cursus initiaux que la formation tout au long de la vie, qu'il s'agisse d'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale. Les établissements d'enseignement supérieur veillent à organiser la formation continue des diplômés et à garantir les conditions de poursuite ou reprise d'études supérieures tout au long de la vie. Ils sont seuls habilités à délivrer les titres, grades académiques, diplômes et certificats correspondant aux niveaux 5 à 8 du cadre francophone des certifications.

§ 4. La Communauté française n'accrédite comme études supérieures que celles organisées par les établissements d'enseignement supérieur visés par ce décret et subordonne le financement des établissements qui les organisent au respect de ces objectifs et des dispositions légales qui ont pour objet l'enseignement supérieur.

Art. 4. § 1^{er}. La finalité de l'enseignement supérieur est de former des diplômés répondant à ses objectifs généraux. Selon les disciplines, ces objectifs sont atteints à l'issue de formations initiales, complémentaires ou continues appartenant à l'un des types suivants :

1° l'enseignement supérieur de type court qui associe intimement, sur le plan pédagogique, la théorie et la pratique, les stages en milieu professionnel ou en laboratoire et répond ainsi à des objectifs professionnels précis; il est dispensé en Haute Ecole, en Ecole supérieure des Arts ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et peut mener à une certification de niveau 5 ou 6;

2° l'enseignement supérieur de type long qui procède à partir de concepts fondamentaux, d'expérimentations et d'illustrations, et prodigue ainsi une formation à la fois générale et approfondie en deux cycles; il est dispensé dans les Universités, les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts ou l'enseignement supérieur de promotion sociale et peut mener à une certification finale de niveau 7;

3° les formations doctorales et travaux préparatoires au doctorat sont menés au sein d'équipes de recherche, à l'université ou en collaboration étroite avec celle-ci et sous sa direction; ils peuvent mener à une certification de niveau 8 délivrée exclusivement par une université.

§ 2. Les diplômes et les certificats donnant lieu à l'octroi de crédits délivrés conformément au présent décret sont les seules certifications reconnues aux niveaux 5 à 8 du cadre francophone des certifications. Les acquis d'apprentissage et compétences transversales, en termes de savoirs, aptitudes et compétences, correspondant à ces niveaux sont précisés à l'annexe I au présent décret.

§ 3. Par essence, l'enseignement universitaire est fondé sur un lien étroit entre la recherche scientifique et les matières enseignées.

L'enseignement supérieur organisé en Haute Ecole et dans les Etablissements de promotion sociale poursuit une finalité professionnelle de haute qualification. Les établissements qui l'organisent remplissent leur mission de recherche appliquée liée à leurs enseignements en relation étroite avec les milieux professionnels et les institutions universitaires.

Par essence, l'enseignement en Ecole supérieure des Arts est fondé sur un lien étroit entre la pratique de l'art et son enseignement. La recherche artistique s'y effectue en lien direct avec la pratique artistique des enseignants, les milieux artistiques et professionnels.

Art. 5. § 1^{er}. La recherche scientifique fondamentale désigne les travaux de recherche résultant d'observations, d'expérimentations ou de théories et entrepris pour acquérir des connaissances originales ou la compréhension de phénomènes. Ces travaux concourent à l'étude de propriétés, de structures, de phénomènes ou de raisonnements et à les exposer au moyen de schémas explicatifs ou de théories interprétatives, sans qu'aucune application ou utilisation pratique ne doivent être directement prévue ou déterminée a priori. Elle s'organise dans les Universités.

La recherche scientifique appliquée désigne les travaux de recherche visant à discerner les applications potentielles des résultats de la recherche fondamentale ou à trouver des solutions nouvelles ou encore à améliorer des procédés, en vue d'atteindre un objectif déterminé et fixé a priori. Elle s'organise dans les Universités et dans les Hautes Ecoles.

La recherche artistique désigne tous travaux réflexifs, analytiques ou prospectifs liés à l'expression, la formation, la pratique ou la création artistiques sous toutes leurs formes. Elle se développe sur base de l'expérience et la pratique artistique personnelle du chercheur et s'organise principalement au sein des Ecoles supérieures des Arts ou en collaboration avec les Universités et Hautes Ecoles.

§ 2. Les établissements accueillent ou agréent pour l'exercice de ces missions de recherche les membres d'autres établissements, ainsi que les chercheurs d'autres organismes de recherche, notamment, dans le cas des universités, ceux du FRS-FNRS et ses fonds associés. Dans ces établissements, ces chercheurs à durée indéterminée ont rang de personnel académique et disposent d'un accès aux ressources.

Art. 6. Les missions de services à la collectivité des établissements s'exercent en lien direct avec les activités d'enseignement ou de recherche qui y sont menées.

Art. 7. Les collaborations, la gestion d'infrastructures et d'équipements, ainsi que le soutien aux activités d'enseignement, de recherche et autres missions qui relèvent prioritairement des établissements peuvent, le cas échéant, être confiées par eux à un Pôle académique ou à l'ARES.

Art. 8. Chaque établissement d'enseignement supérieur jouit de la liberté de mener et d'organiser ses activités d'enseignement, de recherche et de service à la collectivité, en vue de remplir au mieux ses différentes missions.

Dans l'exercice de ses missions, tout membre du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur y jouit de la liberté académique.

Art. 9. Les établissements sont tenus d'assurer le suivi et la gestion de la qualité de toutes leurs activités et de prendre toutes les mesures en vue d'une auto-évaluation interne effective et de son suivi.

CHAPITRE III. — *Etablissements*

Art. 10. Les Universités sont les établissements suivants :

- 1° L'Université de Liège;
- 2° L'Université catholique de Louvain;
- 3° L'Université libre de Bruxelles;
- 4° L'Université de Mons;
- 5° L'Université de Namur;
- 6° L'Université Saint-Louis – Bruxelles.

Art. 11. Les Hautes Ecoles sont les établissements suivants :

- 1° La Haute Ecole de la Province de Liège;
- 2° La Haute Ecole Louvain en Hainaut;
- 3° La Haute Ecole provinciale de Hainaut – Condorcet;
- 4° La Haute Ecole Léonard de Vinci;
- 5° La Haute Ecole libre mosane;
- 6° La Haute Ecole de Namur-Liège-Luxembourg;
- 7° La Haute Ecole Galilée;
- 8° La Haute Ecole Ephem;
- 9° La Haute Ecole de la Communauté française en Hainaut;
- 10° La Haute Ecole Charlemagne;
- 11° La Haute Ecole « Groupe ICHEC – ISC Saint-Louis – ISFSC »;
- 12° La Haute Ecole Francisco Ferrer;
- 13° La Haute Ecole de Bruxelles;
- 14° La Haute Ecole Albert Jacquard;
- 15° La Haute Ecole libre de Bruxelles – Ilya Prigogine;
- 16° La Haute Ecole Paul-Henri Spaak;
- 17° La Haute Ecole Robert Schuman;
- 18° La Haute Ecole de la Ville de Liège;
- 19° La Haute Ecole Lucia de Brouckère;
- 20° La Haute Ecole de la Province de Namur.

Art. 12. Les Ecoles supérieures des Arts sont les établissements suivants :

- 1° Le Conservatoire royal de Bruxelles;
- 2° Arts²;
- 3° Le Conservatoire royal de Liège;
- 4° L'Ecole supérieure des Arts Saint-Luc de Liège;
- 5° L'Ecole nationale supérieure des Arts visuels de La Cambre;
- 6° L'Institut des Arts de Diffusion;
- 7° L'Ecole supérieure des Arts Saint-Luc de Bruxelles;
- 8° L'Ecole supérieure des Arts Institut Saint-Luc à Tournai;
- 9° L'Ecole supérieure des Arts – Ecole de Recherche graphique;
- 10° L'Académie royale des Beaux-Arts de la Ville de Bruxelles – Ecole supérieure des Arts;
- 11° L'Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai;
- 12° L'Ecole supérieure des Arts de la Ville de Liège;
- 13° L'Institut national supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion;
- 14° L'Institut supérieur de Musique et de Pédagogie;
- 15° L'Ecole supérieure communale des Arts de l'Image « Le 75 »;
- 16° L'Ecole supérieure des Arts du Cirque.

Art. 13. Les Etablissements de promotion sociale considérés, pour leurs sections d'enseignement supérieur, comme établissements d'enseignement supérieur sont les suivants :

- 1° Ecole industrielle et commerciale de la ville d'Andenne à 5300 Andenne;
- 2° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Ans à 4432 Ans;
- 3° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Arlon-Musson à 6700 Arlon;
- 4° Ecole industrielle et commerciale à 6700 Arlon;
- 5° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Ath-Flobecq à 7800 Ath;
- 6° Institut supérieur Plus Oultre à 7130 Binche;
- 7° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Blegny à 4670 Blegny;

- 8° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Braine-l'Alleud à 1420 Braine-l'Alleud;
- 9° Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé à 1 200 Bruxelles;
- 10° Centre d'études supérieures d'optométrie appliquée à 1080 Bruxelles;
- 11° Cours industriels à 1000 Bruxelles;
- 12° Ecole de promotion sociale Saint-Luc à 1060 Bruxelles;
- 13° Ecole pratique des hautes études commerciales (EPHEC) à 1200 Bruxelles;
- 14° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 1 (EPFC) à 1050 Bruxelles;
- 15° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 2 (EPFC) à 1050 Bruxelles;
- 16° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 3 (EPFC) à 1050 Bruxelles;
- 17° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 5 (EPFC) à 1050 Bruxelles;
- 18° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 7 (EPFC) à 1050 Bruxelles;
- 19° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 8 (EPFC) à 1050 Bruxelles;
- 20° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 9 (EPFC) à 1050 Bruxelles;
- 21° Institut Fernand Cocq – cours de promotion sociale d'Ixelles à 1050 Bruxelles;
- 22° Institut des carrières commerciales, à 1000 Bruxelles;
- 23° Institut Diderot à 1000 Bruxelles;
- 24° Institut d'optique Raymond Tibaut à 1050 Bruxelles;
- 25° Institut d'urbanisme et de rénovation urbaine à 1060 Bruxelles;
- 26° Institut Jean-Pierre Lallemand à 1050 Bruxelles;
- 27° Institut Machtens – enseignement communal de promotion sociale à 1080 Bruxelles;
- 28° Institut Roger Guilbert à 1070 Bruxelles;
- 29° Institut Roger Lambion à 1070 Bruxelles;
- 30° Institut supérieur de formation continue à 1040 Bruxelles;
- 31° Institut technique supérieur Cardinal Mercier à 1030 Bruxelles;
- 32° Centre de formation professionnelle des Femmes prévoyantes socialistes à 6000 Charleroi;
- 33° Collège technique des Aumôniers du travail à 6000 Charleroi;
- 34° Ecole industrielle communale à 6030 Charleroi;
- 35° Institut provincial supérieur des sciences sociales et pédagogiques à 6000 Charleroi;
- 36° Institut d'enseignement technique commercial à 6000 Charleroi;
- 37° Institut provincial supérieur industriel du Hainaut à 6000 Charleroi;
- 38° Etablissement communal enseignement technique industriel et commercial à 6200 Châtelet;
- 39° Cours industriels et commerciaux de Couillet à 6010 Couillet;
- 40° Ecole industrielle et commerciale de Courcelles à 6180 Courcelles;
- 41° Ecole communale de promotion sociale à 5660 Couvin;
- 42° Institut d'enseignement de promotion sociale – Mons-formations à 7033 Cuesmes;
- 43° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Verviers-Plombières-Limbourg-Pepinster à 4820 Dison;
- 44° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Dour à 7370 Dour;
- 45° Cours industriels et commerciaux à 7190 Ecaussinnes;
- 46° Enseignement de promotion sociale d'Enghien (EPSE) à 7850 Enghien;
- 47° Ecole d'arts et métiers à 6560 Erquelinnes;
- 48° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Evere-Laeken à 1140 Evere;
- 49° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Soumagne à 4623 Fléron;
- 50° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Frameries à 7080 Frameries;
- 51° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Grâce-Hollogne à 4460 Grâce-Hollogne;
- 52° Institut provincial d'enseignement de promotion sociale à 4040 Herstal;
- 53° Centre provincial d'enseignement de promotion sociale du Borinage à 7301 Hornu;
- 54° Institut provincial d'enseignement de promotion sociale à 4500 Huy;
- 55° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Mons (Jemappes) à 701 2 Jemappes;
- 56° Format 21 – Centre de formation continue Gustave Piton à 7100 La Louvière;
- 57° Institut provincial des arts et métiers du Centre à 7100 La Louvière;
- 58° Cours techniques, commerciaux et professionnels secondaires à 7860 Lessines;
- 59° Institut provincial d'enseignement de promotion sociale du Hainaut occidental à 7900 Leuze-en-Hainaut;

- 60° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Libramont-Bertrix à 6800 Libramont;
- 61° Cours de promotion sociale Saint-Luc à 4000 Liège;
- 62° Cours pour éducateurs en fonction à 4030 Liège;
- 63° Ecole de commerce et d'informatique – enseignement de promotion sociale à 4000 Liège;
- 64° Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège à 4020 Liège;
- 65° Institut de formation continuée – enseignement de promotion sociale à 4000 Liège;
- 66° Institut de technologie – enseignement de promotion sociale à 4020 Liège;
- 67° Institut des langues modernes – enseignement de promotion sociale à 4000 Liège;
- 68° Institut des travaux publics – enseignement de promotion sociale à 4000 Liège;
- 69° Institut Saint-Laurent – enseignement de promotion sociale à 4000 Liège;
- 70° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Marche-en-Famenne à 6900 Marche-en-Famenne;
- 71° Ecole industrielle supérieure à 7000 Mons;
- 72° Institut Reine Astrid (IRAM) à 7000 Mons;
- 73° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Morlanwelz-Mariemont à 7140 Morlanwelz;
- 74° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Mouscron-Comines à 7700 Mouscron;
- 75° Collège technique Saint-Henri à 7700 Mouscron;
- 76° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Namur (cadets) à 5000 Namur;
- 77° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Namur (CEFOR) à 5000 Namur;
- 78° Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur à 5000 Namur;
- 79° Ecole supérieure des affaires à 5000 Namur;
- 80° Institut libre de formation permanente à 5000 Namur;
- 81° Institut provincial de formation sociale à 5000 Namur;
- 82° Institut technique – promotion sociale à 5000 Namur;
- 83° Institut provincial de promotion sociale et de formation continuée à 1400 Nivelles;
- 84° Centre d'enseignement supérieur de promotion sociale et de formation continuée du Brabant wallon à 1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve;
- 85° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Peruwelz à 7600 Peruwelz;
- 86° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Philippeville-Florennes à 5600 Philippeville;
- 87° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Sivry-Rance à 6470 Rance;
- 88° Centre d'enseignement supérieur pour adultes à 6044 Roux;
- 89° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Saint-Georges-sur-Meuse-Ouffet à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse;
- 90° Ecole industrielle et commerciale de Saint-Ghislain à 7330 Saint-Ghislain;
- 91° Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing à 4100 Seraing;
- 92° Institut technique et agricole de la Province de Hainaut à 7060 Soignies;
- 93° Ecole industrielle commerciale et de sauvetage à 5060 Tamines;
- 94° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Thuin à 6530 Thuin;
- 95° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Tournai-Antoing-Templeuve à 7500 Tournai;
- 96° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Uccle-Anderlecht-Bruxelles à 1180 Uccle;
- 97° Cours de promotion sociale d'Uccle à 1180 Uccle;
- 98° Institut d'enseignement de promotion sociale – orientation commerciale à 4800 Verviers;
- 99° Institut d'enseignement de promotion sociale – orientation technologique à 4800 Verviers;
- 100° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Waremme à 4300 Waremme;
- 101° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Colfontaine à 7340 Wasmes;
- 102° Institut de formation supérieure de Wavre à 1300 Wavre.

Le Gouvernement peut adapter les dispositions de cet article suite aux modifications apportées au décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Art. 14. Aucun établissement, institution, organisme ou association ne peut utiliser ces dénominations francophones d'Université, Haute Ecole ou Ecole supérieure des Arts, Etablissement d'enseignement supérieur, faculté s'il y exerce des activités similaires aux missions des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française,

sauf s'il est officiellement reconnu comme tel en vertu d'une autre législation belge ou étrangère. Dans ce cas, il doit mentionner explicitement cette législation dans toutes ces communications et préciser qu'il délivre des titres non reconnus en Fédération Wallonie-Bruxelles.

CHAPITRE IV. — Définitions

Art. 15. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° Acquis d'apprentissage : énoncé de ce que l'étudiant doit savoir, comprendre et être capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage, d'un cursus ou d'une unité d'enseignement validée; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences;

2° Activités de remédiation : activités d'aide à la réussite ne faisant pas partie d'un programme d'études, visant à combler les lacunes éventuelles d'étudiants ou les aider à suivre ou à reprendre un programme d'études avec de meilleures chances de succès;

3° Activités d'intégration professionnelle : activités d'apprentissage de certains programmes d'études constituées d'activités liées à l'application des cours, dans un cadre disciplinaire ou interdisciplinaire, qui peuvent prendre la forme notamment de stages, d'enseignement clinique, de travaux de fin d'études, de séminaires, de créations artistiques ou d'études de cas;

4° Admission : processus administratif et académique consistant à vérifier qu'un étudiant remplit les critères l'autorisant à entreprendre un cycle d'études déterminé et à en définir les conditions complémentaires éventuelles;

5° AESS : Agrégé de l'Enseignement Secondaire Supérieur, grade académique de spécialisation de niveau 7 délivré conformément au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

6° Année académique : cycle dans l'organisation des missions d'enseignement qui commence le 14 septembre et se termine le 13 septembre suivant; les activités, décisions et actes liés à ces missions sont rattachés à une année académique, mais peuvent s'étendre en dehors de cette période;

7° Programme annuel de l'étudiant : ensemble cohérent, approuvé par le jury, d'unités d'enseignement d'un programme d'études auxquelles un étudiant s'inscrit régulièrement pour une année académique durant laquelle il participe aux activités, en présente les épreuves et sera délibéré par le jury;

8° Attestation : document qui, sans conférer de grade académique ni octroyer de crédits, atteste la participation à une formation et, le cas échéant, l'évaluation associée et son niveau;

9° Autorités académiques : les instances qui, dans chaque établissement, sont habilitées à exercer les compétences liées à l'organisation de l'enseignement;

10° Bachelier (BA) : grade académique de niveau 6 sanctionnant des études de premier cycle de 180 crédits au moins;

11° Bachelier de spécialisation : études menant à un grade académique de bachelier particulier (de niveau 6) sanctionnant des études spécifiques de premier cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation préalable de bachelier;

12° Brevet de l'enseignement supérieur (BES) : titre de niveau 5 sanctionnant des études de 120 crédits au moins ayant un caractère professionnalisant et donnant accès à un métier clairement identifié;

13° Cadre des certifications : instrument de classification des certifications en fonction d'un ensemble de critères correspondant à des niveaux d'apprentissage déterminés;

14° CAPAES : Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur visé par le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention;

15° Catégorie : entité d'une Haute Ecole regroupant une ou plusieurs sections ou sous-sections organisant un cursus particulier;

16° Certificat : document qui, sans conférer de grade académique, atteste la réussite d'une formation structurée de 10 crédits au moins organisée par un établissement d'enseignement supérieur, l'octroi par cet établissement des crédits associés et le niveau de ceux-ci;

17° Certification : résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation qui établit qu'un individu possède au terme d'un apprentissage les acquis correspondants à un niveau donné et qui donne lieu à la délivrance d'un diplôme ou d'un certificat;

18° Codiplômation : forme particulière de coorganisation d'études conjointes pour lesquelles tous les partenaires en Communauté française qui codiplômement y sont habilités ou cohabilités pour ces études, dont les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et dont la réussite est sanctionnée collégialement et conduit à la délivrance d'un diplôme unique ou de diplômes émis selon les législations propres à chaque partenaire;

19° Communauté académique : ensemble des acteurs d'un établissement d'enseignement supérieur composé des membres de son personnel et chercheurs agréés au sens de l'article 5. - § 2, ainsi que des étudiants régulièrement inscrits à un programme d'études organisé par cet établissement;

20° Compétence : faculté évaluable pour un individu de mobiliser, combiner, transposer et mettre en œuvre des ressources individuelles ou collectives dans un contexte particulier et à un moment donné; par ressources, il faut entendre notamment les connaissances, savoir-faire, expériences, aptitudes, savoir-être et attitudes;

21° Connaissance : ensemble cohérent de savoirs et d'expériences résultant de l'assimilation par apprentissage d'informations, de faits, de théories, de pratiques, de techniques relatifs à un ou plusieurs domaines d'étude, de travail, artistiques ou socioprofessionnels;

22° Coorganisation : partenariat entre deux ou plusieurs établissements qui choisissent, par convention, de participer effectivement à l'organisation administrative et académique des activités d'apprentissage d'une formation ou d'un programme d'études conjoint pour lequel l'un d'entre eux au moins est habilité; une telle convention peut porter sur l'offre et l'organisation d'enseignements, l'échange de membres du personnel ou le partage d'infrastructures;

23° Corequis d'une unité d'enseignement : ensemble d'autres unités d'enseignements d'un programme d'études qui doivent avoir été suivies préalablement ou au plus tard au cours de la même année académique;

24° Crédit : unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage;

25° Cursus : ensemble cohérent d'un ou plusieurs cycles d'études constituant une formation initiale déterminée; au sein d'un cursus, les grades intermédiaires peuvent être « de transition », donc avoir pour finalité principale la préparation au cycle suivant, et le grade final est « professionnalisant »;

26° Cycle : études menant à l'obtention d'un grade académique; l'enseignement supérieur est organisé en trois cycles;

27° Diplôme : document qui atteste la réussite d'études conformes aux dispositions du présent décret et le titre ou grade académique conféré à l'issue de ce cycle d'études;

28° Domaine d'études : branche de la connaissance qui correspond à un ou plusieurs cursus;

29° Docteur (DOC) : grade académique de niveau 8 sanctionnant des études de troisième cycle, délivré par une Université et obtenu après soutenance d'une thèse conformément à l'article 71. -§ 2;

30° Ecole doctorale : structure de coordination ayant pour mission d'accueillir, de promouvoir et de stimuler la création d'écoles doctorales thématiques dans son domaine;

31° Ecole doctorale thématique : structure de recherche et d'enseignement chargée de prodiguer la formation doctorale dans les domaines d'études des écoles doctorales dont elle relève;

32° Equivalence : processus visant à assimiler, pour un étudiant, ses compétences et savoirs, certifiés par un ou plusieurs titres, certificats d'études ou diplômes étrangers, à ceux requis à l'issue d'études dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française;

33° Etablissement référent : dans le cadre de la coorganisation d'un programme d'études conjoint, en particulier en codiplômation, établissement chargé de la centralisation de la gestion administrative et académique du programme et des étudiants, désigné parmi ceux habilités en Communauté française pour les études visées;

34° Etudes de formation continue : ensemble structuré d'activités d'apprentissage organisées par un établissement d'enseignement supérieur, mais ne conduisant ni à un titre ni à un grade académique à l'exception de certaines études de promotion sociale, visant à compléter, élargir, améliorer, réactualiser ou perfectionner les acquis d'apprentissage des diplômés de l'enseignement supérieur ou de personnes pouvant valoriser des acquis professionnels ou personnels similaires;

35° Etudiant de première génération : à des fins statistiques, étudiant régulièrement inscrit n'ayant jamais été inscrit au cours d'une année académique antérieure à des études supérieures, en Communauté française ou hors Communauté française, ou à tout cursus préparatoire aux épreuves ou concours permettant d'entreprendre ou de poursuivre de telles études;

36° Etudiant finançable : étudiant régulièrement inscrit qui, en vertu de caractéristiques propres, de son type d'inscription ou du programme d'études auquel il s'inscrit, entre en ligne de compte pour le financement de l'établissement d'enseignement supérieur qui organise les études;

37° Finalité : ensemble cohérent d'unités d'enseignement représentant 30 crédits d'un programme d'études de master en 120 crédits au moins menant à des compétences spécialisées complémentaires sanctionnées par un grade académique distinct;

38° Formation initiale : cursus menant à la délivrance d'un grade académique de bachelier ou de master, à l'exclusion des grades de bachelier ou de master de spécialisation;

39° Forme d'enseignement : spécificité dans l'organisation d'études liée au type d'établissement d'accueil : Université, Haute Ecole, Ecole supérieure des Arts ou Etablissement de promotion sociale;

40° FRS-FNRS : Fonds de la Recherche scientifique visé par le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le Fonds national de la recherche scientifique;

41° Grade académique : titre sanctionnant la réussite d'un cycle d'études correspondant à un niveau de certification, reconnu par ce décret et attesté par un diplôme;

42° Habilitation : capacité accordée par décret à un établissement d'enseignement supérieur d'organiser un programme d'études sur un territoire géographique déterminé, de conférer un grade académique et de délivrer les certificats et diplômes associés;

43° Implantation ou Campus : infrastructure ou ensemble d'infrastructures regroupées dans lesquelles un établissement organise des activités d'enseignement ou de recherche;

44° Inscription régulière : inscription pour une année académique portant sur un ensemble cohérent et validé par le jury d'unités d'enseignement d'un programme d'études pour lequel l'étudiant satisfait aux conditions d'accès et remplit ses obligations administratives et financières;

45° Jury : instance académique chargée, à titre principal, de l'admission aux études, du suivi des étudiants, de l'évaluation des acquis d'apprentissage, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes;

46° Master (MA) : grade académique de niveau 7 sanctionnant des études de deuxième cycle de 60 crédits au moins et, si elles poursuivent une finalité particulière, de 120 crédits au moins;

47° Master de spécialisation : études menant à grade académique de master particulier (de niveau 7), délivré par une université ou en codiplômation avec une université, sanctionnant des études spécifiques de deuxième cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation préalable de master;

48° Mention : appréciation par un jury de la qualité des travaux d'un étudiant lorsqu'il lui confère un grade académique;

49° Option : ensemble cohérent d'unités d'enseignement du programme d'un cycle d'études représentant 15 à 30 crédits;

50° Orientation : ensemble d'unités d'enseignement d'un programme d'un cycle d'études correspondant à un référentiel de compétence et un profil d'enseignement spécifiques et sanctionnés par un grade académique distinct;

51° Passerelle : processus académique admettant un étudiant en poursuite d'études dans un autre cursus;

52° Personnel académique : personnel contractuel ou statutaire d'un établissement d'enseignement supérieur appartenant soit au personnel directeur et enseignant, soit au personnel scientifique de rang B au moins au sens de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat ou reconnu de niveau B au moins au sens du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques et engagé à durée indéterminée, ainsi que les chercheurs à durée indéterminée visés à l'article 5, § 2;

53° Personnel administratif, technique et ouvrier : personnel d'un établissement d'enseignement supérieur, contractuel ou statutaire, au sens de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ou du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;

54° Personnel scientifique : personnel contractuel ou statutaire d'un établissement d'enseignement supérieur appartenant au personnel scientifique de rang A au sens de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat ou reconnu de niveau A au sens du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques, ainsi que les chercheurs visés à l'article 5. § 2 non repris dans le personnel académique;

55° Pôle académique : association d'établissements d'enseignement supérieur fondée sur la proximité géographique de leurs implantations d'enseignement et de recherche, chargée principalement de susciter et fédérer leurs collaborations et activités communes ou transversales;

56° Prérequis d'une unité d'enseignement : ensemble d'autres unités d'enseignement d'un programme d'études dont les acquis d'apprentissage doivent être certifiés et les crédits correspondants octroyés par le jury avant inscription à cette unité d'enseignement, sauf dérogation accordée par le jury;

57° Profil d'enseignement : ensemble structuré des unités d'enseignement, décrites en acquis d'apprentissage, conformes au référentiel de compétences du ou des cycles d'études dont elles font partie, spécifique à un établissement d'enseignement supérieur organisant tout ou partie d'un programme d'études et délivrant les diplômes et certificats associés;

58° Programme d'études : ensemble des activités d'apprentissage, regroupées en unités d'enseignement, certaines obligatoires, d'autres au choix individuel de chaque inscrit, conforme au référentiel de compétences d'un cycle d'études; le programme précise les crédits associés et l'organisation temporelle et en prérequis ou corequis des diverses unités d'enseignement;

59° Quadrimestre : division organisationnelle des activités d'apprentissage d'une année académique couvrant approximativement quatre mois; l'année académique est divisée en trois quadrimestres;

60° Référentiel de compétences : ensemble structuré de compétences spécifiques à un grade académique, un titre ou une certification;

61° Secteur : ensemble regroupant plusieurs domaines d'études;

62° Spécialité : dans l'enseignement supérieur artistique, qualification particulière d'un cursus ou d'une orientation;

63° Stages : activités d'intégration professionnelle particulières réalisées en collaboration avec les milieux socioprofessionnels en relation avec le domaine des études, reconnues et évaluées par le jury concerné;

64° Type : caractéristique d'études supérieures liée à sa finalité professionnelle, ses méthodes pédagogiques et le nombre de cycles de formation initiale; l'enseignement supérieur de type court comprend un seul cycle, celui de type long comprend deux cycles de base;

65° Unité d'enseignement : activité d'apprentissage ou ensemble d'activités d'apprentissage qui sont regroupées parce qu'elles poursuivent des objectifs communs et constituent un ensemble pédagogique au niveau des acquis d'apprentissage attendus;

66° Valorisation des acquis : processus d'évaluation et de reconnaissance des acquis d'apprentissage issus de l'expérience ou de la formation et des compétences d'un candidat dans le contexte d'une admission aux études.

Le Gouvernement établit la correspondance entre ces termes et ceux utilisés dans d'autres dispositions en vigueur antérieures à ce décret.

Le Gouvernement veille également à déterminer les correspondances entre ces termes ou autres notions définies dans le présent décret avec les terminologies en vigueur au sein de l'Union européenne, ainsi que leurs traductions officielles.

§ 2. L'emploi des noms masculins pour les différents termes, titres, grades et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 16. L'adjectif « académique » est réservé pour qualifier des entités, structures ou organes liés directement à l'organisation de l'enseignement supérieur. L'adjectif « universitaire » est réservé pour qualifier les entités, structures ou organes des Universités ou coordonnés par celles-ci.

TITRE II. — De la structure et du paysage de l'enseignement supérieur

Art. 17. Par application de l'article 24, § 2, de la Constitution, les dispositions du présent titre sont réglées par décret spécial.

CHAPITRE I^{er}. — Structure générale

Art. 18. L'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française est constitué d'établissements d'enseignements supérieurs associés au sein de Pôles académiques et coordonnés par une Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, ci-dessous dénommée ARES.

Art. 19. Les établissements d'enseignement supérieur sont autonomes par rapport aux autres établissements, aux Pôles académiques et à l'ARES. Les subventions et financements alloués par la Communauté française leur sont attribués directement pour l'exercice de leurs missions.

Leur unicité est garantie nonobstant leur présence au sein de plusieurs Pôles académiques.

CHAPITRE II. — Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur

Section I^{re}. — Missions et structures

Art. 20. Il est créé un organisme d'intérêt public de catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, nommé « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur », également dénommée ARES.

L'ARES est une fédération des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française, chargée de garantir l'exercice des différentes missions d'enseignement supérieur, de recherche et de service à la collectivité, conformément aux objectifs généraux, et de susciter les collaborations entre les établissements. L'ARES exerce ses différentes missions sans porter préjudice à l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur.

Art. 21. L'ARES a pour missions :

1° d'émettre à destination du Gouvernement un avis, d'initiative ou sur demande de celui-ci, d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un Pôle académique, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur;

2° de répondre, par un avis motivé, à toute proposition d'une zone académique interpôles concernant l'offre d'enseignement supérieur de type court et de proposer au Gouvernement les habilitations en veillant à limiter les concurrences entre les établissements, les formes d'enseignement et les Pôles académiques;

3° pour le surplus, de proposer au Gouvernement une évolution de l'offre d'enseignement, après avis des Chambres thématiques concernées, sur demande d'un ou plusieurs établissements ou en suivi de l'avis du Conseil d'orientation;

4° d'assurer, dans ses avis, la cohérence de l'offre et du contenu des études et des formations en évitant toute redondance, option ou spécialisation injustifiées;

5° de prendre en charge l'organisation matérielle des tests, épreuves ou examens d'admission communs;

6° d'organiser la concertation sur toute matière relative à ses missions et de promouvoir les collaborations entre les établissements d'enseignement supérieur ou Pôles académiques, ainsi qu'avec d'autres établissements ou associations d'établissements d'enseignement supérieur ou institutions de recherche extérieurs à la Communauté française, en particulier avec des institutions ou établissements fédéraux et des autres entités fédérées belges;

7° d'être le lien de ces Pôles et établissements avec les institutions ou organes communautaires, régionaux ou fédéraux, notamment l'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur (AEQES), le Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM), les Conseils de la Politique scientifique (CPS), le Fonds de la Recherche scientifique (FRS-FNRS);

8° de coordonner, en collaboration avec les services du Ministère de la Communauté française, la représentation des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française dans le cadre de missions et relations intercommunautaires et internationales;

9° de promouvoir la visibilité internationale de l'enseignement supérieur en Communauté française et de coordonner les relations internationales des Pôles et établissements, notamment en matière d'offre d'enseignement et de codiplômation;

10° de répartir la participation des Pôles et établissements à la coopération académique au développement et tous projets similaires et humanitaires;

11° de promouvoir les activités de recherche conjointes et de formuler des avis et recommandations sur les orientations à donner à la politique scientifique, sur les moyens à mettre en œuvre en vue de favoriser le développement et l'amélioration de la recherche scientifique ou artistique dans les établissements d'enseignement supérieur et sur la participation de la Communauté française et des institutions qui en dépendent à des programmes ou des projets nationaux ou internationaux de recherche;

12° d'organiser, en concertation avec les écoles doctorales près le FRS-FNRS, les écoles doctorales thématiques et les formations doctorales et d'établir le règlement des jurys chargés de conférer, au sein des universités, le grade de docteur;

13° d'agréer les études de formation continue conduisant à l'octroi de crédits;

14° de fixer les montants des droits d'inscription aux études et formations qui ne seraient pas déterminés par la législation;

15° de développer et coordonner les structures collectives dédiées aux activités d'apprentissage tout au long de la vie de l'enseignement supérieur;

16° de définir, sur proposition de commissions créées à cet effet par l'ARES et des établissements concernés, les référentiels de compétences correspondants aux grades académiques délivrés, et d'en attester le respect par les programmes d'études proposés par les établissements, ainsi que leur conformité avec les autres dispositions en matière d'accès professionnel pour les diplômés;

17° de fournir et diffuser une information complète et objective sur les études supérieures en Communauté française, sur les titres délivrés et sur les professions auxquelles ils mènent, ainsi que sur les profils de compétences et qualifications au sortir de ces études;

18° de gérer un système de collecte de données statistiques relatif à toutes les missions de l'enseignement supérieur et au devenir de ses diplômés, d'en publier les analyses synthétiques et un tableau de bord détaillé, concernant tant les étudiants que les membres du personnel, et d'assurer l'interopérabilité des systèmes permettant un suivi permanent confidentiel du parcours personnel des étudiants au sein de l'enseignement supérieur;

19° de collecter les informations relatives à la situation sociale et au bien-être des étudiants, aux services et soutiens qui leur sont accordés, aux allocations et prêts d'études et aux activités d'aide à la réussite, de remédiation, de suivi pédagogique et de conseil et accompagnement aux parcours d'études personnalisés;

20° d'identifier les mesures les plus efficaces et les bonnes pratiques en matière d'aide à la réussite des étudiants et de support pédagogique aux enseignants, et de promouvoir leur mise en œuvre au sein des pôles académiques et des établissements;

21° de servir de source d'information à l'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement supérieur, au Conseil supérieur de la Mobilité, aux Pôles académiques et aux établissements d'enseignement supérieur, ainsi qu'aux Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès de ces établissements;

22° de mettre en œuvre, pour la matière de l'Enseignement supérieur en Communauté française et en collaboration avec son administration, les dispositions contenues dans le Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la production et au développement de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie;

23° de réaliser ou de faire réaliser des études et des recherches scientifiques relatives à l'Enseignement supérieur et particulièrement aux populations étudiantes, aux parcours d'études, aux conditions de réussite et aux diplômes délivrés, d'initiative ou à la demande du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

24° plus généralement, de contribuer à développer les outils d'analyse et d'évaluation de l'Enseignement supérieur, de tenir un inventaire des études et recherches scientifiques réalisées dans ce domaine et d'assurer une fonction de veille de tels instruments développés en Communauté française, ainsi qu'au niveau européen ou international;

25° de venir en appui administratif et logistique à toute mission des établissements d'enseignement supérieur ou des Pôles académiques, à leur demande et avec l'accord de son Conseil d'administration, ou qui lui serait confiée par la législation.

Toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande. Pour des raisons d'urgence motivées, le Gouvernement peut solliciter un avis de l'ARES dans des délais plus courts, à charge du Bureau exécutif d'en assurer le suivi en urgence.

Le Gouvernement motive spécialement sa décision lorsqu'il s'écarte de l'avis de l'ARES.

Art. 22. L'ARES est gérée par un Conseil d'administration et est dotée d'un Conseil d'orientation. Elle comprend trois Chambres thématiques et des Commissions permanentes, définies par le présent décret, chargées de sujets et missions spécifiques.

Art. 23. Sur proposition du Conseil d'administration de l'ARES, le Gouvernement désigne un Administrateur de l'ARES. Son mandat est de 5 ans, renouvelable.

La gestion administrative de l'ARES et de son personnel s'exerce sous la responsabilité de l'Administrateur, sous le contrôle de son Conseil d'administration et de son Bureau exécutif.

Le statut de l'Administrateur et sa rémunération sont conformes aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat.

Art. 24. Le Gouvernement arrête le cadre, les statuts, les rémunérations et les indemnités du personnel de l'ARES. Le personnel est recruté, nommé, promu ou désigné conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement; il est placé sous l'autorité de l'Administrateur.

Art. 25. La gestion financière de l'ARES est assurée conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de cette loi.

Dans sa gestion financière, l'ARES est autorisée à reporter tout solde éventuel de ses comptes à l'année budgétaire suivante.

Section II. — Moyens

Art. 26. Pour la réalisation de ses missions et en fonction des moyens et ressources disponibles, le Gouvernement peut mettre à la disposition de l'ARES les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires. De même, les établissements d'enseignement supérieur peuvent mettre à sa disposition des ressources humaines, matérielles et financières. Le personnel concerné conserve intégralement son statut, ses droits et ses avantages.

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent, s'ils le souhaitent, effectuer avec l'ARES tous les transferts financiers nécessaires à l'exécution des obligations de l'ARES dans le cadre de ses missions.

Art. 27. Sans préjudice de l'article précédent, la Communauté française alloue à l'ARES une allocation annuelle de fonctionnement de 2.500.000 euros.

Chaque année, ce montant est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en multipliant ce montant par le coefficient :

Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée divisé par Indice santé de décembre 2013

Section III. — Organes de gestion

Art. 28. § 1^{er}. Le Conseil d'administration de l'ARES comprend 29 membres, tous avec voix délibérative. Ils sont désignés par le Gouvernement, à l'exception de ceux visés au 2° ci-dessous, et répartis comme suit :

1° un Président;

2° les six Recteurs des Universités;

3° six représentants des Hautes Ecoles, dont au moins quatre Directeurs-Présidents représentant les Hautes Ecoles, proposés par la majorité des Directeurs-Présidents des Hautes Ecoles, de manière à ce que chaque pôle et chaque réseau (organisé par Communauté française, officiel subventionné et libre subventionné) soient représentés;

4° deux Directeurs représentant les Ecoles supérieures des Arts, proposés par la majorité des Directeurs des Ecoles supérieures des Arts;

5° deux représentants de l'Enseignement supérieur de promotion sociale, proposés par le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

6° six représentants du personnel proposés par les organisations syndicales affiliées aux organisations syndicales représentées au Conseil national du Travail et qui affilient dans l'enseignement supérieur;

7° six étudiants, dont au moins un représentant par Pôle académique, proposés par les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire.

Pour chaque catégorie visée aux 3° à 5°, les représentants proposés ne peuvent être issus des mêmes établissements que ceux dont étaient issus les membres sortants; il en est de même pour les représentants des étudiants visés au 7° après 4 renouvellements annuels successifs. De plus, parmi l'ensemble des membres visés au 7°, au moins un doit être issu d'une Université, un d'une Haute Ecole, un d'une Ecole supérieure des Arts et un d'un Etablissement de promotion sociale.

A l'exception du membre visé au 1°, chaque membre a un suppléant, proposé selon les mêmes modalités; le suppléant d'un recteur y est le premier Vice-recteur de son université ou, si cette fonction n'existe pas dans l'université concernée, un autre Vice-recteur désigné par elle pour cette fonction. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

A l'exception des membres visés aux 1°, 2° et 7°, les membres du Conseil d'administration de l'ARES sont désignés pour une durée de cinq ans. Les représentants des étudiants visés au 7° sont désignés pour un mandat de un an, renouvelable sans pouvoir dépasser cinq mandats successifs.

Le Président de l'ARES est désigné par le Gouvernement pour une période de trois ans, sur avis conforme des autres membres du Conseil; le Président n'est pas choisi parmi les autres membres du Conseil d'administration de l'ARES.

A l'exception des membres visés aux 1^o et 2^o, un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum du nombre de personnes proposées doivent être des personnes de genre différent des autres personnes proposées pour cette catégorie, sauf impossibilité dûment justifiée.

Tout membre qui a perdu la qualité pour laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Lorsqu'un membre démissionne ou décède en cours de mandat, il est remplacé dans l'année pour l'achèvement de son mandat selon les mêmes modalités. Son suppléant assure l'intérim.

§ 2. Le Gouvernement désigne également, parmi les membres effectifs du Conseil d'administration :

- 1^o un Vice-président parmi les membres visés au § 1^{er}, 2^o, sur proposition de ceux-ci;
- 2^o un Vice-président parmi les membres visés au § 1^{er}, 3^o, sur proposition de ceux-ci;
- 3^o un Vice-président parmi les membres visés au § 1^{er}, 4^o, sur proposition de ceux-ci;
- 4^o un Vice-président parmi les membres visés au § 1^{er}, 5^o, sur proposition de ceux-ci.

Leur mandat est de un an, renouvelable.

En cas d'empêchement du Président ou de vacance de la fonction, ses fonctions sont provisoirement exercées par un Vice-président choisi collégialement par eux ou, à défaut, par le plus âgé d'entre eux.

Art. 29. Le Conseil d'administration de l'ARES se réunit au moins six fois par année académique, sur convocation de son Président ou à la demande d'un cinquième au moins de ses membres.

Ses décisions se prennent avec un quorum de plus de 50 % de membres effectifs ou suppléants présents et à la majorité simple des présents, à l'exception des matières visées à l'article 21. -, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 13^o, 14^o, 15^o et 16^o pour lesquelles une majorité qualifiée de deux tiers est prévue; son règlement d'ordre intérieur peut définir d'autres règles de quorum de présence et de majorités renforcées par rapport à cette disposition.

Ses délibérations se déroulent à huis clos, mais ses décisions sont publiées. Les membres du Conseil d'administration sont tenus de respecter cette confidentialité, d'assumer la collégialité des décisions de ce Conseil et de s'abstenir de toute action qui serait de nature à être en conflit avec les missions de l'ARES, sous peine de révocation ou suspension par le Gouvernement.

Le Conseil peut entendre toute personne qu'il souhaite sur un point de son ordre du jour; celle-ci n'assiste pas à la délibération. Il invite ainsi le président de ses commissions pour les points pour lesquelles elles ont été consultées.

Art. 30. Le Conseil d'administration de l'ARES élabore son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 31. Le Conseil d'administration de l'ARES remet, au plus tard le premier décembre, un rapport de ses activités de l'année académique écoulée au Gouvernement qui lui transmet ensuite au Parlement de la Communauté française.

Art. 32. Le Bureau exécutif de l'ARES est désigné par le Conseil d'administration; il est composé de 9 membres : le Président, les 4 Vice-présidents et deux membres de chacune des catégories 6^o et 7^o, proposés par ceux-ci. Leur mandat est de un an, renouvelable.

Chaque membre du bureau peut avoir un suppléant, désigné selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration.

Le Bureau exécutif prend toutes les mesures d'urgence, sous réserve de ratification par le Conseil d'administration à sa plus proche séance.

Le Bureau exécutif prend également toutes les mesures en matière de gestion du personnel qui lui sont confiées par le Gouvernement en application de l'article 24.

Il fixe, en concertation avec l'Administrateur, l'ordre du jour des séances du Conseil d'administration. Un point est porté à l'ordre du jour de la prochaine séance à la demande d'au moins un cinquième des membres du Conseil d'administration.

Art. 33. L'Administrateur assiste aux réunions du Conseil d'administration, du Bureau exécutif, des Chambres thématiques, des Commissions permanentes et du Conseil d'orientation de l'ARES. Il peut s'y faire accompagner ou, en cas d'empêchement, s'y faire remplacer par un membre du personnel de l'ARES.

Il rédige les procès-verbaux de ces réunions et, dès leur approbation, les transmet pour information au Gouvernement.

Il assure la publicité des décisions du Conseil et du Bureau, ainsi que des avis émis par les Chambres thématiques, les Commissions permanentes et le Conseil d'orientation.

Art. 34. Assistent au Conseil d'administration avec voix consultative :

- 1^o le Président du Conseil d'orientation de l'ARES;
- 2^o le Président de la Commission de Pilotage des Enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française, créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française ou son représentant;
- 3^o le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française ou son représentant;
- 4^o le Secrétaire général du FRS-FNRS ou son représentant;
- 5^o le Président du Conseil de la Politique Scientifique (CPS) en Région wallonne;
- 6^o le Président du Conseil de la Politique Scientifique (CPS) de la Région de Bruxelles-Capitale.

Section IV. — Contrôle

Art. 35. Le Gouvernement désigne un Commissaire auprès de l'ARES. Celui-ci assiste, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'administration et du Bureau exécutif; il peut également assister aux réunions des Chambres thématiques et des Commissions permanentes de l'ARES.

Art. 36. Le Commissaire du Gouvernement dispose d'un délai d'une semaine pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire aux lois, décrets ou arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois et décrets ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le Commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

Le Commissaire exerce ses recours auprès du Gouvernement. Si dans un délai d'un mois commençant le même jour que le délai visé au 1^{er} alinéa, le Ministre saisi du recours n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. L'annulation de la décision est notifiée au Conseil d'administration par le Ministre qui l'a prononcé.

Section V. — Chambres et commissions

Art. 37. Pour statuer sur les matières liées à la recherche, au contenu des études et formations et à l'offre d'études, en ce compris les habilitations, le Conseil d'administration de l'ARES prend l'avis d'une ou plusieurs Chambres thématiques, selon leurs compétences. Cet avis est transmis par l'ARES ou annexé à l'avis de l'ARES. L'ARES motive spécialement sa décision lorsqu'elle s'écarte de l'avis de ses Chambres thématiques.

Il est créé les Chambres thématiques suivantes, ayant pour compétences exclusives :

1° la Chambre des universités, en charge des matières liées à la recherche scientifique, fondamentale ou appliquée, menée au sein des Universités, en ce compris les interactions avec le FRS-FNRS, aux études de 3^e cycle (niveau 8), dont le règlement des formations doctorales et l'organisation des écoles doctorales thématiques et des activités de recherche conjointes, et de master de spécialisation, ainsi que celles liées aux études de type long (niveaux 6 et 7) organisées exclusivement à l'université avant l'entrée en vigueur de ce décret;

2° la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale, en charge des matières liées à la recherche scientifique appliquée, menée au sein des Hautes Ecoles, aux études en un cycle ou moins (niveaux 5 et 6), de spécialisation de niveau 6, ainsi que celles liées aux études de type long (niveaux 6 et 7) organisées exclusivement en Haute Ecole ou en promotion sociale avant l'entrée en vigueur de ce décret;

3° la Chambre des Ecoles supérieures des Arts, en charge des matières liées à la recherche artistique, aux études artistiques de premier et deuxième cycles (niveaux 6 et 7).

Les autres matières liées aux études et à la formation, notamment l'évolution de l'offre d'études de type long (niveaux 6 et 7) non artistiques, sont de la compétence partagée de deux ou des trois Chambres qui se réunissent et s'expriment conjointement. Il en est de même pour la formation doctorale en art et science de l'art qui est de la compétence commune de la Chambre universitaire et de la Chambre des Ecoles supérieures des Arts.

Conformément à l'article 42, ces Chambres peuvent également créer toute commission commune spécifique, notamment pour rencontrer l'objectif de transversalité de l'offre d'enseignement.

Art. 38. Les membres du Bureau de l'ARES sont membres de droit des Chambres thématiques et chaque Vice-président issu des catégories 2°, 3° et 4° visées à l'article 28. -, § 1^{er}, préside la Chambre thématique spécifique à son type d'établissement. Ils les convoquent, en établissent l'ordre du jour, en concertation avec l'Administrateur et veillent à la cohérence globale des travaux entre les différentes chambres. Un point est porté à l'ordre du jour de la prochaine séance à la demande d'au moins un cinquième des membres d'une Chambre thématique.

Afin de garantir cette cohérence, un membre du Bureau de l'ARES empêché peut s'y faire remplacer par son suppléant au Bureau exécutif de l'ARES.

Ils font systématiquement rapport des réunions des Chambres thématiques au Conseil d'administration de l'ARES.

Art. 39. Outre les membres du Bureau de l'ARES, les Chambres thématiques sont composées comme suit.

1° Pour la Chambre des universités : les Recteurs des universités;

2° Pour la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale, les Directeurs-Présidents des Hautes Ecoles et un représentant issus des Etablissements d'enseignement supérieur de promotion sociale de chaque Pôle académique proposé par celui-ci;

3° Pour la Chambre des Ecoles supérieures des Arts, les Directeurs des Ecoles supérieures des Arts.

A ces membres s'adjoignent des membres du personnel et des étudiants issus des établissements concernés par chaque Chambre thématique, de manière à ce qu'elle comporte au total au moins 20 % de représentants du personnel et 20 % d'étudiants, parmi lesquels, pour la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale, au moins un membre du personnel et un étudiant issus d'un établissement de promotion sociale, proposés par les membres du Conseil d'administration de l'ARES respectivement visés aux 6° et 7°.

Un membre d'une Chambre thématique empêché peut s'y faire remplacer par un suppléant désigné selon les modalités de l'article 28.

Les membres du Bureau de l'ARES qui ne sont pas issus des établissements concernés par la Chambre thématique n'y siègent qu'avec voix consultative.

Dans la Chambre des Hautes Ecoles et de l'Enseignement supérieur de promotion Sociale, pour toutes les matières concernant la correspondance ou l'équivalence de titres entre les deux formes d'enseignement, la pondération des voix assure la parité entre les membres issus des Hautes Ecoles et ceux issus des Etablissements de promotion sociale.

Le Conseil d'administration de l'ARES désigne les membres des Chambres thématiques.

Les mandats des membres de chambres sont alignés sur ceux du Conseil d'administration de l'ARES, selon les mêmes modalités.

L'ARES transmet au Gouvernement la composition des Chambres thématiques.

Art. 40. L'ARES constitue les Commissions permanentes suivantes, chargées de préparer, à sa demande, ses délibérations et décisions :

1° la Commission de la Mobilité des étudiants et du personnel (CoM);

2° la Commission de l'Information sur les Etudes (CIE);

3° la Commission de l'aide à la réussite (CAR);

4° la Commission de la Coopération au Développement (CCD);

5° la Commission des Relations internationales (CRI);

6° la Commission de la Vie étudiante, Démocratisation et Affaires sociales (CoVEDAS);

- 7° la Commission Développement Durable (CDD);
- 8° la Commission pour la Qualité de l'Enseignement et de la Recherche (CoQER);
- 9° La Commission de la Valorisation de la Recherche et de la Recherche interuniversitaire (CoVRI);
- 10° la Commission Observatoire et Statistiques (COS);
- 11° la Commission des Bibliothèques et Services académiques collectifs (CBS);
- 12° la Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie (CoFoC).

L'ARES accueille également la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visée à l'article 97 dont elle assure le greffe.

Art. 41. Le Conseil d'administration de l'ARES définit la composition de ces commissions permanentes et en désigne les membres, choisis pour leurs compétences particulières en rapport avec l'objet de la commission. La Commission de l'aide à la réussite et la Commission de la Vie étudiante, Démocratisation et Affaires sociales comporte 50 % d'étudiants; la Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie comporte au moins un représentant et un étudiant issus d'un établissement de promotion sociale. Le Conseil d'administration de l'ARES désigne un Président pour chaque commission permanente.

Les mandats des membres des commissions permanentes sont alignés sur ceux du Conseil d'administration de l'ARES. Ils sont renouvelables.

Art. 42. Le Conseil d'administration de l'ARES et les Chambres thématiques peuvent constituer d'autres commissions en charge d'une question particulière et pour une durée limitée. Les membres sont choisis pour leur compétence particulière en rapport direct avec l'objet de la question.

Art. 43. Le règlement d'ordre intérieur de l'ARES définit le mode de fonctionnement des Chambres thématiques et des Commissions de l'ARES.

Section 6. — Conseil d'orientation

Art. 44. Le Conseil d'orientation de l'ARES est chargé de remettre des avis au Conseil d'administration de l'ARES dans le but de contribuer à une meilleure organisation du système d'enseignement supérieur en Communauté française et une offre d'études la plus en harmonie avec les missions générales de l'enseignement supérieur, en fonction des réalités socio-économiques et socioculturelles et des besoins à long terme estimés en compétences intellectuelles, scientifiques, artistiques et techniques.

Il peut débattre de tous les sujets de nature à influencer l'avenir de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en Communauté française.

Art. 45. Le Conseil d'orientation de l'ARES est composé de 33 membres, tous avec voix délibérative, désignés par le Gouvernement, répartis comme suit :

- 1° huit représentants des milieux socioéconomiques marchands et non marchands présentés par les organisations syndicales interprofessionnelles et les organisations patronales;
- 2° deux représentants des milieux culturels, choisis pour leur renommée internationale;
- 3° deux scientifiques, choisis pour leur renommée internationale;
- 4° deux personnes choisies pour leurs qualités les reliant à l'enseignement supérieur, présentées par le Conseil d'Administration de l'ARES en dehors de ses membres;
- 5° six représentants du monde politique, répartis en fonction de la composition du Parlement de la Communauté française et proposés par celui-ci;
- 6° quatre représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire;
- 7° quatre représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement supérieur;
- 8° deux représentants des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire reconnues;
- 9° un représentant du FRS-FNRS;
- 10° un représentant de l'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française (AEQES);
- 11° le Président de la Commission de Pilotage des Enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Chaque membre peut avoir un suppléant. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Les membres du Conseil d'orientation de l'ARES sont désignés pour une durée de cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Tout membre qui a perdu la qualité pour laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Lorsqu'un membre démissionne ou décède en cours de mandat, il est remplacé pour l'achèvement de son mandat selon les mêmes modalités.

Le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française ou son représentant assiste au Conseil d'orientation avec voix consultative.

Art. 46. Les membres du Bureau exécutif de l'ARES ainsi que son Administrateur ou son représentant assistent aux réunions du Conseil d'orientation avec voix consultative. L'Administrateur rédige les procès-verbaux de ces réunions et, dès leur approbation, les transmet pour information au Conseil d'administration de l'ARES.

Art. 47. Le Conseil d'orientation élit en son sein un Président, parmi les membres effectifs du Conseil d'orientation des catégories 1^o à 3^o de l'article 45.

Son mandat est de cinq ans, renouvelable. S'il perd sa qualité de membre du Conseil d'orientation ou démissionne de sa fonction, il est remplacé pour l'achèvement de son mandat selon les mêmes modalités.

En l'absence du Président du Conseil d'orientation, les membres présents se choisissent un président de séance.

Art. 48. Le Conseil d'orientation de l'ARES se réunit au moins une fois par an, et à chaque requête du Conseil d'administration de l'ARES, du Gouvernement ou d'un cinquième au moins de ses membres.

L'ordre du jour de ses séances est établi par le Président, en concertation avec l'Administrateur et le Bureau exécutif de l'ARES. Un point est porté à l'ordre du jour de la prochaine séance à la demande d'au moins un cinquième des membres du Conseil d'orientation.

Les avis du Conseil d'orientation sont publics. Ils sont joints au rapport annuel de l'ARES.

Art. 49. Le Conseil d'orientation de l'ARES élabore son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 50. Conformément à l'article 42, le Conseil d'orientation peut proposer à l'ARES la constitution de commissions en charge de questions particulières, pour une durée limitée et dont les membres seront choisis pour leur compétence particulière en rapport direct avec l'objet de la Commission.

Art. 51. Le Conseil d'orientation de l'ARES remet chaque année au Conseil d'administration de l'ARES, au plus tard le 1^{er} novembre, un avis sur l'offre d'études et de formation continue.

Dans le mois, le Conseil d'administration de l'ARES annexe cet avis, éventuellement commenté, à son rapport annuel.

CHAPITRE III. — Pôles académiques

Section I^{re}. — Définition et missions

Art. 52. Un Pôle académique est une association sans but lucratif dont les membres sont des établissements d'enseignement supérieur, parmi lesquels au moins une Université, fondée sur la proximité géographique de leurs implantations.

Tout établissement d'enseignement supérieur appartient à un ou plusieurs Pôles académiques, selon le lieu de ses implantations. Cette appartenance est déterminée par la liste des habilitations à organiser des études initiales de premier et deuxième cycles visée à l'article 88. § 1^{er}.

Art. 53. Un Pôle académique est un lieu de concertation et de dialogue entre établissements d'enseignement supérieur. Il a pour mission principale de promouvoir et soutenir toutes les formes de collaborations entre ses membres et d'inciter ceux-ci à travailler ensemble en vue d'offrir des services de qualité aux étudiants.

Ainsi, sans empiéter sur les missions de l'ARES et des zones académiques, un Pôle académique :

1^o favorise et accompagne la mobilité des étudiants et des membres du personnel, dans le respect de leur statut et sur base volontaire, entre les différentes implantations et les établissements, en ce compris les modalités pratiques et financières;

2^o offre des services collectifs destinés au personnel et aux étudiants de ses membres, notamment des bibliothèques et salles d'études, des restaurants et lieux conviviaux, des services médicaux, sociaux et d'aide psychologique, des activités sportives et culturelles, et peut gérer les recettes et dépenses associées;

3^o fédère ou organise le conseil et l'accompagnement aux parcours d'études personnalisés, ainsi que le support pédagogique pour les enseignants;

4^o coordonne l'information et l'orientation des futurs étudiants à propos des diverses études organisées et la représentation de ses membres lors de toute activité d'information sur les études supérieures ou en relation avec l'enseignement obligatoire;

5^o coordonne des formations préparatoires aux études supérieures et toute autre activité susceptible de favoriser le passage entre l'enseignement obligatoire et l'enseignement supérieur;

6^o favorise les relations entre tous ses établissements membres, leur personnel et leurs étudiants avec les acteurs locaux, tant publics que privés;

7^o suscite la création à son niveau de centres disciplinaires fédérés de recherche, d'enseignement ou de services, rassemblant les compétences et équipes des établissements membres du Pôle;

8^o encourage un usage partagé des infrastructures, équipements et biens mobiliers ou immobiliers destinés prioritairement aux missions d'enseignement, de recherche et de service à la collectivité;

9^o et, plus généralement, est le lieu privilégié de dialogue et de réflexion entre ses membres.

Les statuts de chaque Pôle académique précisent la mise en œuvre de ces missions.

Art. 54. Pour l'exercice de ses missions, un Pôle académique ou un établissement d'enseignement supérieur peut établir des relations de partenariat avec d'autres Pôles académiques ou établissements d'enseignement supérieur en Communauté française ou avec d'autres établissements ou groupes d'établissements d'enseignement supérieur extérieurs à la Communauté française. Celles-ci font l'objet d'une convention.

Art. 55. Pour la réalisation de ses missions et en fonction des moyens et ressources disponibles, le Gouvernement peut mettre à la disposition du Pôle les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires. De même, les établissements membres d'un Pôle peuvent mettre à sa disposition des ressources humaines, matérielles et financières. Le personnel concerné conserve intégralement son statut, ses droits et ses avantages.

Les établissements membres d'un Pôle académique peuvent, s'ils le souhaitent, effectuer tous les transferts financiers nécessaires à l'exécution de leurs obligations dans le cadre du Pôle ou des collaborations développées par lui.

Art. 56. Sans préjudice des articles précédents, la Communauté française alloue à chaque Pôle une allocation annuelle de 250.000 euros destinée à couvrir ses besoins de personnel propre et de fonctionnement.

Chaque année, ce montant est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en multipliant ce montant par le coefficient :

Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée divisé par Indice santé de décembre 2013

Section II. — Organisation

Art. 57. Un Pôle académique est géré par un Conseil d'administration composé de 30 membres au maximum issus de ses établissements membres. Il est compétent pour toutes les matières, à l'exclusion de celles qui sont explicitement de la compétence de son Assemblée générale, en vertu de l'article 58.

Il est coprésidé par les Recteurs des Universités qui ont leur siège social sur le territoire du Pôle et par un Directeur-Président d'une Haute Ecole qui a son siège social sur le territoire du Pôle, s'il en existe. Ce dernier est désigné par le Conseil d'administration du Pôle en alternance parmi les Directeurs-Présidents d'une des Hautes Ecoles visées. Le Conseil désigne également deux Vice-présidents : un parmi les Directeurs des Ecoles supérieures des Arts qui ont leur siège social sur le territoire du Pôle, un autre parmi les Directeurs des Etablissements de promotion sociale qui ont leur siège social sur le territoire du Pôle.

La composition du Conseil d'administration d'un Pôle académique reflète la taille relative des établissements en nombre de diplômés de formation initiale de BES, de bachelier et de master issus d'études suivies sur le territoire du Pôle en vertu d'une habilitation détenue par l'établissement sur ce territoire, avec une représentation minimale, éventuellement indirecte, des établissements de petite taille. Elle y garantit la présence de chaque forme d'enseignement et des différentes catégories de sa communauté académique, dont au moins 20 % de représentants du personnel et au moins 20 % d'étudiants. A l'exclusion des membres ex officio, un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum des membres du Conseil d'administration doivent être des personnes de genre différent des autres personnes, sauf impossibilité dûment justifiée.

Au sein de ce Conseil, pour les matières visant l'offre d'enseignement sur le territoire du Pôle, les représentants des établissements qui ne disposent pas d'une habilitation dans une implantation du Pôle pour des études de premier ou de deuxième cycle du domaine d'études concerné n'ont pas voix délibérative.

Art. 58. L'Assemblée générale des établissements membres d'un Pôle académique en établit les statuts. Elle est également seule compétente pour toute modification de ceux-ci. Au sein de l'Assemblée générale, chaque établissement dispose d'un nombre de voix proportionnel à son nombre de diplômés de formation initiale de BES, de bachelier et de master issus d'études suivies sur le territoire du Pôle en vertu d'une habilitation détenue par l'établissement sur ce territoire. L'Assemblée générale statue à la majorité simple, avec une majorité simple parmi les représentants respectivement des Universités, de Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Etablissements de promotion sociale.

Les statuts de même que toute modification y afférente sont transmis sans délai pour approbation par le Gouvernement. Le Gouvernement fixe les statuts du Pôle académique à défaut de décision de son Assemblée générale dans les six mois de l'entrée en vigueur de ce décret.

Ces statuts définissent notamment :

1° la mise en œuvre des missions définies à l'article 53. alinéa 2, ainsi que les missions particulières confiées au Pôle par ses membres;

2° le mode de fonctionnement du Pôle;

3° son siège social;

4° les compétences, la composition, le mode de désignation de ses membres et le mode de fonctionnement de son Conseil d'administration, ainsi que des autres organes de gestion ou d'avis constitués au sein du Pôle pour accomplir ses missions.

Art. 59. Dans un souci d'efficacité, notamment pour remplir ses missions visées à l'article 53., 2° et 8°, un Pôle académique peut créer des organes chargés plus spécifiquement d'une partie de son territoire.

Lorsque l'Assemblée générale d'un Pôle académique en établit les statuts, tel que le prévoit l'article 58. -, elle se prononce sur la création de ces organes. La décision d'en créer ou de ne pas en créer est prise au consensus. La détermination de la composition et des missions de ces organes résulte également d'une délibération selon la procédure du consensus. A défaut de consensus entre ses membres, le Pôle académique peut saisir le Gouvernement qui arrête définitivement les statuts de ces organes.

Art. 60. Le Gouvernement désigne un Commissaire du Gouvernement auprès de chaque Pôle académique, choisi parmi ceux désignés auprès d'un des établissements membres.

La fonction de Commissaire du Gouvernement auprès d'un Pôle académique s'exerce conformément au décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires.

Art. 61. La gestion financière des Pôles académiques est assurée conformément aux dispositions concernant les organismes d'intérêt public de catégorie B de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de cette loi.

Dans sa gestion financière, un Pôle académique est autorisé à reporter tout solde éventuel de ses comptes à l'année budgétaire suivante.

Art. 62. Il est constitué cinq Pôles académiques, répartis de la façon suivante :

1° le Pôle de Liège-Luxembourg, sur le territoire des Provinces de Liège et de Luxembourg;

2° le Pôle « Louvain », sur le territoire de la Province du Brabant wallon;

3° le Pôle de Bruxelles, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

4° le Pôle hainuyer, sur le territoire de la Province de Hainaut;

5° le Pôle de Namur, sur le territoire de la Province de Namur.

CHAPITRE IV. — *Zones académiques*

Art. 63. Une zone académique interpôles est une instance d'avis constituée de la réunion des membres des Conseils d'administration des Pôles académiques qui la composent.

Une zone académique interpôles a uniquement pour missions de proposer à l'ARES une évolution de l'offre d'enseignement supérieur de type court et de susciter ou coordonner des projets d'aide à la réussite des étudiants.

Art. 64. Les décisions d'une zone académique interpôles se prennent à la majorité des deux tiers et à la majorité simple au sein de chaque Conseil d'administration des Pôles académiques qui la composent.

Le Gouvernement peut fixer des modalités particulières de fonctionnement des zones académiques interpôles.

Art. 65. Il existe trois zones académiques interpôles réparties de la façon suivante :

1° la zone Liège-Luxembourg-Namur qui regroupe les Pôles académiques visés à l'article 62.- 1° et 5°;

2° la zone Bruxelles-Brabant wallon qui regroupe les Pôles académiques visés à l'article 62.- 3° et 2°;

3° la zone Hainaut qui correspond au Pôle académique visé à l'article 62.- 4°.

TITRE III. — De l'organisation des études et du statut de l'étudiantCHAPITRE 1^{er}. — *Structure et contenu minimal des études*

Art. 66. § 1^{er}. Les études supérieures sont organisées en trois cycles.

Les cursus initiaux comprennent un ou deux cycles d'études, selon le type d'enseignement.

Les études de spécialisation complètent la formation initiale d'un diplômé de premier ou deuxième cycle et se rattachent à ce même niveau, notamment lorsque des conditions particulières d'accès professionnel l'exigent. En particulier, les études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) sont accessibles aux porteurs du grade académique de master et valorisées pour 30 crédits de niveau 7.

Les études de troisième cycle comprennent les formations doctorales et les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat.

Les diplômes et les certificats donnant lieu à l'octroi de crédits délivrés conformément au présent décret sont les seules certifications reconnues aux niveaux 5 à 8 du cadre francophone des certifications.

§ 2. Les études de formation continue proposent aux diplômés de l'enseignement supérieur ou personnes pouvant valoriser des acquis professionnels ou personnels similaires, à l'issue de leur formation initiale ou tout au long de leur vie et dans une perspective personnelle, sociale ou professionnelle, des ensembles structurés d'activités d'apprentissage visant à compléter, élargir, améliorer, réactualiser ou perfectionner leurs savoirs, savoir-faire, aptitudes, compétences et qualifications, acquis tant lors d'études préalables que par leur expérience personnelle ou professionnelle.

Ces études peuvent conduire à la délivrance de diplômes, de titres, de certificats ou d'attestations, selon leur contenu et leur statut. Ce sont des études de premier ou de deuxième cycle selon le niveau des activités d'apprentissage qu'elles comportent.

§ 3. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent également organiser d'autres activités ou formations qui n'appartiennent à aucune de ces catégories; elles ne sont pas sanctionnées par un titre ou grade académique et ne mènent à la délivrance ni d'un diplôme ni d'un certificat.

§ 4. Pour les études et formations visées aux § 2 et § 3, les droits d'inscriptions réclamés aux étudiants, les financements spécifiques éventuels et les ressources patrimoniales propres affectées par l'établissement contribuent à couvrir les coûts liés à l'organisation de cet enseignement. Cette disposition n'est d'application ni pour la formation du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES), ni pour les formations organisées par les Etablissements de promotion sociale.

Art. 67. Le crédit est une mesure relative de l'ensemble des travaux d'un étudiant pour une ou plusieurs activités d'apprentissage au sein d'un programme d'études, considérant que les travaux d'un étudiant se consacrant à temps plein à ses études pendant une année académique représentent pour lui une charge de 60 crédits.

Un crédit correspond forfaitairement à 30 heures d'activités d'apprentissage. Cette charge horaire n'est que partiellement consacrée à des enseignements organisés directement par l'établissement, mais comprend d'autres activités associées, tels les travaux, exercices personnels, préparations, études, projets, recherches documentaires, épreuves ou immersion socioprofessionnelle.

Les crédits associés à une unité d'enseignement au sein d'un programme d'études s'expriment en nombres entiers, sans qu'une unité d'enseignement ne puisse conduire à plus de 30 crédits. Par exception, dans les études de deuxième cycle du secteur de l'art, une unité d'enseignement peut conduire à plus de 30 crédits si l'octroi de ceux-ci résulte de plusieurs évaluations d'activités d'apprentissage distinctes, chacune valorisée pour moins de 30 crédits.

Les activités de mise à niveau, de remédiation, d'autoformation et d'enrichissement personnel ne font pas l'objet d'une estimation en crédits dans un programme d'études et ne sont donc pas comprises dans cette définition de la charge d'un étudiant. Toutefois, aux conditions fixées par les autorités académiques, de telles activités peuvent être valorisées par le jury dans le contexte d'une procédure d'admission aux études, de réorientation ou d'un programme personnalisé de remédiation.

Art. 68. Nul étudiant ne peut participer aux activités d'apprentissage, ni se présenter aux évaluations et examens organisés par un établissement pour un enseignement, ni se voir octroyer les crédits correspondants, s'il n'est effectivement inscrit à cet enseignement.

Art. 69. § 1^{er}. Les cursus initiaux de type court sont organisés en un seul cycle d'études. Ils comprennent 180 crédits. Ces cursus sont sanctionnés par le grade académique de bachelier.

Par exception, certains cursus initiaux de type court peuvent comprendre 240 crédits.

§ 2. Des études supérieures peuvent conduire à l'obtention du Brevet de l'Enseignement Supérieur (BES) si elles sanctionnent des études de 120 crédits au moins ayant un caractère professionnalisant et donnant accès à un métier clairement identifié. Ces études peuvent être intégrées ou valorisées ensuite dans un cycle d'études de type court.

Art. 70. § 1^{er}. Les cursus initiaux de type long sont organisés en deux cycles d'études :

1° un premier cycle sanctionné par le grade académique de bachelier qui comprend 180 crédits;

2° un deuxième cycle sanctionné par le grade de master qui comprend 60 crédits ou, s'il poursuit une finalité particulière, 120 crédits.

Certains cycles d'études peuvent être constitutifs de plusieurs cursus de type long différents.

Par exception, les deuxièmes cycles en médecine et en médecine vétérinaire comprennent 180 crédits. Le deuxième cycle d'études en médecine est sanctionné par le grade de médecin; le deuxième cycle d'études en médecine vétérinaire est sanctionné par le grade de médecin vétérinaire.

§ 2. Les études de master en 120 crédits au moins peuvent comprendre un ou plusieurs choix de 30 crédits spécifiques donnant à ces études l'une des finalités suivantes :

1° La finalité didactique qui comprend la formation pédagogique spécifique en application du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique; elle n'est organisée que pour les grades académiques correspondant aux titres requis dans l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française. Le Gouvernement établit cette correspondance.

2° La finalité approfondie préparant à la recherche scientifique ou artistique. Elle comprend à la fois des enseignements approfondis dans une discipline particulière et une formation générale au métier de chercheur. Elle est organisée exclusivement à l'université ou, pour les études artistiques, dans les Ecoles supérieures des Arts en coorganisation d'un programme conjoint avec une université participant à une école doctorale thématique correspondant e.

3° Une finalité spécialisée dans une discipline particulière du domaine auquel se rattache le cursus qui vise des compétences professionnelles ou artistiques particulières. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent organiser une ou plusieurs finalités spécialisées différentes pour un même master.

L'ARES assure la cohérence de l'offre de ces finalités en évitant toute redondance injustifiée.

§ 3. Les études de master préexistant à l'entrée en vigueur de ce décret peuvent ne comporter que 60 crédits au sein d'un cursus de type long de 240 crédits. Elles ne comprennent pas de finalité. La liste de ces études est reprise en annexe III de ce décret.

Tous les deux ans, l'ARES remet au Gouvernement une évaluation de ces cursus.

Art. 71. § 1^{er}. Les cursus de troisième cycle comprennent la formation doctorale et les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat.

§ 2. Les formations doctorales sont encadrées par des équipes associées en une école doctorale thématique agréée par l'ARES sur avis de la Chambre thématique universitaire. Elles sont liées aux compétences spécifiques des équipes de recherche et confèrent aux diplômés une haute qualification scientifique et professionnelle.

Elles peuvent conduire à la délivrance d'un certificat de formation à la recherche sanctionnant forfaitairement 60 crédits de formation. Elles consistent essentiellement en des activités spécifiques liées au métier de chercheur et ne peuvent donc comporter plus de 30 crédits d'activités d'apprentissage du type visé au 1° de l'article 76. Les porteurs d'un titre de master à finalité approfondie du même domaine bénéficient d'une valorisation automatique des 30 crédits maximum portant sur ces activités d'apprentissage.

§ 3. Le grade académique de docteur est conféré après soutenance d'une thèse démontrant les capacités de créativité, de conduite de recherches scientifiques et de diffusion de ses résultats par le récipiendaire.

L'épreuve de doctorat consiste en :

1° la rédaction d'un travail personnel et original qui peut prendre la forme d'une dissertation dans la discipline, d'un essai du candidat faisant apparaître la cohérence d'un ensemble de publications à caractère scientifique dont le doctorant est auteur ou coauteur, ou d'une dissertation articulée à une œuvre, un projet ou des réalisations dont le candidat est auteur ou coauteur;

2° la présentation publique de ce travail mettant en évidence ses qualités, son originalité, ainsi que les capacités de vulgarisation scientifique du candidat.

Les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat correspondent forfaitairement à 180 crédits acquis après une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ou de niveau équivalent.

Art. 72. A l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de bachelier, des études de spécialisation de premier cycle peuvent conduire à un autre grade académique de bachelier après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires.

Ces études visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée, notamment pour autoriser l'accès à certaines professions.

Art. 73. A l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master en 120 crédits au moins ou de niveau équivalent, des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires.

Ces études visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée correspondant à au moins un des objectifs suivants :

1° autoriser l'exercice de certaines professions, dans le respect des dispositions légales correspondantes, notamment dans le secteur de la santé;

2° répondre aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement;

3° donner accès à des titres et grades particuliers exigés par la loi ou aux compétences particulières et reconnues des équipes de recherche et d'enseignement, qui présentent un caractère d'originalité, d'unicité et de spécificité scientifique ou artistique en Communauté française.

L'ARES assure la cohérence de ces études et en garantit leur conformité par rapport à ces critères.

Art. 74. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent organiser des études de formation continue à destination des diplômés de l'enseignement supérieur ou de porteurs de titres similaires.

Ces études poursuivent un ou plusieurs buts suivants :

1° réactualiser les connaissances de diplômés, notamment en fonction du profil professionnel particulier des étudiants;

2° perfectionner ou spécialiser leurs savoirs et compétences dans l'une ou l'autre discipline particulière, dans le même domaine d'études que leur diplôme initial ou dans un domaine différent. A cette catégorie appartiennent notamment les formations de réinsertion ou de réorientation professionnelle;

3° compléter et parfaire leur formation, en lien direct avec leur activité professionnelle actuelle ou future, dans une perspective de continuité de leur parcours professionnel;

4° étendre et enrichir leur formation personnelle, en tant que citoyen actif et critique.

Pour ces études de formation continue, la valorisation de crédits professionnelle et personnelle est par essence d'application et s'inscrit dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie.

L'ARES, sur avis des Pôles académiques, assure la cohérence de l'offre de ces études et de leurs conditions d'accès en évitant toute concurrence.

La réussite de ces études n'est pas sanctionnée par un grade académique. Elles peuvent permettre la délivrance de certificats et l'octroi de crédits aux étudiants correspondant aux enseignements suivis avec succès, si elles portent sur au moins 10 crédits et respectent les mêmes critères d'organisation, d'accès, de contenu et de qualité que les études menant à des grades académiques. Cette conformité est attestée par l'ARES.

Ces études de formation continue ne sont pas éligibles pour le mécanisme général de financement des études supérieures, à l'exception des études organisées par les Etablissements de promotion sociale. Le Gouvernement peut toutefois fixer des règles de financement spécifiques pour certaines d'entre elles, après avis de l'ARES.

CHAPITRE II. — *Organisation de l'enseignement*

Art. 75. § 1^{er}. La langue administrative des établissements d'enseignement supérieur est le français.

§ 2. La langue d'enseignement et d'évaluation des activités d'apprentissage est le français.

Toutefois, des activités peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue :

1° dans le premier cycle d'études, à raison d'au plus un quart des crédits;

2° pour les études menant au grade académique de master, sauf pour les crédits spécifiques à la finalité didactique, à raison de la moitié des crédits;

3° pour les études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur conformément à l'article 82, dont au moins un établissement extérieur à la Communauté française;

4° pour les études de spécialisation;

5° pour les études de troisième cycle;

6° pour les études de formation continue et autres formations.

De manière générale, toute activité d'apprentissage d'un cursus de premier ou deuxième cycle peut être organisée et évaluée dans une autre langue si elle est organisée également en français; cette obligation est satisfaite pour les options ou pour les activités au choix individuel de l'étudiant, au sens de l'article 127, s'il existe au moins un autre choix possible d'options ou d'activités organisées en français.

Pour l'application du § 2 de l'alinéa 2, 1° et 2°, les enseignements de langues étrangères, les travaux de fin d'études, les activités d'intégration professionnelle ainsi que les activités d'apprentissage qui sont coorganisées par des établissements extérieurs à la Communauté française reconnus par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur n'entrent pas en ligne de compte.

Pour les études de deuxième cycle, le Gouvernement peut en outre accorder aux établissements d'enseignement supérieur des dérogations lorsque les études visées ont un caractère international dérivant de l'excellence du champ scientifique ou artistique, ou de sa nature particulière. Les dérogations sont accordées sur proposition de l'ARES.

Art. 76. Les activités d'apprentissage comportent :

1° des enseignements organisés par l'établissement, notamment des cours magistraux, exercices dirigés, travaux pratiques, travaux de laboratoire, séminaires, exercices de création et recherche en atelier, excursions, visites et stages;

2° des activités individuelles ou en groupe, notamment des préparations, travaux, recherches d'information, travaux de fin d'études, projets et activités d'intégration professionnelle;

3° des activités d'étude, d'autoformation et d'enrichissement personnel.

Toutes peuvent faire l'objet d'une évaluation et d'une valorisation en termes de crédits.

Art. 77. Chaque unité d'enseignement au sein d'un programme d'études comprend une ou plusieurs activités d'apprentissage. Une unité se caractérise par les éléments suivants :

1° son identification, son intitulé particulier, sa discipline;

2° le nombre de crédits associés;

3° sa contribution au profil d'enseignement du programme, ainsi que les acquis d'apprentissage spécifiques sanctionnés par l'évaluation;

4° la description des objectifs, du contenu et des sources, références et supports éventuels, avec l'indication de ceux qui sont indispensables pour acquérir les compétences requises;

5° le cycle et niveau du cadre francophone des certifications auxquels il se rattache et, si c'est pertinent, la position chronologique dans le programme du cycle;

- 6° son caractère obligatoire ou au choix individuel de l'étudiant au sein du programme ou des options;
- 7° la liste des unités d'enseignement prérequisées ou corequisées au sein du programme et si d'autres connaissances et compétences particulières préalables sont requises;
- 8° les coordonnées du service du ou des enseignants responsables de son organisation et de son évaluation;
- 9° son organisation, notamment le volume horaire, l'implantation et la période de l'année académique;
- 10° la description des diverses activités d'apprentissage qui la composent, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage mises en œuvre;
- 11° le mode d'évaluation et, s'il échet, la pondération relative des diverses activités d'apprentissage;
- 12° la ou les langues d'enseignement et d'évaluation.

Au sein d'un programme d'études, l'évaluation d'une unité d'enseignement peut faire l'objet d'une pondération à des fins de délibération par le jury lors du calcul de la moyenne visée à l'article 139 et à l'article 140. Cette pondération est également indiquée. À défaut, l'évaluation de chaque unité d'enseignement y intervient pour un poids égal.

Cette description des unités d'enseignement ne peut être modifiée durant l'année académique sur laquelle elle porte, sauf cas de force majeure touchant les enseignants responsables.

Art. 78. Chaque Université, Haute Ecole et Ecole supérieure des Arts organisée ou subventionnée par la Communauté française est tenue de mettre à disposition des étudiants régulièrement inscrits, sur son site intranet, les supports de cours dont la liste est déterminée, pour les Universités, par l'organe visé à l'article 17 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur, pour les Hautes Ecoles, par le Conseil pédagogique et, pour les Ecoles supérieures des Arts, par le Conseil de gestion pédagogique.

Cette mise à disposition des supports de cours visés à l'alinéa précédent est effective au plus tard un mois après le début des activités d'apprentissage visées.

Ces supports de cours peuvent être modifiés suivant l'évolution du contenu précis et de la forme des activités d'apprentissage. Toutefois, ils doivent être mis en ligne au plus tard six semaines avant l'épreuve d'évaluation correspondante.

L'étudiant jouissant d'une allocation d'études qui en fait la demande bénéficiaire, à charge des budgets sociaux de l'Université, Haute Ecole ou Ecole supérieure des Arts, de l'impression sur papier, à titre gratuit, des supports de cours relatif au cursus au sein duquel il est inscrit et qui sont visés dans la liste déterminée à l'alinéa 1^{er}.

Dans les établissements d'enseignement supérieur qui mettent, par ailleurs, à disposition via impression les supports de cours, le coût de cette impression est soumis à l'avis de la commission de concertation chargée de rendre un avis sur les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants.

CHAPITRE III. — Rythme des études

Art. 79. § 1^{er}. L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle. A titre exceptionnel et pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique; dans ce cas, une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre, conformément aux dispositions de l'article 150, § 1^{er}.

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre; le deuxième débute le premier février; le troisième débute le premier juillet. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage. Les activités d'apprentissage débutent le premier lundi du quadrimestre.

A l'issue de chacun de ces quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits. Celle-ci porte au minimum sur l'ensemble des activités d'apprentissage organisées durant le quadrimestre.

Un troisième quadrimestre comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels.

§ 2. Par exception au paragraphe précédent, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent, pour des raisons de force majeure et dûment motivées, prolonger une période d'évaluation d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période de deux mois et demi au-delà de la fin du quadrimestre.

§ 3. Les activités d'apprentissage des études de troisième cycle, des études de formation continue et des autres formations peuvent être réparties sur les trois quadrimestres.

Art. 80. Les activités d'apprentissage visées à l'article 76, 1°, et les évaluations, à l'exception des activités d'intégration professionnelle, excursions, visites et stages, ne sont organisées par les établissements ni les dimanches, ni les jours fériés légaux, ni le 27 septembre.

Les autorités des établissements d'enseignement supérieur peuvent fixer d'autres jours de suspension d'activités propres à leur établissement.

CHAPITRE IV. — Mobilité, collaborations et codiplômation

Art. 81. Les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en vue de l'obtention d'un grade académique suivent les activités d'apprentissage et effectuent les travaux qui figurent à leur programme d'études et qui sont organisés par l'établissement. Ils y présentent les épreuves et examens qui se rapportent à leur programme d'études.

Toutefois, des conventions conclues avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieurs à celle-ci, peuvent prévoir que certains de ces cours et travaux seront organisés par ces autres établissements et que les examens qui s'y rapportent seront présentés dans ces mêmes établissements, conformément aux règles qui y sont en vigueur. Elles peuvent aussi prévoir l'échange de membres du personnel à cet effet.

Les établissements hors Communauté française avec lesquels ces conventions peuvent être conclues doivent être reconnus par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, organiser des cursus ou participer à l'organisation de cursus et délivrer des grades équivalents au moins à un grade de premier cycle tel que visé par le présent décret.

Art. 82. § 1^{er}. Dans le cadre de leurs missions, les établissements d'enseignement supérieur développent des partenariats entre eux, ainsi qu'avec d'autres institutions ou personnes morales issues du monde scientifique, éducatif, professionnel et culturel. Les partenaires choisis peuvent être belges ou étrangers. Ils peuvent conclure des conventions de collaboration avec ces partenaires.

Pour les conventions en matière d'enseignement, les établissements partenaires doivent être reconnus par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur.

§ 2. Deux ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieurs à celle-ci, peuvent conclure entre eux des conventions de collaboration au sens du paragraphe précédent pour la coorganisation administrative et académique d'activités d'apprentissage d'une formation ou d'un programme d'études conjoint pour lequel l'un d'entre eux au moins est habilité. Une telle convention peut porter sur l'offre et l'organisation d'enseignements, l'échange de membres du personnel ou le partage d'infrastructures.

La convention désigne, parmi les établissements habilités en Communauté française pour les études visées, l'établissement référent chargé de la centralisation de la gestion administrative et académique du programme et des étudiants. Le Gouvernement peut compléter le contenu minimal d'une telle convention.

§ 3. Un programme d'études conjoint peut mener à une codiplômation lorsqu'il est coorganisé au sens du paragraphe précédent, que tous les partenaires en Communauté française qui codiplôment y sont habilités ou cohabilités pour ces études, que les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et que la réussite est sanctionnée collégialement et conduit à la délivrance conjointe soit d'un diplôme unique signé par tous les partenaires, soit de diplômes émis par chacun d'entre eux en vertu de leurs habilitations et législations propres.

Pour proposer un programme en codiplômation, les établissements en Communauté française partenaires doivent prendre en charge chacun, dans le cadre de cette convention, au moins 15 pour-cent des activités d'apprentissage du programme du cycle d'études concerné. De plus, chaque étudiant devra avoir effectivement suivi des activités d'apprentissage organisées par au moins deux partenaires différents.

Ce dernier alinéa ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne.

La convention de codiplômation fixe notamment :

- 1° les conditions particulières d'accès aux études;
- 2° les modalités d'inscription;
- 3° l'organisation des activités d'apprentissage;
- 4° les modalités d'évaluation, de délibération et de sanction en fin de cycle;
- 5° l'intitulé du ou des grades, titres ou diplômes délivrés, ainsi que le modèle de ceux-ci;
- 6° les règles de redistribution des recettes et de répartitions des dépenses entre les établissements partenaires;
- 7° l'établissement d'enseignement supérieur en Communauté française désigné comme référent en Communauté française;
- 8° les dispositions relatives aux assurances contractées pour les étudiants.

Les modalités d'évaluation et d'organisation fixées dans la convention doivent être conformes à la législation en vigueur dans l'un des établissements partenaires.

§ 4. En vue d'encadrer certains travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat, les universités peuvent conclure des conventions de cotutelle de thèse avec d'autres universités ou établissements d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieurs à celle-ci, habilités à délivrer le grade de docteur. Ces conventions sont assimilées aux conventions de codiplômation, mais sont spécifiques pour chaque étudiant; celle-ci spécifie l'école doctorale encadrant sa formation.

CHAPITRE V. — *Grades académiques*

Art. 83. § 1^{er}. Les études supérieures sont organisées dans les domaines suivants :

- 1° Philosophie;
- 2° Théologie;
- 3° Langues, lettres et traductologie;
- 4° Histoire, histoire de l'art et archéologie;
- 5° Information et communication;
- 6° Sciences politiques et sociales;
- 7° Sciences juridiques;
- 8° Criminologie;
- 9° Sciences économiques et de gestion;
- 10° Sciences psychologiques et de l'éducation;
- 11° Sciences médicales;
- 12° Sciences vétérinaires;
- 13° Sciences dentaires;
- 14° Sciences biomédicales et pharmaceutiques;
- 15° Sciences de la santé publique;
- 16° Sciences de la motricité;
- 17° Sciences;
- 18° Sciences agronomiques et ingénierie biologique;
- 19° Sciences de l'ingénieur et technologie;
- 20° Art de bâtir et urbanisme;
- 21° Art et sciences de l'art;

- 22° Arts plastiques, visuels et de l'espace;
- 23° Musique;
- 24° Théâtre et arts de la parole;
- 25° Arts du spectacle et technique de diffusion et de communication;
- 26° Danse.

Les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat sont classés dans un ou plusieurs domaines d'études.

Les études de formation continue et autres formations organisées par les établissements sont également rattachées à un ou plusieurs domaines d'études.

La liste des grades académiques associés à ces domaines est déterminée par celle des habilitations correspondantes.

§ 2. Les domaines d'études sont répartis en quatre secteurs de la façon suivante :

- 1° Les sciences humaines et sociales : les domaines 1° à 10°;
- 2° La santé : les domaines 11° à 16°;
- 3° Les sciences et techniques : les domaines 17° à 20°;
- 4° L'art : les domaines 21° à 26°.

Art. 84. Aucun titre ou grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception au 1^{er} alinéa et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur peut-être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 20 crédits du programme correspondant au moins et qui y aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins.

Art. 85. A l'exception du grade de docteur, tout grade académique comprend son appellation générique – bachelier, master, médecin, médecin vétérinaire – et sa qualification composée des éléments suivants :

- 1° l'intitulé du cursus, précédé de « : » ou du mot « en » ou « es »;
- 2° l'orientation éventuelle précédée de « orientation », ainsi que la spécialité éventuelle;
- 3° la finalité éventuellement suivie, précédée de « , à finalité ».

Pour les études de troisième cycle, le grade de docteur est précisé par l'intitulé de la thèse soutenue et soit par l'école doctorale thématique ayant encadré la formation, soit par le ou les domaines auxquels elle se rattache.

§ 2. L'orientation et les options éventuelles précisent le contenu du programme d'études sanctionné par le grade académique qui donne à ces études un profil de compétences particulier.

Une orientation, précisée éventuellement par une spécialité, indique un référentiel de compétences et profil d'enseignement spécifiques du programme du cycle d'études qui y conduit correspondant à un ensemble d'unités d'enseignement de plus de 60 crédits et ne pouvant dépasser les deux tiers des crédits que comporte le cycle d'études.

Une option indique le choix, par l'étudiant, d'un ensemble cohérent d'unités d'enseignement particulières valorisées pour 15 à 30 crédits qui caractérise tout ou partie de son programme du cycle d'études, sans que le total des options ne puisse dépasser la moitié des crédits que comporte ce cycle d'études ni que celles-ci ne conduisent à un grade académique distinct.

CHAPITRE VI. — *Habilitations*

Art. 86. § 1^{er}. L'habilitation à organiser des études supérieures et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent est accordée ou retirée à un établissement d'enseignement supérieur par décret.

L'habilitation porte sur les études menant à un titre ou grade académique particulier, ainsi que sur le territoire géographique sur lequel ces études peuvent être organisées, à l'exception des travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat qui ne sont pas associés à une implantation particulière. Une habilitation est accordée pour la Région de Bruxelles-Capitale ou, en Région wallonne, pour un ou plusieurs arrondissements administratifs.

Sur avis conforme de l'ARES, un établissement d'enseignement supérieur peut organiser une partie des activités d'apprentissage en dehors des implantations ainsi définies, pour autant que ces activités décentralisées ne dépassent pas

15 crédits par cycle d'études et ne constituent jamais un dédoublement d'enseignements.

§ 2. Toute coorganisation d'un cycle d'études, avec ou sans codiplômation, entre plusieurs établissements d'enseignement supérieur en Communauté française en application des dispositions de l'article 82 § 2 ou § 3 est soumise à l'avis favorable préalable de l'ARES.

Cette disposition ne concerne pas les coorganisations préexistantes à son entrée en vigueur.

Art. 87. Une habilitation constitue une cohabilitation conditionnelle lorsqu'elle est soumise à la condition qu'une convention de codiplômation au sens de l'article 82 § 3 soit conclue entre les établissements auxquels cette cohabilitation est accordée.

Sauf motivation expresse, toute nouvelle habilitation proposée par l'ARES est soit une cohabilitation conditionnelle, soit s'inscrit dans un projet de collaboration ou de coorganisation entre plusieurs établissements selon les dispositions de l'article 82.

La liste de ces cohabilitations est reprise en annexe IV de ce décret.

Art. 88. § 1^{er}. Les habilitations à organiser des cursus initiaux de premier et deuxième cycles et de bachelier de spécialisation peuvent être revues, sur proposition ou après avis de l'ARES, avec effet pour l'année académique qui débute durant l'année qui suit celle de l'adoption du décret qui octroie ces habilitations. Dans ses propositions, l'ARES justifie et garantit un équilibre collectif, en harmonie avec les demandes locales et les moyens humains, intellectuels,

matériels et financiers disponibles, et évitant toute concurrence ou redondance. L'avis de l'ARES sur les nouvelles habilitations se fonde notamment sur les compétences spécifiques existantes, sur les capacités d'accueil des étudiants et sur la cohérence globale de l'offre en évitant les concurrences stériles entre établissements et Pôles académiques.

La liste des habilitations à organiser des études initiales de premier et deuxième cycles et de bachelier de spécialisation est reprise en annexe II de ce décret.

§ 2. Au plus tard à partir la rentrée académique 2020, les cycles d'études de type court, hors études de spécialisation, conduisant au même grade académique organisés dans le même arrondissement et dont l'un au moins diplôme moins de 10 étudiants par an en moyenne sur les cinq dernières années académiques doivent être coorganisés par les établissements habilités au sein du Pôle académique des implantations concernées, sous peine de perte de cette habilitation sur ces implantations. Cette disposition ne concerne pas les études organisées une seule fois sur le territoire d'un Pôle académique ou qui sont coorganisées en codiplômation par au moins trois établissements habilités. L'ARES peut proposer au législateur des exceptions dûment motivées à cette disposition.

§ 3. L'habilitation à organiser la finalité approfondie d'un master est accordée aux universités habilitées pour ce master en 120 crédits et participant à une école doctorale thématique du domaine. Par exception, l'habilitation à organiser la finalité approfondie est également accordée aux Ecoles supérieures des Arts si elle est organisée dans le cadre d'un programme conjoint avec une université participant à l'école doctorale en arts et sciences de l'art.

Art. 89. L'habilitation à organiser des études de master de spécialisation n'est accordée qu'aux établissements habilités à conférer un grade académique de type long du même domaine. Ces études sont nécessairement soit organisées par une université ou une Ecole supérieure des Arts, soit coorganisées par plusieurs établissements dont au moins une université. Toutefois, une telle habilitation est perdue pour l'établissement qui organise ou pour l'ensemble des établissements qui coorganisent les études correspondantes s'ils n'ont pas diplômé en moyenne au moins dix étudiants au cours des trois années académiques précédentes, compte non tenu de la première année d'organisation, sauf si ces études sont organisées ou coorganisées de manière unique en Communauté française. L'ARES peut proposer au législateur des exceptions dûment motivées à cette disposition.

La liste des grades académiques sanctionnant les études visées à l'article 73, 3°, est reprise en annexe V de ce décret; le Gouvernement arrête la liste de ceux visés aux catégories 1° et 2° en cohérence avec les autres législations et réglementations qui les concernent.

Art. 90. Les établissements d'enseignement supérieur sont habilités à organiser les études de formation continue dans les domaines pour lesquels ils sont habilités à organiser des études de premier ou deuxième cycles. L'ARES peut accorder des exceptions dûment motivées à cette disposition.

Art. 91. L'habilitation à organiser la formation doctorale est accordée, par domaine ou ensemble de domaines d'études, conjointement aux Universités accueillant une école doctorale thématique agréée par l'ARES et relevant de l'école doctorale près le FRS-FNRS correspondante. Celle-ci est unique en Communauté française.

L'habilitation à conférer le grade académique de docteur est accordée à chaque Université.

Pour la délivrance du doctorat en art et sciences de l'art, les universités accueillant une école doctorale agréée relevant de l'école doctorale du domaine travaillent nécessairement en collaboration avec une ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts.

CHAPITRE VII. — *Equivalences*

Art. 92. Le Gouvernement peut reconnaître l'équivalence entre un titre, diplôme ou certificat d'études délivré à l'étranger et l'un des grades académiques conférés en vertu des dispositions du présent décret.

Par voie de mesure individuelle, le Gouvernement statue sur l'octroi de l'équivalence complète d'études faites hors Communauté française, et qui n'ont pas fait l'objet d'une mesure visée à l'alinéa précédent, aux différents grades académiques de bachelier pour les études de type court et de master, médecin et médecin vétérinaire pour les études de type long. L'octroi de l'équivalence complète peut être subordonné à la réussite d'une épreuve particulière dans les cas et limites fixés par le Gouvernement.

Sous réserve des alinéas 1^{er} et 2 et indépendamment d'une procédure d'admission aux études, les jurys statuent sur l'équivalence complète ou partielle des études faites hors Communauté française aux grades académiques qu'ils confèrent.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure d'octroi des équivalences visées aux alinéas 2 et 3.

Art. 93. Par voie de mesures individuelles, le Gouvernement statue sur l'équivalence du niveau d'études réalisées à l'étranger au niveau des études sanctionnées par l'octroi d'un grade académique générique de bachelier ou master.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure d'adoption des décisions portant équivalence de niveau d'études.

CHAPITRE VIII. — *Inscription aux études*

Art. 94. L'étudiant choisit librement l'établissement d'enseignement supérieur au sein duquel il souhaite s'inscrire.

Son inscription implique le respect du règlement des études.

Art. 95. § 1^{er}. Une demande d'admission ou d'inscription est introduite selon la procédure définie au règlement des études. Elle est irrecevable si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions d'accès aux études visées ou ne respecte pas les dispositions du règlement des études. Ceci est notifié directement au candidat et ne constitue par un refus d'inscription au sens de l'article 96.

Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements sont habilités à recevoir les recours contre ces décisions et, pour des raisons motivées, à invalider cette décision et confirmer la demande d'inscription de l'étudiant.

La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études lui incombe. Elle peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

Toute fausse déclaration ou falsification dans la constitution d'un dossier d'admission ou d'inscription est constitutive de fraude à l'inscription.

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent inscrire provisoirement des étudiants en attente de satisfaire certaines de ces conditions d'accès. Cette inscription provisoire doit être régularisée au plus tard pour le 30 novembre, sauf si le retard dans la délivrance des documents ou attestations manquants n'est pas de la responsabilité de l'étudiant.

§ 2. Lors de sa demande d'inscription, l'étudiant reçoit toutes les informations utiles relatives à l'établissement et aux études visées, notamment le règlement des études, ainsi que le programme d'études détaillé.

Pour les études qui peuvent conduire à un titre professionnel soumis à des règles ou restrictions d'agrément ou d'établissement professionnel particulières, ces informations précises doivent être fournies par écrit dès la demande d'inscription. Le Gouvernement peut fixer le contenu de ce document. Un reçu signé de l'étudiant atteste la transmission de ce document.

Art. 96. § 1^{er}. Par décision motivée, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent refuser l'inscription d'un étudiant, selon la procédure prévue au règlement des études :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet, dans les cinq années précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de faute grave;

2° lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

3° lorsque cet étudiant n'est pas finançable.

La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective.

La notification du refus d'inscription doit indiquer les modalités d'exercice des droits de recours.

§ 2. Le règlement des études prévoit une procédure de recours interne auprès des autorités académiques de l'établissement contre les décisions de refus visées au paragraphe précédent.

Art. 97. § 1^{er}. Une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visé à l'article 96 est créée. Celle-ci est accueillie par l'ARES qui en assure le support logistique et administratif; un membre du personnel de l'ARES en assume le secrétariat.

§ 2. Le Gouvernement désigne les membres de cette commission, sur proposition de l'ARES. Elle est composée d'au moins cinq membres effectifs et de cinq membres suppléants. Ces membres sont choisis parmi les personnels et les étudiants des établissements d'enseignement supérieur, dont au moins 20 % d'étudiants. De plus, un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum des membres de la commission doivent être des personnes de genre différent des autres personnes, sauf impossibilité dûment justifiée.

Cette commission peut comporter plusieurs chambres composées et désignées de manière similaire.

Le mandat des membres de la commission est de cinq ans, à l'exception des membres étudiants qui sont désignés pour un an. Les mandats sont tous renouvelables.

Les membres peuvent démissionner à tout moment. Le Gouvernement ne peut révoquer un membre qu'en cas de négligence grave ou d'inconduite manifeste. Les membres continuent à exercer leur fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés, sauf en cas de révocation.

§ 3. Le Gouvernement détermine le mode de fonctionnement de cette commission. Le Gouvernement ni aucun membre de l'ARES ou d'un établissement d'enseignement supérieur ne peuvent en aucune manière donner aux membres de la commission des instructions sur la façon dont ils exercent cette compétence.

Aucun membre de cette commission ne peut participer à l'examen d'une plainte relative à un refus concernant un établissement auquel il est lié, comme membre du personnel ou comme étudiant.

Après la notification du rejet du recours interne visé à l'article 96 § 2, l'étudiant a quinze jours pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite commission par pli recommandé. Cette requête indique clairement l'identité de l'étudiant et l'objet précis de son recours; elle contient tous les éléments et toutes les pièces qu'il estime nécessaires pour motiver son recours.

La commission n'est pas compétente pour se prononcer sur les motifs académiques ayant mené à la décision, mais peut invalider le refus d'inscription dans les quinze jours à dater de la réception de la plainte si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne. Si, passé ce délai, la commission n'a pas invalidé ce refus, la décision des autorités académiques de l'établissement devient définitive.

Art. 98. En cas de fraude à l'inscription, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement d'enseignement supérieur sont définitivement acquis à celui-ci.

Art. 99. Une inscription est valable pour une année académique et porte sur un ensemble cohérent d'unités d'enseignements d'un cursus particulier. Cette liste d'unités d'enseignements constitue le programme annuel de l'étudiant pour l'année académique établi conformément à l'article 100.

Avec l'accord des autorités académiques, un étudiant peut cumuler plusieurs inscriptions au cours d'une même année académique.

Art. 100. § 1^{er}. Le programme d'un étudiant qui s'inscrit pour la première fois à un premier cycle correspond obligatoirement aux 60 premiers crédits du programme d'études, sauf allègement prévu à l'article 151.

S'il bénéficie de crédits acquis ou valorisés pour des unités d'enseignement de ce programme, il peut compléter son inscription d'activités de remédiation ou complémentaires visant à accroître ses chances de réussite, conformément à l'article 148.

L'étudiant qui aurait déjà acquis ou pu valoriser au moins 45 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle peut choisir de compléter son inscription d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, conformément aux dispositions générales du paragraphe suivant.

§ 2. Au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, le programme d'un étudiant comprend :

1° les unités d'enseignement du programme d'études auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaissier;

2° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle ou parmi les enseignements supplémentaires définis comme condition d'accès au cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequis;

3° éventuellement, en fin de cycle, des unités d'enseignement du cycle d'études suivant du même cursus pour lesquelles il remplit les conditions prérequis et avec l'accord du jury de ce cycle d'études.

Le programme d'un étudiant est soumis à l'accord du jury qui veille au respect des prérequis et corequis et à ce que la charge annuelle de l'étudiant soit au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ou allègement prévu à l'article 151. - Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis par le jury.

§ 3. Par exception aux dispositions du paragraphe précédent, l'inscription aux études de troisième cycle porte sur l'ensemble du programme; celle aux études de formation continue porte sur un programme personnalisé établi conformément aux dispositions de l'article 151.

Art. 101. A l'exception de l'inscription aux études de troisième cycle, la date limite d'inscription est fixée au 31 octobre suivant le début de l'année académique; pour les étudiants visés à l'article 79 § 2, cette limite est portée au 30 novembre. Toutefois, par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'établissement d'enseignement supérieur, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient.

Afin de respecter les contraintes administratives et académiques motivées par leur situation particulière, le règlement des études de l'établissement peut prévoir pour certaines catégories d'étudiants des dates limites pour l'introduction de demande d'admission ou d'inscription antérieures à la date limite d'inscription effective.

Art. 102. § 1^{er}. Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé 10 % du montant des droits d'inscription, conformément au calendrier fixé à l'article 101. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours.

Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 4 janvier ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

Le règlement des études de l'établissement ne peut imposer d'autres délais pour le paiement de ces droits.

Les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements sont habilités à recevoir les recours contre les annulations d'inscription et, pour des raisons motivées, à invalider cette décision et confirmer l'inscription de l'étudiant.

§ 2. Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le 1^{er} décembre; seuls 10 % du montant des droits d'inscription restent dus.

Art. 103. Pour être régulière, une inscription doit respecter les conditions de l'article 100 et de l'article 102.

De plus, l'inscription d'un étudiant à un programme d'études conjoint, en codiplômation ou non, coorganisé par plusieurs établissements partenaires d'une convention visée à l'article 82 § 2 n'est régulière que si elle porte au total sur au moins 30 crédits du cursus visé auprès de l'ensemble des établissements en Communauté française partenaires de la convention, sauf situations de charge totale inférieure prévues à l'article 100 en première année, en fin de cycle ou en cas d'allègement.

Art. 104. Lorsqu'une inscription concerne des études coorganisées par plusieurs établissements d'enseignement supérieur visées à l'article 82, l'étudiant s'inscrit dans un des établissements d'enseignement supérieur partenaires, conformément aux modalités de la convention et aux conditions générales du règlement des études de cet établissement. S'il s'agit d'un programme conjoint ou d'études codiplômantes, l'inscription est nécessairement prise auprès de l'établissement référent en Communauté française. Celui-ci reçoit et contrôle l'inscription et perçoit les droits d'inscription correspondants.

Les informations destinées à l'étudiant font état de cette coorganisation et décrivent avec précision la répartition des activités d'apprentissage entre les établissements d'enseignement supérieur partenaires.

Chaque établissement partenaire transmet au moins annuellement les informations relatives aux inscriptions qu'il a reçues à l'ensemble des établissements partenaires de la convention.

Art. 105. § 1^{er}. Le montant des droits d'inscription pour des études est fixé par décret.

Ces montants comprennent l'inscription au rôle, l'inscription à l'année académique et l'inscription aux épreuves et examens organisés durant cette année académique. Il ne peut être prélevé aucun droit ni frais complémentaires.

Dans chaque établissement d'enseignement supérieur, une commission de concertation est chargée d'établir la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants et qui ne sont pas considérés comme perception d'un droit complémentaire. Ces frais sont mentionnés dans le règlement des études propre à chaque établissement. Cette commission est composée, à parts égales, de représentants des autorités académiques, de représentants des membres du personnel de l'établissement et de représentants des étudiants. Dans les Ecoles supérieures des Arts et les Hautes Ecoles, les représentants des étudiants sont issus du Conseil étudiant. Le Commissaire ou Délégué du Gouvernement assiste aux travaux de cette commission.

Pour les étudiants non finançables, à l'exception de ceux issus de pays de l'Union européenne, des pays moins avancés — repris sur la liste LDC (Least Developed Countries) de l'ONU — ou des pays avec lesquels la Communauté française a établi un accord en ce sens pour lesquels les droits d'inscription sont similaires à ceux des étudiants finançables, l'ARES fixe librement les montants des droits d'inscription, sans que ces droits ne puissent dépasser cinq fois le montant des droits d'inscriptions visés au 1^{er} alinéa.

Ce paragraphe ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne.

§ 2. En ce qui concerne les étudiants bénéficiant d'une allocation octroyée par le service d'allocations d'études de la Communauté française en vertu de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études et du décret du 7 novembre 1983 réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études coordonné le 7 novembre 1983, ainsi que les étudiants titulaires d'une attestation de boursier délivrée par l'administration générale de la Coopération au Développement, il ne peut être réclamé aucun droit d'inscription.

Il en est de même pour les membres du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur ou pour les chercheurs qu'il accueille conformément à l'article 5 § 2, lorsqu'ils s'y inscrivent aux études de troisième cycle ou de masters de spécialisation.

§ 3. Les étudiants à revenus modestes bénéficient de droits d'inscription réduits; ceux-ci sont fixés par décret.

Le Gouvernement fixe les conditions que doivent satisfaire les candidats pour être considérés comme à revenus modestes.

§ 4. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent accorder à certains étudiants, à titre individuel, d'autres réductions des droits d'inscriptions à charge de leurs allocations ou subsides sociaux accordés en vertu de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, de l'article 89 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles ou de l'article 58 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants). En cas de désinscription de l'étudiant, ces montants sont rétrocédés au budget social de l'établissement.

Art. 106. La liste des étudiants réguliers est arrêtée par chaque établissement et transmise au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement au plus tard le premier février.

Pour le premier juin de l'année académique au plus tard, les établissements transmettent à l'ARES la liste, validée par les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements, des demandes d'inscription refusées au sens de l'article 96 avec le motif de refus, des fraudes à l'inscription, des inscriptions et préinscriptions prises en considération et des inscriptions régulières pour l'année académique en cours, ainsi que les corrections à apporter à la liste de l'année académique précédente et les crédits acquis par les étudiants régulièrement inscrits durant cette année académique et grades académiques qui leur ont éventuellement été délivrés.

L'ARES peut déterminer, en concertation avec les Commissaires et Délégués auprès des établissements, la forme dans laquelle ces informations lui sont transmises et coordonne le développement d'un système automatique et centralisé de récolte des données et des inscriptions. Le Gouvernement en définit les modalités et, après évaluation des coûts et dans les limites disponibles, octroie à l'ARES les moyens nécessaires.

L'ARES transmet ensuite au Gouvernement les informations agrégées nécessaires pour le calcul des diverses allocations légales destinées aux établissements.

CHAPITRE IX. — Accès aux études

Section 1^{re}. — Accès aux études de premier cycle

Art. 107. Sous réserve d'autres dispositions légales particulières et en vue de l'obtention du grade académique qui les sanctionne, ont accès à des études de premier cycle les étudiants qui justifient :

1° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993–1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française le cas échéant homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date, ainsi que les titulaires du même certificat délivré, à partir de l'année civile 1994, par le jury de la Communauté française;

2° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992–1993 accompagné, pour l'accès aux études de premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française sanctionnant un grade académique délivré en application du présent décret, soit d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;

4° soit d'un certificat ou diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale;

5° soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les établissements d'enseignement supérieur ou par un jury de la Communauté française; cette attestation donne accès aux études des secteurs, des domaines ou des cursus qu'elle indique;

6° soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire;

7° soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras 1° à 4° en application d'une législation fédérale, communautaire, européenne ou d'une convention internationale;

8° soit du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la Communauté française.

Sous réserve d'autres dispositions particulières, l'accès aux études de bachelier de spécialisation est conditionné à l'obtention d'un diplôme de bachelier de type court du même domaine.

Art. 108. § 1^{er}. A l'exception des étudiants suivant un cursus dans une Ecole supérieure des Arts, nul ne peut être admis aux épreuves d'une année d'études de premier cycle s'il n'a fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

§ 2. Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 107 délivré en Communauté française ou sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignements en langue française; le Gouvernement fixe les conditions minimales que doivent satisfaire ces études;

2° soit par la réussite d'un examen spécifique organisé à cette fin par l'ARES, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement;

3° soit par l'attestation de réussite d'un des examens, épreuves ou concours d'admission aux études d'enseignement supérieur prévus par ce décret et organisés en Communauté française.

L'ARES organise une épreuve de maîtrise suffisante de la langue française au moins deux fois par année académique.

Art. 109. § 1^{er}. Ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences médicales en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 107 et qui justifient d'une attestation de participation effective à un test d'orientation du secteur de la santé.

Ce test est organisé sous forme d'épreuve écrite. Par participation effective à ce test, on entend avoir présenté l'ensemble de l'épreuve et obtenu un résultat supérieur à celui correspondant à l'absence de toute réponse.

Ce test, identique et simultané dans toutes les institutions universitaires, est organisé collégalement chaque année, une première fois durant la première quinzaine de juillet et une seconde fois durant la première quinzaine de septembre, par les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales dans le respect des missions fixées à l'article 21, 5^o; elles sont tenues de participer à l'organisation et à l'évaluation du test, aux conditions fixées par le Gouvernement.

Cette épreuve est accessible à tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 107 avant le début de l'année académique.

Le test vise à évaluer les aptitudes spécifiques et les compétences prérequisées pour entreprendre des études visées. Il porte sur les matières suivantes :

1^o Connaissance et compréhension des matières scientifiques.

a) Biologie;

b) Chimie;

c) Physique;

d) Mathématiques.

2^o Communication et analyse critique de l'information.

a) Communication écrite;

b) Analyse, synthèse et argumentation;

c) Connaissance des langues française et anglaise.

A l'exception de l'évaluation de la connaissance des langues, l'usage d'un dictionnaire français ou bilingue est autorisé. Le Gouvernement arrête le programme détaillé du test.

Chaque participant reçoit personnellement le détail des résultats de son test. Les résultats du test ne peuvent faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou les qualités des candidats.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, ont également accès aux études de premier cycle en sciences médicales, les étudiants ayant réussi au moins 45 crédits d'un programme d'études de premier cycle du secteur de la santé dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française ou d'un programme d'études d'un établissement d'enseignement supérieur belge, dès lors que ces études mènent à la délivrance de grades académiques similaires.

Toutefois, les étudiants visés à l'article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, ou qui auraient déjà été visés par ces mêmes dispositions lors de l'inscription visée à l'alinéa précédent ne sont pas admissibles aux études de premier cycle en sciences médicales.

Art. 110. Pour toute inscription au sein d'une Ecole supérieure des Arts, l'étudiant présente en outre une épreuve d'admission avant le 21 septembre. Sa participation à l'épreuve implique son adhésion au projet pédagogique et artistique de l'Ecole supérieure des Arts.

Si un étudiant est admis après cette date, une épreuve d'admission doit avoir été organisée dans des conditions similaires.

Section II. — Accès aux études de deuxième cycle

Art. 111. § 1^{er}. Ont accès aux études en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne des études de deuxième cycle les étudiants qui portent :

1^o un grade académique de premier cycle du même cursus;

2^o le même grade académique de deuxième cycle, mais avec une autre finalité;

3^o un grade académique de premier ou de deuxième cycle de type long, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

4^o un grade académique similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

5^o un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Est similaire à un grade académique délivré en Communauté française, un titre ou grade conduisant aux mêmes capacités d'accès professionnel ou de poursuite d'études dans le système d'origine.

Les conditions complémentaires d'accès visées au 3^o et au 4^o sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequisées pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 15 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études de deuxième cycle.

En particulier, un étudiant titulaire d'un grade académique de master en 60 crédits visé à l'article 70 § 3, se voit valoriser au moins 45 crédits lorsqu'il s'inscrit aux études menant au grade académique du master en 120 crédits correspondant.

§ 2. Ont également accès aux études en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne des études de deuxième cycle les étudiants qui portent :

1^o un grade académique de premier cycle de type court, en vertu d'une décision du Gouvernement ou des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent, sans que ces conditions ne puissent être plus restrictives que celles fixées par le Gouvernement ni n'établissent de distinction entre établissements ayant délivré le grade académique;

2° un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

3° un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 3. Par dérogation, ont également accès aux études de deuxième cycle les étudiants qui, pour se voir conférer un grade académique qui y donnerait accès, doivent encore réussir au plus 15 crédits et sont régulièrement inscrits simultanément à ces études dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française.

Toutefois, les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être pris en compte en délibération par un jury d'études de deuxième cycle avant d'avoir satisfait pleinement les conditions d'admission et obtenu le grade académique de premier cycle nécessaire.

§ 4. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors communauté française qui ne lui donne pas accès aux études de deuxième cycle en vertu des paragraphes précédents peut toutefois y être admis par le jury des études visées, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies avec fruit est valorisé par le jury pour au moins 180 crédits. En ce qui concerne les enseignements supplémentaires, l'étudiant est assimilé à ceux admis aux conditions visées au § 2.

Art. 112. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111. -et sont porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits.

Art. 113. § 1^{er}. Nul ne peut être admis aux études de master à finalité didactique ou menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS), s'il n'a fait préalablement la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Les autorités académiques déterminent la forme et l'organisation de cette épreuve dans le respect des missions fixées à l'article 21, 5°.

§ 2. L'accès aux études menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) est réservé aux porteurs d'un grade académique de deuxième cycle délivré en Communauté française ou d'un grade académique étranger reconnu équivalent en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les étudiants inscrits en fin d'un cycle de master en 120 crédits au moins auprès d'un établissement en Communauté française peuvent s'y inscrire simultanément aux études menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS). Toutefois, les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être proclamés avant d'avoir obtenu le grade académique de master nécessaire.

Art. 114. Lorsqu'elles établissent leurs programmes d'études, les autorités académiques des établissements d'enseignement supérieur doivent garantir l'accès inconditionnel et sans enseignements complémentaires à au moins un cursus de deuxième cycle pour tout porteur d'un grade académique de premier cycle de type long délivré en Communauté française. L'ARES en établit la liste et garantit cette disposition.

Section III. — Accès aux études de troisième cycle

Art. 115. § 1^{er}. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de troisième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui portent :

1° un grade académique de master en 120 crédits au moins;

2° un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

3° un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras 1° à 2° en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès visées au 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui ne lui donne pas accès aux études de troisième cycle en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies avec fruit est valorisé par le jury pour au moins 300 crédits.

§ 3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de troisième cycle les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux formations doctorales ou études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat, même si les études sanctionnées par ces titres ou grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins.

Cette admission doit être exceptionnelle et dûment motivée sur base, notamment, de la preuve formelle et authentique de cette capacité de poursuite d'études doctorales dans le système d'origine.

Art. 116. Nul ne peut obtenir le grade de docteur s'il n'a suivi avec fruit une formation doctorale correspondante.

Section IV. — Admissions personnalisées

Art. 117. Aux conditions générales que fixent les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur, en vue de l'admission aux études, les jurys valorisent les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Les étudiants qui bénéficient de ces crédits sont dispensés des parties correspondantes du programme d'études.

Lorsqu'il valorise des crédits acquis dans le cadre d'études préalables, le jury ne peut valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par le jury de l'établissement où les enseignements correspondants ont été suivis, évalués et sanctionnés.

Art. 118. Le Gouvernement peut établir, sur avis conforme de l'ARES, des conventions avec des opérateurs publics de formation en vue de valoriser les acquis de telles formations lors de processus d'admission aux études de type court. Dans ce cas, aux conditions fixées par le Gouvernement, ces acquis sont valorisés pour au plus deux tiers des crédits du cycle d'études visés, sans préjudice des dispositions de l'article 84 § 1^{er}.

Art. 119. § 1^{er}. Aux conditions générales que fixent les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur, en vue de l'admission aux études, les jurys valorisent les savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience professionnelle ou personnelle.

Cette expérience personnelle ou professionnelle doit correspondre à au moins cinq années d'activités, des années d'études supérieures ne pouvant être prises en compte qu'à concurrence d'une année par 60 crédits acquis, sans pouvoir dépasser 2 ans. Au terme d'une procédure d'évaluation organisée par les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur, le jury juge si les aptitudes et connaissances de l'étudiant sont suffisantes pour suivre ces études avec succès.

Au terme de cette évaluation, le jury détermine les enseignements supplémentaires et les dispenses éventuelles qui constituent les conditions complémentaires d'accès aux études pour l'étudiant.

§ 2. En vue de l'admission aux études via la valorisation des savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience professionnelle ou personnelle, l'établissement d'enseignement supérieur organise un accompagnement individualisé visant à informer l'étudiant sur la procédure à suivre telle que fixée par les autorités de l'établissement et précisée dans le règlement des études, et à faciliter les démarches de l'étudiant jusqu'au terme de la procédure d'évaluation visée au § 1^{er}.

Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut fixer la forme et le contenu du document d'admission dans ce contexte.

Art. 120. Pour des études coorganisées par plusieurs établissements partenaires d'une convention de coorganisation d'un programme conjoint, avec ou sans codiplômation, visé à l'article 82 § 2 et § 3 le Gouvernement peut accorder une dérogation aux dispositions générales relatives à l'accès aux études, sur avis conforme de l'ARES. La demande motivée est transmise conjointement par les établissements partenaires à l'ARES avant le 1^{er} mars qui précède l'année académique.

CHAPITRE X. — *Programme d'études et évaluations*

Section I^{re}. — Programmes d'études

Art. 121. Conformément au modèle déterminé par le Gouvernement et suivant la procédure fixée par celui-ci, l'ARES établit, pour chaque modification ou création d'un cursus de type court, un programme d'études minimal qu'elle transmet au Gouvernement avant le premier mars pour l'année académique suivante. Le Gouvernement fixe, par domaine d'études, le volume horaire minimal global d'activités d'apprentissage effectivement organisées par l'établissement et encadrées par son personnel que le programme d'un cursus de type court doit comprendre, quelle que soit la charge en crédits associée aux diverses unités d'enseignement.

Les autorités académiques de l'établissement d'enseignement supérieur établissent les profils d'enseignement, les programmes et les calendriers détaillés des activités d'apprentissage, regroupées en unités d'enseignement, des études pour lesquelles leur établissement est habilité et qu'elles souhaitent organiser durant l'année académique.

Pour le premier juin qui précède l'année académique, les établissements communiquent la liste des cursus organisés, leur profil d'enseignement et leur programme détaillé au Pôle académique et à l'ARES qui veille à la cohérence de ceux-ci avec les référentiels de compétences et les programmes minimaux approuvés conformément au 1^{er} alinéa. L'ARES peut fixer la forme selon laquelle cette liste et ces programmes doivent lui être communiqués.

Par dérogation aux alinéas précédents, les établissements relevant de l'enseignement de promotion sociale organisent les sections d'enseignement supérieur conformément aux dossiers pédagogiques approuvés par avis conforme par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale et reconnus comme correspondants ou équivalents au sens de l'article 75 du décret du 16 avril 1991. Les chambres thématiques visées à l'article 37, chacune pour les niveaux et les domaines qui les concernent remettent un avis motivé sur la correspondance ou l'équivalence de niveau des dossiers pédagogiques approuvés par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale. L'avis des chambres est transmis par l'ARES au Gouvernement pour approbation.

Art. 122. Les autorités académiques veillent à ce que ces programmes respectent les autres dispositions légales et répondent aux objectifs généraux de l'enseignement supérieur et aux objectifs particuliers du cursus concerné, notamment les critères d'accès aux titres professionnels associés. Ces programmes comportent notamment les matières contribuant à la formation générale de l'étudiant, ainsi que celles spécifiques aux disciplines contribuant à l'acquisition de compétences plus techniques et plus approfondies dans le domaine d'études.

Art. 123. Afin de garantir une offre suffisante de tous les cursus initiaux en Communauté française, après avis de l'ARES, le Gouvernement peut fixer, pour chaque établissement d'enseignement supérieur, la liste des cycles d'études qu'il doit continuer à organiser et l'implantation qui les accueillera dans le respect des habilitations, sous peine d'être privé de toute subvention et habilitation pour les autres études qu'il organiserait. Cette obligation doit être notifiée deux mois avant le début du quadrimestre suivant.

Art. 124. La liste des unités d'enseignement du programme du cycle d'études visé organisées durant l'année académique est fournie à l'étudiant dès sa demande d'inscription.

Elle comprend une description des objectifs et finalités du cursus, le profil d'enseignement correspondant et la liste détaillée des activités d'apprentissage regroupées en unités d'enseignement et les modalités d'organisation et d'évaluation de celles-ci.

Le programme propose une découpe chronologique de tout cycle d'études en blocs annuels de 60 crédits et indique les interdépendances entre unités d'enseignement, notamment en fonction de leurs prérequis et corequis. Au sein du programme d'un cycle d'études, une unité d'enseignement ne peut être considérée comme prérequis à plus de 30 crédits du bloc annuel suivant et une unité d'enseignement ne peut avoir pour prérequis plus de 30 crédits du bloc annuel précédent.

Lors de modifications importantes du programme, les informations détaillées fournies peuvent ne porter que sur les unités d'enseignement effectivement organisées au cours de l'année académique concernée.

Art. 125. § 1^{er}. Afin d'assurer une harmonisation des formations nécessaire à la poursuite d'études au sein de la Communauté française et de l'Union européenne, ainsi que pour garantir les acquis d'apprentissage et compétences transversales certifiés par les grades académiques, le Gouvernement peut établir des contenus minimaux imposés aux programmes des cursus initiaux, sur proposition de l'ARES.

§ 2. Les programmes des études de bachelier doivent comporter, pour chaque cursus de type long, au moins 60 % d'enseignements communs — correspondant à 108 crédits — et, pour chaque cursus de type court, au moins 80 % communs — correspondant à 144 crédits.

L'ARES certifie le respect des dispositions prévues à l'alinéa précédent; elle établit le contenu commun minimal de ces cursus.

Art. 126. Tout programme d'études menant à un grade académique de deuxième cycle et de premier cycle pour les études de type court comprend un mémoire, travail, dossier ou projet personnel de fin d'études valorisé pour 15 à 30 crédits. Ces crédits sont valorisables ultérieurement, aux conditions générales fixées par les autorités académiques, dans toute autre année d'étude menant à un grade académique de même cycle.

Ce travail ainsi que son évaluation peuvent porter sur toute activité d'apprentissage, y compris les stages et autres activités d'intégration professionnelle permettant de mettre en évidence notamment l'autonomie, le sens critique, les qualités personnelles et les compétences professionnelles de l'étudiant. Ce travail consiste, entre autres, en la rédaction d'un document écrit. Avec l'accord du jury et des autorités académiques, celui-ci peut être rédigé en tout ou en partie dans une langue étrangère.

Art. 127. Un programme d'études comprend des enseignements obligatoires et, éventuellement, des enseignements au choix de l'étudiant, selon le grade académique, l'orientation, la finalité et les options choisies.

Art. 128. Un étudiant régulièrement inscrit dans un établissement peut suivre un ou plusieurs enseignements appartenant à un programme d'études menant au même grade académique ou à un grade académique différent organisé par un autre établissement d'enseignement supérieur reconnu par ses autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, avec l'accord de cet établissement.

Les crédits associés sont valorisés dans ses études aux conditions fixées par le jury de l'établissement auprès duquel il a pris son inscription.

Art. 129. Un programme d'études peut imposer un nombre minimum de crédits suivis dans un autre établissement d'enseignement supérieur que celui où il est inscrit. Si l'étudiant n'a pas d'alternative à la mobilité ainsi imposée et que cette mobilité l'amène hors Communauté française, l'établissement d'enseignement supérieur doit soit organiser ce déplacement sans frais pour l'étudiant, soit prendre à sa charge les frais supplémentaires d'inscription, de voyage et de séjour ou de logement pour permettre à l'étudiant de suivre ces enseignements.

L'étudiant est considéré comme n'ayant pas d'alternative à la mobilité imposée lorsque l'établissement d'enseignement supérieur ne lui offre pas la possibilité de suivre sans mobilité hors Communauté française, un autre programme d'études conduisant au même grade académique, le cas échéant, la même orientation, et le même type de finalité, didactique, approfondie ou spécialisée.

Cette obligation de prise en charge par l'institution n'est applicable que si l'étudiant prépare un premier diplôme de premier cycle ou un premier diplôme de deuxième cycle. Elle n'est pas d'application pour les études codiplômantes visées à l'article 82 § 3.

Art. 130. Trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent avoir effectivement été suivis auprès de l'établissement d'enseignement supérieur qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études.

Toutefois, dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'un programme d'études conjoint visé à l'article 82, § 2, si un ou plusieurs établissements extérieurs à la Communauté française sont partenaires, trente crédits au moins par cycle d'études doivent avoir été suivis au total auprès de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française partenaires de la convention et habilités pour organiser ces études.

Cet article ne s'applique pas aux études codiplômantes organisées dans le cadre de programmes particuliers définis par l'Union européenne.

Section II. — Juries

Art. 131. § 1^{er}. Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur constituent un jury pour chaque cycle d'études menant à un grade académique. Un sous-jury distinct peut éventuellement être constitué pour la première année du premier cycle.

Un jury est composé d'au moins cinq membres, dont un président et un secrétaire. Les noms du président et du secrétaire du jury figurent au programme d'études.

Les jurys sont chargés de sanctionner l'acquisition des crédits, de proclamer la réussite d'un programme d'études, de conférer le grade académique qui sanctionne le cycle d'études, de reconnaître s'il échet l'équivalence de titres étrangers, d'admettre les étudiants aux études correspondantes et, dans ce contexte, de valoriser les acquis des candidats.

§ 2. Un jury comprend notamment l'ensemble des enseignants qui, au sein de l'établissement d'enseignement supérieur, sont responsables d'une unité d'enseignement au programme d'études qui n'est pas au choix individuel de l'étudiant, conformément à l'article 127, et ne délibère valablement que si plus de la moitié de ces enseignants ayant participé aux épreuves de l'année académique sont présents.

Les responsables des autres unités d'enseignement du programme suivies au cours de l'année académique par au moins un étudiant régulièrement inscrit participent de droit à la délibération.

Pour les études supérieures artistiques, le jury chargé de l'évaluation du cours artistique principal en fin de cycle est composé majoritairement de membres extérieurs à l'École supérieure des Arts.

§ 3. En vue de conférer le grade de docteur, les autorités académiques de l'université constituent un jury spécifique à chaque étudiant. Celui-ci est composé d'au moins cinq membres porteurs du titre de docteur ou jouissant d'une reconnaissance d'une haute compétence scientifique ou artistique dans le domaine. Le jury est présidé par un enseignant de l'université; il doit comprendre les promoteurs du travail de recherche, mais également des membres extérieurs à l'université choisis en fonction de leur compétence particulière dans le sujet de la thèse soutenue.

§ 4. Pour ses missions d'approbation et de suivi du programme de l'étudiant, d'admission, d'équivalence ou de valorisation des acquis, le jury peut constituer en son sein des commissions formées d'au moins trois membres, dont le président et le secrétaire du jury, auxquels s'adjoint un représentant des autorités académiques. Ces commissions sont constituées pour une année académique au moins.

§ 5. Pour les autres études et formations, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur constituent des jurys selon des modalités similaires.

Art. 132. § 1^{er}. Le jury délibère sur base des évaluations portant sur les acquis de chaque étudiant pour chacune des unités d'enseignement suivies durant l'année académique. Il octroie également les crédits associés aux unités d'enseignement suivies en dehors du programme et dont il juge les résultats suffisants.

A l'issue d'un cycle d'études, le jury confère à l'étudiant le grade académique correspondant, lorsqu'il constate que le nombre de crédits minimum est acquis, que les conditions du programme d'études ont été respectées, que les conditions d'accès aux études étaient satisfaites et que l'étudiant y a été régulièrement inscrit. Le jury détermine également la mention éventuelle sur base de l'ensemble des enseignements suivis au cours du cycle. Par exception, le grade de docteur est conféré sans mention.

Pour les années terminales d'un cycle d'études, le jury peut délibérer sur le cycle d'études dès la fin du premier quadrimestre pour les étudiants ayant déjà présenté l'ensemble des épreuves du cycle.

Selon les mêmes modalités, il sanctionne la réussite des études et formations ne menant pas à un grade académique.

§ 2. Prennent part à la délibération les enseignants responsables d'une des unités d'enseignement concernées, sans que l'absence ou l'abstention d'un membre du jury ne puisse être invoquée pour surseoir à la décision ou l'invalidier.

Au sein d'un jury chargé de délivrer le grade de docteur, tous les membres participent à la délibération en personne ou par le biais d'une évaluation écrite.

Art. 133. Les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels. Les décisions du jury sont rendues publiques par proclamation, puis affichage pendant au moins quinze jours qui suivent la proclamation.

Le jury statue souverainement et collégalement. Ses décisions sont motivées.

Sur simple demande, après la proclamation, un étudiant reçoit le détail des résultats des évaluations des enseignements sur lesquelles portait la délibération.

Art. 134. Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur fixent le règlement des études, ainsi que les règles particulières de fonctionnement des jurys. Ces dispositions sont annexées au règlement des études.

Sous réserve des autres dispositions légales, ce règlement de jury fixe notamment :

1° la procédure d'inscription aux épreuves; à défaut de procédure définie, les étudiants sont réputés inscrits à toutes les épreuves de fin de quadrimestre pour l'ensemble des unités d'enseignements organisées durant ce quadrimestre auxquelles ils s'étaient inscrits pour l'année académique;

2° la composition exacte du jury, son mode de fonctionnement et de publication des décisions;

3° l'organisation des délibérations et d'octroi de crédits;

4° la procédure d'admission aux études et de valorisation des acquis, ainsi que les membres du jury chargés de cette tâche;

5° les modalités de la procédure d'équivalence, ainsi que les membres du jury chargés de cette tâche;

6° les périodes d'évaluation et les modalités de l'organisation et du déroulement des épreuves;

7° les sanctions liées aux fraudes avérées dans le déroulement des évaluations ou de la constitution des dossiers d'admission ou d'équivalence qui lui sont soumis;

8° les modes d'introduction, d'instruction et de règlement des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des évaluations ou du traitement des dossiers.

Pour les jurys chargés de conférer le grade de docteur, un règlement unique est fixé par l'ARES.

Les autorités académiques fixent l'horaire des épreuves en préservant des délais suffisants entre les épreuves successives au cours d'une même période d'évaluation.

Art. 135. Lorsqu'un programme d'études est coorganisé en codiplômation par plusieurs établissements, les autorités des établissements d'enseignement supérieur participant constituent un jury commun unique et déterminent le règlement des études et les règles de fonctionnement du jury en vigueur pour ces études.

Art. 136. Le Gouvernement peut constituer un ou plusieurs jurys de la Communauté française chargés de conférer les grades académiques de premier et deuxième cycles initiaux.

L'accès aux épreuves organisées par ces jurys est réservé aux personnes qui, pour des motifs objectifs et appréciés souverainement par le jury, ne peuvent suivre régulièrement les activités d'apprentissage des cursus.

Après consultation et sur avis conforme de l'ARES, le Gouvernement fixe la compétence de ces jurys, règle leur organisation et leur fonctionnement et détermine, sous réserve des conditions d'accès aux études correspondantes, les conditions complémentaires d'accès et d'inscriptions aux examens.

Section III. — Evaluation

Art. 137. L'évaluation correspondant à un enseignement peut consister en un examen oral et/ou écrit, une évaluation artistique, une évaluation continue ou tout autre travail effectué par l'étudiant à cet effet.

Les examens oraux et les évaluations artistiques sont publics. Le public ne peut en aucune manière y interagir avec l'enseignant ou l'impétrant lors de l'épreuve, ni perturber son bon déroulement.

La publicité des autres épreuves et travaux écrits implique que les copies corrigées peuvent être consultées par l'étudiant, dans des conditions matérielles qui rendent cette consultation effective. Cette consultation se fera en présence du responsable de l'épreuve ou de son délégué, dans le mois qui suit la communication des résultats de l'épreuve, à une date déterminée par lui et annoncée au moins une semaine à l'avance.

Sur simple demande, au plus tard un mois après la période d'évaluation de fin de quadrimestre, un étudiant reçoit le détail des résultats des évaluations auxquelles il a participé.

Art. 138. L'établissement d'enseignement supérieur est tenu d'organiser au moins deux évaluations d'une même unité d'enseignement en fin de deux quadrimestres différents d'une même année académique.

Toutefois, pour des raisons exceptionnelles dûment motivées et appréciées par elles, les autorités académiques peuvent autoriser un étudiant à se présenter plus de deux fois aux évaluations d'une même unité d'enseignement au cours d'une même année académique.

Pour chaque unité d'enseignement, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur déterminent les périodes durant lesquelles ces évaluations sont organisées.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, les évaluations de certaines activités d'apprentissage — notamment les travaux pratiques, stages, rapports, travaux personnels, projets et les évaluations artistiques - peuvent n'être organisées qu'une seule fois sur une période regroupant trois quadrimestres successifs.

Art. 139. L'évaluation finale d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20, le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés étant 10/20. Les crédits sont acquis de manière définitive. Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint ce seuil de réussite, quelle que soit la moyenne globale obtenue.

L'évaluation globale de l'ensemble des unités suivies durant une année académique ou d'un cycle d'études s'exprime de la même façon, le seuil de réussite étant de 10/20 de moyenne pour autant que les crédits des unités d'enseignements visées aient été octroyés.

Art. 140. En fin de deuxième et troisième quadrimestre, sur base des épreuves présentées par l'étudiant au cours de l'année académique et de leur moyenne, le jury octroie les crédits pour les unités d'enseignement dont l'évaluation est suffisante ou pour lesquelles le déficit est acceptable au vu de l'ensemble de ses résultats.

Le jury peut ainsi souverainement proclamer la réussite d'une unité d'enseignement, de l'ensemble des unités suivies durant une année académique ou d'un cycle d'études, même si les critères visés à l'article 139 ne sont pas satisfaits.

Dans ce cas, il octroie définitivement les crédits correspondants, quelle que soit la moyenne ou la note obtenue; celle-ci est alors considérée comme ayant atteint le seuil de réussite et modifiée en ce sens en suivi de délibération, si nécessaire.

Art. 141. Si un étudiant au-delà de la première année d'un premier cycle choisit d'inscrire dans son programme de l'année académique des unités d'enseignement représentant plus de 60 crédits, il est délibéré sur l'ensemble de ces épreuves, sauf si la prise en compte de ces unités excédentaires conduit à une décision d'échec, alors qu'en leur absence, la réussite eût été prononcée. Dans cette dernière hypothèse, les unités excédentaires sont celles pour lesquelles il a obtenu les notes les plus faibles.

Section IV. — Diplômes

Art. 142. Les diplômes attestant les grades académiques et les certificats sanctionnant la réussite d'études sont délivrés par les jurys constitués par les autorités académiques ou par les jurys communautaires.

Ils ne peuvent être délivrés qu'aux étudiants qui ont été dûment proclamés par le jury, dans le respect complet des conditions visées à l'article 132.

Ils sont délivrés dans les trois mois de la proclamation au cours de laquelle le grade académique a été conféré.

Art. 143. En cas d'études codiplômantes organisées par plusieurs établissements dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études en codiplômation visée à l'article 82 § 3, l'étudiant se voit délivrer un diplôme ou certificat conjoint unique signé par tous les partenaires. Lorsque la convention est conclue avec un ou plusieurs établissements extérieurs à la Communauté française, l'étudiant peut également se voir délivrer les diplômes ou certificats de ces établissements.

En cas de délivrance d'un diplôme conjoint doit figurer sur le diplôme un des intitulés de grade académique délivré en Communauté française. En cas de délivrance d'un diplôme ou certificat par plusieurs institutions partenaires, le diplôme ou certificat délivré en Communauté française ou le supplément au diplôme font référence aux divers établissements et mentionnent les autres diplômes ou certificats délivrés dans ce cadre.

La convention de coopération pour l'organisation d'études précise la nature et les intitulés des diplômes et certificats obtenus.

Art. 144. Les diplômes et certificats sont signés par une autorité académique, et par le président et le secrétaire du jury.

Art. 145. Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement. Ils font référence explicitement au supplément au diplôme qui les accompagne.

Les mentions minimales fixées par le Gouvernement en application de l'alinéa précédent figurent en français sur le diplôme. Elles peuvent être accompagnées de leur traduction dans une autre langue lorsqu'il s'agit d'un diplôme conjoint ou si tout ou partie des études est organisé dans une autre langue.

Art. 146. Les diplômes attestant les grades académiques sont délivrés accompagnés d'un supplément au diplôme reprenant notamment la liste des enseignements du programme d'études suivi par l'étudiant, les conditions d'accès aux études et les évaluations sanctionnées par le grade académique conféré.

Le supplément au diplôme est signé par le secrétaire du jury.

Les éléments personnels de ce supplément liés à chaque étudiant peuvent être regroupés en une annexe au supplément. Dans ce cas, seule cette annexe doit être signée par le secrétaire du jury, la partie commune du supplément étant certifiée par l'établissement.

Le supplément au diplôme respecte la forme et le contenu fixés par le Gouvernement.

Quelles que soient les modalités de délivrance des diplômes visés à l'article 143, un seul supplément au diplôme est délivré.

Art. 147. Un certificat ou attestation indique explicitement qu'il n'atteste aucun grade académique et qu'il ne peut avoir les effets de droits réservés à ceux-ci.

CHAPITRE XI. — Aide à la réussite

Art. 148. Les établissements d'enseignement supérieur organisent l'aide à la réussite des étudiants, au sein de leur établissement ou en collaboration avec d'autres établissements.

Ces activités sont destinées prioritairement à la promotion de la réussite des étudiants de première année de premier cycle qu'ils accueillent. Sans que la liste soit exhaustive, celle-ci consiste entre autres en les mesures suivantes :

1° la mise sur pied au sein du Pôle académique d'un centre de didactique de l'enseignement supérieur. Ce centre a pour mission de conseiller, former et encadrer les enseignants principalement en charge de ces étudiants;

2° l'offre d'activités spécifiques pour les étudiants visant à leur faire acquérir les méthodes et techniques propres à accroître leurs chances de réussite;

3° la mise à disposition d'outils d'autoévaluation et de services de conseil permettant de déceler les compétences des étudiants ou leurs lacunes éventuelles;

4° l'organisation d'activités de remédiation destinées à combler les lacunes éventuelles d'étudiants dans l'une ou l'autre matière ou, plus généralement, à les aider à vaincre les difficultés rencontrées lors de leur début dans l'enseignement supérieur et les préparer au mieux à aborder l'année académique suivante avec de meilleures chances de succès;

5° l'accompagnement des étudiants visant notamment à les guider dans le choix de leur programme d'études et des activités de remédiation ou plus généralement d'aide à la réussite et les aider dans l'interprétation de leurs résultats;

6° l'offre d'activités d'apprentissage en petits groupes et consacrées à des exercices pratiques dans au moins une discipline caractéristique du domaine d'études choisi, afin de s'assurer rapidement de la bonne orientation de l'étudiant;

7° le développement de méthodes didactiques innovantes ciblées sur le profil d'étudiants de première année dans un domaine d'études particulier.

Ces diverses activités peuvent être organisées partiellement ou complètement durant le troisième quadrimestre de l'année académique.

Sur base d'une demande conjointe transmise par l'ARES, le Gouvernement peut allouer des moyens supplémentaires à cet effet.

Aux conditions fixées par les autorités académiques, la participation active d'un étudiant de première année à une de ces activités peut être valorisée par le jury au cours du cycle d'études, si elle a également fait l'objet d'une épreuve ou évaluation spécifique; cette valorisation ne peut dépasser 5 crédits. Cette épreuve éventuelle n'est organisée qu'une seule fois pendant le quadrimestre durant lequel ces activités se sont déroulées.

Sont considérés comme étudiants de première année de premier cycle ceux n'ayant pas encore acquis ou valorisé 45 crédits au moins parmi les 60 premiers crédits d'un premier cycle.

Art. 149. En outre, les Pôles académiques peuvent coorganiser, sous la coordination de leurs centres de didactique de l'enseignement supérieur, des activités de préparation aux études supérieures. Ils peuvent conclure des conventions de collaboration à ce propos avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, des établissements de promotion sociale ou des établissements d'enseignement secondaire organisés, subventionnés ou reconnus en Communauté française.

Sur base d'une demande conjointe des établissements concernés, approuvée et transmise par l'ARES, le Gouvernement peut leur allouer des moyens supplémentaires à cet effet.

Art. 150. § 1^{er}. Pour les étudiants de première année de premier cycle, la participation aux épreuves de fin de premier quadrimestre est une condition d'admission aux autres épreuves de l'année académique.

Pour ces étudiants ayant participé à l'épreuve, mais n'y ayant pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations, l'établissement est tenu d'organiser au moins deux autres périodes d'évaluation correspondant à ces mêmes enseignements en fin des deux quadrimestres suivants de l'année académique.

Par dérogation aux dispositions de l'article 100, ces mêmes étudiants peuvent choisir, avant le 15 février, d'alléger leur programme d'activités de deuxième quadrimestre. Ce programme modifié est établi en concertation avec le jury et peut comprendre des activités spécifiques de remédiation. Ils sont alors assimilés aux étudiants bénéficiant des dispositions de l'article 151.

§ 2. Pour ces étudiants visés à l'article 109, § 1^{er}, et en situation d'échec aux épreuves de fin de premier quadrimestre, c'est-à-dire dont la moyenne des résultats est inférieure à 10 /20, lors de sa délibération, le jury formule des recommandations qui peuvent être :

1° un programme d'activités complémentaires de remédiation au cours du deuxième quadrimestre;

2° un programme allégé pour les deux quadrimestres suivants, au sens du paragraphe précédent, ainsi que des activités de remédiation spécifiques;

3° la réorientation vers d'autres programmes d'études du secteur de la santé, à l'Université ou dans une Haute Ecole.

Le jury, ou toute personne mandatée par lui à cet effet, entend l'étudiant concerné qui en fait explicitement la demande dans les quinze jours, s'il ne peut accepter la proposition. A défaut d'accord sur un programme ainsi modifié et accepté par l'étudiant et le jury, et sur présentation du rapport écrit de l'entretien, le jury peut imposer un programme tel que prévu au 1° ci-dessus ou, pour les étudiants dont la moyenne des résultats est inférieure à 8/20, le programme spécifique de remédiation tel que prévu au 2° ci-dessus.

A cette fin, les universités concernées élaborent un règlement unique des jurys, soumis à l'approbation du Gouvernement.

Les étudiants régulièrement inscrits visés au 3° ci-dessus peuvent ainsi modifier leur inscription jusqu'au 15 février, sans frais ni droit supplémentaire, afin de poursuivre leur année académique au sein de leur université ou d'une Haute Ecole conformément à la recommandation formulée.

Art. 151. Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder des dérogations sur l'organisation des études de certains étudiants, notamment l'inscription à un programme comportant éventuellement moins de 30 crédits pour une année académique. Cette dérogation fait l'objet d'une convention avec les autorités académiques établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.

Ces dérogations ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels; sociaux ou médicaux dûment attestés.

Sont considérés comme bénéficiant du droit d'une telle dérogation les étudiants pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile en raison de leur handicap ou ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

Sans préjudice des dispositions de l'article 103, une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

TITRE IV. — Dispositions modificatives, transitoires, abrogatoires et finales

CHAPITRE I^{er}. — Structure et institutions

Art. 152. Le premier rapport d'activités de l'ARES visé à l'article 31 portera sur la période du 1^{er} janvier 2014 à la fin de l'année académique 2014 –2015.

Art. 153. La durée du mandat des premiers membres du Conseil d'administration et du Conseil d'orientation de l'ARES peut être exceptionnellement prolongée de un an au maximum.

Avant la désignation du premier Président de l'ARES, cette fonction est assumée ad interim par le Président sortant du Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF).

Art. 154. Dès la désignation par le Gouvernement des membres du premier Conseil d'administration de l'ARES, l'Observatoire créé par l'article 15 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur est transféré à l'ARES, ainsi que le personnel et les moyens qui y sont affectés. A partir de cette date, l'ARES en reprend toutes les missions, droits et obligations.

Art. 155. Dès cette même date, le Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF), ainsi que le Comité de concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur, visés au décret du 9 janvier 2003 relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur sont dissous et le personnel et les moyens qui y sont affectés sont transférés à l'ARES. A partir de cette date, l'ARES en reprend toutes les missions, droits et obligations.

Art. 156. Dès cette même date, le Conseil général des Hautes Ecoles (CGHE), visé à l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles est dissout et le personnel et les moyens qui y sont affectés sont transférés à l'ARES. A partir de cette date, l'ARES en reprend toutes les missions, droits et obligations.

Art. 157. Dès cette même date, le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique (CSESA), visé à l'article 26 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, ainsi que le Bureau permanent chargé d'assurer une concertation entre l'enseignement supérieur de promotion sociale et l'enseignement supérieur de plein exercice, visé à l'article 74 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, sont dissous et le personnel et les moyens qui y sont affectés sont transférés à l'ARES. A partir de cette date, l'ARES en reprend toutes les missions, droits et obligations.

Art. 158. Jusqu'à leur dissolution par l'ARES et au plus tard à la fin de l'année académique 2014 –2015, les conseils et commissions du CIUF, du CGHE et du CSESA sont considérées comme des commissions de la Chambre thématique correspondante au sens de l'article 42, dès le transfert à l'ARES du Conseil dont elles dépendent.

Art. 159. Jusqu'à l'aboutissement du projet et sa dissolution par l'ARES, il y est créé une commission au sens de l'article 42 en charge de la mise en place, en Fédération Wallonie-Bruxelles, de l'Open University et de l'Eurometropolitan eCampus, projets collaboratifs entre les établissements d'enseignement supérieur en vue de coordonner des activités d'apprentissage, des études de formation continue et d'autres formations.

Art. 160. Dès l'approbation par le Gouvernement des statuts des Pôles académiques auxquels les universités concernées appartiennent, l'Académie universitaire qui les rassemble est dissoute. Son patrimoine est réparti entre les universités membres, ainsi que ses droits et obligations, selon la convention statutaire de cette académie universitaire ou, à défaut de dispositions en ce sens dans cette convention, selon la décision de son conseil.

Sans préjudice du premier alinéa, à cette même date, les habilitations à organiser des études et à délivrer les grades académiques qui les sanctionnent détenues par l'académie universitaire sont transférées aux universités membres dans les implantations où sont organisées ces études. Les étudiants inscrits à ces études à la date du transfert sont réputés avoir été inscrits auprès d'une des universités concernées depuis le début de l'année académique du transfert; le conseil de l'académie universitaire fixe la liste des étudiants inscrits ainsi répartis, après contrôle par le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'académie universitaire.

Sans préjudice du premier alinéa, à cette même date, le centre de didactique supérieure créé au sein de l'académie universitaire est dissout; ses missions sont transférées aux centres de didactique de l'enseignement supérieur des Pôles académiques auxquels les universités concernées appartiennent. Les universités mettent à disposition des Pôles académiques les moyens nécessaires pour la poursuite de ces activités.

CHAPITRE II. — Organisation des études

Art. 161. Un grade académique obtenu conformément aux dispositions antérieures au présent décret est équivalent au grade académique correspondant délivré selon les nouvelles dispositions. Il garantit les mêmes possibilités d'accès et de poursuite d'études.

Art. 162. Tout étudiant est admis à poursuivre un cycle d'études selon les nouvelles dispositions en application de l'article 117; les années d'études et crédits qu'il a acquis dans ce cycle sont tous automatiquement valorisés dans la poursuite de son cycle d'études.

Toutefois, un programme d'études de premier ou deuxième cycle peut être organisé dans un établissement selon les anciennes dispositions pour tout étudiant qui y aurait réussi au moins une année d'études de ce cycle et qui y serait finançable pour son inscription, durant un nombre d'années académiques supérieur d'un an à la durée minimale de ce cycle d'études. Les droits d'inscription à ces études restent fixés au montant réclamé à ces étudiants pour l'année académique 2012-2013.

Art. 163. Les habilitations à organiser des études dont bénéficient les établissements en vertu des dispositions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont maintenues, sauf modification par le législateur.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 164. Le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités est abrogé, à l'exception des dispositions maintenues transitoirement en vigueur en vertu de ce présent décret qui sont abrogées progressivement.

Toutefois, jusqu'à leur abrogation explicite, les articles 50, 107 et 159, tels que modifiés, de ce décret du 31 mars 2004 précité restent en vigueur.

Art. 165. Dans le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles,

1° à l'article 1^{er}, le 12° est abrogé;

2° les articles 12bis, 15, 18 à 22, 24 à 26, 29 à 31, 34, 35, 38 à 49, 79, 87, 88 sont abrogés;

3° aux articles 23, 37bis et 63bis : les mots « Conseil général » sont systématiquement remplacés par « ARES ».

Art. 166. Dans le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents,

1° à l'article 4, le dernier alinéa est supprimé;

2° à l'article 15, alinéa 2, les mots « de troisième année » sont supprimés;

3° à l'article 20, alinéa 2, les mots « A partir de la 2e année » sont remplacés par « Durant les stages d'enseignement »;

4° à l'article 20, dernier alinéa, les mots « des étudiants de 2e et 3e années » sont remplacés par « des étudiants en stage d'enseignement »;

5° à l'article 21, la dernière phrase est supprimée.

Art. 167. Les articles 1^{er}, 2 et 4 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur sont abrogés.

Art. 168. Dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les articles 41 à 47 sont abrogés, sauf pour l'application transitoire de l'article 162, alinéa 2.

Art. 169. L'alinéa 3 de l'article 45 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale tel que modifié est supprimé.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2011 fixant les règles relatives aux habilitations octroyées aux établissements de l'enseignement de promotion sociale pour l'organisation des sections sanctionnées par les grades de bachelier, de spécialisation ou de master et par le brevet de l'enseignement supérieur est abrogé.

Art. 170. Le décret du 9 janvier 2003 relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur et dispositions exécutoires*

Art. 171. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception des dispositions du TITRE III qui entrent en vigueur pour l'année académique 2014-2015.

L'entrée en vigueur de la disposition du 2e alinéa de l'article 105, § 1^{er}, est fixée à la modification par décret du montant des droits d'inscription.

Les cohabilitations conditionnelles marquées d'un astérisque à l'annexe IV de ce décret entrent en vigueur au plus tôt pour l'année académique 2016-2017, à une date fixée par le Gouvernement.

Art. 172. Les études de premier cycle sont organisées selon les nouvelles dispositions progressivement durant trois années académiques dès l'année académique 2014-2015. Les études de deuxième cycle et les études complémentaires sont organisées selon les nouvelles dispositions au plus tard à partir de l'année académique 2017-2018. Les études de troisième cycle, les formations continues et les autres formations sont organisées selon les nouvelles dispositions dès l'année académique 2014-2015.

Toutefois, les articles 139 à 141 s'appliquent immédiatement à toutes les évaluations finales organisées à partir de l'année académique 2014-2015.

Art. 173. Les transferts d'informations requis par le présent décret sont réalisés sous forme électronique.

Art. 174. L'année académique 2013-2014, définie selon les dispositions antérieures à ce décret, prendra fin le 13 septembre 2014, sauf pour les dispositions relatives au statut du personnel, pour lesquelles elle s'achèvera le 30 septembre 2014.

**ANNEXE I^{re} AU DECRET DEFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET L'ORGANISATION ACADEMIQUE DES ETUDES**

**CADRE DES CERTIFICATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN COMMUNAUTE FRANÇAISE
(NIVEAUX 5, 6, 7 ET 8 DU CADRE DES CERTIFICATIONS
POUR L'EDUCATION ET LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE)**

5. Brevet de l'enseignement supérieur

Le brevet de l'enseignement supérieur (BES) est décerné aux étudiants qui :

- ont acquis des connaissances théoriques et des compétences pratiques diversifiées dans un champ professionnel donné qui fait suite à et se fonde sur une formation de niveau d'enseignement secondaire supérieur. Ce champ professionnel est basé, entre autres, sur des publications scientifiques ou des productions artistiques ainsi que sur des savoirs issus de l'expérience;
- sont capables d'indépendance dans la gestion de projets qui demandent la résolution de problèmes incluant de nombreux facteurs dont certains interagissent et sont sources de changements imprévisibles et de développer un savoir-faire tel qu'ils peuvent produire des réponses stratégiques et créatives dans la recherche de solutions à des problèmes concrets et abstraits bien définis;
- sont capables de collecter, d'analyser et d'interpréter, de façon pertinente, des données — exclusivement dans leur domaine d'études — en vue de formuler des opinions, des jugements critiques ou des propositions artistiques qui intègrent une réflexion sur des questions techniques, artistiques ou éthiques;
- sont capables de transmettre des idées de façon structurée et cohérente en utilisant des informations qualitatives et quantitatives;
- sont capables d'identifier leurs besoins d'apprentissage nécessaire à la poursuite de leur parcours de formation.

6. Bachelier

Le grade de bachelier est décerné aux étudiants qui :

- ont acquis des connaissances approfondies et des compétences dans un domaine de travail ou d'études qui fait suite à et se fonde sur une formation de niveau d'enseignement secondaire supérieur. Ce domaine se situe à un haut niveau de formation basé, entre autres, sur des publications scientifiques ou des productions artistiques ainsi que sur des savoirs issus de la recherche et de l'expérience;
- sont capables d'appliquer, de mobiliser, d'articuler et de valoriser ces connaissances et ces compétences dans le cadre d'une activité socio-professionnelle ou de la poursuite d'études et ont prouvé leur aptitude à élaborer et à développer dans leur domaine d'études des raisonnements, des argumentations et des solutions à des problématiques;
- sont capables de collecter, d'analyser et d'interpréter, de façon pertinente, des données — généralement, dans leur domaine d'études — en vue de formuler des opinions, des jugements critiques ou des propositions artistiques qui intègrent une réflexion sur des questions sociétales, scientifiques, techniques, artistiques ou éthiques;
- sont capables de communiquer, de façon claire et structurée, à des publics avertis ou non, des informations, des idées, des problèmes et des solutions, selon les standards de communication spécifiques au contexte;
- ont développé les stratégies d'apprentissage qui sont nécessaires pour poursuivre leur formation avec un fort degré d'autonomie.

7. Master

Le grade de master est décerné aux étudiants qui :

- ont acquis des connaissances hautement spécialisées et des compétences qui font suite à celles qui relèvent du niveau de bachelier. Ces connaissances et ces compétences fournissent une base pour développer ou mettre en œuvre des idées ou des propositions artistiques de manière originale, le plus souvent dans le cadre d'une recherche ou dans le cadre d'un développement d'une application ou d'une création;
- sont capables d'appliquer, de mobiliser, d'articuler et de valoriser ces connaissances et ces compétences en vue de résoudre selon une approche analytique et systémique des problèmes liés à des situations nouvelles ou présentant un certain degré d'incertitude dans des contextes élargis ou pluridisciplinaires en rapport avec leur domaine d'études;
- sont capables de mobiliser ces connaissances et ces compétences, de maîtriser la complexité ainsi que de formuler des opinions, des jugements critiques ou des propositions artistiques à partir d'informations incomplètes ou limitées en y intégrant une réflexion sur les responsabilités sociétales, scientifiques, techniques, artistiques ou éthiques;
- sont capables de communiquer de façon claire, structurée et argumentée, tant à l'oral qu'à l'écrit, à des publics avertis ou non, leurs conclusions, leurs propositions singulières ainsi que les connaissances, principes et discours sous-jacents;
- ont développé et intégré un fort degré d'autonomie qui leur permet de poursuivre leur formation, d'acquérir de nouveaux savoirs et de développer de nouvelles compétences pour pouvoir évoluer dans de nouveaux contextes.

8. Doctorat

Le grade de docteur est décerné aux étudiants qui :

- ont développé de nouvelles connaissances à la frontière la plus avancée d'un domaine d'études et de recherche, ou à l'interface de plusieurs domaines, et ont démontré la maîtrise des compétences et des méthodes de recherche;
 - ont démontré la capacité de concevoir, de planifier, de mettre en œuvre et d'adapter un processus complet de recherche scientifique ou artistique dans le respect de l'intégrité requise;
 - ont contribué, par une recherche originale, à repousser les limites du savoir ou du champ de l'art, en développant des travaux significatifs, dont certains méritent une publication ou une diffusion nationale ou internationale selon les standards usuels;
 - sont capables d'intégrer des connaissances pour analyser, évaluer et synthétiser de manière critique des propositions scientifiques ou artistiques nouvelles, complexes et très hautement spécialisées dans leur domaine, ou à l'interface de plusieurs domaines;
 - sont capables de communiquer, en engageant un dialogue critique, sur leur domaine d'expertise avec leurs pairs, la communauté scientifique ou artistique au sens large, ou avec des publics avertis ou non;
 - sont capables, dans le cadre de leur environnement académique ou socio-professionnel, de contribuer activement aux progrès sociétaux, scientifiques, techniques, artistiques ou éthiques dans une société du savoir et du sensible.
- Vu pour être annexé au décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, Bruxelles, le 7 novembre 2013.

**ANNEXE II AU DECRET DEFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET L'ORGANISATION ACADEMIQUE DES ETUDES**

HABILITATIONS A ORGANISER DES ETUDES INITIALES DE 1^{er} ET 2^e CYCLES

**Liste des grades académiques de bachelier professionnalisant, de spécialisation, de bachelier de transition
et de master en 120 crédits au moins**

Légende :

Colonne 2 : U = Université, HE = Haute Ecole, ESA = Ecole supérieure des Arts.

Colonne 3 : études de type court B = Bachelier professionnalisant (niveau 6);

S = Bachelier de Spécialisation (niveau 6).

Colonnes 4 et 5 : études de type long B = Bachelier de transition (niveau 6);

M = Master (niveau 7).

Colonne 6 : (*) : enseignement en alternance

NB. La liste des grades de master en 60 crédits (niveau 7) est reprise à l'annexe III.

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
1	U		B	M	Philosophie	
1	U			M	Ethique	
1	U		B	M	Sciences des religions	
1	U		B	M	Sciences des religions et de la laïcité	
2	U		B		Sciences religieuses	
2	U			M	Théologie	
2	U			M	Etudes bibliques	
3	U		B	M	Langues et lettres françaises et romanes	Orientation générale
				M		Français langue étrangère
3	U		B	M	Langues et lettres modernes	Orientation générale
			B	M		Germaniques
			B	M		Slaves
			B	M		Arabes
			B	M		Orientales
3	U		B		Traduction et interprétation	
3	U			M	Traduction	
3	U			M	Interprétation	
3	U			M	Linguistique	
3	U		B	M	Langues et lettres anciennes	Classiques
			B	M		Orientales
3	U		B	M	Langues et lettres anciennes et modernes	
4	U		B	M	Histoire	
4	U		B	M	Histoire de l'art et archéologie	Orientation générale
			B	M		Musicologie
				M		Archéométrie
5	HE	B			Communication	
5	HE		B		Communication appliquée	
5	HE+U			M	Communication appliquée spécialisée – Animation socioculturelle et éducation permanente	
5	HE+U			M	Communication appliquée spécialisée – Education aux médias	
5	HE+U			M	Communication appliquée spécialisée – Publicité et communication commerciale	
5	HE+U			M	Communication appliquée spécialisée – Relations publiques	
5	HE+U			M	Presse et information spécialisées	
5	U		B		Information et communication	
5	U			M	Journalisme	
5	U			M	Communication	
5	U			M	Communication multilingue	

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
5	HE	B			Ecriture multimédia	
5	HE	B			Bibliothécaire-documentaliste	
5	HE	S			Gestion des ressources documentaires multi-média	
5	U			M	Sciences et technologies de l'information et de la communication	
6	U		B	M	Sciences politiques	Orientation générale
				M		Relations internationales
6	U			M	Etudes européennes	
6	U			M	Administration publique	
6	U		B	M	Sociologie et anthropologie	
6	U			M	Sociologie	
6	U			M	Anthropologie	
6	HE	B			Assistant social	
6	HE	B			Conseiller social	
6	HE	B			Ecologie sociale	
6	HE	S			Gestion du social	
6	HE	S			Médiation	
6	HE	S			Sciences et techniques du jeu	
6	HE	S			Travail psychosocial en santé mentale	
6	U		B		Sciences humaines et sociales	
6	U			M	Politique économique et sociale	
6	HE			M	Ingénierie et action sociales	
6	U			M	Sciences du travail	
6	HE	B			Gestion des ressources humaines	
6	U			M	Gestion des ressources humaines	
6	U			M	Sciences de la population et du développement	
7	HE	B			Assurances	
7	HE	B			Droit	
7	U		B	M	Droit	
8	U			M	Criminologie	
9	HE	B			Assistant de direction	Langues et gestion
		B				Médical
9	HE	B			Commerce et développement	
9	HE	B			Commerce extérieur	
9	HE	B			Comptabilité	Banque et finance
		B				Fiscalité
		B				Gestion
9	HE	B			Conseiller en développement durable	
9	HE	B			Coopération internationale	
9	HE	B			E-business	
9	HE	B			Gestion des transports et logistique d'entreprise	
9	HE	B			Gestion hôtelière	
9	HE	B			Immobilier	
9	HE	B			Marketing	
9	HE	B			Relations publiques	
9	HE	B			Tourisme	Animation
		B				Gestion
		B				Tourisme durable
9	HE	S			Administration des maisons de repos	

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
9	HE	S			Management hôtelier	
9	HE	S			Management de la distribution	
9	HE		B		Gestion de l'entreprise	
9	HE+U			M	Gestion de l'entreprise	Finance
				M		Management international
				M		Didactique
9	U		B		Sciences économiques et de gestion	
9	U		B	M	Sciences économiques	Orientation générale
				M		Econométrie
9	U		B	M	Sciences de gestion	
9	U			M	Gestion culturelle	
9	HE	B			Sciences administratives et gestion publique	
9	HE		B		Gestion publique	
9	HE			M	Gestion publique	Administration nationale et internationale
				M		Didactique
9	U			M	Sciences administratives	
9	HE			M	Gestion des services généraux (*)	
9	HE+U		B	M	Ingénieur commercial	
9	U		B	M	Ingénieur de gestion	
10	HE	B			Instituteur préscolaire	
10	HE	B			Instituteur primaire	
10	HE	B			Agrégré de l'enseignement secondaire inférieur	Arts plastiques
		B				Education physique
		B				Français et français langue étrangère
		B				Français et morale
		B				Français et religion
		B				Langues germaniques
		B				Mathématiques
		B				Sciences : biologie, chimie, physique
		B				Sciences économiques et sciences économiques appliquées
		B				Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales
10	HE	B			Agrégré de l'enseignement technique moyen	Bois – Construction
		B				Economie familiale et sociale
		B				Electromécanique
		B				Habillement
10	HE	B			Educateur spécialisé en activités socio-sportives	
10	HE	B			Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif	
10	HE	S			Psychomotricité	
10	HE	S			Accompagnateur en milieux scolaires	
10	HE	S			Intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement	
10	HE	S			Orthopédagogie	Handicaps sensoriels
		S				Handicaps moteurs
		S				Handicaps instrumentaux ou sensoriels
		S				Handicaps mentaux
10	HE	B			Assistant en psychologie	Clinique
		B				Psychopédagogie et psychomotricité
		B				Psychologie du travail et orientation professionnelle

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
10	HE	B			Logopédie	
10	U		B		Sciences psychologiques et de l'éducation	Orientation générale
			B			Logopédie
10	U			M	Sciences de l'éducation	
10	U			M	Logopédie	
10	U			M	Sciences psychologiques	
10	U			M	Sciences de la famille et de la sexualité	
11	U		B	M	Médecine	
12	U		B	M	Médecine vétérinaire	
13	U		B	M	Sciences dentaires	
14	HE	B			Technologie de laboratoire médical	Chimie clinique
		B				Cytologie
14	HE	B			Diététique	
14	HE	S			Biotechnologies médicales et pharmaceutiques	
14	HE	S			Diététique sportive	
14	U		B	M	Sciences biomédicales	
14	U		B	M	Sciences pharmaceutiques	
15	HE	B			Audiologie	
15	HE	B			Bandagisterie – orthésologie – prothésologie	
15	HE	B			Technologie en imagerie médicale	
15	HE	B			Sage-femme	
15	HE	B			Soins infirmiers	
15	HE	S			Anesthésie	
15	HE	S			Art thérapie	
15	HE	S			Imagerie médicale et radiothérapie	
15	HE	S			Oncologie	
15	HE	S			Pédiatrie	
15	HE	S			Salle d'opération	
15	HE	S			Santé communautaire	
15	HE	S			Santé mentale et psychiatrie	
15	HE	S			Soins intensifs et aide médicale urgente	
15	HE	S			Gériatrie et psychogériatrie	
15	U			M	Sciences de la santé publique	
16	HE	B			Ergothérapie	
16	HE	B			Podologie – podothérapie	
16	HE	B			Psychomotricité	
16	HE	S			Education et rééducation des déficients sensoriels	
16	HE	S			Réadaptation	
16	U		B	M	Sciences de la motricité	Orientation générale
				M		Education physique
16	HE		B		Kinésithérapie	
16	U		B		Kinésithérapie et réadaptation	
17	U			M	Statistiques	Orientation générale
				M		Biostatistique
17	U			M	Sciences actuarielles	
17	HE	B			Informatique de gestion	

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
17	HE	B			Informatique et systèmes	Automatique
		B				Informatique industrielle
		B				Gestion technique des bâtiments – Domotique
		B				Technologie de l'informatique
		B				Réseaux et télécommunications
17	HE	S			Sécurité des réseaux et systèmes informatiques	
17	HE+U			M	Architecture des systèmes informatiques	
17	HE			M	Gestion globale du numérique	
17	U		B	M	Sciences informatiques	
17	U		B	M	Sciences physiques	
17	U			M	Sciences spatiales	
17	U		B	M	Sciences chimiques	
17	U		B	M	Sciences biologiques	
17	U			M	Biochimie et biologie moléculaire et cellulaire	
17	U			M	Biologie des organismes et écologie	
17	U			M	Bioinformatique et modélisation	
17	U		B	M	Sciences géologiques	
17	U		B	M	Sciences géographiques	Orientation générale
				M		Climatologie
				M		Géomatique et géométrie
17	U			M	Océanographie	
17	U			M	Sciences et gestion du tourisme	
17	U			M	Sciences et gestion de l'environnement	
18	HE	B			Agronomie	Agro-industries et biotechnologies
		B				Agronomie des régions chaudes
		B				Environnement
		B				Forêt et nature
		B				Techniques et gestion agricoles
		B				Techniques et gestion horticoles
		B				Technologie animale
18	HE	B			Architecture des jardins et du paysage	
18	HE+U		B	M	Architecte paysagiste	
18	HE	S			Gestion de la qualité dans les entreprises agricoles, horticoles et agro-alimentaires	
18	HE		B		Sciences agronomiques	
18	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie	Agronomie et gestion du territoire
				M		Agro-industries
		M				Horticulture
18	U		B		Sciences de l'ingénieur	Bioingénieur
	U			M	Bioingénieur : chimie et bioindustries	
18	U			M	Bioingénieur : sciences et technologies de l'environnement	
18	U			M	Bioingénieur : gestion des forêts et des espaces naturels	
18	U			M	Bioingénieur : sciences agronomiques	
18	U			M	Sciences agronomiques et industries du vivant	
19	HE	B			Aérotechnique	Avionique
		B				Construction aéronautique
		B				Techniques d'entretien

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
19	HE	B			Automobile	Expertise
		B				Mécatronique
19	HE	B			Biotechnique	Bioélectronique et instrumentation
		B				Bioinformatique et imagerie
		B				Biomécanique et biomatériaux
19	HE	B			Chimie	Biochimie
		B				Biotechnologie
		B				Chimie appliquée
		B				Environnement
19	HE	B			Construction	Bâtiment
		B				Génie civil
		B				Technologie du bois
19	HE	B			Eco-packaging	
19	HE	B			Electromécanique	Climatisation et techniques du froid
		B				Electromécanique et maintenance
		B				Mécanique
19	HE	B			Electronique	Electronique appliquée
		B				Electronique médicale
19	HE	B			Energies alternatives et renouvelables	
19	HE	B			Techniques de l'image	Techniques de la cinématographie
		B				Techniques de la photographie
19	HE	B			Techniques graphiques	Techniques de l'édition
		B				Techniques infographiques
19	HE	B			Techniques et services	Technico-commercial
		B				Techniques et services industriels
19	HE	B			Textile	Techniques de mode
19	HE	S			Analyse et traitement des eaux	
19	HE	S			Développement de jeux vidéos	
19	HE	S			Informatique médicale	
19	HE	S			Techniques aéronautiques et aéroportuaires	
19	HE		B		Sciences industrielles	
19	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel	Aérotechnique
				M		Automatisation
				M		Biochimie
				M		Chimie
				M		Construction
				M		Electricité
				M		Electromécanique
				M		Electronique
				M		Génies physique et nucléaire
				M		Génie énergétique durable
				M		Géomètre
				M		Industrie
				M		Informatique
		M	Mécanique			
19	U		B		Sciences de l'ingénieur	Ingénieur civil
19	U			M	Ingénieur civil des mines et géologue	
19	U			M	Ingénieur civil en chimie et sciences des matériaux	
19	U			M	Ingénieur civil physicien	
19	U			M	Ingénieur civil électricien	

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
19	U			M	Ingénieur civil électromécanicien	
19	U			M	Ingénieur civil en aérospatiale	
19	U			M	Ingénieur civil mécanicien	
19	U			M	Ingénieur civil biomédical	
19	U			M	Ingénieur civil en informatique	
19	U			M	Ingénieur civil en informatique et gestion	
19	U			M	Ingénieur civil en mathématiques appliquées	
19	U			M	Ingénieur civil des constructions	
19	HE			M	Génie analytique (*)	Biochimie
19	HE			M	Gestion de chantier spécialisé en construction durable (*)	
19	HE			M	Gestion de production (*)	Production
20	U		B		Sciences de l'ingénieur	Ingénieur civil architecte
20	U			M	Ingénieur civil architecte	
20	HE	B			Gestion de l'environnement urbain	
20	U		B	M	Architecture	
22	ESA	B			Stylisme de mode	
22	ESA	B			Stylisme d'objets ou esthétique industrielle	
22	ESA	B			Dessin et technologie en architecture	
22	ESA	B			Création d'intérieurs	
22	ESA	B			Arts numériques	
22	ESA	B			Photographie	
22	ESA	B			Images animées ou cinégraphie	
22	ESA	B			Graphisme	
22	ESA	B			Bande dessinée	
22	ESA	B			Illustration	
22	ESA	B			Gravure et impression	
22	ESA	B			Publicité	
22	ESA	B			Peinture	
22	ESA	B			Sculpture	
22	ESA	B			Images plurielles imprimées	
22	ESA		B	M	Dessin	
22	ESA		B	M	Peinture	
22	ESA		B	M	Sculpture	
22	ESA		B	M	Céramique	
22	ESA		B	M	Installation, performance	
22	ESA		B	M	Gravure	
22	ESA		B	M	Gravure et image imprimée	
22	ESA		B	M	Sérigraphie	
22	ESA		B	M	Lithographie	
22	ESA		B	M	Photographie	
22	ESA		B	M	Art dans l'espace public	
22	ESA		B	M	Espace urbain	
22	ESA		B	M	Images dans le milieu	
22	ESA		B	M	Tapiserie – Arts textiles	
22	ESA		B	M	Stylisme et création de mode	
22	ESA		B	M	Design textile	
22	ESA		B	M	Typographie	
22	ESA		B	M	Design du livre et du papier	
22	ESA		B	M	Illustration	
22	ESA		B	M	Bande dessinée	

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
22	ESA		B	M	Bande dessinée – Editions	
22	ESA		B	M	Publicité	
22	ESA		B	M	Communication visuelle et graphique	
22	ESA		B	M	Graphisme	
22	ESA		B	M	Design industriel	
22	ESA		B	M	Architecture d'intérieur	
22	ESA		B	M	Design urbain	
22	ESA		B	M	Scénographie	
22	ESA		B	M	Cinéma d'animation	
22	ESA		B	M	Vidéographie	
22	ESA		B	M	Arts numériques	
22	ESA		B	M	Conservation et restauration des œuvres d'art	
22	ESA			M	Accessoires	
22	ESA			M	Art en réseau	
22	ESA			M	Espaces audio-vidéo	
22	ESA			M	Récits et expérimentation	
22	ESA			M	Politique et expérimentations graphiques	
22	ESA			M	Industries de création	
22	ESA			M	Pratiques éditoriales	
22	ESA			M	Scénographie de produits	
22	ESA			M	Pratiques de l'art – Outils critiques	
22	ESA			M	Pratiques de l'exposition	
22	ESA			M	Pratiques et théories de l'art	
22	ESA			M	Production de projets artistiques	
22	HE	B			Arts graphiques	Arts graphiques
		B				Arts graphiques et infographie
22	HE	B			Arts du tissu	
22	HE	B			Publicité	Agencement de l'espace
		B				Médias contemporains
22	HE	B			Styliste-modéliste	
22	HE	S			Accessoires de mode	
23	ESA	B			Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	
23	ESA	B			Formation musicale	
23	ESA	B			Formation de musicien intervenant	
23	ESA	B			Musiques improvisées de tradition orale	
23	ESA		B	M	Formation instrumentale	Vents
			B	M		Percussions
			B	M		Claviers
			B	M		Cordes
23	ESA		B	M	Formation vocale	Chant
			B	M		Art lyrique
23	ESA		B	M	Musique ancienne – Formation instrumentale	Vents
			B	M		Cordes
			B	M		Claviers
23	ESA		B	M	Musique ancienne – Formation vocale	Chant
			B	M		Art lyrique
23	ESA		B	M	Jazz et musiques légères	Instrument
			B	M		Composition et arrangement
			B	M		Chant

Domaine		Grade			Intitulé	Orientation / Finalité / Option
23	ESA		B	M	Musique électroacoustique	Composition acousmatique
			B	M		Composition mixte
23	ESA			M	Ecriture et théorie musicale	Composition
				M		Direction chorale
				M		Direction d'orchestre
				M		Ecritures classiques
				M		Education musicale
				M		Formation musicale
23	ESA		B	M	Informatique musicale	
23	ESA		B	M	Composition, musiques appliquées et interactives	
23	ESA			M	Production de projets artistiques	
24	ESA		B	M	Art dramatique	
24	ESA			M	Production théâtrale – Porteur de projet	
24	ESA			M	Production de projets artistiques	
25	ESA	B			Image	
25	ESA	B			Son	
25	ESA	B			Montage et scripte	
25	ESA	B			Multimédia	
25	ESA	B			Arts du cirque	
25	ESA	B			Réalisation cinéma et radio-télévision	
25	ESA		B	M	Théâtre et techniques de communication	Mise en scène
			B	M		Ecriture
			B	M		Gestion de la production
			B	M		Scénographie, décors et costumes
			B	M		Interprétation
25	ESA		B	M	Interprétation dramatique	
25	ESA			M	Cinéma	Réalisation
				M		Gestion de production
				M		Assistanat
				M		Ecriture
				M		Image
				M		Son
				M		Montage
25	ESA			M	Radio – Télévision – Multimédia	Réalisation radio-télévision
				M		Réalisation multimédia
				M		Son
				M		Assistanat
				M		Ecriture
				M		Montage
				M		Gestion de la production
25	ESA			M	Production de projets artistiques	
25	U			M	Arts du spectacle	

Habilitations

Légende :

Sites :

Code	Arrondissement administratif	Code	Arrondissement administratif	Code	Arrondissement administratif
21	Bruxelles-Capitale	56	Thuin	82	Bastogne
25	Nivelles	57	Tournai	83	Marche-en-Famenne

Code	Arrondissement administratif	Code	Arrondissement administratif	Code	Arrondissement administratif
51	Ath	61	Huy	84	Neufchâteau
52	Charleroi	62	Liège	85	Virton
53	Mons	63	Verviers	91	Dinant
54	Mouscron	64	Waremme	92	Namur
55	Soignies	81	Arlon	93	Philippeville

NB. La liste des cohabilitations conditionnelles est reprise à l'annexe IV.

Habilitations des Universités

Légende

Universités :	ULg	Université de Liège
	UCL	Université catholique de Louvain
	ULB	Université libre de Bruxelles
	UMons	Université de Mons
	UNamur	Université de Namur
	USL-B	Université Saint-Louis – Bruxelles

(*) : A partir de l'année académique 2015-2016.

Domaine	Intitulé	Cycle	ULg	UCL	ULB	UMons	UNamur	USL-B
1	Philosophie	1	62	25	21		92	21
		2	62	25	21			
1	Ethique	2		25	21			
1	Sciences des religions	1+2		25				
1	Sciences des religions et de la laïcité	1+2			21			
2	Sciences religieuses	1		25				
2	Théologie	2		25				
2	Etudes bibliques	2		25				
3	Langues et lettres françaises et romanes	1	62	25	21		92	21
		2	62	25	21			
3	Langues et lettres françaises et romanes, or. français langue étrangère	2	62	25	21			
3	Langues et lettres modernes, or. générale	1+2	62	25	21			
3	Langues et lettres modernes, or. germaniques	1	62	25	21		92	21
		2	62	25	21			
3	Langues et lettres modernes, or. slaves	1+2			21			
3	Langues et lettres modernes, or. arabes	1+2			21			
3	Langues et lettres modernes, or. orientales	1+2	62		21			
3	Traduction et interprétation	1	62		21*	53		21*
3	Traduction	2	62	25*	21*	53		
3	Interprétation	2	62	25*	21*	53		
3	Linguistique	2	62	25	21			
3	Langues et lettres anciennes, or. classiques	1	62	25	21		92	21
		2	62	25	21			
3	Langues et lettres anciennes, or. orientales	1+2	62	25	21			
3	Langues et lettres modernes et anciennes	1+2		25				
4	Histoire	1	62	25	21		92	21
		2	62	25	21			
4	Histoire de l'art et archéologie, or. générale	1	62	25	21		92	
		2	62	25	21			
4	Histoire de l'art et archéologie, or. musicologie	1+2	62	25	21			

Domaine	Intitulé	Cycle	ULg	UCL	ULB	UM ons	UNa mur	USL-B
4	Histoire de l'art et archéologie, or. archéométrie	2	62					
5	Information et communication	1	62	25 53	21		92	21
5	Journalisme	2	62	25 53	21			
5	Communication	2	62	25 53	21			
5	Communication multilingue	2	62	25	21			
5	Sciences et technologies de l'information et de la communication	2	62	25	21 52			
6	Sciences politiques, or. générale	1	62	25 53	21		92	21
		2	62	25 53	21			
6	Sciences politiques, or. relations internationales	2	62	25 53	21			
6	Etudes européennes	2	62	25	21			21
6	Administration publique	2	62	25 52 53	21			
6	Sociologie et anthropologie	1	62	25	21		92	21
		2	62	25	21			
6	Sociologie	2	62	25	21			
6	Anthropologie	2	62	25	21			
6	Sciences humaines et sociales	1	62	25 53	21 52	53		
6	Politique économique et sociale	2		25 52		53		
6	Sciences du travail	2	62	25	21 52			
6	Gestion des ressources humaines	2	62	25 53	21			
6	Sciences de la population et du développement	2	62	25	21			
7	Droit	1	62	25	21 53		92	21
		2	62	25	21			
8	Criminologie	2	62	25	21			
9	Sciences économiques et de gestion	1	62	25		53	92	21
9	Sciences économiques	1	62		21			
9	Sciences économiques, or. générale	2	62	25	21		92	
9	Sciences économiques, or. économétrie	2	62	25	21			
9	Sciences de gestion	1	62	53	21	52 53		
		2	62	25 52 53	21	52 53	92	
9	Gestion culturelle	2	62	53	21			
9	Sciences administratives	2			21			
9	Ingénieur de gestion	1	62	25 53	21	53	92	21
		2	62	25 53	21	53	92	
10	Sciences psychologiques et de l'éducation, or. générale	1	62	25	21	52 53		
10	Sciences psychologiques et de l'éducation, or. logopédie	1	62	25	21	53		

Domaine	Intitulé	Cycle	ULg	UCL	ULB	UMons	UNamur	USL-B
10	Sciences de l'éducation	2	62	25	21	52 53		
10	Logopédie	2	62	25	21			
10	Sciences psychologiques	2	62	25	21	53		
10	Sciences de la famille et de la sexualité	2		25				
11	Médecine	1	62	21	21	53	92	
		2	62	21	21			
12	Médecine vétérinaire	1	62	25	21		92	
		2	62					
13	Sciences dentaires	1+2	62	21	21			
14	Sciences biomédicales	1+2	62	21	21	53	92	
14	Sciences pharmaceutiques	1	62	21	21	53	92	
		2	62	21	21			
15	Sciences de la santé publique	2	62	21	21			
16	Sciences de la motricité, or. générale	1+2	62	25	21			
16	Sciences de la motricité, or. éducation physique	2	62	25	21			
16	Kinésithérapie et réadaptation	1+2	62	25	21			
17	Sciences mathématiques	1+2	62	25	21	53	92	
17	Statistiques, or. générale	2	62	25	21			
17	Statistiques, or. biostatistique	2	52 92	25	21			
17	Sciences actuarielles	2		25	21			
17	Sciences informatiques	1	62	25	21	53	92	
		2	62	25	21	52 53	52 92	
17	Sciences physiques	1+2	62	25	21	53	92	
17	Sciences spatiales	2	62					
17	Sciences chimiques	1+2	62	25	21	53	92	
17	Sciences biologiques	1+2	62	25	21	52 53	92	
17	Biochimie et biologie moléculaire et cellulaire	2	62	25	21 52	52 53	92	
17	Biologie des organismes et écologie	2	62	25	21	53	92	
17	Bioinformatique et modélisation	2	62	25	21		92	
17	Sciences géologiques	1	62	25	21		92	
		2	62	25	21			
17	Sciences géographiques, or. générale	1+2	62	25	21			
17	Sciences géographiques, or. climatologie	2	62	25				
17	Sciences géographiques, or. géomatique et géométrologie	2	62					
17	Océanographie	2	62 81					
17	Sciences et gestion du tourisme	2			21			
17	Sciences et gestion de l'environnement	2	62 81	25	21			
18	Sciences de l'ingénieur, or. bioingénieur	1	92	25	21			
18	Bioingénieur : sciences et technologies de l'environnement	2	92	25	21			
18	Bioingénieur : gestion des forêts et des espaces naturels	2	92	25	21			
18	Bioingénieur : sciences agronomiques	2	92	25	21			
18	Bioingénieur : chimie et bioindustries	2	92	25	21			
18	Sciences agronomiques et industries du vivant	2	92	25	21			
19	Sciences de l'ingénieur, or. ingénieur civil	1	62	25	21	52 53		

Domaine	Intitulé	Cycle	ULg	UCL	ULB	UMons	UNamur	USL-B
19	Ingénieur civil des mines et géologue	2	62			53		
19	Ingénieur civil en chimie et science des matériaux	2	62	25	21	53		
19	Ingénieur civil physicien	2	62	25	21			
19	Ingénieur civil électricien	2	62	25	21	53		
19	Ingénieur civil électromécanicien	2	62	25	21			
19	Ingénieur civil en aérospatiale	2	62					
19	Ingénieur civil mécanicien	2	62	25	21	53		
19	Ingénieur civil biomédical	2	62	25	21			
19	Ingénieur civil en informatique	2	62	25	21			
19	Ingénieur civil en informatique et gestion	2				52 53		
19	Ingénieur civil en mathématiques appliquées	2		25				
19	Ingénieur civil des constructions	2	62	25	21			
20	Sciences de l'ingénieur, or. ingénieur civil architecte	1	62	25	21	53		
20	Ingénieur civil architecte	2	62	25	21	53		
20	Architecture	1+2	62	21 57	21	53		
25	Arts du spectacle	2	62	25	21			

Habilitations des Hautes Ecoles

Haute Ecole Albert Jacquard

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	7	Economique	Section « Assurances »	92
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	92
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	92
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	92
Court	9	Economique	Section « Relations publiques »	92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Arts plastiques »	92
Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Psychomotricité »	92
Court	19	Technique	Section « Techniques graphiques » – Finalité « Techniques infographiques »	92

Haute Ecole de la Province de Namur (HEPN)

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	92
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Médical »	92
Court	9	Economique	Section « Conseiller en développement durable »	92
Court	9	Economique	Section « Gestion hôtelière »	92
Court	9	Economique	Section « Coopération internationale »	92
Court	9	Economique	Spécialisation « Management hôtelier »	92
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	92
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	92
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	92
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	92
Court	15	Paramédicale	Spécialisation interdisciplinaire « Gériatrie et psychogériatrie »	92
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Agro-industries et biotechnologies »	91

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Environnement »	91
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Techniques et gestion agricoles »	91

Haute Ecole de Namur-Liège-Luxembourg « Henallux »

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	5	Sociale	Section « Bibliothécaire – Documentaliste »	92
Court	5	Sociale	Spécialisation « Gestion des ressources documentaires multimédia »	92
Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	92
Court	6	Sociale	Section « Gestion des ressources humaines »	92
Court	6	Sociale	Spécialisation « Gestion du social »	92
Court	7	Economique	Section « Droit »	92
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	81
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	81 92
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	81 92
Court	9	Economique	Section « Marketing »	92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et religion »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	82 92
Court	10	Pédagogique	Section « Normale technique moyenne », Sous-section « Economie familiale et sociale »	92
Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Orthopédagogie »	92
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	92
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	92
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Salle d'opération »	92
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	92
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Soins intensifs et aide médicale urgente »	92
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	92
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Automatique »	92
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Technologie de l'informatique »	92
Court	19	Technique	Section « Electromécanique » – Finalité « Electromécanique et maintenance »	81 62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	85
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Automatisation »	85
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electromécanique »	85

Haute Ecole libre mosane « HELMO »

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	62
Court	7	Economique	Section « Assurances »	62
Court	7	Economique	Section « Droit »	62
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	62 63
Court	9	Economique	Section « Commerce extérieur »	62
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Banque et finance »	62
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	62
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	62
Court	9	Economique	Section « Marketing »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	61
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	62 63
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et religion »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale technique moyenne », Sous-section « Economie familiale et sociale »	62
Court	10	Sociale	Section « Educateur spécialisé en activités socio-sportives »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	62
Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Orthopédagogie »	62
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Chimie clinique »	62
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	62
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Soins intensifs et aide médicale urgente »	62
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	62
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Automatique »	62
Court	19	Technique	Section « Techniques et services » – Option « Technico-commercial »	62
Court	19	Technique	Section « Textile » – Finalité « Techniques de mode »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Génie énergétique durable »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Industrie »	62

Haute Ecole de la Ville de Liège (HEL)

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	62
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Médical »	62

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Banque et finance »	62
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	62
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	62
Court	9	Economique	Section « Gestion hôtelière »	62
Court	9	Economique	Section « Relations publiques »	62
Court	9	Economique	Section « Sciences administratives et gestion publique »	62
Court	9	Economique	Spécialisation « Administration des maisons de repos »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Arts plastiques »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et morale »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale technique moyenne », Sous-section « Economie familiale et sociale »	62
Court	10	Paramédicale	Section « Logopédie »	62
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Technologie de l'informatique »	62
Court	19	Technique	Section « Automobile » – Option « Expertise automobile »	62
Court	19	Technique	Section « Automobile » – Option « Mécatronique »	62
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Chimie appliquée »	62
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Environnement »	62
Court	19	Technique	Section « Electronique » – Finalité « Electronique appliquée »	62
Court	19	Technique	Section « Techniques graphiques » – Finalité « Techniques de l'édition »	62

Haute Ecole de la Province de Liège (HEPL)

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	5	Sociale	Section « Bibliothécaire – Documentaliste »	62 (2×)
Court	5	Sociale	Section « Communication »	62
Court	5	Sociale	Section « Ecriture multimédia »	62
Court	6	Sociale	Section « Gestion des ressources humaines »	62
Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	62
Court	7	Economique	Section « Droit »	62
Court	9	Economique	Section « Commerce extérieur »	62
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Banque et finance »	62
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	62
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	62
Court	9	Economique	Section « e-business »	62
Court	9	Economique	Section « Marketing »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	62
Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Psychomotricité »	62

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	10	Sociale	Section « Assistant en psychologie » – Option « Clinique »	62
Court	10	Sociale	Section « Assistant en psychologie » – Option « Psychologie du travail et orientation professionnelle »	62
Court	10	Sociale	Section « Assistant en psychologie » – Option « Psychopédagogie et psychomotricité »	62
Court	10	Paramédicale	Section « Logopédie »	62
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Chimie clinique »	62
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Cytologie »	62
Court	14	Paramédicale	Section « Diététique »	62
Court	14	Paramédicale	Spécialisation « Biotechnologies médicales et pharmaceutiques »	62
Court	14	Paramédicale	Spécialisation « Diététique sportive »	62
Court	15	Paramédicale	Section « Technologie en imagerie médicale »	62
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	62
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	61 62 63
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Oncologie »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Salle d'opération »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé mentale et psychiatrie »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Soins intensifs et aide médicale urgente »	62
Court	15	Paramédicale	Spécialisation interdisciplinaire « Gériatrie et psychogériatrie »	62
Court	16	Paramédicale	Section « Ergothérapie »	62
Court	16	Paramédicale	Spécialisation « Education et rééducation des déficients sensoriels »	62
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 1 ^{er} cycle	62
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 2 ^e cycle	62
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	62
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Informatique industrielle »	62
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Réseaux et Télécommunications »	62
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Technologie de l'informatique »	62
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Agro-industries et biotechnologies »	63
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Environnement »	63
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Forêt et nature »	63
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Techniques et gestion agricoles »	63
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Biochimie »	62
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Biotechnologie »	62
Court	19	Technique	Section « Construction » – Option « Bâtiment »	63
Court	19	Technique	Section « Electromécanique » – Finalité « Mécanique »	62
Court	19	Technique	Section « Techniques graphiques » – Finalité « Techniques infographiques »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Biochimie »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Chimie »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Construction »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electromécanique »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electronique »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Géomètre »	62
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Informatique »	62 (2x)

Haute Ecole Charlemagne

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	61 63
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Médical »	61 63
Court	9	Economique	Section « Gestion hôtelière »	63
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Animation »	62
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Gestion »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	61 62 63
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et morale »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	62
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	62
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Chimie clinique »	62
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Techniques et gestion agricoles »	61
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Techniques et gestion horticoles »	92
Court	18	Agronomique	Section « Architecture des jardins et du paysage »	92
Court	18	Agronomique	Spécialisation « Gestion de la qualité dans les entreprises agricoles, horticoles et agro-alimentaires »	61
Long	18	Agronomique	Section « Architecture du paysage » – 1 ^{er} cycle	92
Long	18	Agronomique	Section « Architecture du paysage » – 2 ^e cycle	92
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » – 1 ^{er} cycle	61 92
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » – Finalité « Agro-industries »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » – Finalité « Agronomie et gestion du territoire »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » – Finalité « Horticulture »	92
Court	19	Technique	Section « Eco-packaging »	62

Haute Ecole Robert Schuman

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	84
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Médical »	84
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Banque et finance »	84
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	84
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	84
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et morale »	85

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	85
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	85
Court	10	Paramédicale	Section « Logopédie »	84
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	84
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Soins intensifs et aide médicale urgente »	84
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	84
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 1 ^{er} cycle	84
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 2 ^e cycle	84
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	84
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Environnement »	81
Court	19	Technique	Section « Construction » – Option « Technologie du bois »	84
Court	19	Technique	Section « Electromécanique » – Finalité « Climatisation et techniques du froid »	81
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	81
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Industrie »	81

Haute Ecole Condorcet

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	5	Sociale	Section « Communication »	52
Court	5	Sociale	Section « Ecriture multimédia »	52
Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	52
Court	6	Sociale	Section « Gestion des ressources humaines »	52
Court	7	Economique	Section « Assurances »	53
Court	7	Economique	Section « Droit »	52
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	52 53
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Médical »	57
Court	9	Economique	Section « Commerce extérieur »	52
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Banque et finance »	54
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	54
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	52 53
Court	9	Economique	Section « e-business »	57
Court	9	Economique	Section « Gestion hôtelière »	53
Court	9	Economique	Section « Gestion des transports et logistique d'entreprise »	53
Court	9	Economique	Section « Immobilier »	52 54
Court	9	Economique	Section « Marketing »	53
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Gestion »	53
Court	9	Economique	Spécialisation « Management de la distribution »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	52 53 56
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Arts plastiques »	53

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	56
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et morale »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale technique moyenne », Sous-section « Economie familiale et sociale »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale technique moyenne », Sous-section « Habille-ment »	52
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	52
Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Orthopédagogie »	53
Court	10	Paramédicale	Section « Logopédie »	53
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Chimie clinique »	52 53
Court	14	Paramédicale	Section « Diététique »	57
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	53
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	51 52 53 57
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	53
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Soins intensifs et aide médicale urgente »	53
Court	16	Paramédicale	Section « Ergothérapie »	52 57
Court	16	Paramédicale	Section « Psychomotricité »	57
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 1 ^{er} cycle	52 57
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 2e cycle	52 57
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	52 53
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Automatique »	57
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Agro-industries et biotechnologies »	51
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Agronomie des régions chaudes »	51
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Environnement »	51
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Forêt et nature »	51
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Techniques et gestion agricoles »	51
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Techniques et gestion horticoles »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » – 1 ^{er} cycle	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » – Finalité « Agro-industries »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » – Finalité « Agronomie et gestion du territoire »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » – Finalité « Horticulture »	51
Court	19	Technique	Section « Aérotechnique » – Finalité « Avionique »	52
Court	19	Technique	Section « Aérotechnique » – Finalité « Construction aéronautique »	52
Court	19	Technique	Section « Aérotechnique » – Finalité « Techniques d'entretien »	52

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	19	Technique	Section « Biotechnique » – Finalité « Bioélectronique et instrumentation »	52
Court	19	Technique	Section « Biotechnique » – Finalité « Biomécanique et biomatériaux »	51
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Biochimie »	51
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Biotechnologie »	51
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Chimie appliquée »	51
Court	19	Technique	Section « Electromécanique » – Finalité « Electromécanique et maintenance »	52
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	52 57
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Aérotechnique »	52
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Automatisation »	57
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Biochimie »	52
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electricité »	52
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Industrie »	57
Court	22	Arts Appliqués	Section « Arts graphiques » – Option « Arts graphiques et infographie »	53
Court	22	Arts Appliqués	Section « Arts graphiques » – Option « Arts graphiques »	53

Haute Ecole Louvain en Hainaut « HELHa »

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	5	Sociale	Section « Communication »	57
Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	25 52 53
Court	6	Sociale	Section « Gestion des ressources humaines »	57
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	53
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Médical »	52
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Banque et finance »	53
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	53
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	53
Court	9	Economique	Section « Gestion des transports et logistique d'entreprise »	55
Court	9	Economique	Section « Gestion hôtelière »	55
Court	9	Economique	Section « Marketing »	55
Court	9	Economique	Section « Relations publiques »	52
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Animation »	55
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Gestion »	55
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	52 55 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	52 53 55 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	52 55 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et religion »	52 55 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	52 55 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	52 55 57

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	52 55 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	52 55 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	52 55
Court	10	Pédagogique	Section « Normale technique moyenne », Sous-section « Bois – construction »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale technique moyenne », Sous-section « Electromécanique »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	52
Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Psychomotricité »	52
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Chimie clinique »	52
Court	15	Paramédicale	Section « Technologie en imagerie médicale »	52
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	52
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	52 54 55 57
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Imagerie médicale et radiothérapie »	57
Court	15	Paramédicale	Spécialisation interdisciplinaire « Gériatrie et psychogériatrie »	57
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Oncologie »	52
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé mentale et psychiatrie »	57
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Soins intensifs et aide médicale urgente »	52
Court	16	Paramédicale	Section « Ergothérapie »	52
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 1 ^{er} cycle	52
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 2 ^e cycle	52
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	52 53
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Gestion technique des bâtiments – Domotique »	52
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Informatique industrielle »	52
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Technologie de l'informatique »	57
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Agro-industries et biotechnologies »	52
Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » – Finalité « Technologie animalière »	52
Court	19	Technique	Section « Automobile » – Option « Expertise »	53
Court	19	Technique	Section « Automobile » – Option « Mécatronique »	53
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Chimie appliquée »	53
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Environnement »	53
Court	19	Technique	Section « Construction » – Option « Bâtiment »	53
Court	19	Technique	Section « Construction » – Option « Génie civil »	53
Court	19	Technique	Section « Electronique » – Finalité « Electronique appliquée »	53
Court	19	Technique	Section « Electromécanique » – Finalité « Climatisation et techniques du froid »	57
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	52 53
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Biochimie »	53
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Chimie »	53
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electromécanique »	53
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electronique »	53
Court	22	Arts appliqués	Section « Publicité » – Option « Médias contemporains »	53

Haute Ecole en Hainaut (HEH)

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	53 57
Court	6	Sociale	Section « Conseiller social »	53
Court	7	Economique	Section « Droit »	57
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	57
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Animation »	57
Court	9	Economique	Section « Sciences administratives et gestion publique »	57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	53 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Arts plastiques »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et morale »	57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	53 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	53 57
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	53
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	53 54 57
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Réseaux et Télécommunications »	53
Court	19	Technique	Section « biotechnique » – Finalité « Bioinformatique et imagerie »	53
Court	19	Technique	Section « Electronique » – Finalité « Electronique appliquée »	53
Court	19	Technique	Section « Techniques graphiques » – Finalité « Techniques infographiques »	53
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	53
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Construction »	53
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Géomètre »	53
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Informatique »	53

Haute Ecole Galilée

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Long	5	Sociale	Section « Communication appliquée » – 1 ^{er} cycle	21
Long	5	Sociale	Section « Communication appliquée – Animation socioculturelle et éducation permanente »	21
Long	5	Sociale	Section « Communication appliquée – Education aux médias »	21
Long	5	Sociale	Section « Communication appliquée – Publicité et communication commerciale »	21
Long	5	Sociale	Section « Communication appliquée – Relations publiques »	21
Long	5	Sociale	Section « Presse et information »	21
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	21
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Animation »	21
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Gestion »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	21

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Arts plastiques »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et religion »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Imagerie médicale et radiothérapie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	21

Haute Ecole Paul-Henri Spaak

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	5	Sociale	Section « Assistant social »	21
Court	5	Sociale	Section « Bibliothécaire – Documentaliste »	21
Court	6	Sociale	Spécialisation « Travail psychosocial en santé mentale »	21
Long	6	Sociale	Section « Ingénierie et action sociales » – 2e cycle	21
Court	7	Economique	Section « Droit »	21
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	21
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Médical »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et morale »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	25
Court	15	Paramédicale	Section « Bandagisterie – Orthésologie – Prothésologie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation interdisciplinaire « Gériatrie et psychogériatrie »	21
Court	16	Paramédicale	Section « Ergothérapie »	21
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 1 ^{er} cycle	21
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 2e cycle	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Chimie »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electricité »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electronique »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Génies physique et nucléaire »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Informatique »	21

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Mécanique »	21

Haute Ecole de Bruxelles (HEB)

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et morale »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale technique moyenne », Sous-section « Economie familiale et sociale »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	21
Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Orthopédagogie »	21
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	21
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Informatique industrielle »	21
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Réseaux et Télécommunications »	21
Court	17	Technique	Spécialisation « Sécurité des réseaux et systèmes informatiques »	21

Haute Ecole Francisco-Ferrer

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	6	Sociale	Section « Gestion des ressources humaines »	21
Court	7	Economique	Section « Assurances »	21
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues et gestion »	21
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Banque et finance »	21
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	21
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	21
Court	9	Economique	Section « Gestion des transports et logistique d'entreprise »	21
Court	9	Economique	Spécialisation « Administration des maisons de repos »	21
Court	9	Economique	Section « Sciences administratives et gestion publique »	21
Long	9	Economique	Section « Sciences administratives » – 1 ^{er} cycle	21
Long	9	Economique	Section « Sciences administratives » – Option « Administration nationale et internationale »	21
Long	9	Economique	Section « Sciences administratives » – Option « Didactique »	21
Long	9	Economique	Section « Sciences commerciales » – 1 ^{er} cycle	21
Long	9	Economique	Section « Sciences commerciales » – Option « Didactique »	21
Long	9	Economique	Section « Sciences commerciales » – Option « Finance »	21
Long	9	Economique	Section « Sciences commerciales » – Option « Management international »	21
Long	9	Economique	Section « Ingénieur commercial » – 1 ^{er} cycle	21
Long	9	Economique	Section « Ingénieur commercial » – 2 ^e cycle	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	21

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et morale »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	21
Long	10	Economique	Agrégation de l'enseignement secondaire supérieur et CAPAES	21
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Chimie clinique »	21
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Cytologie »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Salle d'opération »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé mentale et psychiatrie »	21
Court	19	Technique	Section « Electronique » – Finalité « Electronique appliquée »	21
Court	19	Technique	Section « Techniques graphiques » – Finalité « Techniques de l'édition »	21
Court	19	Technique	Section « Techniques graphiques » – Finalité « Techniques infographiques »	21
Court	22	Arts appliqués	Section « Arts du Tissue »	21
Court	22	Arts appliqués	Section « Publicité » – Option « Agencement de l'espace »	21
Court	22	Arts appliqués	Section « Styliste – Modéliste »	21
Court	22	Arts appliqués	Spécialisation « Accessoires de mode »	21

Haute Ecole Lucia de Brouckère

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	7	Economique	Section « Droit »	21
Court	9	Economique	Section « Assistant de direction » – Option « Langues »	25
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Fiscalité »	21
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	21
Court	9	Economique	Section « Gestion hôtelière »	21
Court	9	Economique	Section « Marketing »	21
Court	9	Economique	Section « Relations publiques »	21
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Animation »	21
Court	9	Economique	Section « Tourisme » – Option « Gestion »	21
Court	9	Economique	Spécialisation « Management hôtelier »	21
Court	9	Economique	Spécialisation « Management de la distribution »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	21 25
Court	10	Pédagogique	Section « Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif »	25
Court	14	Paramédicale	Section « Diététique »	21
Court	18	Agronomique	Section « Architecture des jardins et du paysage »	21
Court	19	Technique	Section « Electronique » – Finalité « Electronique médicale »	21
Court	19	Technique	Spécialisation « Informatique médicale »	21

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Biochimie »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Chimie »	21
Court	20	Agronomique	Section « Gestion de l'environnement urbain »	21

Haute Ecole Léonard de Vinci

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	10	Pédagogique	Section « Normale préscolaire »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale primaire »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Education physique »	21
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et français langue étrangère »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Français et religion »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Langues germaniques »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Mathématiques »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences économiques et sciences économiques appliquées »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales »	25
Court	10	Pédagogique	Section « Normale secondaire », Sous-section « Sciences : biologie, chimie, physique »	25
Court	10	Sociale	Section « Educateur spécialisé en activités socio-sportives »	21
Court	10	Pédagogique	Spécialisation « Psychomotricité »	21
Court	10	Sociale	Section « Assistant en psychologie » – Option « Clinique »	21
Court	10	Sociale	Section « Assistant en psychologie » – Option « Psychologie du travail et orientation professionnelle »	21
Court	10	Sociale	Section « Assistant en psychologie » – Option « Psychopédagogie et psychomotricité »	21
Court	10	Paramédicale	Section « Logopédie »	21
Court	14	Paramédicale	Section « Biologie médicale » – Option « Chimie clinique »	21
Court	14	Paramédicale	Section « Diététique »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Audiologie »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Technologie en imagerie médicale »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	21 25
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Anesthésie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Oncologie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Salle d'opération »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé mentale et psychiatrie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Soins intensifs et aide médicale urgente »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation interdisciplinaire « Gériatrie et psychogériatrie »	21
Court	16	Paramédicale	Section « Ergothérapie »	21
Court	16	Paramédicale	Section « Podologie – Podothérapie »	21
Court	16	Paramédicale	Section « Psychomotricité »	21
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 1 ^{er} cycle	21
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 2 ^e cycle	21
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	21
Court	19	Technique	Section « Chimie » – Finalité « Chimie appliquée »	21

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – 1 ^{er} cycle	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Automatisation »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Construction »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electromécanique »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Electronique »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Géomètre »	21
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » – Finalité « Informatique »	21

Haute Ecole « Groupe ICHEC – ISC Saint-Louis – ISFSC »

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	5	Sociale	Section « Communication »	21
Court	5	Sociale	Section « Ecriture multimédia »	21
Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	21
Long	9	Economique	Section « Sciences commerciales » – 1 ^{er} cycle	21
Long	9	Economique	Section « Sciences commerciales » – Option « Finance » – 2e cycle	21
Long	9	Economique	Section « Sciences commerciales » – Option « Management international » – 2e cycle	21
Long	9	Economique	Section « Sciences commerciales » – Option « Didactique » – 2e cycle	21
Long	9	Economique	Section « Ingénieur commercial » – 1 ^{er} cycle	21
Long	9	Economique	Section « Ingénieur commercial » – 2e cycle	21
Long	10	Economique	Agrégation de l'enseignement secondaire supérieur et CAPAES	21

Haute Ecole « EPHEC »

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	7	Economique	Section « Droit »	21
Court	9	Economique	Section « Commerce extérieur »	21
Court	9	Economique	Section « Comptabilité » – Option « Gestion »	21 25
Court	9	Economique	Section « e-business »	21
Court	9	Economique	Section « Marketing »	21 25
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Automatique »	21
Court	17	Technique	Section « Informatique et systèmes » – Finalité « Technologie de l'informatique »	25
Court	19	Technique	Section « Electromécanique » – Finalité « Electromécanique et maintenance »	21

Haute Ecole libre de Bruxelles – Ilya Prigogine

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	21
Court	6	Sociale	Section « Ecologie sociale »	21
Court	9	Economique	Section « Relations publiques »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Sage-femme »	21
Court	15	Paramédicale	Section « Soins infirmiers »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Art thérapie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Oncologie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	21
Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Soins intensifs et aide médicale urgente »	21
Court	16	Paramédicale	Section « Ergothérapie »	21

Type	Domaine	Catégorie	Formation	Sites
Court	16	Paramédicale	Section « Podologie – Podothérapie »	21
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 1 ^{er} cycle	21
Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » – 2e cycle	21
Court	17	Economique	Section « Informatique de gestion »	21
Long	17	Technique	Section « Gestion globale du numérique »	21
Court	19	Technique	Section « Electronique » – Finalité « Electronique appliquée »	21
Court	19	Technique	Section « Techniques de l'image » – Finalité « Techniques de la cinématographie »	21
Court	19	Technique	Section « Techniques de l'image » – Finalité « Techniques de la photographie »	21

Légende :

Habilitations des Ecoles supérieures des ArtsLégende

ESA	ARBA Bxl	Académie royale des Beaux-Arts de la Ville de Bruxelles – Ecole supérieure des Arts
	La Cambre	Ecole nationale supérieure des Arts visuels de La Cambre
	St-Luc Bxl	Ecole supérieure des Arts Saint-Luc de Bruxelles
	ERG	Ecole supérieure des Arts – Ecole de Recherche graphique
	Le 75	Ecole supérieure communale des Arts de l'Image « le 75 »
	ESA VdLiège	Ecole supérieure des Arts de la Ville de Liège
	St-Luc Liège	Ecole supérieure des Arts Saint-Luc de Liège
	Arts ²	Arts ²
	ABA Tournai	Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai
	St-Luc Tournai	Ecole supérieure des Arts Institut Saint-Luc à Tournai
	IMEP	Institut supérieur de Musique et de Pédagogie
	CRB	Conservatoire royal de Bruxelles
	CRL	Conservatoire royal de Liège
	INSAS	Institut national supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion
	IAD	Institut des Arts de Diffusion
	ESAC	Ecole supérieure des Arts du Cirque

Domaine 22 : Arts plastiques, visuels et de l'espace

Type	Intitulé	Cycle	ARB A Bxl	La Cambre	St-Luc Bxl	ERG	Le 75	ESA Vd ège	Luc Lièg	Arts ²	ABA Tournai	Luc Tour
Court	Stylisme de mode	1										57
Court	Stylisme d'objets ou esthétique industrielle	1										57
Court	Dessin et technologie en architecture	1			21							
Court	Création d'intérieurs	1			21							57
Court	Arts numériques	1			21							
Court	Photographie	1					21		62			57
Court	Graphisme	1			21		21		62			57
Court	Bande dessinée	1			21				62			
Court	Illustration	1			21				62			
Court	Gravure et impression	1					21					
Court	Publicité	1			21				62			57
Court	Peinture	1					21		62			
Court	Sculpture	1							62			

Domaine 23 : Musique

Domaine 24 : Théâtre et arts de la parole

Type	Domaine	Intitulé	Option	Cycle	IME P	CRB	Arts 2	CRL
Court	23	Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur		1	92			
Court	23	Formation musicale		1	92	21	53	62
Court	23	Formation de musicien intervenant		1		21		
Court	23	Musiques improvisées de tradition orale		1				62
Long	23	Formation instrumentale	Vents	1+2	92	21	53	62
			Percussions	1+2	92	21	53	62
			Claviers	1+2	92	21	53	62
			Cordes	1+2	92	21	53	62
Long	23	Formation vocale	Chant	1+2	92	21	53	62
			Art Lyrique	1+2	92	21	53	62
Long	23	Musique ancienne – Formation instrumentale	Vents	1+2	92	21	53	
			Cordes	1+2	92	21	53	
			Claviers	1+2	92	21	53	
Long	23	Musique ancienne – Formation vocale	Chant	1+2		21	53	
			Art lyrique	1+2		21	53	
Long	23	Jazz et musiques légères	Instrument	1+2		21		
			Composition et arrangement	1+2		21		
			Chant	1+2		21		
Long	23	Musique électroacoustique	Composition acoustique	1+2			53	
			Composition mixte	1+2		53		
Long	23	Ecriture et théorie musicale	Composition	1+2		21	53	62
			Direction chorale	2	92	21	53	62
			Direction d'orchestre	2		21	53	62
			Ecritures classiques	2	92	21	53	62
			Education musicale	2	92			
			Formation musicale	2	92	21	53	62
Long	23	Informatique musicale		1+2	92			
Long	23	Composition, musiques appliquées et interactives		1+2			53	
Long	24	Art dramatique		1+2		21	53	62
Long	24	Production théâtrale – Porteur de projet		2				62

Domaine 25 : Arts du spectacle et technique de diffusion et de communication

Type	Intitulé	Cycle	INSAS	IAD	ESAC
Court	Image	1	21	25	
Court	Son	1	21	25	
Court	Montage et scripte	1	21	25	
Court	Multimédia	1		25	
Court	Arts du cirque	1			21
Court	Réalisation cinéma et radio-télévision	1	21	25	
Long	Théâtre et techniques de communication	1+2	21		
Long	Interprétation dramatique	1+2	21	25	
Long	Cinéma	2	21	25	

Type	Intitulé	Cycle	INSAS	IAD	ESAC
Long	Radio – Télévision – Multimédia	2	21	25	

ANNEXE 3

ANNEXE III AU DECRET DEFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET L'ORGANISATION ACADEMIQUE DES ETUDES

LISTE DES ETUDES DE MASTER EN 60 CREDITS

Légende : Colonne 2 : U = Université, HE = Haute Ecole, ESA = Ecole supérieure des Arts.

Domaine		Intitulé	Orientation/Finalité/Option
1	U	Philosophie	
1	U	Sciences des religions et de la laïcité	
2	U	Théologie	
3	U	Langues et lettres françaises et romanes	Orientation générale
3	U	Langues et lettres modernes	Orientation générale
			Germaniques
			Salves
			Arabes
			Orientales
3	U	Langues et lettres anciennes	Classiques
			Orientales
3	U	Langues et lettres anciennes et modernes	
4	U	Histoire	
4	U	Histoire de l'art et archéologie	Orientation générale
			Musicologie
5	HE	Communication appliquée	Animation socioculturelle et éducation permanente
			Publicité et communication commerciale
			Relations publiques
5	HE	Presse et information	
5	U	Information et communication	
6	U	Sciences politiques	Orientation générale
6	U	Sociologie et anthropologie	
6	U	Sciences du travail	
9	HE	Sciences commerciales	
9	U	Sciences économiques	Orientation générale
9	U	Sciences de gestion	
9	HE+U	Sciences administratives	
14	U	Sciences biomédicales	
16	U	Sciences de la motricité	Orientation générale
			Education physique
16	HE	Kinésithérapie	
17	U	Sciences mathématiques	
17	U	Sciences informatiques	
17	U	Sciences physiques	
17	U	Sciences chimiques	
17	U	Sciences biologiques	
17	U	Sciences géologiques	
17	U	Sciences géographiques	Orientation générale
17	U	Sciences et gestion du tourisme	
17	U	Sciences et gestion de l'environnement	

Domaine		Intitulé	Orientation/Finalité/Option
18	HE	Sciences agronomiques	Agronomie et gestion du territoire
			Agro-industries
			Horticulture
19	HE	Sciences industrielles	Automatisation
			Biochimie
			Chimie
			Construction
			Electricité
			Electromécanique
			Electronique
			Emballage et conditionnement
			Génies physique et nucléaire
			Géomètre
			Informatique
			Industrie
			Mécanique
Textile			
22	ESA	Dessin	
22	ESA	Peinture	
22	ESA	Sculpture	
22	ESA	Céramique	
22	ESA	Installation, performance	
22	ESA	Gravure	
22	ESA	Sérigraphie	
22	ESA	Lithographie	
22	ESA	Photographie	
22	ESA	Art dans l'espace public	
22	ESA	Espace urbain	
22	ESA	Images dans le milieu	
22	ESA	Tapiserie	
22	ESA	Stylisme et création de mode	
22	ESA	Design textile	
22	ESA	Typographie	
22	ESA	Illustration	
22	ESA	Bande dessinée	
22	ESA	Publicité	
22	ESA	Communication visuelle et graphique	
22	ESA	Communication visuelle	
22	ESA	Graphisme	
22	ESA	Design industriel	
22	ESA	Architecture d'intérieur	
22	ESA	Design urbain	
22	ESA	Scénographie	
22	ESA	Cinéma d'animation	
22	ESA	V idéographie	
22	ESA	Arts numériques	
22	ESA	Conservation et restauration des œuvres d'art	
24	ESA	Art dramatique	

Domaine		Intitulé	Orientation/Finalité/Option
25	ESA	Théâtre et techniques de communications	Mise en scène
			Ecriture
			Gestion de la production
			Scénographie, décors et costumes
			Interprétation
			Réalisation
25		Interprétation dramatique	
25	ESA	Cinéma	Réalisation
			Gestion de production
			Assistanat
			Ecriture
			Image
			Son
			Montage
25	ESA	Radio – Télévision – Multimédia	Réalisation radio-télévision
			Réalisation multimédia
			Son
			Assistanat
			Ecriture
			Montage
			Gestion de la production

Vu pour être annexé au décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études,

Bruxelles, le 7 novembre 2013.

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-CL. MARCOURT

ANNEXE 4

ANNEXE IV AU DECRET DEFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET L'ORGANISATION ACADEMIQUE DES ETUDES LISTE DES COHABILITATIONS CONDITIONNELLES

Légende :

Intitulé : (*) = entrée en vigueur conditionnelle (arrêté du Gouvernement)

Cycle : 1 = Bachelier de type long

2 = Master

1C = Bachelier de type court

1S = Bachelier de spécialisation

Domaine	Intitulé	Cycles	Partenaires	Sites
5	Presse et Information spécialisées	2	Galilée UCL ULB	21 25 21
5	Communication appliquée spécialisée – Relations publiques	2	Galilée UCL ULB	21 25 21
5	Communication appliquée spécialisée – Education aux médias	2	Galilée UCL ULB	21 25 21
5	Communication appliquée spécialisée – Animation socioculturelle et Education permanente (*)	2	Galilée UCL ULB	21 25 21
5	Communication appliquée spécialisée – Publicité et Communication commerciale (*)	2	Galilée UCL ULB	21 25 21
6	Assistant social	1C	Henallux Schuman	81 81

Domaine	Intitulé	Cycles	Partenaires	Sites
6	Ingénierie et action sociale	2	Henallux HELHa	92 25
6	Ingénierie et action sociale	2	HELMo HEPL	62 62
6	Ingénierie et action sociale	2	Condorcet HEH	52 56
6	Médiation	1S	Charlemagne HEPL	62 62
6	Sciences et techniques du jeu	1S	Spaak HEB	21 21
9	Commerce et développement	1C	Spaak Ferrer	21 21
9	Coopération internationale	1C	HELMo HEPL	62 62
9	Gestion d'entreprise	2	ICHEC Ferrer UCL ULB	21 21 25 21
9	Gestion des transports et logistique d'entreprise	1C	Charlemagne HEPL	62 62
9	Gestion publique, or. administration nationale et internationale	1+2	HELMo HEPL	62 62
9	Immobilier	1C	Charlemagne Jacquard	62 61
9	Ingénieur commercial (*)	2	ICHEC Ferrer UCL ULB	21 21 25 21
9	Management de la distribution	1S	Charlemagne HEPL	62 62
9	Sciences administratives (*)	2	Ferrer ULB	21 21
9	Tourisme, or. tourisme durable	1C	Charlemagne Schuman	62 84
10	Accompagnateur en milieux scolaires	1S	HEB Ferrer de Brouckère Spaak	21 21 25 25
10	Intégration des technologies nouvelles au service de l'éducation	1S	HEB Ferrer	21 21
16	Psychomotricité	1C	Jacquard HEPN	92 92
16	Psychomotricité	1C	HELMo HEPL	62 62
16	Psychomotricité	1C	HELHa Prom.Soc. Roux	52 52
17	Architecture des systèmes informatiques	2	Hénallux ULg UNamur	83 62 92
18	Architecte du paysage	1+2	Charlemagne ULg ULB UCL	92 92 21 25
19	Développement de jeux vidéo	1S	Jacquard UNamur	92 92
19	Energies alternatives et renouvelables	1C	HEL HEPL	62 62
22 23 24 25	Production de projets artistiques	2	CRB INSAS La Cambre	21 21 21

ANNEXE 5

ANNEXE V AU DECRET DEFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET L'ORGANISATION ACADEMIQUE DES ETUDES

LISTE DES MASTERS DE SPECIALISATION (VISES A L'ARTICLE 73, 3°)

Domaine	Intitulé
3	Langues et civilisation africaines
3	Linguistique appliquée
3	Sciences du langage
6	Action humanitaire internationale
6	Analyse interdisciplinaires de la construction européenne
6	Méthodes quantitatives en sciences sociales
7	Droit économique
7	Droit européen
7	Droit de l'environnement et droit public immobilier
7	Droit des technologies de l'information et de la communication
7	Droit international
7	Droit fiscal
7	Droit public et administratif
7	Droit social
7	Notariat
9	Entrepreneuriat
9	Gestion des risques financiers
9	Microfinance
10	Cliniques psycho-thérapeutiques intégrées
10	Pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur
10	Théories psychanalytiques
16	Ostéopathie
17	Archéométrie
17	Biotechnologie et biologie appliquée
17	Climatologie, glaciologie et océanographie
17	Génomique
17	Gestion durable de l'énergie
17	Informatique et innovation
18	Génie brassicole
18	Génie sanitaire
19	Conservation-restauration du patrimoine culturel immobilier
19	Construction navale

Domaine	Intitulé
19	Génie nucléaire
19	Gestion des risques et bien-être au travail
19	Gestion industrielle et technologique
19	Gestion totale de la qualité
19	Nanotechnologies
19	Polymères
19	Ressources en eau
19	Risques industriels et sûreté de fonctionnement
20	Urbanisme et aménagement du territoire

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. Vu pour être annexé au projet de décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études,

Bruxelles, le 7 novembre 2013

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-CL. MARCOURT

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

(1) Session 2012-2013.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°537-1.

Session 2013-2014.

Documents du Parlement. — Amendements en commission n° 537-2 – Rapport n° 537-3.

Amendements de séance, n° 537-4.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 6 novembre 2013.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29625]

7 NOVEMBER 2013. — Decreet tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen**HOOFDSTUK I. — Opdrachten van het hoger onderwijs**

Artikel 1. § 1. Dit decreet betreft het hoger onderwijs met volledig leerplan, in de zin van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs. Het wordt verstrekt binnen instellingen voor hoger onderwijs, die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd. Die instellingen dragen de naam Universiteit, Hogescholen of Hogere Kunstschole, naargelang van hun specificiteit.

Ongeacht of die instellingen door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, ze worden in dit decreet « instellingen voor hoger onderwijs » genoemd.

§ 2. Worden eveneens als instellingen voor hoger onderwijs in de zin van dit decreet beschouwd, de instellingen voor sociale promotie die op het niveau van het hoger onderwijs een afdeling organiseren, bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Daar de instellingen geen instellingen voor onderwijs met volledig leerplan zijn, wordt de organisatie van de studies daar niet geregeld bij de bepalingen van TITEL III.-, HOOFDSTUK III.-, HOOFDSTUK VIII.-, HOOFDSTUK X.-, Afdeling 2. – en Afdeling 3.-, en HOOFDSTUK XI.-.

Art. 2. Het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap is een openbare dienst van algemeen nut. Alleen de instellingen die bij dit decreet bedoeld zijn, worden ertoe gemachtigd de opdrachten uit te oefenen die hun wettelijk worden toevertrouwd, inzonderheid : de academische bekwaamheidsbewijzen en graden die de hogere studies bekrachtigen, toekennen, en de overeenstemmende diploma's en getuigschriften uitreiken.

Die instellingen, met hun personeel, oefenen, naargelang van hun vakken, middelen en specificiteit, maar altijd met het oog op uitstekende resultaten en kwaliteitsvolle dienstverlening aan de samenleving, de drie aanvullende opdrachten uit :

1° onderwijs cursussen en initiële en voortgezette hogere opleidingen, overeenstemmend met de niveaus 5 tot 8 van het Franstalige kwalificatiekader, aanbieden, en de overeenstemmende verworven kennis en competenties bekrachtigen, op het einde van de studiecyclussen of door persoonlijke, beroeps- en opleidingsverworvenheden in aanmerking te nemen;

2° deelnemen aan individuele of collectieve activiteiten inzake onderzoek, innovatie of creatie, en zo zorgen voor de ontwikkeling, de bewaring en de overdracht van de kennis en het cultureel, artistiek en wetenschappelijk erfgoed;

3° zorgen voor de dienstverlening aan de samenleving, dank zij hun deskundigheid en hun onafhankelijkheidsplicht, hun antwoord op de maatschappelijke behoeften, in medewerking of dialoog met de educatieve, sociale, culturele, economische en politieke wereld.

Die verschillende opdrachten worden uitgeoefend in het kader van samenwerkingsverbanden en internationale uitwisselingen met federale, regionale of andere Belgische gemeenschappen of binnen de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — Doelstellingen en finaliteiten

Art. 3. § 1. Voor de uitoefening van hun onderwijsopdracht, streven de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, gelijktijdig en zonder hiërarchie, inzonderheid de volgende algemene doelstellingen na :

1° studenten begeleiden in hun rol als verantwoordelijke burgers, die kunnen bijdragen tot de ontwikkeling van een democratische, pluralistische en solidaire maatschappij;

2° de zelfstandigheid en de ontplooiing van studenten bevorderen, inzonderheid door hun wetenschappelijke en artistieke nieuwsgierigheid op te wekken, hun kritische zin, hun verantwoordelijkheidszin en hun individuele en collectieve plichtsbesef te ontwikkelen;

3° zowel via de inhoud van het verstrekte onderwijs als door de andere activiteiten die door de instelling worden georganiseerd, de humanistische waarden, de creatieve en innoverende tradities, alsook het artistieke, wetenschappelijke, filosofische en politieke culturele erfgoed, dat de historische grondslag van dat onderwijs uitmaakt, overdragen, met inachtneming van de specificiteit van iedereen;

4° een algemene en gespecialiseerde, zowel fundamentele als conceptuele als praktische opleiding op het hoogste niveau verstrekken, om studenten de mogelijkheid te verschaffen om een actieve rol in het beroeps-, sociale, economische en culturele leven te spelen, en gelijke kansen inzake maatschappelijke emancipatie te bieden;

5° duurzame nauwkeurige competenties ontwikkelen, waarbij studenten de mogelijkheid wordt geboden om er de relevantie van te behouden, op autonome wijze of in het kader van een leven lang leren;

6° die initiële en aanvullende opleidingen verstrekken ter bevordering van wetenschappelijke, artistieke, beroeps- en culturele opening, waarbij leerkrachten, studenten en afgestudeerden aangezet worden tot mobiliteit en medewerking tussen de Gemeenschappen en op internationaal vlak.

Het hoger onderwijs past aan de verschillende vakken aangepaste methoden en middelen toe om de bedoelde algemene doelstellingen te bereiken, om dit onderwijs toegankelijk te maken voor iedereen volgens zijn eigen vaardigheden.

§ 2. Het hoger onderwijs is bestemd voor een volwassen en vrijwillig publiek. Het past didactische methoden toe die aan die karakteristiek aangepast zijn en die aan zijn doelstellingen beantwoorden. Die pedagogie steunt inzonderheid op collectieve of individuele activiteiten, onder de rechtstreekse of onrechtstreekse leiding van leerkrachten, maar ook op persoonlijke werken van studenten die zij autonoom hebben uitgevoerd. Die methoden rusten logischerwijs op de eindcompetenties en gemeenschappelijke kennis die vereist zijn op het einde van het onderwijs dat er toegang toe geeft.

De instellingen, hun personeel en de studenten moeten elk bijdragen tot het nastreven van die doelstellingen in deze context.

§ 3. De onderwijsopdrachten betreffen zowel de initiële cursussen als het levenslange leren, ongeacht of het gaat om onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie. De instellingen voor hoger onderwijs zorgen voor de voortgezette opleiding van afgestudeerden en waarborgen de voorwaarden voor het voortzetten of hervatten van hogere studies gedurende het hele leven. Zij alleen worden ertoe gemachtigd de bekwaamheidsbewijzen, academische graden, diploma's en getuigschriften uit te reiken die met de niveaus 5 tot 8 van het Franstalige kwalificatiekader overeenstemmen.

§ 4. De Franse Gemeenschap accrediteert als hogere studies alleen zij die door de bij dit decreet bedoelde instellingen voor hoger onderwijs worden georganiseerd en maakt de financiering van de instellingen die deze organiseren afhankelijk van de naleving van die doelstellingen en de wettelijke bepalingen die het hoger onderwijs als doel hebben.

Art. 4. § 1. Het hoger onderwijs heeft als doel gediplomeerden op te leiden die beantwoorden aan zijn algemene doelstellingen. Naargelang van de vakken, worden die doelstellingen bereikt op het einde van initiële, aanvullende of voortgezette opleidingen die behoren tot één van de volgende typen :

1° het hoger onderwijs van het korte type dat, op pedagogisch vlak, theorie en praktijk, stages in de beroepswereld of in laboratoria nauw verweeft, en dat zo aan nauwkeurige beroepsdoelstellingen beantwoordt; het wordt verstrekt in hogescholen, hogere kunstscholen of in het hoger onderwijs voor sociale promotie en kan leiden tot een kwalificatie van niveau 5 of 6;

2° het hoger onderwijs van het lange type, dat uitgaat van fundamentele concepten, experimenteren en illustreren, en zo een algemene en diepgaande opleiding in twee cyclussen biedt; het wordt verstrekt in de universiteiten, hogescholen, hogere kunstscholen of hoger onderwijs voor sociale promotie en kan leiden tot een eindkwalificatie van niveau 7;

3° de doctoraatsopleidingen en doctoraatsvoorbereidende werkzaamheden worden gevoerd binnen onderzoeksteams, in de universiteiten of in nauwe medewerking met deze en onder haar leiding; ze kunnen leiden tot een kwalificatie van niveau 8, die uitsluitend door een universiteit wordt uitgereikt.

§ 2. De diploma's en de getuigschriften die aanleiding geven tot de toekenning van studiepunten die worden uitgereikt overeenkomstig dit decreet, zijn de enige kwalificaties die erkend zijn in de niveaus 5 tot 8 van het Franstalige kwalificatiekader. De leerresultaten en transversale competenties die met die niveaus overeenstemmen, worden bepaald in bijlage I bij dit decreet.

§ 3. Het universitair onderwijs rust op een nauwe band tussen het wetenschappelijk onderzoek en de stof die wordt gedoceerd.

Het hoger onderwijs dat in hogescholen en in de instellingen voor sociale promotie wordt georganiseerd, streeft een beroepsfinaliteit van hoge kwalificatie na. De instellingen die het organiseren, oefenen hun opdracht inzake toegepast onderzoek in verband met dat onderwijs uit in nauw verband met de beroepswereld en de universitaire instellingen.

Het onderwijs in hogere kunstscholen rust in wezen op een nauwe band tussen de kunstpraktijk en het kunstonderwijs. Kunstonderzoek wordt daar uitgevoerd in nauw verband met de kunstpraktijk van leerkrachten, de kunstwereld en de professionele wereld.

Art. 5. § 1. Het fundamenteel wetenschappelijk onderzoek heeft betrekking op de onderzoekswerken en -werkzaamheden, voortvloeiend uit waarnemingen, experimenten of theorieën, die worden ondernomen om originele kennis te verwerven of om verschijnselen te begrijpen. Die werken en werkzaamheden dragen bij tot de studie van eigenschappen, structuren, verschijnselen of redeneringen, om die dan voor te stellen door middel van uitleggende schema's of interpretatieve theorieën, waarbij geen toepassing of praktische aanwending rechtstreeks of a priori moet worden bepaald. Het wordt in de universiteiten georganiseerd.

Het toegepast wetenschappelijk onderzoek heeft betrekking op de onderzoekswerken en -werkzaamheden om de potentiële toepassingen van de resultaten van het fundamenteel onderzoek te bepalen of om nieuwe oplossingen te vinden of processen te verbeteren, met het oog op het bereiken van een a priori bepaald en vastgelegd doel. Het wordt in de universiteiten en de hogescholen georganiseerd.

Het kunstonderzoek heeft betrekking op alle reflexieve, analytische of prospectieve werken en werkzaamheden in verband met kunstexpressie, -opleiding, -praktijk of creatie in alle vormen. Het wordt ontwikkeld op grond van de ervaring en de persoonlijke kunstpraktijk van de onderzoeker en wordt vooral in de hogere kunstscholen georganiseerd of in samenwerking met de universiteiten en de hogescholen.

§ 2. Voor de uitoefening van die onderzoeksopdrachten, ontvangen of erkennen de instellingen de leden van andere instellingen, alsook de onderzoekers van andere onderzoeksinstellingen, inzonderheid, voor de universiteiten, die van het FRS-FNRS en zijn geassocieerde fondsen. In die instellingen behoren die onderzoekers met onbepaalde duur tot het academisch personeel en krijgen toegang tot de hulpmiddelen.

Art. 6. De opdrachten voor dienstverlening aan alle instellingen worden uitgeoefend in rechtstreeks verband met de onderwijs- of onderzoeksactiviteiten die daar worden gevoerd.

Art. 7. De samenwerkingsverbanden, het beheer van infrastructuren en uitrustingen, alsook de ondersteuning van de onderwijs- en onderzoeksactiviteiten en andere opdrachten die prioritair onder de instellingen ressorteren, kunnen, in voorkomend geval, door ze aan een academische pool of aan de ARES worden toevertrouwd.

Art. 8. Elke instelling voor hoger onderwijs kan haar activiteiten inzake onderwijs, onderzoek en dienstverlening aan de samenleving vrij voeren en organiseren, om haar verschillende opdrachten best uit te voeren.

Voor de uitoefening van zijn opdrachten, geniet elk personeelslid van een instelling voor hoger onderwijs de academische vrijheid binnen die instelling.

Art. 9. De instellingen moeten zorgen voor de kwaliteit van al hun activiteiten en alle maatregelen nemen met het oog op een werkelijke interne zelfevaluatie en het opvolgen ervan.

HOOFDSTUK III. — *Instellingen*

Art. 10. De universiteiten zijn de volgende instellingen :

1° Université de Liège;

2° Université catholique de Louvain;

3° Université libre de Bruxelles;

- 4° Université de Mons;
- 5° Université de Namur;
- 6° Université Saint-Louis – Bruxelles.

Art. 11. De hogescholen zijn de volgende instellingen :

- 1° Haute École de la Province de Liège;
- 2° Haute École Louvain en Hainaut;
- 3° Haute École provinciale de Hainaut – Condorcet;
- 4° Haute École Léonard de Vinci;
- 5° Haute École libre mosane;
- 6° Haute École de Namur-Liège-Luxembourg;
- 7° Haute École Galilée;
- 8° Haute École Ephec;
- 9° Haute École de la Communauté française en Hainaut;
- 10° Haute École Charlemagne;
- 11° Haute École «Groupe ICHEC – ISC Saint-Louis – ISFSC»;
- 12° Haute École Francisco Ferrer;
- 13° Haute École de Bruxelles;
- 14° Haute École Albert Jacquard;
- 15° Haute École libre de Bruxelles – Ilya Prigogine;
- 16° Haute École Paul-Henri Spaak;
- 17° Haute École Robert Schuman;
- 18° Haute École de la Ville de Liège;
- 19° Haute École Lucia de Brouckère;
- 20° Haute École de la Province de Namur.

Art. 12. De hogere kunstscholele zijn de volgende instellingen :

- 1° Conservatoire royal de Brussel;
- 2° Arts²;
- 3° Conservatoire royal de Liège;
- 4° École supérieure des Arts Saint-Luc de Liège;
- 5° École nationale supérieure des Arts visuels de La Cambre;
- 6° Institut des Arts de Diffusion;
- 7° École supérieure des Arts Saint-Luc de Bruxelles;
- 8° École supérieure des Arts Institut Saint-Luc de Tournai;
- 9° École supérieure des Arts – École de Recherche graphique;
- 10° Académie royale des Beaux-Arts de la Ville de Bruxelles – École supérieure des Arts;
- 11° Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai;
- 12° École supérieure des Arts de la Ville de Liège;
- 13° Institut national supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion;
- 14° Institut supérieur de Musique et de Pédagogie;
- 15° École supérieure communale des Arts de l'Image «Le 75»;
- 16° École supérieure des Arts du Cirque.

Art. 13. De instellingen voor sociale promotie die, voor hun afdelingen hoger onderwijs, worden beschouwd als instellingen voor hoger onderwijs, zijn de volgende :

- 1° École industrielle et commerciale de la ville d'Andenne te 5300 Andenne;
- 2° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Ans te 4432 Ans;
- 3° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Arlon-Musson te 6700 Aarlen;
- 4° École industrielle et commerciale te 6700 Aarlen;
- 5° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Ath-Flobecq te 7800 Aat;
- 6° Institut supérieur Plus Oultre te 7130 Binche;
- 7° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Blegny te 4670 Blegny;
- 8° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Braine-l'Alleud te 1420 Eigenbrakel;
- 9° Centre de formation pour les secteurs infirmier et de santé te 1200 Brussel;
- 10° Centre d'études supérieures d'optométrie appliquée te 1080 Brussel;
- 11° Cours industriels te 1000 Brussel;
- 12° École de promotion sociale Saint-Luc te 1060 Brussel;
- 13° École pratique des hautes études commerciales (EPHEC) te 1200 Brussel;

- 14° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 1 (EPFC) te 1050 Brussel;
- 15° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 2 (EPFC) te 1050 Brussel;
- 16° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 3 (EPFC) te 1050 Brussel;
- 17° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 5 (EPFC) te 1050 Brussel;
- 18° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 7 (EPFC) te 1050 Brussel;
- 19° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 8 (EPFC) te 1050 Brussel;
- 20° Enseignement de Promotion et de Formation Continue 9 (EPFC) te 1050 Brussel;
- 21° Institut Fernand Cocq – cours de promotion sociale d'Ixelles te 1050 Brussel;
- 22° Institut des carrières commerciales, te 1000 Brussel;
- 23° Institut Diderot te 1000 Brussel;
- 24° Institut d'optique Raymond Tibaut te 1050 Brussel;
- 25° Institut d'urbanisme et de rénovation urbaine te 1060 Brussel;
- 26° Institut Jean-Pierre Lallemand te 1050 Brussel;
- 27° Institut Machtens – enseignement communal de promotion sociale te 1080 Brussel;
- 28° Institut Roger Guilbert te 1070 Brussel;
- 29° Institut Roger Lambion te 1070 Brussel;
- 30° Institut supérieur de formation continue te 1040 Brussel;
- 31° Institut technique supérieur Cardinal Mercier te 1030 Brussel;
- 32° Centre de formation professionnelle des Femmes prévoyantes socialistes te 6000 Charleroi;
- 33° Collège technique des Aumôniers du travail te 6000 Charleroi;
- 34° École industrielle communale te 6030 Charleroi;
- 35° Institut provincial supérieur des sciences sociales et pédagogiques te 6000 Charleroi;
- 36° Institut d'enseignement technique commercial te 6000 Charleroi;
- 37° Institut provincial supérieur industriel du Hainaut te 6000 Charleroi;
- 38° Établissement communal enseignement technique industriel et commercial te 6200 Châtelet;
- 39° Cours industriels et commerciaux de Couillet te 6010 Couillet;
- 40° École industrielle et commerciale de Courcelles te 6180 Courcelles;
- 41° École communale de promotion sociale te 5660 Couvin;
- 42° Institut d'enseignement de promotion sociale – Mons-formations te 7033 Cuesmes;
- 43° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Verviers-Plombières-Limbourg-Pepinster te 4820 Dison;
- 44° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Dour te 7370 Dour;
- 45° Cours industriels et commerciaux te 7190 Écaussinnes;
- 46° Enseignement de promotion sociale d'Enghien (EPSE) te 7850 Edingen;
- 47° École d'arts et métiers te 6560 Erquelinnes;
- 48° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Evere-Laeken te 1140 Evere;
- 49° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Soumagne te 4623 Fléron;
- 50° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Frameries te 7080 Frameries;
- 51° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Grâce-Hollogne te 4460 Grâce-Hollogne;
- 52° Institut provincial d'enseignement de promotion sociale te 4040 Herstal;
- 53° Centre provincial d'enseignement de promotion sociale du Borinage te 7301 Hornu;
- 54° Institut provincial d'enseignement de promotion sociale te 4500 Hoei;
- 55° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Mons (Jemappes) te 7012 Jemappes;
- 56° Format 21 – Centre de formation continue Gustave Piton te 7100 La Louvière;
- 57° Institut provincial des arts et métiers du Centre te 7100 La Louvière;
- 58° Cours techniques, commerciaux et professionnels secondaires te 7860 Lessen;
- 59° Institut provincial d'enseignement de promotion sociale du Hainaut occidental te 7900 Leuze-en-Hainaut;
- 60° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Libramont-Bertrix te 6800 Libramont;
- 61° Cours de promotion sociale Saint-Luc te 4000 Luik;
- 62° Cours pour éducateurs en fonction te 4030 Luik;
- 63° École de commerce et d'informatique – enseignement de promotion sociale te 4000 Luik;
- 64° Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège te 4020 Luik;
- 65° Institut de formation continuée – enseignement de promotion sociale te 4000 Luik;
- 66° Institut de technologie – enseignement de promotion sociale te 4020 Luik;

- 67° Institut des langues modernes – enseignement de promotion sociale te 4000 Luik;
- 68° Institut des travaux publics – enseignement de promotion sociale te 4000 Luik;
- 69° Institut Saint-Laurent – enseignement de promotion sociale te 4000 Luik;
- 70° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Marche-en-Famenne te 6900 Marche-en-Famenne;
- 71° École industrielle supérieure te 7000 Bergen;
- 72° Institut Reine Astrid (IRAM) te 7000 Bergen;
- 73° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Morlanwelz-Mariemont te 7140 Morlanwelz;
- 74° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Mouscron-Comines te 7700 Moeskroen;
- 75° Collège technique Saint-Henri te 7700 Moeskroen;
- 76° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Namur (cadets) te 5000 Namen;
- 77° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Namur (CEFOR) te 5000 Namen;
- 78° École industrielle et commerciale de la ville de Namur te 5000 Namen;
- 79° École supérieure des affaires te 5000 Namen;
- 80° Institut libre de formation permanente te 5000 Namen;
- 81° Institut provincial de formation sociale te 5000 Namen;
- 82° Institut technique – promotion sociale te 5000 Namen;
- 83° Institut provincial de promotion sociale et de formation continuée te 1400 Nijvel;
- 84° Centre d'enseignement supérieur de promotion sociale et de formation continuée du Brabant wallon te 1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve;
- 85° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Peruwelz te 7600 Peruwelz;
- 86° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Philippeville-Florennes te 5600 Philippeville;
- 87° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Sivry-Rance te 6470 Rance;
- 88° Centre d'enseignement supérieur pour adultes te 6044 Roux;
- 89° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Saint-Georges-sur-Meuse-Ouffet te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse;
- 90° École industrielle et commerciale de Saint-Ghislain te 7330 Saint-Ghislain;
- 91° Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing te 4100 Seraing;
- 92° Institut technique et agricole de la Province de Hainaut te 7060 Zinnik;
- 93° École industrielle commerciale et de sauvetage te 5060 Tamines;
- 94° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Thuin te 6530 Thuin;
- 95° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Tournai-Antoing-Templeuve te 7500 Doornik;
- 96° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) d'Uccle-Anderlecht-Brussel te 1180 Ukkel;
- 97° Cours de promotion sociale d'Uccle te 1180 Ukkel;
- 98° Institut d'enseignement de promotion sociale – orientation commerciale te 4800 Verviers;
- 99° Institut d'enseignement de promotion sociale – orientation technologique te 4800 Verviers;
- 100° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Waremme te 4300 Borgworm;
- 101° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Colfontaine te 7340 Wasmes;
- 102° Institut de formation supérieure de Wavre te 1300 Waver.

De Regering kan de bepalingen van dit artikel aanpassen ingevolge de wijzigingen die werden aangebracht aan het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 14. Geen instelling of vereniging mag die Franstalige benamingen « Université », « Haute École » of « École supérieure des Arts », « Établissements d'enseignement supérieur des Arts », « Établissement d'enseignement supérieur », « Faculté », dragen als zij daar activiteiten uitoefent die gelijkaardig zijn met de opdrachten van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, behalve als zij als zodanig erkend wordt krachtens een andere Belgische of buitenlandse wetgeving. In dit geval moet zij die wetgeving uitdrukkelijk in al die mededelingen vermelden en zeggen dat zij bekwaamheidsbewijzen uitreikt die niet in de « Federatie Wallonië-Brussel » erkend zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Definities*

Art. 15. § 1. Voor de toepassing van dit decreet en de besluiten tot uitvoering ervan, wordt verstaan onder :

1° leerresultaten : vermelding van wat een leerling moet kennen, begrijpen, en kunnen doen na voltooiing van een leerproces, een cursus of een gevalideerde onderwijseenheid; de leerresultaten worden beschreven in termen van kennis, vaardigheden en competenties;

2° remediëringsactiviteiten : activiteiten voor hulpverlening tot bevordering van de slaagkansen, die geen deel uitmaken van een studieprogramma, om eventuele leemten van studenten te verhelpen of die helpen een studieprogramma met betere slaagkansen te volgen of te hervatten;

3° activiteiten voor inschakeling in het arbeidsproces : activiteiten voor het leren van sommige studieprogramma's, bestaande uit activiteiten in verband met de toepassing van de cursussen, in een disciplinair of interdisciplinair kader, die onder meer de vorm kunnen aannemen van stages, klinisch onderwijs, eindstudiewerken, seminars, kunstcreaties of gevallenstudies;

4° toelating : administratief en academisch proces dat tot doel heeft na te kijken of een student voldoet aan de criteria op grond waarvan hij ertoe wordt toegelaten een bepaalde studiecycclus te ondernemen en er de eventuele aanvullende voorwaarden van te bepalen;

5° GHSO : geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, academische specialisatiegraad van niveau 7 uitgereikt overeenkomstig het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs of van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs;

6° academiejaar : cyclus in de organisatie van de onderwijsopdrachten die op 14 september begint en op 13 september van het volgende jaar eindigt; de activiteiten, beslissingen en handelingen in verband met die opdrachten hebben betrekking op één academiejaar, maar kunnen zich uitstrekken buiten die periode;

7° jaarprogramma van de student : door de examencommissie goedgekeurd samenhangend geheel van onderwijseenheden van een studieprogramma waarvoor een student zich regelmatig laat inschrijven voor een academiejaar tijdens hetwelk hij aan de activiteiten deelneemt, er de examens van aflegt en door de examencommissie zal worden geëvalueerd;

8° attest : document dat geen academische graad of studiepunten toekent maar dat de deelneming aan een vorming en, in voorkomend geval, de ermee gepaard gaande evaluatie en het niveau ervan, bevestigt;

9° academische autoriteiten : de instanties die, in elke instelling, ertoe worden gemachtigd de bevoegdheden in verband met de organisatie van het onderwijs uit te oefenen;

10° bachelor (BA) : academische graad van niveau 6 tot bekrachtiging van de studies van de eerste cyclus die minstens 180 studiepunten tellen;

11° bachelor specialisatie : studies die leiden tot een academische graad van bijzondere bachelor (van niveau 6) tot bekrachtiging van de specifieke studies van de eerste cyclus van ten minste 60 studiepunten, die een voorafgaande opleiding van bachelor aanvullen;

12° brevet van het hoger onderwijs : bekwaamheidsbewijs van niveau 5 tot bekrachtiging van de studies van minstens 120 studiepunten, beroepsgericht, toegang gevend tot een duidelijk geïdentificeerd beroep;

13° kwalificatiekader : instrument voor de rangschikking van de kwalificaties op grond van een geheel van criteria die overeenstemmen met bepaalde leerniveaus;

14° CAPAES : « Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur », getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs, bedoeld in het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES - "Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur") in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan;

15° categorie : eenheid van een hogeschool die één of meer afdelingen of onderafdelingen die een bijzondere cursus organiseren, omvat;

16° getuigschrift : document dat geen academische graad toekent maar dat bevestigt dat een student geslaagd is voor een gestructureerde opleiding van minstens 10 studiepunten, door een instelling voor hoger onderwijs georganiseerd, dat die instelling ermee gepaard gaande studiepunten toekent, en dat het niveau van die studiepunten bevestigt;

17° kwalificatie : formeel resultaat van een evaluatie- en validatieproces, dat bevestigt dat een individu op het einde van een leerproces de competenties heeft verworven die met een gegeven niveau overeenstemmen, en dat leidt tot de uitreiking van een diploma of een getuigschrift;

18° gezamenlijke diplomering : bijzondere vorm van co-organisatie van gezamenlijke studies waarvoor alle partners in de Franse Gemeenschap die aan gezamenlijke diplomering doen voor die studies daartoe gemachtigd of samen gemachtigd zijn, waarvan de leeractiviteiten gezamenlijk worden georganiseerd, beheerd en verstrekt, en waarvoor een collegiale bekrachtiging voor het slagen ervoor wordt verleend, leidend tot het uitreiken van een uniek diploma of van diploma's die worden uitgereikt volgens de wetgeving die elke partner eigen is;

19° academische gemeenschap : geheel van de actoren van een instelling voor hoger onderwijs, samengesteld uit leden van haar personeel en onderzoekers erkend in de zin van artikel 5.-§ 2, alsook uit de studenten die regelmatig ingeschreven zijn voor een studieprogramma dat door die instelling wordt georganiseerd;

20° competentie : capaciteit, evalueerbaar voor een individu, individuele of collectieve middelen in te zetten, te combineren, over te brengen en toe te passen in een bijzondere context op een bepaald ogenblik; door middelen wordt onder meer verstaan : kennis, know-how, ervaringen, vaardigheden, ingesteldheid en attitudes;

21° kennis : samenhangend geheel van kennis en ervaringen, voortvloeiend uit het opnemen, door middel van een leerproces, van informatie, feiten, theorieën, praktijken, technieken betreffende één of meer studiegebieden, werkgebieden, artistieke of socioprofessionele gebieden;

22° co-organisatie : partnerschap tussen twee of meer instellingen die zich, door middel van een overeenkomst, bereid verklaren om werkelijk deel te nemen aan de administratieve en academische organisatie van de leeractiviteiten van een opleiding of van een gezamenlijk studieprogramma waartoe ten minste één onder die gemachtigd is; een dergelijke overeenkomst kan betrekking hebben op het aanbod en de organisatie van cursussen, de uitwisseling van personeelsleden of van infrastructuur;

23° het medevereiste van een onderwijseenheid : geheel van andere onderwijseenheden van een studieprogramma die vóór of uiterlijk gedurende hetzelfde academiejaar moeten gevolgd zijn;

24° studiepunt : eenheid die overeenstemt met de tijd die door de student, binnen een studieprogramma, besteed wordt aan een leeractiviteit;

25° cursus : samenhangend geheel van één of meer studiecyclussen dat een bepaalde initiële opleiding uitmaakt; binnen een cursus kunnen de tussengraden *overgangsgraden* zijn, die dus de voorbereiding tot de volgende cyclus als hoofddoel hebben, en is de eindgraad « beroepsgericht »;

- 26° cyclus : studies die leiden tot het behalen van een academische graad; het hoger onderwijs wordt in drie cyclussen georganiseerd;
- 27° diploma : document dat bevestigt dat een student geslaagd is voor studies die in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit decreet en dat het bekwaamheidsbewijs of de academische graad die op het einde van die studiecycclus wordt toegekend, bevestigt;
- 28° studiegebied : tak van de kennis die met één of meer cursussen overeenstemt;
- 29° doctor (DOC) : academische graad van niveau 8 die de studies van de derde cyclus bekrachtigt, uitgereikt door een universiteit en behaald na verdediging van een proefschrift overeenkomstig artikel 71.- § 2;
- 30° doctoraatschool : coördinatiestructuur die als opdracht heeft de oprichting van thematische doctoraatscholen op haar gebied toe te laten, te bevorderen en te stimuleren;
- 31° thematische doctoraatschool : onderzoeks- en onderwijsstructuur, belast met het verstrekken van de doctoraatsopleiding op de studiegebieden van de doctoraatscholen waaronder ze ressorteert;
- 32° gelijkstelling : proces tot gelijkstelling van de competenties en kennis van een student, bekrachtigd door één of meer bekwaamheidsbewijzen, studiegetuigschriften of buitenlandse diploma's, met deze die vereist zijn op het einde van studies in de instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd;
- 33° referentie-instelling : in het kader van de co-organisatie van een gezamenlijk studieprogramma, inzonderheid gezamenlijke diplomering, instelling die belast wordt met de centralisatie van het administratieve en academische beheer van het programma en de studenten, die wordt gekozen uit deze die in de Franse Gemeenschap voor de bedoelde studies gemachtigd zijn;
- 34° studies voor voortgezette opleiding : gestructureerd geheel van leeractiviteiten die door een instelling voor hoger onderwijs worden georganiseerd, maar die niet leiden tot een bekwaamheidsbewijs of een academische graad, met uitzondering van sommige studies voor sociale promotie, dat tot doel heeft de verworven competenties en kennis van de gediplomeerden van het hoger onderwijs of van personen die gelijkaardige professionele of persoonlijke verworven competenties en kennis kunnen laten gelden, aan te vullen, uit te breiden, te verbeteren, bij te werken of te vervolmaken.
- 35° eerstegeneratiestudent : voor statistische doeleinden, regelmatig ingeschreven student die nooit gedurende een vroeger academiejaar ingeschreven werd voor hogere studies, in de Franse Gemeenschap of buiten de Franse Gemeenschap, of voor elke cursus ter voorbereiding van examens of vergelijkende examens die toelaten die studies te ondernemen of voort te zetten;
- 36° voor financiering in aanmerking komende student : regelmatig ingeschreven student die, op grond van eigen karakteristieken, het type inschrijving of het studieprogramma waarvoor hij ingeschreven is, in aanmerking komt voor de financiering van de instelling voor hoger onderwijs die de studies organiseert;
- 37° finaliteit : samenhangend geheel van onderwijsseenheden dat 30 studiepunten vertegenwoordigt van een studieprogramma voor master dat minstens 120 studiepunten telt, leidend tot aanvullende gespecialiseerde competenties die door een afzonderlijke academische graad worden bekrachtigd;
- 38° initiële opleiding : cursus die leidt tot het uitreiken van een academische graad van bachelor of van master, met uitsluiting van de graden bachelor of master specialisatie;
- 39° onderwijsvorm : specificiteit in de organisatie van studies in verband met het type onthaalinstelling : universiteit, hogeschool, hogere kunstschool of instelling voor sociale promotie;
- 40° FRS-FNRS : « Fonds de la Recherche scientifique » bedoeld bij het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het « Fonds national de la Recherche scientifique »;
- 41° academische graad : bekwaamheidsbewijs dat het slagen bekrachtigt voor een studiecycclus die overeenstemt met een kwalificatieniveau, erkend bij dit decreet en bekrachtigd door een diploma;
- 42° machtiging : bevoegdheid die bij decreet aan een instelling voor hoger onderwijs toegekend wordt op een bepaald grondgebied een studieprogramma te organiseren, een academische graad toe te kennen en de ermee gepaard gaande getuigschriften en diploma's uit te reiken;
- 43° vestiging of Campus : infrastructuur of geheel van gegroepeerde infrastructuren waarin een instelling onderwijs- of onderzoeksactiviteiten organiseert;
- 44° regelmatige inschrijving : inschrijving voor een academiejaar dat betrekking heeft op een samenhangend en door de examencommissie bekrachtigd geheel van onderwijsseenheden van een studieprogramma waarvoor de student aan de toelatingsvoorwaarden voldoet en zijn administratieve en financiële verplichtingen nakomt;
- 45° examencommissie : academische instantie die hoofdzakelijk belast wordt met de toelating tot de studies, de begeleiding van studenten, de evaluatie van de leerresultaten, hun kwalificatie en de organisatie van overeenstemmende examens;
- 46° master (MA) : academische graad van niveau 7 ter bekrachtiging van de studies van de tweede cyclus die minstens 60 studiepunten tellen en, als zij een bijzondere finaliteit nastreven, minstens 120 studiepunten tellen;
- 47° master specialisatie : studies die leiden tot een academische graad van bijzonder master (van niveau 7), uitgereikt door een universiteit of in het kader van een gezamenlijke diplomering met een andere universiteit, ter bekrachtiging van specifieke studies van de tweede cyclus van minstens 60 studiepunten, tot aanvulling van een voorafgaande masteropleiding;
- 48° graad van verdienste : beoordeling door een examencommissie van de kwaliteit van het werk van een student, wanneer zij hem een academische graad toekent;
- 49° optie : samenhangend geheel van onderwijsseenheden van het programma van een studiecycclus die 15 tot 30 studiepunten telt;
- 50° studierichting : geheel van onderwijsseenheden van een programma van een studiecycclus dat overeenstemt met een specifiek competentiereferentiesysteem en een specifiek onderwijsprofiel, dat door een afzonderlijke academische graad wordt bekrachtigd;
- 51° overgang : academisch proces waarbij een student toelating krijgt om zijn studies in een andere cursus voort te zetten;

52° academisch personeel : contractueel of statutair personeel van een instelling voor hoger onderwijs dat ofwel tot het bestuurs- en onderwijzend personeel behoort, ofwel tot het wetenschappelijk personeel van ten minste rang B in de zin van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, of erkend als ten minste van niveau B in de zin van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers, voor onbepaalde tijd aangeworven, alsook de onderzoekers die voor een bepaalde tijd aangeworven werden, bedoeld in artikel 5, § 2;

53° administratief, technisch en werklidenpersoneel : contractueel of statutair personeel van een instelling voor hoger onderwijs, in de zin van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur of van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

54° wetenschappelijk personeel : contractueel of statutair personeel van een instelling voor hoger onderwijs dat behoort tot het wetenschappelijk personeel van rang A in de zin van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, of erkend als van niveau B in de zin van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers, alsook de onderzoekers bedoeld in artikel 5, § 2, die in het academisch personeel niet opgenomen zijn;

55° academische pool : vereniging van instellingen voor hoger onderwijs, gestoeld op de geografische nabijheid van hun vestigingen voor onderwijs en onderzoek, hoofdzakelijk belast met het aanmoedigen en samenvoegen van hun gemeenschappelijke of transversale medewerking en activiteiten;

56° voorvereiste van een onderwijseenheid : geheel van andere onderwijseenheden van een studieprogramma waarvan de leerresultaten moeten worden bekrachtigd en de overeenstemmende studiepunten worden toegekend door de examencommissie vóór de inschrijving voor die onderwijseenheid, behalve een door de examencommissie toe te kennen afwijking;

57° onderwijsprofiel : gestructureerd geheel van de in de leerresultaten beschreven onderwijseenheden, die in overeenstemming zijn met het referentiesysteem voor de competenties van de studiecycclus(sen) waarvan ze deel uitmaken, eigen aan een instelling voor hoger onderwijs die het geheel of een deel van een studieprogramma organiseert en die de ermee gepaard gaande diploma's en getuigschriften uitreikt;

58° studieprogramma : geheel van de leeractiviteiten, gegroepeerd in onderwijseenheden, waarvan sommige verplicht zijn, andere naar keuze van elke ingeschreven leerling, dat in overeenstemming is met het referentiesysteem voor de competenties van een studiecycclus; het programma bepaalt de ermee gepaard gaande studiepunten en de organisatie van het tijdschema en van het voorvereiste of medevereiste van de verschillende onderwijseenheden;

59° quadrimester : organisatorische opdeling van de leeractiviteiten van een academiejaar die zich over ongeveer vier maanden uitstrekt; het academiejaar is in drie quadrimesters gedeeld;

60° referentiesysteem voor de competenties : gestructureerd geheel van competenties eigen aan een academische graad, een bekwaamheidsbewijs of een kwalificatie;

61° sector : geheel van verschillende studiegebieden;

62° specialiteit : in het hoger kunstonderwijs, bijzondere kwalificatie van een cursus of een studierichting;

63° stages : bijzondere activiteiten voor inschakeling in het arbeidsproces, gevoerd in samenwerking met de socioprofessionele wereld in verband met het studiegebied, erkend en geëvalueerd door de betrokken examencommissie;

64° type : karakteristiek van hogere studies in verband met haar professionele finaliteit, haar pedagogische methoden en het aantal cyclussen initiële opleiding; het hoger onderwijs van het korte type bevat één enkele cyclus; het hoger onderwijs van het lange type omvat twee basiscyclussen;

65° onderwijseenheid : leeractiviteit of geheel van leeractiviteiten die worden gegroepeerd, omdat ze gemeenschappelijke doelstellingen nastreven en een pedagogisch geheel vormen op het vlak van de verwachte leerresultaten;

66° valorisatie van de verworven kennis en competentie : proces van de evaluatie en erkenning van de kennis verworven in het kader van een leerproces, voortvloeiend uit de ervaring of de opleiding, en van de competenties van een kandidaat in de context van een toelating tot de studies.

De Regering stelt de overeenstemming vast tussen die termen en deze die werden gebruikt in andere bepalingen die vóór dit decreet bestonden.

De Regering stelt ook de overeenstemming vast tussen die termen of andere in dit decreet bepaalde begrippen en de termen die worden gebruikt binnen de Europese Unie, alsook hun officiële vertalingen.

§ 2. In dit decreet is het gebruik, in het Frans, van mannelijke namen voor de verschillende termen, titels, graden en ambten gemeenslachtig, opdat de tekst verstaanbaar zou zijn, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Art. 16. Het adjectief « academisch » wordt voorbehouden om eenheden, structuren of organen aan te duiden die in rechtstreeks verband staan met de organisatie van het hoger onderwijs. Het adjectief « universitair » wordt voorbehouden om de eenheden, structuren of organen van de universiteiten of die door deze worden gecoördineerd, aan te duiden.

TITEL II. — Structuur en landschap van het hoger onderwijs

Art. 17. Met toepassing van artikel 24, § 2 van de Grondwet, worden de bepalingen van deze titel bij een bijzonder decreet geregeld.

HOOFDSTUK I. — Algemene structuur

Art. 18. Het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs bestaat uit instellingen voor hoger onderwijs die werkzaam zijn binnen academische polen en die worden gecoördineerd door een « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur », (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), hierna « ARES » genoemd.

Art. 19. De instellingen voor hoger onderwijs zijn autonoom ten opzichte van de andere instellingen, academische polen en de ARES. De door de Franse Gemeenschap toegekende subsidies en financieringen worden hun voor de uitoefening van hun opdrachten rechtsreeks toegekend.

Hun eenheidskarakter wordt gewaarborgd ondanks hun aanwezigheid binnen verschillende academische polen.

HOOFDSTUK II. — « *Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur* » (*Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs*)

Afdeling I. — Opdrachten en structuren

Art. 20. Er wordt een instelling van openbaar nut van categorie B opgericht in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, « *Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur* » genoemd, ook « ARES » genoemd.

De ARES is een federatie van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, ermee belast de uitoefening te waarborgen van de verschillende opdrachten inzake hoger onderwijs, onderzoek en dienstverlening aan de samenleving, overeenkomstig de algemene doelstellingen, en samenwerkingsverbanden tussen de instellingen aan te moedigen. De ARES oefent haar verschillende opdrachten uit zonder de autonomie van de instellingen voor hoger onderwijs in het gedrang te brengen.

Art. 21. De ARES heeft als opdracht :

1° voor de Regering, op eigen initiatief of op aanvraag van deze, een advies van een instelling voor hoger onderwijs of van een academische pool uit te brengen over elk vraagstuk betreffende één van de opdrachten van de instellingen voor hoger onderwijs;

2° door een met redenen omkleed advies een antwoord te brengen op elk voorstel van een pooloverschrijdende academische zone betreffende het aanbod van hoger onderwijs van het korte type, en de Regering machtigingen voor te stellen, waarbij de concurrentie tussen de instellingen, de onderwijsvormen en de academische polen dient te worden beperkt;

3° voor het overige, de Regering voor te stellen het onderwijsaanbod te laten evolueren, na het advies van de betrokken thematische kamers te hebben ingewonnen, op aanvraag van één of meer instellingen of om het advies van de oriëntatieraad gevolg te geven;

4° in haar adviezen te zorgen voor de samenhang van het aanbod en de inhoud van de studies en de opleidingen, waarbij elke onverantwoorde herhaling, optie of specialisatie wordt vermeden;

5° te zorgen voor de materiële organisatie van de gemeenschappelijke toelatingstests, -proeven of -examens;

6° het overleg te organiseren over elk vraagstuk betreffende haar opdrachten en de samenwerkingsverbanden te bevorderen tussen de instellingen voor hoger onderwijs of academische polen, en met andere instellingen of verenigingen van instellingen voor hoger onderwijs of onderzoekinstellingen buiten de Franse Gemeenschap, inzonderheid met federale instellingen en andere Belgische deelstaten;

7° de verbinding te zijn tussen die polen en instellingen en de gemeenschaps-, gewest of federale instellingen of organen, inzonderheid het « *Agence pour l'Evaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur* » (AEQES)(Agentschap voor de Evaluatie van het Hoger Onderwijs), de « *Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM)* » (Hoge Raad voor Studentenmobiliteit), de « *Conseils de la politique scientifique (CPS)* » (Raden voor het wetenschapsbeleid), het « *Fonds de la Recherche scientifique (FRS-FNRS)* »;

8° in samenwerking met de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de vertegenwoordiging van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap te coördineren in het kader van opdrachten en betrekkingen tussen de Gemeenschappen en op internationaal vlak;

9° de internationale zichtbaarheid van het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap te bevorderen en de internationale betrekkingen van de polen en instellingen te coördineren, inzonderheid inzake onderwijsaanbod en gezamenlijke diplomering;

10° de deelneming van polen en instellingen aan de academische ontwikkelingssamenwerking en alle gelijkaardige en humanitaire projecten te verdelen;

11° de gezamenlijke onderzoeksactiviteiten te bevorderen en adviezen en aanbevelingen uit te brengen over de oriëntering van het wetenschapsbeleid, de aan te wenden middelen ter bevordering van de ontwikkeling en de verbetering van het wetenschappelijk of artistiek onderzoek, en over de deelneming van de Franse Gemeenschap en de instellingen die eronder ressorteren aan nationale of internationale onderzoeksprogramma's of -projecten;

12° in overleg met de doctoraatsscholen bij het FRS-FNRS, de thematische doctoraatsscholen en de doctoraatsopleidingen te organiseren en het reglement op te stellen van de examencommissies belast met het uitreiken, binnen de universiteiten, van de graad van doctor;

13° de studies inzake voortgezette opleiding die leiden tot de toekenning van studiepunten;

14° de bedragen vast te leggen van de inschrijvingsrechten voor de studies en opleidingen die niet bij de wetgeving worden geregeld;

15° de collectieve structuren voor de activiteiten inzake een leven lang leren van het hoger onderwijs te ontwikkelen en te coördineren;

16° op voorstel van daartoe door de ARES opgerichte commissies en van de betrokken instellingen, de referentiesystemen voor de competenties die met de uitgereikte academische graden overeenstemmen, te bepalen, en te bevestigen dat de door de instellingen voorgestelde studieprogramma's worden nageleefd en dat ze in overeenstemming zijn met de andere bepalingen inzake toegang tot het arbeidsproces voor de afgestudeerden;

17° een volledige en objectieve informatie te verstrekken en te verspreiden over de hogere studies in de Franse Gemeenschap, over de uitgereikte bekwaamheidsbewijzen en over de beroepen waartoe ze leiden, en over de competentie- en kwalificatieprofielen op het einde van die studies;

18° een systeem voor de inzameling van statistische gegevens betreffende alle opdrachten van het hoger onderwijs en de toekomst van zijn afgestudeerden te beheren, de syntheseanalyses en een gedetailleerde boordtabel ervan bekend te maken, betreffende zowel de studenten als de personeelsleden, en te zorgen voor de interoperabiliteit van de systemen die een permanent betrouwbaar opvolgen van het persoonlijke traject van de studenten binnen de instelling voor hoger onderwijs mogelijk maken;

19° de inlichtingen in te zamelen betreffende de sociale toestand en het welzijn van de studenten, de diensten en steun die hun worden verleend, de studietoelagen en –leningen en de activiteiten voor steunverlening ter verbetering van de slaagkansen, remediëring, pedagogisch opvolgen, en raadgeving en begeleiding van de persoonlijke studietrajecten;

20° de doeltreffendste maatregelen en de goede praktijken inzake steunverlening ter verbetering van de slaagkansen van studenten en pedagogische ondersteuning van leerkrachten, te bepalen, en de toepassing ervan te bevorderen binnen de academische polen en de instellingen;

21° als informatiebron te dienen voor het « Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur » (AEQES)(Agentschap voor de Evaluatie van het Hoger Onderwijs), de « Conseil supérieur de la Mobilité étudiante (CSM) » (Hoge Raad voor Studentenmobiliteit), de instellingen voor hoger onderwijs, alsook voor de commissarissen en afgevaardigden van de Regering bij die instellingen;

22° voor de materie hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap en in samenwerking met de administratie ervan, de bepalingen vervat in de Verordening (EG) nr. 452/2008 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de productie en ontwikkeling van statistieken over onderwijs en een leven lang leren toe te passen;

23° studies en wetenschappelijk onderzoek uit te voeren of te laten uitvoeren betreffende het hoger onderwijs, meer bepaald de studentenbevolking, de studietrajecten, de voorwaarden voor het slagen en de uitgereikte diploma's, op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs;

24° meer in het algemeen, bij te dragen tot de ontwikkeling van instrumenten voor de analyse en de evaluatie van het hoger onderwijs, een inventaris op te zetten en bij te houden van de studies en het wetenschappelijk onderzoek op dat gebied en te waken over de goede werking van die instrumenten die in de Franse Gemeenschap, op Europees of internationaal niveau worden ontwikkeld;

25° een administratieve en logistieke steun te verlenen voor elke opdracht van de instellingen voor hoger onderwijs of de academische polen, op hun aanvraag en met de instemming van haar raad van bestuur, of die haar bij de wetgeving wordt toevertrouwd.

Elke aanvraag om advies of voorstel die krachtens die bepalingen wordt ingediend, moet worden onderzocht en moet het advies worden gezet op de agenda van de eerstvolgende vergadering van de raad van bestuur van de ARES die met ten minste veertien dagen volgt op de datum van de ontvangst van de aanvraag. Om gemotiveerde dringende redenen, kan de Regering een advies van de ARES binnen een kortere termijn aanvragen; het uitvoerend bureau moet dan dringend eraan gevolg geven.

De Regering geeft een bijzondere motivatie van haar beslissing, wanneer ze van het advies van de ARES afwijkt.

Art. 22. De ARES wordt bestuurd door een raad van bestuur en heeft een oriëntatieraad. Ze omvat drie bij dit decreet geregelde thematische kamers en vaste commissies, die met specifieke onderwerpen en opdrachten worden belast.

Art. 23. Op de voordracht van de raad van bestuur van de ARES, wijst de Regering een Administrateur van de ARES aan. Zijn mandaat duurt 5 jaar en kan worden hernieuwd.

Het administratieve beheer van de ARES en van zijn personeel wordt uitgeoefend onder de verantwoordelijkheid van de Administrateur, onder de controle van haar raad van bestuur en haar uitvoerend bureau.

Het statuut van de Administrateur en zijn bezoldiging zijn in overeenstemming met de bepalingen van artikel 51 bis van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat.

Art. 24. De Regering stelt de personeelsformatie, de statuten, de bezoldigingen en de vergoedingen van het personeel van de ARES vast. Het personeel wordt aangeworven, benoemd, bevorderd of aangesteld overeenkomstig de bepalingen die door de Regering worden vastgesteld; het staat onder het gezag van de Administrateur.

Art. 25. Het financiële beheer van de ARES wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de besluiten tot uitvoering ervan.

Voor haar financiële beheer wordt de ARES ertoe gemachtigd elk saldo van haar rekeningen naar het volgende begrotingsjaar over te dragen.

Afdeling II. — Middelen

Art. 26. Voor de uitvoering van haar opdrachten en naargelang van de beschikbare middelen, kan de Regering personeel en materiële en financiële middelen ter beschikking van de ARES stellen. De instellingen voor hoger onderwijs kunnen eveneens haar personele, materiële en financiële middelen ter beschikking stellen. Het betrokken personeel behoudt zijn statuut, rechten en voordelen integraal.

De instellingen voor hoger onderwijs kunnen, indien ze dit wensen, met de ARES alle financiële overdrachten uitvoeren die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de verplichtingen van de ARES in het kader van haar opdrachten.

Art. 27. Onverminderd het vorige artikel, kent de Franse Gemeenschap de ARES een jaarlijkse werkingstoelage van 2.500.000 euro toe.

Elk jaar wordt dat bedrag aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen, door dat bedrag te vermenigvuldigen met de coëfficiënt :

Gezondheidsindex van december van het betrokken begrotingsjaar, gedeeld door de gezondheidsindex van december 2013.

Afdeling III. — Beheersorganen

Art. 28. § 1. De raad van bestuur van de ARES bestaat uit 29 leden, die alle stemgerechtigd zijn. Ze worden door de Regering benoemd, met uitzondering van deze die bedoeld zijn bij 2° hieronder, verdeeld als volgt :

1° een voorzitter;

2° de zes rectoren van de universiteiten;

3° zes vertegenwoordigers van de hogescholen, waarvan ten minste vier directeurs-voorzitters die de hogescholen vertegenwoordigen, voorgedragen door de meerderheid van de directeurs-voorzitters van de hogescholen, opdat elk pool, en elk net (georganiseerd door de Franse Gemeenschap, officieel gesubsidieerd en vrij gesubsidieerd) zou worden vertegenwoordigd;

4° twee directeurs die de hogere kunstschole vertegenwoordigen, voorgedragen door de meerderheid van de directeurs van de hogere kunstschole;

5° twee vertegenwoordigers van het hoger onderwijs voor sociale promotie, voorgedragen door de Hoge Raad voor het Onderwijs voor Sociale promotie, bedoeld in artikel 78 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

6° zes vertegenwoordigers van het personeel, voorgedragen door de vakorganisaties, aangesloten bij de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in de Nationale Arbeidsraad, en die in het hoger onderwijs aansluiting bieden;

7° zes studenten, waarvan een vertegenwoordiger voor elke academische pool, voorgedragen door de representatieve studentenorganisaties die op gemeenschapsvlak erkend zijn.

Voor elke categorie bedoeld bij 3° tot 5°, kunnen de voorgedragen vertegenwoordigers niet afkomstig zijn uit dezelfde instellingen als die waaruit de aftredende leden afkomstig waren; dit geldt ook voor de vertegenwoordigers van de studenten bedoeld in 7° na vier opeenvolgende jaarlijkse hernieuwingen. Onder alle leden bedoeld in 7° moet overigens ten minste één lid afkomstig zijn uit een universiteit, één uit een hogeschool, één uit een hogere kunstschole en één uit een instelling voor sociale promotie.

Met uitzondering van het lid bedoeld in 1°, heeft elk lid een plaatsvervanger, voorgedragen volgens dezelfde nadere regels; de plaatsvervanger van een rector is er de eerste vicerector van zijn universiteit of, indien die functie niet binnen de betrokken universiteit bestaat, een andere vicerector die door haar voor die functie wordt aangewezen. Het plaatsvervangende lid heeft alleen bij afwezigheid van het werkend lid zitting.

Met uitzondering van de leden bedoeld in 1°, 2° en 7°, worden de leden van de raad van bestuur van de ARES voor een periode van vijf jaar benoemd. De vertegenwoordigers van de studenten bedoeld in 7° worden benoemd voor een hernieuwbaar mandaat van één jaar, zonder vijf opeenvolgende mandaten te kunnen overschrijden.

De voorzitter van de ARES wordt door de Regering voor een periode van drie jaar benoemd, op eensluidend advies van de andere leden van de raad; de voorzitter wordt niet gekozen uit de andere leden van de raad van bestuur van de ARES.

Met uitzondering van de leden bedoeld in 1° en 2°, moet minstens één derde, afgerond naar de hogere eenheid, van het aantal voorgedragen personen, personen van verschillend geslacht zijn als de andere voor die categorie voorgedragen personen, behalve als het behoorlijk wordt bewezen dat die verhouding onmogelijk is.

Elk lid dat de hoedanigheid heeft verloren waarvoor het aangewezen werd, wordt als ontslagnemend beschouwd. Wanneer een lid ontslag neemt of overlijdt gedurende zijn mandaat, wordt het gedurende het jaar vervangen voor de voleindiging van zijn mandaat volgens dezelfde nadere regels. Zijn plaatsvervanger neemt het interim waar.

§ 2. De Regering benoemt ook, uit de werkende leden van de raad van bestuur :

1° een ondervoorzitter, uit de leden bedoeld bij § 1, 2°, op de voordracht van deze;

2° een ondervoorzitter, uit de leden bedoeld bij § 1, 3°, op de voordracht van deze;

3° een ondervoorzitter, uit de leden bedoeld bij § 1, 4°, op de voordracht van deze;

4° een ondervoorzitter, uit de leden bedoeld in § 1, 5°, op de voordracht van deze.

Hun mandaat bedraagt één jaar en is hernieuwbaar.

Bij verhindering van de voorzitter of als de functie vacant is, wordt de functie voorlopig uitgeoefend door een ondervoorzitter die door hen collegiaal wordt gekozen, of, bij gebreke van die, door de oudste onder hen.

Art. 29. De raad van bestuur van de ARES vergadert ten minste zes keer per academiejaar, als de voorzitter de bijeenroeping organiseert, of op aanvraag van ten minste één vijfde van zijn leden.

Zijn beslissingen worden met een quorum van 50 % van de aanwezige werkende of plaatsvervangende leden genomen, met uitzondering van de aangelegenheden bedoeld in artikel 21, 1°, 2°, 3°, 4°, 13°, 14°, 15° en 16°, waarvoor een gekwalificeerde tweederdemeerderheid vereist is; zijn huishoudelijk reglement kan andere regels vaststellen inzake quorum van de aanwezige leden en versterkte meerderheden dan deze bepaling.

De beraadslagingen verlopen achter gesloten deuren, maar de beslissingen worden bekendgemaakt. De leden van de raad van bestuur zijn ertoe gehouden die vertrouwelijkheid in acht te nemen, te zorgen voor de collegialiteit van de beslissingen van die Raad en zich te onthouden van elke actie die in strijd zou zijn met de opdrachten van de ARES, op straffe van ontslagverlening of schorsing door de Regering.

De raad kan iedere persoon horen die hij wenst te horen over een punt van zijn agenda; deze woont de beraadslaging niet bij. Hij nodigt zo de voorzitter van zijn commissies voor de punten waarvoor ze werden geraadpleegd, voor.

Art. 30. De raad van bestuur van de ARES stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat het de Regering ter goedkeuring voorlegt.

Art. 31. De raad van bestuur van de ARES brengt, uiterlijk op 1 december, een verslag uit over zijn activiteiten van het verlopen academiejaar aan de Regering, die het vervolgens aan het Parlement van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 32. Het uitvoerend bureau van de ARES wordt door de raad van bestuur aangesteld; het is uit 9 leden samengesteld : de voorzitter, de vier ondervoorzitters en twee leden van elk van de categorieën 6° en 7°, voorgedragen door dezen. Hun mandaat duurt één jaar en is hernieuwbaar.

Ieder lid van het bureau kan een plaatsvervanger hebben, aangewezen volgens de door de raad van bestuur nader te bepalen regels.

Het uitvoerend bureau neemt alle dringende maatregelen, op voorwaarde dat ze door de raad van bestuur bij de eerstvolgende vergadering worden goedgekeurd.

Het uitvoerend bureau neemt ook alle maatregelen inzake beheer van het personeel die hem door de Regering bij toepassing van artikel 24 worden toevertrouwd.

Het stelt, in overleg met de Administrateur, de agenda van de vergaderingen van de raad van bestuur vast. Een punt wordt op de agenda van de volgende vergadering gezet op aanvraag van ten minste één vijfde van de leden van de raad van bestuur.

Art. 33. De Administrateur woont de vergadering bij van de raad van bestuur, het uitvoerend bureau, de thematische kamers, de vaste commissies en de raad van bestuur van de ARES. Hij kan zich daar laten vertegenwoordigen door een personeelslid van de ARES.

Hij maakt de notulen van die vergaderingen op en, zodra ze goedgekeurd zijn, zendt hij die aan de Regering voor informatie over.

Hij zorgt voor de publiciteit van de raad en het bureau, alsook van de adviezen die worden uitgebracht door de thematische kamers, de vaste commissies en de oriëntatieraad.

Art. 34. De volgende personen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij :

1° de voorzitter van de oriëntatieraad van de ARES;

2° de voorzitter van de sturingscommissie van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

3° de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs en van het wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of de vertegenwoordiger ervan;

4° de secretaris-generaal van het FRS-FNRS of diens vertegenwoordiger;

5° de voorzitter van de raad voor het wetenschapsbeleid in het Waalse Gewest;

6° de voorzitter van de raad voor het wetenschapsbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Afdeling IV. — Controle

Art. 35. De Regering wijst een commissaris bij de ARES aan. Deze woont, met raadgevende stem, de vergaderingen van de raad van bestuur en het uitvoerend bureau bij; hij kan eveneens de vergaderingen van de thematische kamers en de vaste commissies van de ARES bijwonen.

Art. 36. De commissaris van de Regering beschikt over een termijn van één week om een beroep in te dienen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij strijdig acht met de wetten, decreten of besluiten en verordeningen, genomen krachtens die wetten en decreten of het algemeen belang. Het beroep is opschortend. Dat beroep loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de commissaris van de Regering daarvoor regelmatig werd opgeroepen, en, zo niet, vanaf de dag waarop hij daarvan in kennis werd gesteld.

De commissaris dient zijn beroepen bij de Regering in. Indien de Minister bij wie het beroep aanhangig werd gemaakt niet binnen een termijn van één maand die op dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn begint, de intrekking heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief. De intrekking van de beslissing wordt aan de raad van bestuur meegedeeld door de Minister die ze heeft uitgesproken.

Afdeling V. — Kamers en commissies

Art. 37. Om te beslissen over de aangelegenheden in verband met onderzoek, inhoud van de studies en opleidingen en studieaanbod, met inbegrip van de machtigingen, neemt de raad van bestuur het advies in van één of meer thematische kamers, naargelang van hun bevoegdheden. Dat advies wordt door de ARES meegedeeld of gevoegd bij het advies van de ARES. De ARES geeft een bijzondere motivatie voor haar beslissing, wanneer deze afwijkt van het advies van haar thematische kamers.

De volgende thematische kamers worden opgericht, met als uitsluitende bevoegdheden :

1° voor de kamer van de universiteiten: de materies in verband met het fundamenteel of toegepast wetenschappelijk onderzoek, verricht binnen de universiteiten, met inbegrip van de interacties met het FRS-FNRS, met de studies van de 3^e cyclus (niveau 8), waaronder de regeling van de doctoraatsopleidingen en de organisatie van de thematische doctoraatsscholen en de gezamenlijke onderzoeksactiviteiten, en de master specialisatie, alsook deze die verband houden met de studies van het lange type (niveaus 6 en 7), uitsluitend georganiseerd aan de universiteit vóór de inwerkingtreding van dit decreet;

2° voor de kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie : de materies in verband met het toegepast wetenschappelijk onderzoek, verricht binnen de hogescholen, de studies in één cyclus of minder (niveaus 5 en 6), specialisatie van niveau 6, alsook deze die verband houden met de studies van het lange type (niveaus 6 en 7), uitsluitend in hogescholen georganiseerd of als onderwijs voor sociale promotie vóór de inwerkingtreding van dit decreet;

3° voor de kamer van de hogere kunstscholen : de materies in verband met het kunstonderzoek, de kunststudies van de eerste cyclus en van de tweede cyclus (niveaus 6 en 7).

De andere materies in verband met de studies en de opleiding, inzonderheid de evolutie van het aanbod van niet artistieke studies van het lange type (niveaus 6 en 7), behoren tot de gedeelde bevoegdheid van twee of de drie kamers die vergaderen en zich gezamenlijk uitspreken. Dit geldt ook voor de doctoraatsopleiding kunst en kunstwetenschap die tot de gemeenschappelijke bevoegdheid van de kamer van de universiteiten en de kamer van de hogere kunstscholen behoort.

Overeenkomstig artikel 42, kunnen die kamers ook elke specifieke gemeenschappelijke commissie oprichten, inzonderheid om de transversale doelstelling van het onderwijsaanbod te bereiken.

Art. 38. De leden van het bureau van de ARES zijn van rechtswege lid van de thematische kamers, en iedere ondervoorzitter, afkomstig uit de categorieën 2°, 3° en 4° bedoeld in artikel 28, § 1, zit de thematische kamer voor die specifiek is voor zijn type instelling. Ze roepen die, in overleg met de Administrateur, bijeen en maken de agenda op,

waarbij ze zorgen voor de globale samenhang van de werkzaamheden tussen de verschillende kamers. Op aanvraag van minstens één vijfde van de leden van een thematische kamer, wordt een punt op de agenda van de volgende vergadering gezet.

Om die samenhang te waarborgen, kan een verhinderd lid van het bureau van de ARES zich door zijn plaatsvervanger laten vervangen op het uitvoerend bureau van de ARES.

Ze brengen systematisch verslag over de vergaderingen van de thematische kamers uit aan de raad van bestuur van de ARES.

Art. 39. De thematische kamers zijn, naast uit de leden van het bureau van de ARES, samengesteld uit de volgende leden :

1° voor de kamer van de universiteiten : de rectoren van de universiteiten;

2° voor de kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie : de directeurs-voorzitters van de hogescholen en een vertegenwoordiger, afkomstig uit de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie van elke academische pool, door deze voorgedragen;

3° voor de kamer van de hogere kunstschole : de directeurs van de hogere kunstschole.

Aan die leden worden personeelsleden en studenten toegevoegd, afkomstig uit de instellingen waarop elke thematische kamer betrekking heeft, zodat ze in totaal uit minstens 20 % vertegenwoordigers van het personeel en 20 % studenten zou bestaan, onder wie, voor de kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie, minstens één personeelslid en één student, afkomstig uit een instelling voor sociale promotie, voorgedragen door de leden van de raad van bestuur van de ARES respectievelijk bedoeld bij 6° en 7°.

Een lid van een thematische kamer die verhinderd is, kan zich laten vertegenwoordigen door een plaatsvervanger, die volgens de in artikel 28 nader bepaalde regels wordt aangewezen.

De leden van het bureau van de ARES die niet afkomstig zijn uit de instellingen waarop de thematische kamer betrekking heeft, hebben daar alleen met raadgevend stem zitting.

In de kamer van de hogescholen en het hoger onderwijs voor sociale promotie, voor alle materies betreffende de overeenstemming of de gelijkwaardigheid van bekwaamheidsbewijzen tussen beide vormen van onderwijs, zorgt de weging van de stemmen voor een gelijk aantal leden afkomstig uit de hogescholen en deze die afkomstig zijn uit de instellingen voor sociale promotie.

De raad van bestuur van de ARES wijst de leden van de thematische kamers aan.

De mandaten van de leden van de kamers worden in overeenstemming gebracht met die van de raad van bestuur van de ARES, volgens dezelfde nadere regels.

De ARES zendt de Regering de samenstelling van de thematische kamers over.

Art. 40. De ARES stelt de volgende vaste commissies samen, die, op haar aanvraag, worden belast met het voorbereiden van haar beraadslagingen en beslissingen :

1° de « Commission de la Mobilité des étudiants et du personnel (CoM) » (Commissie voor de mobiliteit van studenten en personeel);

2° de « Commission de l'Information sur les Etudes (CIE) » (Commissie voor de informatie over de studies) ;

3° de « Commission de l'aide à la réussite (CAR) » (Commissie voor de verbetering van de slaagkansen);

4° de « Commission de la Coopération au Développement (CCD) » (Commissie voor ontwikkelingsamenwerking);

5° de « Commission des Relations internationales » (CRI) (Commissie voor internationale betrekkingen);

6° de « Commission de la Vie étudiante, Démocratisation et Affaires sociales (CoVEDAS) » (Commissie voor studentenleven, democratisering en sociale zaken);

7° de « Commission Développement Durable (CDD) » (Commissie voor duurzame ontwikkeling);

8° de « Commission pour la Qualité de l'Enseignement et de la Recherche (CoQER) » (Commissie voor de kwaliteit van onderwijs en onderzoek);

9° de « Commission de la Valorisation de la Recherche et de la Recherche interuniversitaire (CoVRI) » (Commissie voor herwaardering van onderzoek en interuniversitair onderzoek);

10° de « Commission Observatoire et Statistiques (COS) » (Commissie waarnemingscentrum en statistiek);

11° de « Commission des Bibliothèques et Services académiques collectifs (CBS) » (Commissie bibliotheken en collectieve academische dienstverlening);

12° de « Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie (CoFoC) » (Commissie voortgezette opleiding en leven lang leren).

De ARES omvat ook de commissie belast met het ontvangen van de klachten van de studenten betreffende de weigering van een inschrijving, bedoeld in artikel 97, waarvan ze de griffie waarneemt.

Art. 41. De raad van bestuur van de ARES bepaalt de samenstelling van die vaste commissies en benoemt er de leden van, die worden gekozen voor hun bijzondere bekwaamheid in verband met het doel van de commissie. De « Commission de l'aide à la réussite (CAR) » (Commissie voor de verbetering van de slaagkansen) en de « Commission de la Vie étudiante, Démocratisation et Affaires sociales (CoVEDAS) » (Commissie voor studentenleven, democratisering en sociale zaken) tellen 50 % studenten; de « Commission de la Formation continue et de l'Apprentissage tout au long de la Vie (CoFoC) » (Commissie voortgezette opleiding en leven lang leren) telt ten minste een vertegenwoordiger en een student afkomstig uit een instelling voor sociale promotie. De raad van bestuur van de ARES stelt een voorzitter voor elke vaste commissie aan.

De mandaten van de leden van de vaste commissie worden in overeenstemming gebracht met die van de raad van bestuur van de ARES. Ze zijn hernieuwbaar.

Art. 42. De raad van bestuur van de ARES en de thematische kamers kunnen andere commissies samenstellen die worden belast met een bijzonder vraagstuk voor een beperkte duur. De leden worden gekozen voor hun bijzondere bekwaamheid in rechtstreeks verband met het onderwerp van het vraagstuk.

Art. 43. Het huishoudelijk reglement van de ARES bepaalt de werkwijze van de thematische kamers en de commissies van de ARES.

Afdeling VI. — Oriëntatieraad

Art. 44. De Oriëntatieraad van de ARES wordt belast met het uitbrengen van adviezen aan de Raad van bestuur van de ARES met als doel het bijdragen tot een betere organisatie van het hogeronderwijssysteem in de Franse Gemeenschap en een aanbod aan studies dat best in overeenstemming is met de algemene opdrachten van het hoger onderwijs, in functie van de socio-economische en sociaal-culturele werkelijkheden en de behoeften op lange termijn inzake intellectuele, wetenschappelijke, artistieke en technische competenties.

Hij kan beraadslagen over alle onderwerpen die de toekomst kunnen beïnvloeden van het Hoger onderwijs en het Wetenschappelijk onderzoek in de Franse Gemeenschap.

Art. 45. De Oriëntatieraad van de ARES wordt samengesteld uit 33 leden, die allemaal stemgerechtigd zijn, en die door de Regering aangewezen worden, met de volgende verdeling:

1° acht vertegenwoordigers van de profit and non-profit socio-economische sectoren vertegenwoordigd door de interprofessionele syndicale verenigingen en de werkgeversorganisaties;

2° twee vertegenwoordigers van de culturele wereld gekozen om hun internationale faam;

3° twee wetenschappers gekozen wegens hun internationale faam;

4° twee personen gekozen om hun bekwaamheden in verband met het hoger onderwijs, voorgedragen door de Raad van bestuur van de ARES buiten zijn leden;

5° zes vertegenwoordigers van de politieke wereld, verdeeld in functie van de samenstelling van het Parlement van de Franse Gemeenschap en voorgedragen door hem;

6° vier vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het leerplichtonderwijs;

7° vier vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het hoger onderwijs;

8° twee vertegenwoordigers van de verenigingen die de studenten vertegenwoordigen en die op gemeenschapsniveau erkend zijn;

9° één vertegenwoordiger van het FRS-FNRS;

10° één vertegenwoordiger van het *Agence pour l'Evaluation de la Qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française* (Agentschap voor de Evaluatie van de Kwaliteit van het hoger onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (AEQES));

11° de Voorzitter van de Sturingscommissie van het Onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Ieder lid kan een plaatsvervanger hebben. Het plaatsvervangend lid zetelt enkel bij afwezigheid van het werkend lid.

De leden van de Oriëntatieraad van de ARES worden voor een periode van vijf jaar aangewezen. Hun mandaat kan vernieuwd worden.

Elk lid dat de hoedanigheid heeft verloren wegens welke het aangewezen werd, wordt als ontslagnemend geacht. Wanneer een lid zijn ontslag indient of tijdens zijn mandaat overlijdt, wordt het volgens dezelfde nadere regels vervangen om zijn mandaat te voleindigen.

De Directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger woont de Oriëntatieraad met raadgevende stem bij.

Art. 46. De Leden van het Uitvoerend bureau van de ARES alsook zijn Administrateur of zijn vertegenwoordiger wonen de vergaderingen van de Oriëntatieraad met raadgevende stem bij. De Administrateur stelt de notulen van deze vergaderingen op en zendt ze, zodra ze goedgekeurd worden, ter informatie aan de Raad van bestuur van de ARES over.

Art. 47. De Oriëntatieraad verkiest in zijn midden een Voorzitter, onder de werkende leden van de Oriëntatieraad van de categorieën 1° tot 3° van artikel 45.

Zijn mandaat bedraagt vijf jaar en kan vernieuwd worden. Indien hij zijn hoedanigheid als lid van de Oriëntatieraad verliest of als hij zijn ontslag indient, wordt hij vervangen voor het voleindigen van zijn mandaat volgens dezelfde nadere regels.

In afwezigheid van de Voorzitter van de Oriëntatieraad, verkiezen de aanwezigen leden een vergaderingsvoorzitter.

Art. 48. De Oriëntatieraad van de ARES vergadert minstens één keer om het jaar, en op elk verzoek van de raad van bestuur van de ARES, de Regering of minstens één vijfde van de leden.

De agenda van de vergaderingen wordt door de Voorzitter vastgesteld, in overleg met de Administrateur en het Uitvoerend bureau van de ARES. Een punt komt voor op de agenda van de eerstvolgende vergadering op aanvraag van minstens één vijfde van de leden van de Oriëntatieraad.

De adviezen van de Oriëntatieraad worden publiek gemaakt. Ze worden gevoegd bij het jaarverslag van de ARES.

Art. 49. De Oriëntatieraad van de ARES stelt zijn eigen huishoudelijk reglement op dat hij aan de goedkeuring van de Regering voorlegt.

Art. 50. Overeenkomstig artikel 42 kan de Oriëntatieraad aan de ARES de samenstelling van commissies voorstellen die belast zouden zijn met bijzondere kwesties, voor een bepaalde duur en waarvan de leden gekozen worden wegens hun specifieke competentie in rechtstreeks verband met het doel van de Commissie.

Art. 51. De Oriëntatieraad van de ARES brengt elk jaar voor de Raad van bestuur van de ARES, ten laatste op 1 november, een advies uit over het aanbod inzake studies en voortgezette opleiding.

Binnen de maand voegt de ARES, eventueel met commentaar, dit advies bij zijn jaarverslag.

HOOFDSTUK III. — *Academische pool**Afdeling I. — Definities en opdrachten*

Art. 52. Een academische pool is een vereniging zonder winstoogmerk waarvan de leden instellingen voor hoger onderwijs zijn, waaronder minstens een Universiteit, vereniging die op de geografische nabijheid van hun vestigingen steunt.

Elke instelling voor hoger onderwijs behoort tot een of meerdere Academische polen, naargelang de plaats van de vestigingen. Het behoren tot een pool wordt door de lijst van de machtigingen om initiële studies van de eerste en de tweede cyclussen in te richten bedoeld bij artikel 88, § 1, bepaald.

Art. 53. Een Academische pool is een overleg- of dialoogplaats tussen instellingen voor hoger onderwijs. Hij heeft tot hoofdplicht de promotie van alle vormen van samenwerking tussen de leden en het steunen ervan alsook het bevorderen van de samenwerking om de studenten kwaliteitsdiensten aan te bieden.

Dus, onverminderd de opdrachten van de ARES en de academische zones, zorgt een Academische pool voor:

1° de promotie en de begeleiding van de mobiliteit van de studenten en de leden van het personeel, mits inachtneming van hun statuut en op vrijwillige basis, tussen de verschillende vestigingen en de instellingen, met inbegrip van de nadere praktische en financiële regels;

2° het aanbod van collectieve diensten bestemd voor het personeel en de studenten van zijn leden, inzonderheid van de bibliotheken en studiezalen, de restaurants en leefvriendelijke plaatsen, medische, sociale diensten en diensten voor psychologische begeleiding, sport- en culturele activiteiten, en het beheren van de ermee gepaard gaande ontvangsten en uitgaven;

3° het federeren en inrichten van de raadgeving en begeleiding voor persoonlijke studiegangen alsook de pedagogische steun voor de leerkrachten;

4° de coördinatie van het informeren en het oriënteren van de toekomstige studenten omtrent de verschillende ingerichte studies en de vertegenwoordiging van zijn leden bij elke informatieactiviteit in verband met de hogere studies of in verband met het leerplichtonderwijs;

5° de coördinatie van de opleidingen die op de hogere studies voorbereiden en elke andere activiteit die de overgang tussen het leerplichtonderwijs en het hoger onderwijs kan bevorderen;

6° het behartigen van de relaties tussen alle lidinstellingen, hun personeel en hun studenten met de plaatselijke actoren, of ze privé of openbaar zijn;

7° het bevorderen van de creatie op zijn niveau van gefedereerde centra betreffende de disciplines voor onderzoek, onderwijs of diensten, die de competenties en teams van lidinstellingen van de Pool samenbrengen;

8° het behartigen van een gedeeld gebruik van de infrastructures, uitrustingen en roerende en onroerende goederen prioritair bestemd voor de opdrachten inzake onderwijs, onderzoek en dienst ten bate van de collectiviteit;

9° en, meer algemeen, het aanbieden van een bevoorrechte plaats voor dialoog en reflectie onder leden.

De statuten van elke Academische pool vermelden hoe deze opdrachten verwezenlijkt moeten worden.

Art. 54. Voor de uitoefening van zijn opdrachten kan een Academische pool of een instelling voor hoger onderwijs partnerschapsbanden leggen met andere Academische polen of instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap of groepen van instellingen voor hoger onderwijs buiten de Franse Gemeenschap. Deze maken het voorwerp uit van een overeenkomst.

Art. 55. Voor de verwezenlijking van zijn opdrachten en in functie van de beschikbare middelen kan de Regering menselijke, materiële en financiële middelen ter beschikking stellen van de Pool, indien nodig. De lidinstellingen van een Pool kunnen hem ook menselijke, materiële en financiële middelen ter beschikking stellen. Het betrokken personeel behoudt integraal zijn statuut, zijn rechten en zijn voordelen.

De lidinstellingen van een Academische pool kunnen, indien gewenst, alle nodige geldoverdrachten maken die noodzakelijk zijn voor hun verplichtingen in het kader van de Pool of van de verschillende ermee gepaard gaande samenwerkingsverplichtingen.

Art. 56. Onverminderd de vorige artikelen, kent de Franse Gemeenschap aan iedere Pool een jaarlijkse subsidie toe van 250.000 euro bestemd voor het dekken van zijn behoeften inzake eigen personeel en werking.

Elk jaar wordt dit bedrag aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer voor de consumptieprijzen door dit bedrag te vermenigvuldigen met de coëfficiënt:

Indexcijfer gezondheid van december van het betrokken begrotingsjaar gedeeld door het indexcijfer van december 2013.

Afdeling II. — Organisatie

Art. 57. Een Academische pool wordt beheerd door een Raad van bestuur samengesteld uit 30 leden maximum komend uit de lidinstellingen. Hij is bevoegd voor alle aangelegenheden, met uitzondering van deze die uitdrukkelijk onder de bevoegdheid vallen van zijn Algemene vergadering, krachtens artikel 58.

Hij wordt voorgezeten door de Rectoren van Universiteiten die hun maatschappelijke zetel hebben op het grondgebied van de Pool en door een Directeur-Voorzitter van een hogeschool die haar maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van de Pool, als die bestaat. Deze laatste wordt beurtelings door de Raad van bestuur van de Pool aangewezen onder de Directeurs-Voorzitters van één van de bedoelde hogescholen. De Raad stelt ook twee Ondervoorzitters aan: één onder de Directeurs van de Hogere kunstscholen die hun maatschappelijke zetel hebben op het grondgebied van de Pool, één ander onder de Directeurs van de Instellingen voor sociale promotie die hun maatschappelijke zetel hebben op het grondgebied van de Pool.

De samenstelling van de Raad van bestuur van een Academische pool is een weerspiegeling van de relatieve omvang van de instellingen inzake aantal gediplomeerden van de initiële BES-opleiding, bachelor en master voortkomend uit studies gevolgd op het grondgebied van de Pool krachtens een machtiging verkregen door de instelling op dat grondgebied, met een minimale vertegenwoordiging, mogelijk onrechtstreeks, van de instellingen met gereduceerde omvang. Ze zorgt voor de aanwezigheid van elke vorm van onderwijs en van de verscheidene categorieën van de academische gemeenschap ervan, waaronder minstens 20% van vertegenwoordigers van het personeel en minstens 20% van studenten. Met uitsluiting van de leden *ex officio*, moet minstens een derde, afgerond naar de hogere eenheid, van de leden van de Raad van bestuur personen zijn van het ander geslacht, behoudens met redenen omklede onmogelijkheid.

Binnen deze raad, voor de aangelegenheden die betrekking hebben op het onderwijsaanbod op het grondgebied van de Pool, zijn de vertegenwoordigers van de instellingen die over geen machtiging beschikken in een vestiging van de Pool voor studies van de eerste of tweede cyclus van het studiegebied niet stemgerechtigd.

Art. 58. De Algemene vergadering van de lidinstellingen van een Academische pool stelt de statuten ervan vast. Ze is ook als enige bevoegd voor elke wijziging van deze. Binnen de Algemene vergadering, beschikt elke instelling over een aantal stemmen dat evenredig is met het aantal gediplomeerden van de initiële BES-opleiding, bachelor en master voortkomend uit studies gevolgd op het grondgebied van de Pool krachtens een machtiging verkregen door de instelling op dit grondgebied. De Algemene vergadering beslist bij de eenvoudige meerderheid, met een eenvoudige meerderheid onder de vertegenwoordigers van respectief de Universiteiten, de hogescholen, de Hogere kunstscholen en de Instellingen voor sociale promotie.

De statuten alsook elke wijziging in verband ermee worden zonder verwijl ter goedkeuring aan de Regering overgezonden. De Regering bepaalt de statuten van de Academische pool bij gebreke aan beslissing van de Algemene vergadering binnen de zes maanden van de inwerkingtreding van dit decreet.

Deze statuten bepalen inzonderheid:

1° het implementeren van de opdrachten bepaald bij artikel 53, tweede lid, alsook de bijzondere opdrachten toevertrouwd aan de Pool door zijn leden;

2° de werkwijze van de Pool;

3° de maatschappelijke zetel ervan;

4° de competenties, de samenstelling, de mode voor de aanwijzing van de leden en de werkwijze van zijn Raad van bestuur, alsook van de andere beheers- of adviesorganen bestaande binnen de Pool om de opdrachten ervan te verwezenlijken.

Art. 59. Met doeltreffendheid als doel, inzonderheid om zijn opdrachten bedoeld bij artikel 53, 2° en 8°, te vervullen, kan een Academische pool organen oprichten meer specifiek belast met een deel van zijn grondgebied.

Wanneer de Algemene vergadering van een Academische pool de statuten ervan vaststelt, zoals bepaald bij artikel 58, brengt ze een advies uit over de oprichting ervan. De beslissing om er al dan niet één op te richten wordt bij consensus genomen. De samenstelling en de opdrachten van deze organen worden ook tijdens een beraadslaging met consensusprocedure vastgelegd. Bij gebreke aan een consensus onder de leden, kan de Academische pool de zaak bij de Regering aanhangig maken, die dan definitief de statuten van deze organen bepaalt.

Art. 60. De Regering wijst een Regeringscommissaris aan bij elke Academische pool, gekozen onder deze die bij een lidinstelling aangesteld worden.

Het ambt van Regeringscommissaris bij een Academische pool wordt overeenkomstig het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, uitgeoefend.

Art. 61. Voor het financiële beheer van de Academische polen wordt gezorgd overeenkomstig de bepalingen betreffende de instellingen van openbaar nut van categorie B van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsbesluiten ervan.

In zijn financiële beheer wordt een Academische pool ertoe gemachtigd elk mogelijk saldo van zijn rekeningen naar het volgende begrotingsjaar over te dragen.

Art. 62. Er worden vijf Academische polen opgericht, verdeeld als volgt:

1° de Pool Luik-Luxemburg, op het grondgebied van de Provincies Luik en Luxemburg;

2° de Pool « Louvain », op het grondgebied van de Provincie Waals Brabant;

3° de Pool Brussel, op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

4° de Pool Henegouwen, op het grondgebied van de Provincie Henegouwen;

5° de Pool Namen, op het grondgebied van de Provincie Namen.

HOOFDSTUK IV. — *Academische zones*

Art. 63. Een academische zone tussen verscheidene polen is een adviesinstantie bestaande uit de leden van de Raden van bestuur van de Academische polen ervan.

Een academische zone tussen verscheidene polen heeft enkel als opdrachten de ARES een evolutie van het aanbod aan hoger onderwijs van het korte type voor te stellen en projecten aan te moedigen of te coördineren inzake steun tot het slagen van studenten.

Art. 64. De beslissingen van een academische zone tussen verscheidene polen worden bij de tweederde meerderheid en bij de eenvoudige meerderheid binnen elke Raad van bestuur van de Academische polen waaruit ze bestaat, genomen.

De Regering kan nadere regels bepalen voor de werking van de academische zones tussen verscheidene polen.

Art. 65. Er bestaan drie academische zones tussen verscheidene polen, verdeeld als volgt:

1° de zone Luik-Luxemburg- Namen die de Academische polen samenbrengt bedoeld bij artikel 62, 1° en 5°;

2° de zone Brussel-Waals Brabant die de Academische polen bedoeld bij artikel 62, 3° en 2°, bijeenbrengt;

3° de zone Henegouwen die met de Academische pool bedoeld bij artikel 62, 4°, overeenstemt.

TITEL III. — **Organisatie van de studies en statuut van de student**

HOOFDSTUK I. — *Structuur en minimale inhoud van de studies*

Art. 66. § 1. De hogere studies worden in drie cyclussen ingericht.

De initiële cursussen bevatten één of twee studiecyclussen, naargelang het onderwijstype.

De specialisatiestudies vervolledigen de initiële opleiding van een gediplomeerde van de eerste of tweede cyclus en behoren tot datzelfde niveau, inzonderheid wanneer de bijzondere voorwaarden voor de toegang tot het beroep het vergen. Meer specifiek, de studies die tot de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (GHSO) leiden zijn toegankelijk voor de houders van een academische graad van master en worden in aanmerking genomen als 30 studiepunten van niveau 7.

De studies van de derde cyclus omvatten de doctorale opleidingen en de werkzaamheden in verband met de voorbereiding van een doctoraatsthesis.

De diploma's en getuigschriften die aanleiding geven tot de toekenning van studiepunten uitgereikt overeenkomstig dit decreet zijn de enige erkende kwalificaties voor de niveaus 5 tot 8 van het Franstalige kwalificatiekader.

§ 2. De studies van voortgezette opleiding bieden aan de gediplomeerden van het hoger onderwijs en de personen die de verworven kennis en vaardigheden op professioneel of persoonlijk niveau in aanmerking kunnen laten nemen of gelijkwaardig personeel, op het einde van hun initiële opleiding of levenslang en met een persoonlijk, maatschappelijk of beroepsdoel, gestructureerde gehelen van leeractiviteiten met als doel het vervolledigen, uitbreiden, verbeteren, actualiseren of de vervolmaking van hun kennis, knowhow, vaardigheden en kwalificaties, verworven zowel tijdens hun vorige studies als door hun persoonlijke of beroepservaring.

Deze studies kunnen tot de uitreiking leiden van diploma's, bekwaamheidsbewijzen, getuigschriften of attesten, naargelang hun inhoud en hun statuut. Het gaat om studies van de eerste of tweede cyclus naargelang van het niveau van de leeractiviteiten die ze bevatten.

§ 3. De instellingen voor hoger onderwijs kunnen ook andere activiteiten inrichten of opleidingen die tot geen van deze categorieën behoren; deze worden niet door een bekwaamheidsbewijs of een academische graad bekrachtigd en leiden niet tot de uitreiking van een diploma of een getuigschrift.

§ 4. Voor de studies en de opleidingen bedoeld bij de paragrafen 2 en 3, dragen het inschrijvingsgeld gevegd van de studenten, de mogelijke specifieke financiering en de eigen vermogensmiddelen bestemd door de instelling bij tot de dekking van de kosten die gepaard gaan met de organisatie van dit onderwijs. Deze bepaling is niet van toepassing op de opleiding van het CAPAES noch op de opleidingen ingericht door de Instellingen voor sociale promotie.

Art. 67. Het studiepunt is een meetinstrument voor het geheel van de werkzaamheden van een student voor één of meerdere leeractiviteiten, binnen een studieprogramma, ervan uitgaande dat de werkzaamheden van een student die zich voltijds aan zijn studies besteedt gedurende een academiejaar voor hem een last van 60 studiepunten vertegenwoordigen.

Een studiepunt stemt forfaitair overeen met 30 uren leeractiviteiten. Deze tijdopdracht is enkel gedeeltelijk besteed aan onderwijs rechtstreeks ingericht door de instelling en bevat andere geassocieerde activiteiten, zoals de werkzaamheden, de persoonlijke oefeningen, voorbereidingen, studies, projecten, documentaire opzoeken, toetsen of sociaalprofessionele onderdompeling.

De studiepunten die geassocieerd worden met een leereenheid binnen een studieprogramma worden in hele getallen uitgedrukt, zonder dat een onderwijseenheid tot meer dan dertig studiepunten aanleiding kan geven. Bij uitzondering daarop, in de studies van de tweede cyclus van de kunstsector, kan een onderwijseenheid aanleiding geven tot meer dan dertig studiepunten indien de toekenning van deze het resultaat is van meerdere evaluaties van aparte leeractiviteiten, waarbij elke activiteit voor minder dan dertig studiepunten in aanmerking wordt genomen.

De activiteiten van opniveaustelling, remediëring, zelfopleiding en persoonlijke verrijking maken niet het voorwerp uit van een berekening in studiepunten in een studieprogramma en worden dus niet in deze definitie van de opdracht van een student in aanmerking genomen. Nochtans, op de voorwaarden vastgelegd door de academische autoriteiten, kunnen dergelijke activiteiten in aanmerking worden genomen door de examencommissie in de context van een procedure van toelating tot de studies, van heroriëntatie of van een persoonlijk remediëringsprogramma.

Art. 68. Geen enkele student kan aan de leeractiviteiten deelnemen, noch zich aanbieden bij de evaluaties en examens ingericht door een instelling voor onderwijs, noch de overeenstemmende studiepunten toegekend krijgen, als hij voor dit onderwijs niet werkelijk ingeschreven is.

Art. 69. § 1. De initiële cursussen van het korte type worden in één studiecycclus ingericht. Ze omvatten 180 studiepunten. Deze cursussen worden met de academische graad van bachelor bekrachtigd.

Bij uitzondering daarop, kunnen sommige initiële cursussen van het korte type 240 studiepunten bevatten.

§ 2. De hogere studies kunnen tot het verkrijgen leiden van het BES (Brevet Hoger Onderwijs) indien ze studies van minstens 120 studiepunten bekrachtigen van beroepsgerichte aard en toegang verlenen tot een duidelijk geïdentificeerd beroep. Deze studies kunnen daarna in een studiecycclus van het korte type geïntegreerd of in aanmerking genomen worden.

Art. 70. § 1. De initiële cursussen van het lange type worden in twee studiecyclussen ingericht:

1° een eerste cyclus bekrachtigd met de graad van bachelor die 180 studiepunten telt;

2° een tweede cyclus bekrachtigd met de graad van master die 60 studiepunten bevat of, als het een bijzondere finaliteit heeft, 120 studiepunten.

Sommige studiecyclussen kunnen deel uitmaken van meerdere verschillende cursussen van het lange type.

Bij uitzondering daarop, omvatten de tweede cyclussen in de geneeskunde en de diergeneeskunde 180 studiepunten. De tweede studiecycclus in de geneeskunde wordt bekrachtigd met de graad van arts; de tweede studiecycclus in de diergeneeskunde wordt bekrachtigd met de graad van dierenarts.

§ 2. De studies van master in minstens 120 studiepunten kunnen één of meerdere keuzen bevatten van 30 specifieke studiepunten die aan deze studies één van de volgende finaliteiten geven:

1° De didactische finaliteit die de specifieke pedagogische opleiding omvat met toepassing van het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs of van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het kunsthoger onderwijs; ze wordt enkel voor de academische graden ingericht die overeenstemmen met de vereiste bekwaamheidsbewijzen in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. De Regering bepaalt deze overeenstemming.

2° De grondige finaliteit die tot wetenschappelijk of artistiek onderzoek leidt. Ze bevat tezelfdertijd grondig onderwijs in een bijzonder vak en een algemene opleiding voor het beroep navorsing. Ze wordt exclusief in de universiteit of, voor kunststudies, in Hogere Kunstschoolen in medeorganisatie met een gemeenschappelijk programma ingericht met een universiteit die deel neemt aan een overeenstemmende thematische doctorale school.

3° Een gespecialiseerde finaliteit in een bijzonder vak van het gebied waartoe de cursus die bijzondere beroepscompetenties of bijzondere artistieke competenties beoogt, behoort. De instellingen voor hoger onderwijs kunnen één of meerdere verschillende gespecialiseerde finaliteiten inrichten voor eenzelfde master.

De ARES zorgt voor de coherentie van het aanbod aan dergelijke finaliteiten en vermijdt elke onverantwoorde overbodige herhaling.

§ 3. De studies van master die reeds bestonden vóór de inwerkingtreding van dit decreet mogen enkel 60 studiepunten bevatten binnen een cursus van het lange type van 240 studiepunten. Ze bevatten geen finaliteit. De lijst van deze studies wordt als bijlage III bij dit decreet opgenomen.

Om de twee jaar brengt de ARES voor de Regering een evaluatie uit over deze cursussen.

Art. 71. § 1. De cursussen van de derde cyclus omvatten de doctorale opleiding en de werkzaamheden in verband met de voorbereiding van een doctoraatsthesis.

§ 2. De doctorale opleidingen worden begeleid door teams die geassocieerd worden in een thematische doctoraatschool erkend door de ARES op advies van de Universitaire thematische raad. Ze worden verbonden met de specifieke competenties van de onderzoeksteams en geven aan de gediplomeerde een hoge wetenschappelijke en professionele kwalificatie.

Ze kunnen tot de uitreiking leiden van een getuigschrift van opleiding tot het onderzoek dat forfaitair 60 opleidingsstudiepunten bekrachtigt. Ze bestaan essentieel uit specifieke activiteiten in verband met het beroep navorser en mogen dus niet meer dan 30 studiepunten van leeractiviteiten van het type bedoeld bij 1° van artikel 76, bevatten. De houders van een bekwaamheidsbewijs van master met een grondige finaliteit van hetzelfde studiegebied genieten een automatische inaanmerkingneming van maximum 30 studiepunten in verband met deze leeractiviteiten.

§ 3. De academische graad van doctor wordt toegekend na de verdediging van een thesis die getuigt van de vaardigheden tot creativiteit, wetenschappelijk onderzoek en verspreiding van zijn resultaten door de doctorandus.

De doctorale proef bestaat uit:

1° het opstellen van een persoonlijk en origineel werk dat de vorm kan aannemen van een dissertatie in het vak, van een proefwerk van de kandidaat dat de coherentie laat uitkomen van een geheel van publicaties van wetenschappelijke aard met de doctorandus als auteur of medeauteur, of een dissertatie in verband met een werk, een project of verwezenlijkingen met de doctorandus als auteur of medeauteur;

2° de publieke voordracht van dat werk waarbij wordt aangetoond dat dit werk van kwaliteit is, origineel en dat de kandidaat het vermogen heeft dat werk wetenschappelijk te verspreiden.

De werkzaamheden in verband met de voorbereiding van een doctoraatsproefschrift stemmen forfaitair overeen met 180 studiepunten verworven na een initiële opleiding bekrachtigd door een academische graad van master of gelijkwaardig niveau.

Art. 72. Op het einde van een initiële opleiding bekrachtigd door een academische graad van bachelor, kunnen specialisatiestudies van de eerste cyclus tot een andere academische graad van bachelor leiden, na het slagen, volgens het studieprogramma, voor minstens 60 bijkomende studiepunten.

Deze studies hebben tot doel een gespecialiseerde beroepskwalificatie te verlenen die inzonderheid toegang verlenen tot sommige beroepen.

Art. 73. Op het einde van een initiële opleiding bekrachtigd door een academische graad van master in minstens 120 studiepunten of van gelijkwaardig niveau, kunnen specialisatiestudies van de tweede cyclus tot een andere academische graad van master leiden, na het slagen, volgens het studieprogramma, voor minstens 60 bijkomende studiepunten.

Deze studies hebben tot doel een gespecialiseerde beroepskwalificatie te verlenen die overeenstemt met minstens één van de volgende doelstellingen:

1° de uitoefening van sommige beroepen toe te laten, met inachtneming van de overeenstemmende wetbepalingen, inzonderheid in de gezondheidssector;

2° een antwoord te geven aan de behoeften inzake specifieke opleidingen in het kader van programma's voor ontwikkelingsamenwerking;

3° toegang te verlenen tot de bijzondere bekwaamheidsbewijzen en graden vereist door de wet of tot de bijzondere competenties erkend door de onderzoeks- en onderwijsteams, die gericht zijn op originaliteit, uniciteit en wetenschappelijke of artistieke specificiteit in de Franse Gemeenschap.

De ARES zorgt voor de coherentie van deze studies en waarborgt er de overeenstemming van in verband met deze criteria.

Art. 74. De instellingen voor hoger onderwijs kunnen studies van voortgezette opleiding inrichten ter bestemming van gediplomeerden van het hoger onderwijs of houders van gelijkwaardige bekwaamheidsbewijzen.

Deze studies hebben één of meerdere doelstellingen:

1° het actualiseren van de kennis van de gediplomeerden, inzonderheid in functie van het bijzondere beroepsprofiel van de studenten;

2° het perfectioneren of specialiseren van hun kennis en competenties in een of ander bijzonder vak, in hetzelfde studiegebied als hun initiële diploma of in een verschillend gebied. Tot deze categorie behoren inzonderheid de opleiding van wederinschakeling in het arbeidsproces of heroriëntatie;

3° het aanvullen en perfectioneren van hun opleiding, in rechtstreeks verband met hun huidige of komende beroepsactiviteit, met als doel de continuïteit van hun beroepstraject;

4° het uitbreiden en verrijken van hun persoonlijke opleiding, als actieve burger met kritische zin.

Voor deze studies van voortgezette opleiding, is uit essentie de professionele en persoonlijke inaanmerkingneming van toepassing en kadert in het levenslange leerproces.

De ARES, op advies van de Academische polen, zorgt voor de coherentie van het aanbod aan dergelijke studies en de voorwaarden voor de toegang ertoe en voor het vermijden van elke concurrentie.

Het slagen voor deze studies wordt niet met een academische graad bekrachtigd. Ze kunnen het uitreiken toelaten van sommige getuigschriften en de toekenning van studiepunten aan de studenten die overeenstemmen met de met succes gevolgde studies, indien ze minstens betrekking hebben op 10 studiepunten en dezelfde criteria in acht nemen inzake organisatie, toegang, inhoud en kwaliteit als de studies die tot academische graden leiden. Deze overeenstemming wordt door de ARES bevestigd.

Deze studies van voortgezette opleiding komen niet in aanmerking voor het algemene systeem van financiering van de hogere studies, met uitzondering van de studies ingericht door de Instellingen voor sociale promotie. Nochtans kan de Regering specifieke regels bepalen voor de financiering van sommige onder hen, na advies van de ARES.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van het onderwijs*

Art. 75. § 1. De administratieve taal van de instellingen voor hoger onderwijs is de Franse taal.

§ 2. De onderwijs- en evaluatietaal van de leeractiviteiten is het Frans.

Nochtans kunnen activiteiten in een andere taal ingericht en geëvalueerd worden:

1° in de eerste studiecycclus, naar rata van ten hoogste een vierde van de studiepunten;

2° voor de studies die leiden tot de academische graad van master, behoudens voor de studiepunten die specifiek zijn voor de didactische finaliteit, naar rata van de helft van de studiepunten;

3° voor de studies die gezamenlijk ingericht worden door meerdere instellingen voor hoger onderwijs overeenkomstig artikel 82, waaronder minstens één instelling buiten de Franse Gemeenschap;

4° voor de specialisatiestudies;

5° voor de studies van de derde cyclus;

6° voor de studies van voortgezette opleiding en andere opleidingen.

In het algemeen kan elke leeractiviteit van een cursus van de eerste of tweede cyclus gegeven of geëvalueerd worden in een andere taal indien ze ook in het Frans wordt ingericht; aan deze verplichting wordt voldaan voor de opties of de activiteiten op individuele keuze van de student, in de zin van artikel 127, als er minstens een andere keuze bestaat inzake optie of activiteit in het Frans.

Voor de toepassing van paragraaf 2 van het tweede lid, 1° en 2°, komen het onderwijs in vreemde talen, het eindstudiewerk, de activiteiten inzake beroepsintegratie alsook de leeractiviteiten die gezamenlijk ingericht worden door instellingen buiten de Franse Gemeenschap die erkend zijn door hun bevoegde overheid inzake hoger onderwijs, niet in aanmerking.

Voor de studies van de tweede cyclus, kan bovendien de Regering aan de instellingen voor hoger onderwijs afwijkingen toestaan wanneer de beoogde studies een internationale aard hebben voortvloeiend uit de excellentie van het wetenschappelijke of artistieke gebied, of van zijn bijzondere aard. De afwijkingen worden op de voordracht van de ARES toegestaan.

Art. 76. De leeractiviteiten omvatten:

1° lessen ingericht door de instelling, inzonderheid meesterlessen, begeleide oefeningen, praktische werkzaamheden, laboratoriumwerkzaamheden, seminaries, creatieoefeningen en onderzoek in ateliers, uitstapjes, bezoekingstapjes en stages;

2° individuele of groepsactiviteiten, inzonderheid voorbereidingsessies, werkzaamheden, informatieopzoeking, eindstudiewerk, projecten en activiteiten ter beroepsinschakeling;

3° studie, zelfopleidingsactiviteiten en activiteiten voor de persoonlijke verrijking.

Al deze activiteiten kunnen het voorwerp uitmaken van een evaluatie of een inaanmerkingneming als studiepunten.

Art. 77. Iedere onderwijseenheid binnen een studieprogramma omvat één of meerdere leeractiviteiten. Een eenheid wordt gekenmerkt door de volgende elementen:

1° haar identificatie, haar benaming, haar vak;

2° het aantal ermee gepaard gaande studiepunten;

3° haar bijdrage tot het onderwijsprofiel van het programma, alsook de specifieke leerresultaten bekrachtigd door de evaluatie;

4° de beschrijving van de doelstellingen, de inhoud en de bronnen, referenties en mogelijke steun, met vermelding van deze die onontbeerlijk zijn voor het verwerven van de vereiste competenties;

5° de cyclus en het niveau van het Franstalige Kwalificatiekader waartoe ze behoort en, indien relevant, de chronologische plaats in het cyclusprogramma;

6° haar verplichte aard of haar individuele keuzeoptie voor de student binnen het programma of de opties;

7° de lijst van de voorvereiste en medevereiste onderwijseenheden binnen het programma en als andere bijzondere kennis en competenties voorvereist zijn;

8° de gegevens betreffende de dienst van de leerkracht(-en) die verantwoordelijk is (zijn) voor de organisatie en de evaluatie ervan;

9° haar organisatie, inzonderheid de uromvang, de vestiging en de periode van het academiejaar;

10° de beschrijving van de verscheidene leeractiviteiten waaruit ze bestaat, de onderwijs- en leermethodes;

11° de evaluatiewijze en, desgevallend, de relatieve weging van de verschillende leeractiviteiten;

12° de onderwijs- en evaluatietaal (-talen).

Binnen een studieprogramma kan de evaluatie van een onderwijseenheid het voorwerp uitmaken van een weging met als doel de beraadslagingen van een examencommissie bij de berekening van het gemiddelde bedoeld bij artikel 139 en artikel 140. Deze weging wordt tevens vermeld. Bij gebreke daaraan wordt een gelijk gewicht gegeven aan de evaluatie van elke onderwijseenheid.

Deze beschrijving van de onderwijseenheden kan niet gewijzigd worden gedurende het academiejaar waarop ze betrekking heeft, behoudens overmacht ten opzichte van de verantwoordelijke leerkrachten.

Art. 78. Iedere Universiteit, hogeschool en Hogere Kunstschool ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt ertoe gehouden ter beschikking van de regelmatig ingeschreven studenten te stellen, op een intranetsite, de lesdragers waarvan de lijst, voor de Universiteit, bepaald wordt door het orgaan bedoeld bij artikel 17 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van de studenten in het hoger onderwijs, voor de hoge scholen, door de Pedagogische raad en, voor de Hogere Kunstscholen, door de Pedagogische beheersraad.

Deze terbeschikkingstelling van de lesdragers bedoeld bij het vorige lid wordt effectief ten laatste één maand na het begin van de beoogde leeractiviteiten.

Deze lesdragers kunnen gewijzigd worden volgens de evolutie van de precieze inhoud en de vorm van de leeractiviteiten. Nochtans moeten ze ten laatste zes weken vóór de overeenstemmende evaluatieproef online worden gesteld.

De student die een studiesubsidie geniet die het aanvraagt, kan ten laste van de sociale begrotingen van de Universiteit, hogeschool of Hogere Kunstschool, gratis een papierexemplaar krijgen van de lesdragers voor de cursus waarvoor hij ingeschreven is en die bedoeld zijn in de lijst bepaald bij het eerste lid?

In de instellingen voor hoger onderwijs die, anderzijds, de lesdragers via een drukexemplaar de lesdragers ter beschikking stellen van hun studenten, wordt de kosten van deze druk ter advies van de overlegcommissie voorgelegd, die belast is met het uitbrengen van een advies over de kosten op de reële waarde geraamd met betrekking tot de goederen en diensten verleend aan de studenten.

HOOFDSTUK III. — *Studieritme*

Art. 79. Het geheel van de leeractiviteiten van elke onderwijsseenheid van de cursussen die leiden tot een academische graad van de eerste of tweede cyclus wordt verdeeld over één van de eerste twee kwadrimesters van het academiejaar, met uitzondering van sommige evaluaties, stages, projecten of activiteiten voor de beroepsinschakeling. Bij wijze van uitzondering en om met redenen omklede pedagogische redenen, kunnen sommige onderwijsseenheden van de eerste cyclus verdeeld worden over de eerste twee kwadrimesters van het academiejaar; in dat geval, wordt een gedeeltelijke proef ingericht op het einde van het eerste kwadrimester, overeenkomstig de bepalingen van artikel 150, § 1^{er}.

Het eerste kwadrimester begint op 14 september; het tweede op één februari; het derde op één juli. De eerste twee kwadrimesters bevatten minstens 12 weken leeractiviteiten. De leeractiviteiten beginnen op de eerste maandag van het kwadrimester.

Op het einde van ieder van deze kwadrimesters wordt een evaluatieperiode ingericht dat de verwerving van studiepunten toelaat. Deze heeft minimum betrekking op het geheel van de leeractiviteiten ingericht gedurende het kwadrimester.

Een derde kwadrimester omvat evaluatieperiodes, alsook activiteiten voor de beroepsinschakeling of persoonlijke werkzaamheden.

§ 2. Bij uitzondering op de vorige paragraaf, kunnen, de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs, wegens degelijk met redenen omklede overmacht, een evaluatieperiode van een student verlengen tot het volgende kwadrimester, zonder nochtans een periode van twee maand en half na het einde van het kwadrimester te mogen overschrijden.

§ 3. De leeractiviteiten van de studies van de derde cyclus, van de studies van voortgezette opleiding en van de andere opleidingen kunnen over de drie kwadrimesters verdeeld worden.

Art. 80. De leeractiviteiten bedoeld bij artikel 76, 1^o, en de evaluaties, met uitzondering van de activiteiten voor beroepsinschakeling, tochten, bezoektapjes en stages, kunnen door de instellingen noch op zondag, noch op feestdagen, noch op 27 september ingericht worden.

De autoriteiten van deze instellingen voor hoger onderwijs kunnen andere dagen voor het ophouden van de activiteiten bepalen die eigen zijn aan hun instelling.

HOOFDSTUK IV. — *Mobiliteit, samenwerking en gezamenlijke diplomering*

Art. 81. Studenten ingeschreven in een instelling voor hoger onderwijs met als doel het behalen van een academische graad, volgen de leeractiviteiten en voeren de werkzaamheden uit die in hun studieprogramma voorkomen en die door de instelling worden ingericht. Ze leggen er de proeven en examens af in verband met hun studieprogramma.

Overeenkomsten gesloten met andere Belgische of buitenlandse instellingen voor hoger onderwijs, in de Franse Gemeenschap of buiten deze laatste, kunnen echter bepalen dat sommige van deze cursussen en werkzaamheden door deze andere instellingen ingericht zullen worden en dat de examens over deze leerstof eveneens in deze instellingen zullen worden afgelegd, overeenkomstig de geldende regels. Ze kunnen ook in het uitwisselen van personeelsleden voorzien.

De instellingen buiten de Franse Gemeenschap waarmee deze overeenkomsten kunnen worden afgesloten, moeten erkend zijn door hun bevoegde autoriteiten inzake hoger onderwijs, moeten lessen inrichten of aan de organisatie deelnemen van cursussen en moeten graden uitreiken die gelijkwaardig zijn met minstens een graad van de eerste cyclus zoals bedoeld bij dit decreet.

Art. 82. § 1. In het kader van hun opdrachten ontwikkelen de instellingen voor hoger onderwijs partnerschappen onderling, alsook met andere instellingen of rechtspersonen uit de wereld van de wetenschappen, het onderwijs, uit het beroepsleven en de cultuur. De gekozen partners kunnen Belgisch zijn of uit het buitenland komen. Ze kunnen samenwerkingsovereenkomsten met deze partners sluiten.

Voor de overeenkomsten inzake onderwijs, moeten de partnerinstellingen door hun bevoegde overheid erkend worden inzake hoger onderwijs.

§ 2. Twee of meerdere instellingen voor hoger onderwijs, in de Franse Gemeenschap of buiten de Franse Gemeenschap, kunnen onderling samenwerkingsovereenkomsten in de zin van de vorige paragraaf sluiten voor de gezamenlijke administratieve en academische organisatie van leeractiviteiten van een opleiding of een gezamenlijk studieprogramma waartoe minstens één van ze gemachtigd is. Een dergelijke overeenkomst kan betrekking hebben op het aanbod en de organisatie van onderwijs, het uitwisselen van personeelsleden of het delen van infrastructuren.

De overeenkomst wijst, onder de instellingen die ertoe gemachtigd worden voor de bedoelde studies, de referentie-instelling aan die belast is met de centralisatie van het administratieve en academische beheer van het programma en de studenten. De Regering kan de minimale inhoud van een dergelijke overeenkomst aanvullen.

§ 3. Een gezamenlijk studieprogramma kan tot een gezamenlijke diploma-uitreiking leiden wanneer het gezamenlijk ingericht wordt in de zin van de vorige paragraaf, alle partners in de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd zijn of gezamenlijk gemachtigd zijn voor deze studies, de leeractiviteiten gezamenlijk ingericht, beheerd en verstrekt worden en het slagen daarvoor collegiaal bekrachtigd wordt en wanneer het leidt tot de gezamenlijke uitreiking van een enkel diploma, ondertekend door alle partners, ofwel diploma's uitgereikt door iedere instelling krachtens hun eigen machtiging en wetgeving.

Om een programma voor de gezamenlijke diplomering voor te dragen, moeten de partnerinstellingen in de Franse Gemeenschap, elk, in het kader van de overeenkomst, minstens 15% ten laste nemen van de leeractiviteiten van het programma van de betrokken studiecycclus. Daarenboven, zal elke student effectief leeractiviteiten hebben gevolgd ingericht door minstens twee verschillende partners.

Dit laatste lid is niet van toepassing op de studies die aanleiding geven tot een gezamenlijke diplomering en die ingericht worden in het kader van de bijzondere programma's bepaald door de Europese Unie.

De overeenkomst inzake gezamenlijke diplomering bepaalt inzonderheid:

- 1° de bijzondere voorwaarden voor de toegang tot de studies;
- 2° de nadere regels voor de inschrijving;
- 3° de organisatie van leeractiviteiten;
- 4° de nadere regels voor de evaluatie, de beraadslaging en de bekrachtiging op het einde van de cyclus;
- 5° het opschrift van de graad (graden), bekwaamheidsbewijzen of diploma's die uitgereikt worden, alsook het model ervan;
- 6° de regels voor de herverdeling van de ontvangsten en de verdeling van de uitgaven over de partnerinstellingen;
- 7° de instelling voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap aangewezen als referentie in de Franse Gemeenschap;
- 8° de bepalingen met betrekking tot de verzekeringen aangegaan door de studenten.

De nadere regels voor de evaluatie en de organisatie bepaald in de overeenkomst moeten overeenstemmen met de wetgeving die geldt in één van de partnerinstellingen.

§ 4. Met het oog op de begeleiding van sommige werkzaamheden betreffende de voorbereiding van een doctoraatsthesis, kunnen de universiteiten overeenkomsten van gezamenlijke voogdij over een thesis met andere universiteiten of instellingen voor hoger onderwijs sluiten, of die in de Franse Gemeenschap of buiten deze bestaan, die ertoe gemachtigd worden de graad van doctor toe te kennen. Deze overeenkomsten worden gelijkgesteld met overeenkomsten inzake gezamenlijke diplomering, maar blijven specifiek voor elke student; erin wordt de doctoraatsschool vermeld die de opleiding begeleidt.

HOOFDSTUK V. — *Academische graden*

Art. 83. § 1. De hogere studies worden in de volgende studiegebieden ingericht:

- 1° filosofie;
- 2° theologie;
- 3° taal-, letterkunde en traductologie;
- 4° geschiedenis, kunstgeschiedenis en archeologie;
- 5° informatie en communicatie;
- 6° politieke en sociale wetenschappen;
- 7° rechtswetenschappen;
- 8° criminologie;
- 9° economische wetenschappen en beheerswetenschappen;
- 10° psychologische en opvoedingswetenschappen;
- 11° geneeskundige wetenschappen;
- 12° diergeneeskundige wetenschappen;
- 13° tandwetenschappen;
- 14° biomedische en farmaceutische wetenschappen;
- 15° wetenschappen van de volksgezondheid;
- 16° wetenschappen van de motoriek;
- 17° wetenschappen;
- 18° landbouwkundige wetenschappen en biologische engineering;
- 19° ingenieurwetenschappen en technologie;
- 20° bouwkunst en stedenbouw;
- 21° Kunst en kunstwetenschappen;
- 22° Plastische, visuele en ruimtekunsten;
- 23° Muziek;
- 24° Theater en spreekkunsten;
- 25° Vertoningskunsten en techniek van de verspreiding en de communicatie;
- 26° Dans.

De werkzaamheden met betrekking tot de voorbereiding van een doctoraatsthesis worden in één of meerdere studiegebieden gerangschikt.

De Studies van voortgezette opleiding en andere opleidingen ingericht door de instellingen worden tevens als behorend tot één of meerdere studiegebieden gerangschikt.

De lijst van de academische graden geassocieerd met deze studiegebieden wordt door deze van de overeenstemmende machtigingen bepaald.

§ 2. De studiegebieden worden over vier sectoren verdeeld, als volgt:

- 1° humane en sociale wetenschappen: de studiegebieden 1° tot 10°;
- 2° gezondheid: de studiegebieden 11° tot 16°;

3° wetenschappen en technieken: de studiegebieden 17° tot 20°;

4° kunst: de studiegebieden 21° tot 26°.

Art. 84. Geen enkel bekwaamheidsbewijs of geen enkele academische graad kan door een instelling voor hoger onderwijs uitgereikt worden aan een student die niet werkelijk minimum 60 studiepunten zou hebben gevolgd van het overeenstemmende programma en die niet regelmatig zou zijn ingeschreven voor de studies die leiden tot deze graad.

Bij uitzondering op het vorige lid kan aan de houder van een graad van master van 120 studiepunten de academische graad toegekend worden die overeenstemt met een andere finaliteit van deze graad van master na geslaagd te zijn voor bijkomende studiepunten die eigen zijn aan deze finaliteit. Op dezelfde wijze kan de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs toegekend worden aan de studenten die regelmatig ingeschreven zijn voor deze studies en die aan de proeven van het overeenstemmende studieprogramma hebben voldaan.

Bij uitzondering van het eerste lid en om verantwoorde redenen, kan de academische graad van het brevet van het hoger onderwijs aan een student toegekend worden die effectief minstens 20 studiepunten zou hebben gevolgd van het overeenstemmende programma en die daar regelmatig ingeschreven zou zijn voor de studies die tot deze graad leiden gedurende minstens één academiejaar.

Art. 85. § 1. Met uitzondering van de graad van doctor, omvat elke academische graad een generische benaming - bachelor, master, arts, dierenarts - en een kwalificatie samengesteld uit de volgende elementen:

1° de titel van de cursus, voorafgegaan door « : » of het woord " in " of " ès ";

2° de mogelijke richting voorafgegaan door " richting ", alsook de mogelijke specialiteit;

3° de finaliteit eventueel gevolgd of voorafgegaan door " met finaliteit ".

Voor de universitaire studies van de derde cyclus wordt de graad van doctor bepaald door de titel van de verdedigde doctoraatsthesis en ofwel door de thematische doctoraatschool die de opleiding heeft begeleid of het (de) onderzoeksdomein(en) waarbij ze aansluit.

§ 2. De oriëntatie en de mogelijke opties bepalen de inhoud van het studieprogramma bekrachtigd door de academische graad die aan deze studie een bijzonder competentieprofiel verleent.

Een oriëntatie, mogelijks nader bepaald door een specialiteit, vermeldt een referentiesysteem voor de competenties en een onderwijsprofiel die specifiek zijn voor het programma van de studiecycclus die ertoe leidt en die overeenstemmen met een geheel aan onderwijsseenheden van meer dan 60 studiepunten en met niet meer dan de twee derde studiepunten die de studiecycclus uitmaken.

Een optie betekent een keuze, door de student, van een coherent geheel aan bijzondere onderwijsseenheden die overeenstemmen met 15 tot 30 studiepunten, dat heel of een gedeelte van het programma van de studiecycclus kenmerkt, zonder dat het totaal van de opties de helft van de studiepunten van de studiecycclus mag overschrijden en zonder dat deze tot een aparte academische graad kan leiden.

HOOFDSTUK VI. — *Machtigingen*

Art. 86. § 1. De machtiging om hogere studies te organiseren en om de academische graden toe te kennen die ze bekrachtigen, wordt aan een instelling voor hoger onderwijs bij decreet toevertrouwd of ingetrokken.

De machtiging heeft betrekking op de studies die leiden tot een bijzonder bekwaamheidsbewijs, alsook op het geografische grondgebied waarop deze studies ingericht kunnen worden, met uitzondering van de werkzaamheden betreffende de voorbereiding van een doctoraatsthesis die niet in verband staan met een specifieke vestiging. Een machtiging wordt verleend voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest of, in het Waalse Gewest, voor één of meerdere bestuursarrondissementen.

Op eensluidend advies van de ARES kan een instelling voor hoger onderwijs een deel van de leeractiviteiten inrichten buiten de aldus bepaalde vestigingen, voor zover deze gedecentraliseerde activiteiten niet 15 studiepunten per studiecycclus overschrijden en nooit een dubbele onderwijsactiviteit zijn.

§ 2. Elke gezamenlijke instelling van een studiecycclus, met of zonder gezamenlijke diplomering, tussen meerdere instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap met toepassing van de bepalingen van artikel 82, § 2 of § 3, wordt eerst aan het gunstige advies van de ARES voorgelegd.

Deze bepaling betreft niet de reeds bestaande gezamenlijke organisaties bij de inwerkingtreding ervan.

Art. 87. Een machtiging wordt "voorwaardelijk" genoemd wanneer ze onderworpen is aan de voorwaarde dat de instellingen aan wie deze gezamenlijke machtiging wordt toegekend, een overeenkomst van gezamenlijke diplomering met elkaar sluiten, in de zin van artikel 82, § 3.

Behoudens uitdrukkelijke verantwoording, is elke nieuwe machtiging voorgedragen door de ARES, ofwel een voorwaardelijke gezamenlijke machtiging, ofwel moet deze in een project kaderen van samenwerking of gezamenlijke organisatie tussen verschillende instellingen volgens de bepalingen van artikel 82.

De lijst van deze machtigingen wordt als bijlage IV bij dit decreet opgenomen.

Art. 88. § 1. De machtigingen om initiële cursussen van de eerste en tweede cyclussen en van specialisatiebachelor kunnen herzien worden, op voorstel of na advies van de ARES, met uitwerking voor het academiejaar dat een aanvang neemt gedurende het jaar dat op het jaar van de aanneming van het decreet ter toekenning van deze machtigingen volgt. In zijn voorstellen verantwoordt de ARES en zorgt deze voor een collectief evenwicht, in harmonie met de lokale aanvragen en de menselijke, intellectuele, materiële en financiële middelen die beschikbaar zijn, en waarbij elke concurrentie of overbodige herhaling verijdend. Het advies van de ARES over de nieuwe machtigingen steunt inzonderheid op de bestaande specifieke competenties, op de opvangcapaciteiten voor studenten en de globale coherentie van het aanbod, daarbij steriele concurrentie tussen instellingen en Academische polen wordt belet.

De lijst van de machtigingen om de initiële studies van de eerste en de tweede cyclussen en de specialisatiebachelor in te richten wordt als bijlage II bij dit decreet opgenomen.

§ 2. Uiterlijk op het begin van het academiejaar 2020 moeten de studiecyclussen van het korte type, buiten specialisatiestudies, die leiden tot dezelfde academische graad ingericht in hetzelfde arrondissement en waarvan minstens één diploma's toekent aan minder dan 10 studenten per jaar en gemiddeld over de vijf academiejaren, gezamenlijk ingericht worden door de instellingen die gemachtigd zijn binnen de Academische pool van de betrokken vestigingen, op straffe van verlies van deze machtiging voor deze vestigingen. Deze bepaling betreft niet de studies ingericht een keer op het grondgebied van een Academische pool of die gezamenlijk als gezamenlijke diplomering door minstens drie gemachtigde instellingen worden ingericht. De ARES kan de wetgever uitzonderingen op deze bepaling, die degelijk met redenen omkleed moeten worden, voorstellen.

§ 3. De machtiging om de grondige finaliteit van een master in te richten wordt verleend aan de universiteiten die gemachtigd zijn voor deze master in 120 studiepunten en die aan een thematische doctoraatsschool deelnemen van het studiegebied. Bij uitzondering daarop wordt de machtiging om de grondige finaliteit in te richten ook toegekend aan de Hogere Kunstschole als deze ook ingericht wordt in het kader van een gezamenlijk programma met een universiteit die aan de doctoraatsschool in de kunsten en kunstwetenschappen deelneemt.

Art. 89. De machtiging om specialisatiemasterstudies in te richten wordt enkel toegekend aan de instellingen die ertoe gemachtigd zijn een academische graad van het lange type van hetzelfde studiegebied toe te kennen. Deze studies worden noodzakelijkerwijze ofwel ingericht door een universiteit of een Hogere Kunstschool, ofwel gezamenlijk door meerdere instellingen waarvan minstens één universiteit. Nochtans, wordt een dergelijke machtiging verloren voor de instelling die de overeenstemmende studies inricht, ofwel het geheel van de instellingen die de overeenstemmende studies gezamenlijk inrichten, indien ze gemiddeld niet minstens tien studenten een diploma hebben uitgereikt gedurende de drie vorige academiejaren, rekening houdend met het eerste organisatiejaar, behoudens als deze studies ingericht of gezamenlijk ingericht worden als enige in de Franse Gemeenschap. De ARES kan de wetgever uitzonderingen, degelijk met redenen omkleed, op deze bepaling voorstellen.

De lijst van de academische graden die de studies bedoeld bij artikel 73, 3°, bekrachtigen, wordt als bijlage V bij dit decreet opgenomen; de Regering bepaalt de lijst van deze die bedoeld worden bij de categorieën 1° en 2° in coherentie met de andere wetgevingen en reglementeringen die ermee verband houden.

Art. 90. De instellingen voor hoger onderwijs worden ertoe gemachtigd studies van voortgezette opleiding in te richten in de studiegebieden waarvoor ze gemachtigd worden studies te organiseren van de eerste of tweede cyclus. De ARES kan uitzonderingen, degelijk met redenen omkleed, toestaan op deze bepaling.

Art. 91. De machtiging om de doctorale opleiding in te richten wordt toegekend, per studiegebied of geheel van studiegebieden, gezamenlijk aan de Universiteiten die een thematische doctoraatsschool omvatten die erkend is door de ARES en die bij de overeenstemmende doctoraatsschool bij het FRS-FNRS hoort. Deze is de enige in de Franse Gemeenschap.

De machtiging om de academische graad van doctor toe te kennen wordt toegekend aan elke Universiteit.

Voor de uitreiking van het doctoraat in de kunst en kunstwetenschappen werken de universiteiten die een erkende doctoraatsschool omvatten die onder de doctoraatsschool van het studiegebied ressorteert noodzakelijkerwijze in samenwerking met één of meerdere Hogere Kunstschole.

HOOFDSTUK VII. — *Gelijkstelling*

Art. 92. De Regering kan de gelijkwaardigheid erkennen tussen een bekwaamheidsbewijs, diploma of getuigschrift van studies uitgereikt in het buitenland en één van de academische graden die worden toegekend krachtens de bepalingen van dit decreet.

Via een individuele maatregel kan de Regering beslissen over de toekenning van de volledige gelijkwaardigheid van studies die gevolgd werden buiten de Franse Gemeenschap, en die niet vallen onder de maatregel die wordt besproken in het voorgaande lid, met de verschillende academische graden van bachelor voor de studies van het korte type en van master, arts en dierenarts voor de studies van het lange type. De toekenning van de volledige gelijkwaardigheid kan afhankelijk worden gemaakt van het slagen voor een bijzondere proef in de gevallen en binnen de perken vastgelegd door de Regering.

Onder voorbehoud van het eerste lid en het tweede lid en onafhankelijk van een toelatingsprocedure voor de studies, beslissen de examencommissies over de volledige of gedeeltelijke gelijkwaardigheid van studies die werden gedaan buiten de Franse Gemeenschap met de academische graden die ervoor worden toegekend.

De Regering legt de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkstelling bedoeld in het tweede lid en het derde lid vast.

Art. 93. Via individuele maatregelen beslist de Regering over de gelijkwaardigheid van het behaalde studieniveau in het buitenland met het studieniveau dat wordt bekrachtigd met de toekenning van een generieke academische graad van bachelor of master.

De Regering legt de voorwaarden en de procedure voor de aanneming van deze beslissingen over gelijkwaardigheid van het studieniveau vast.

HOOFDSTUK VIII. — *Inschrijving voor de studies*

Art. 94. De student kiest vrij de instelling voor hoger onderwijs waar hij zich wil inschrijven.

De inschrijving van de student houdt in dat hij het studiereglement in acht zal nemen.

Art. 95. § 1. Een inschrijvings- of toelatingsaanvraag wordt ingediend volgens de procedure bepaald in het studiereglement. Ze is onontvankelijk als de student niet voldoet aan alle toelatingsvoorwaarden voor de beoogde studies of de bepalingen van het studiereglement niet in acht nemen. Daarvan wordt rechtstreeks aan de kandidaat kennisgegeven zonder dat er sprake kan zijn van een weigering om inschrijving in de zin van artikel 96.

Bij de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering die bij de instellingen aangewezen worden, kan een beroep tegen deze beslissing ingesteld worden. Ze worden ertoe gemachtigd, om met redenen omklede motieven, deze beslissing ongeldig te verklaren of te bevestigen.

Het bewijs dat de student voldoet aan de toelatingsvoorwaarden voor de studies rust op hem. Dit bewijs kan elk bewijskrachtig officieel document zijn, of bij door de overmacht behoorlijk aangetoond gebrek aan dat document, een verklaring op eer getekend door de student waarmee wordt gestaafd dat een dergelijk document materieel niet ingediend kan worden.

Elke valse verklaring of een vervalsing in de samenstelling van een toelatings- of inschrijvingsdossier wordt gelijkgesteld met een fraude bij de inschrijving.

De instellingen voor hoger onderwijs kunnen voorlopig studenten inschrijven in afwachting dat ze aan bepaalde toelatingsvoorwaarden voldoen. Deze voorlopige inschrijving moet ten laatste tegen 30 november geregulariseerd worden, behoudens als de student niet verantwoordelijk is voor de vertraging bij het indienen van de afwezige documenten of attesten.

§ 2. Bij zijn aanvraag om inschrijving krijgt de student alle nuttige informatie in verband met de instelling en de beoogde studies, inzonderheid het studiereglement, alsook het gedetailleerde studieprogramma.

Voor de studies die tot een beroepsbekwaamheidsbewijs kunnen leiden dat onderworpen is aan regels en beperkingen inzake erkenning of van bijzondere beroepsinstellingen, moet deze nauwkeurige informatie schriftelijk vanaf de aanvraag om inschrijving bekend gemaakt worden en ingediend. De Regering kan de inhoud van dat document bepalen. Een door de student ondertekend ontvangstbewijs bewijst de verzending van dat document.

Art. 96. § 1. Bij met redenen omklede beslissing kunnen de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs, volgens de procedure waarin wordt voorzien in het studiereglement, de inschrijving van een student weigeren:

1° wanneer deze student in de voorbije vijf jaar het voorwerp is geweest van een maatregel tot uitsluiting uit een instelling voor hoger onderwijs wegens fraude bij de inschrijving of zware fraude;

2° wanneer de inschrijvingsaanvraag betrekking heeft op studies die niet aanleiding geven tot een financiering;

3° wanneer deze student niet gefinancierd kan worden.

Van de beslissing tot weigering van de inschrijving moet aan de student via aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs ten laatste veertien dagen na de ontvangst van zijn eindaanvraag om effectieve inschrijving kennis worden gegeven.

De kennisgeving van de weigering om inschrijving moet de nadere regels vermelden voor de uitoefening van de rechten op beroep.

§ 2. Het studiereglement bepaalt een interne beroepsprocedure bij de academische autoriteiten van de instelling tegen de beslissingen tot weigering bedoeld in de vorige paragraaf.

Art. 97. § 1. Er wordt een commissie belast met het ontvangen van de klachten van de studenten betreffende een weigering om inschrijving bedoeld bij artikel 96 opgericht. Voor deze wordt door de ARES gezorgd, die er de logistieke en administratieve steun aan geeft; een personeelslid van de ARES neemt het secretariaat waar.

§ 2. De Regering wijst de leden van deze commissie aan, op de voordracht van de ARES. Ze bestaat uit minstens vijf werkende leden en vijf plaatsvervangende leden. Deze leden worden gekozen onder de leden van het personeel en de studenten van de instellingen voor hoger onderwijs, waaronder minstens 20% studenten. Daarenboven, moet minimum een derde, afgerond naar de hogere eenheid, van de leden van de commissie personen zijn van een verschillend geslacht als dat van de andere personen, behoudens onmogelijkheid, degelijk met redenen omkleed.

Deze commissie kan meerdere raden bevatten die samengesteld zijn en aangewezen op gelijkaardige wijze.

Het mandaat van de leden van de commissie bedraagt vijf jaar, met uitzondering van de leden studenten die voor één jaar aangewezen worden. De mandaten kunnen vernieuwd worden.

De leden kunnen hun ontslag indienen op elk ogenblik. De Regering kan enkel een lid ontslaan in geval van zware nalatigheid of onbetwistbaar wangedrag. De leden blijven hun ambt vervullen totdat ze vervangen worden, behoudens ontslag door de Regering.

§ 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van deze commissie. Noch de Regering noch enig lid van de ARES of van een instelling voor hoger onderwijs kan geenszins onderrichtingen geven aan de leden van de commissie over de wijze waarop ze hun bevoegdheid moeten uitoefenen.

Geen enkel lid van deze commissie kan aan het onderzoek van een klacht betreffende een weigering met betrekking tot een instelling waar hij aan gebonden is als personeelslid of als student, deelnemen.

Na de kennisgeving van de verwerping van het interne beroep bedoeld bij artikel 96, § 2, beschikt de student over veertien dagen om de beslissing te betwisten die genomen werd op het einde van deze procedure vóór genoemde commissie bij aangetekend schrijven. Dit verzoek vermeldt duidelijk de identiteit van de student en het precieze voorwerp van het beroep; het bevat alle elementen en alle documenten die hij nodig acht om zijn beroep met redenen te omkleden.

De commissie is niet bevoegd om zich uit te spreken over de academische redenen die tot de beslissing hebben geleid, maar kan de weigering om inschrijving binnen de veertien dagen vanaf de ontvangst van de klacht invalideren indien elementen die de beslissing over de aanvraag om inschrijving gunstig hadden kunnen beïnvloeden niet in aanmerking werden genomen bij dit interne beroep. Indien, na het verstrijken van deze termijn, de commissie deze weigering niet heeft geïnvallideerd, wordt de beslissing van de academische autoriteiten definitief.

Art. 98. In geval van fraude bij de inschrijving verliest de student onmiddellijk zijn hoedanigheid als regelmatig ingeschreven student, alsook alle rechten die met deze hoedanigheid samengaan en de rechtsgevolgen verbonden aan het slagen voor proeven tijdens het betrokken academiejaar. De inschrijvingsgelden die aan de instelling werden betaald, worden definitief aan deze toegewezen.

Art. 99. Een inschrijving blijft geldig voor één academiejaar en heeft betrekking op een coherent geheel van onderwijseenheden van een bepaalde cursus. Deze lijst van onderwijseenheden vormt het jaarlijkse programma van de student voor het academiejaar opgesteld overeenkomstig artikel 100.

Met de instemming van de academische autoriteiten kan een student meerdere inschrijvingen gedurende eenzelfde academiejaar cumuleren.

Art. 100. § 1. Het programma van een student die zich voor de eerste keer inschrijft voor een eerste cyclus stemt verplicht overeen met de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma, behoudens vermindering zoals bedoeld bij artikel 151.

Indien hij verworven studiepunten geniet of studiepunten in aanmerking genomen voor onderwijseenheden van dit programma, kan hij zijn inschrijving aanvullen met activiteiten inzake remediëring of aanvullende activiteiten met als doel het vergroten van zijn slaagkansen, overeenkomstig artikel 148.

De student die al minstens 45 studiepunten zou hebben verworven of voor wie ze in aanmerking zouden worden genomen onder de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus kan kiezen om zijn inschrijving aan te vullen met onderwijseenheden uit het verdere verloop van het cyclusprogramma, overeenkomstig de algemene bepalingen van de volgende paragraaf.

§ 2. Na deze eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus bevat het programma van een student:

1° de onderwijseenheden van het studieprogramma waarvoor hij al ingeschreven was en waarvan hij de overeenstemmende studiepunten nog niet verkregen heeft, met uitzondering van de optie-eenheden van het programma die door de student werden gekozen en die hij mag verwaarlozen;

2° onderwijseenheden van het vervolg van het cyclusprogramma of onder de bijkomende lessen bepaald als voorwaarde voor de toegang tot de cyclus, waarvoor hij aan de voorvereisten voldoet;

3° eventueel, op het einde van de cyclus, onderwijsenheden van de studiecycclus volgens dezelfde cursus waarvoor hij aan de voorvereisten voldoet en met de instemming van de examencommissie van deze studiecycclus.

Het programma van een student wordt aan de goedkeuring door de examencommissie onderworpen, die over de naleving van de voorvereisten en de gezamenlijke vereisten waakt en ervoor zorgt dat de jaarlijkse opdracht van de student minstens 60 studiepunten bedraagt, behoudens op het einde van de cyclus of bij de vermindering bedoeld bij artikel 151. Op individuele beslissing rustend op het traject van de student en om hem toe te laten zijn studies voort te zetten met een voldoende jaarlijkse opdracht, kan een voorvereiste omgevormd worden tot een gezamenlijke vereiste door de examencommissie.

§ 3. Bij uitzondering op de bepalingen van de vorige paragraaf heeft de inschrijving voor de studies van de derde cyclus betrekking op het geheel van het programma; de inschrijving voor de studies van voortgezette opleiding heeft betrekking op een persoonlijk programma opgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 151.

Art. 101. Met uitzondering van de inschrijving voor de studies van de derde cyclus wordt de einddatum voor de inschrijving op 31 oktober bepaald na het begin van het academiejaar; voor de studenten bedoeld bij artikel 79, § 2, wordt deze einddatum tot 30 november verlengd. Nochtans, bij wijze van afwijking, kan de Regering, op advies van de instelling voor hoger onderwijs, uitzonderlijk een student ertoe machtigen zich in te schrijven na deze datums wanneer de omstandigheden het verantwoorden.

Om aan de administratieve en academische eisen te voldoen die uit hun bijzondere toestand voortvloeien, kan het studiereglement van de instelling voor sommige categorieën van studenten einddatums bepalen, voor de indiening van een aanvraag om toelating of inschrijving, vóór de einddatum voor de effectieve inschrijving.

Art. 102. § 1. Om in aanmerking te worden genomen, moet een inschrijving van een student ingediend worden met alle documenten ter staving van zijn toelaatbaarheid, alsook deze die eventueel noodzakelijk zijn voor het bewijzen van de authenticiteit van de ingediende documenten, en moet de student geen geld verschuldigd zijn aan enige instelling voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap op de dag van zijn inschrijving en moet hij 10% hebben betaald van het bedrag van het inschrijvingsgeld, overeenkomstig het tijdschema bepaald bij artikel 101. De aldus ingeschreven student krijgt van de instelling alle documenten die bewijzen dat hij ingeschreven is binnen de veertien dagen.

Behoudens overmacht, bij gebrek aan het betalen van het saldo van het bedrag van zijn inschrijving ten laatste op 4 januari of zodra hij ingeschreven is indien deze inschrijving later geschiedt, heeft de student geen toegang tot de leeractiviteiten vanaf deze datum, kan over zijn geval niet meer beraadslaagd worden en kan hij geen overdracht of inaanmerkingneming van studiepunten genieten, maar hij blijft beschouwd als ingeschreven geweest zijnde voor het academiejaar.

Het studiereglement van de instelling kan geen andere termijnen bepalen voor de betaling van dit geld.

Bij de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering die bij de instellingen aangewezen worden, kan beroep ingesteld worden tegen de nietigverklaring van de inschrijving. Ze worden ertoe gemachtigd, om met redenen omklede motieven, deze beslissing te invalideren en de inschrijving van de student te bevestigen.

§ 2. Een inschrijving kan nietig verklaard worden op uitdrukkelijke aanvraag van de student vóór 1 december; enkel 10% van het bedrag van het inschrijvingsgeld wordt verschuldigd.

Art. 103. Om als regelmatig beschouwd te worden moet een inschrijving de voorwaarden in acht nemen van artikel 100 en artikel 102.

Bovendien, is de inschrijving van een student voor een gezamenlijke studiecursus, al dan niet in gezamenlijke diplomering, die ingericht wordt door meerdere partnerinstellingen van een overeenkomst bedoeld bij artikel 82, § 2, als regelmatig beschouwd wanneer ze totaal op minstens dertig studiepunten betrekking heeft van de cursus bedoeld bij het geheel van de instellingen in de Franse Gemeenschap, die partners zijn van de overeenkomst, behoudens toestanden van lagere totale opdracht bedoeld bij artikel 100 in het eerste jaar, op het einde van de cyclus of in geval van vermindering.

Art. 104. Wanneer een inschrijving betrekking heeft op studies die gezamenlijk ingericht worden door meerdere instellingen voor hoger onderwijs bedoeld bij artikel 82, schrijft de student zich in in één van de partnerinstellingen voor hoger onderwijs, overeenkomstig de nadere regels van de overeenkomst en de algemene voorwaarden van het studiereglement van die instelling. Als het om een gezamenlijk programma of studies van gezamenlijke diplomering gaat, gebeurt de inschrijving noodzakelijkerwijze bij de referentie-instelling in de Franse Gemeenschap. Deze ontvangt en controleert de inschrijving en int het overeenstemmende inschrijvingsgeld.

De informatie bestemd voor de student vermelden deze gezamenlijke organisatie en beschrijven nauwkeurig de verdeling van de leeractiviteiten over de partnerinstellingen voor hoger onderwijs.

Iedere partnerinstelling zendt minstens jaarlijks de informatie over betreffende de inschrijvingen die zij heeft aangenomen aan alle partnerinstellingen van de overeenkomst.

Art. 105. § 1. Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de studies wordt bij decreet bepaald.

Deze bedragen omvatten de inschrijving op de rol, de inschrijving voor het academiejaar en de inschrijving voor de proeven en examens ingericht gedurende dit academiejaar. Geen enkel aanvullend geld kan gevraagd worden.

In iedere instelling voor hoger onderwijs wordt een overlegcommissie belast met het opstellen van de lijst van de kosten geraamd in functie van de werkelijke kosten van de goederen en diensten geleverd aan de studenten en die niet beschouwd worden als inning van een aanvullend inschrijvingsgeld. Deze kosten worden in het studiereglement vermeld van elke instelling. Deze commissie wordt samengesteld, in gelijke delen, uit vertegenwoordigers van de academische autoriteiten, de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de instelling en de vertegenwoordigers van de studenten. In de Hogere Kunstschole en de hogeschole, komen de vertegenwoordigers van de studenten uit de Studentenraad. De Commissaris of Afgevaardigde van de Regering woont de werkzaamheden van deze commissie bij.

Voor de studenten die niet in aanmerking komen voor een financiering, met uitzondering van deze die afkomstig zijn uit landen van de Europese Unie, uit minder gevorderde landen – opgenomen op de LDC (Least Developed Countries) lijst van de UNO – of uit landen waarmee de Franse Gemeenschap een overeenkomst heeft gesloten ertoe strekkend de gelijkheid te verklaren van het inschrijvingsgeld van die studenten met dat van studenten die voor financiering in aanmerking komen, bepaalt de ARES de bedragen van het inschrijvingsgeld, zonder dat dit geld vijf keer het bedrag van het inschrijvingsgeld bedoeld bij het eerste lid mag overschrijden.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de studies die tot een gezamenlijke diplomering leiden ingericht in het kader van bijzondere cursussen bepaald door de Europese Unie.

§ 2. Wat betreft de studenten die een toelage genieten toegekend door de dienst voor studietoelagen van de Franse Gemeenschap krachtens de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen en het decreet van 7 november 1983 tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen, alsook de studenten die houder zijn van een attest van bursaal uitgereikt door het algemeen bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, kan geen inschrijvingsgeld gevraagd worden.

Zo gaat het ook voor de leden van het personeel van een instelling voor hoger onderwijs of de navorsers waarvoor ze zorgt overeenkomstig artikel 5, § 2, wanneer ze zich inschrijven voor studies van de derde cyclus of specialisatiemasters.

§ 3. De minvermogende studenten genieten een gereduceerd inschrijvingsgeld dat bij decreet bepaald wordt.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan voldaan moet worden door de kandidaten om als minvermogend te worden beschouwd.

§ 4. De instellingen voor hoger onderwijs kunnen aan sommige studenten, bij wijze van individuele maatregel, andere kortingen toestaan inzake inschrijvingsgeld ten laste van hun sociale toelagen of subsidies toegekend krachtens de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, artikel 89 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen of artikel 58 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten). In geval van intrekking van de inschrijving door de student, worden deze bedragen naar de sociale begroting van de instelling overgedragen.

Art. 106. De lijst van de regelmatig ingeschreven studenten wordt door elke instelling bepaald en aan de Commissaris of Afgevaardigde van de Regering bij de instelling ten laatste op één februari overgezonden.

Tegen één juni van het academiejaar ten laatste, zenden de instellingen aan de ARES de lijst, geldig verklaard door de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering bij de instellingen, van de aanvragen om inschrijving over die geweigerd werden in de zin van artikel 96, met vermelding van de reden van de weigering, de fraudes inzake inschrijving, de inschrijvingen en voorinschrijvingen die in aanmerking werden genomen en de regelmatige inschrijvingen voor het lopend academiejaar, alsook de aanpassingen die moeten worden gedaan van de lijst van het vorig academiejaar en de studiepunten verworven door de regelmatig ingeschreven studenten gedurende dit academiejaar en de academische graden die hen eventueel uitgereikt werden.

ARES kan, in overleg met de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering bij de instellingen, de vorm bepalen waarin deze informatie overgezonden wordt en coördineert de ontwikkeling van een automatisch en gecentraliseerd systeem voor het inwinnen van de gegevens en de inschrijvingen. De Regering bepaalt er de nadere regels van en, na raming van de kosten en binnen de perken van de beschikbare middelen, kent de ARES de nodige middelen toe.

De ARES zendt daarna aan de Regering de samengevoegde inlichtingen over die noodzakelijk zijn voor de berekening van de verscheidene wettelijke toelagen bestemd voor deze instellingen.

HOOFDSTUK IX. — *Toegang tot studies*

Afdeling I. — Toegang tot studies van de eerste cyclus.

Art. 107. Onder voorbehoud van de andere bijzondere wetsbepalingen en met het oog op het behalen van de academische graad die ze bekrachtigt, hebben toegang tot studies van de eerste cyclus, de studenten die het bewijs leveren van :

1° ofwel een getuigschrift voor hoger secundair onderwijs dat uitgereikt wordt vanaf het schooljaar 1993-1994 door een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en dat, in voorkomend geval, bekrachtigd wordt indien uitgereikt door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 of dat bekleed wordt met een zegel indien uitgereikt na deze datum, alsook de titularissen van hetzelfde getuigschrift uitgereikt vanaf het kalenderjaar 1994 door de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

2° ofwel een getuigschrift voor hoger secundair onderwijs dat uitgereikt wordt ten laatste na het schooljaar 1992-1993 met, voor de toegang tot studies van de eerste cyclus van een cursus van het lange type, het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs;

3° ofwel een diploma dat uitgereikt wordt door een instelling voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap dat een academische graad uitgereikt met toepassing van dit decreet bekrachtigt, ofwel een diploma dat uitgereikt wordt door een universitaire instelling of een instelling die het hoger onderwijs met volledig leerplan organiseert overeenkomstig de vroegere wetgeving;

4° ofwel een getuigschrift of een diploma van hoger onderwijs dat uitgereikt wordt door een instelling voor onderwijs voor sociale promotie;

5° ofwel een slaagattest voor één van de toelatingsexamens georganiseerd door de instellingen voor hoger onderwijs of door een examencommissie van de Franse Gemeenschap; dit attest geeft toegang tot de studies van de sectoren, vakgebieden of cursussen die erop worden vermeld;

6° ofwel een diploma, bekwaamheidsbewijs of getuigschrift voor studies die gelijkaardig zijn met deze vermeld in de vorige punten en dat uitgereikt wordt door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of de Koninklijke militaire school;

7° ofwel een diploma, bekwaamheidsbewijs of studiegetuigschrift van buitenlandse studies erkend als gelijkaardig aan deze vermeld in de punten 1° tot 4° met toepassing van een federale, gemeenschaps-, Europese wetgeving of van een internationale overeenkomst;

8° ofwel een bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs toegekend door de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

Onder voorbehoud van andere bijzondere bepalingen wordt de toegang verleend aan de studies van bachelor specialisatie op voorwaarde dat een diploma van bachelor van het korte type in hetzelfde vakgebied behaald wordt.

Art. 108. § 1. Met uitzondering van de studenten die een cursus volgen in een Koninklijke militaire school, kan iemand die de Franse taal niet voldoende beheerst, niet worden toegelaten tot de proeven van een studiejaar van de eerste cyclus.

§ 2. Dit bewijs kan worden aangebracht :

1° ofwel door het bezit van een diploma, bekwaamheidsbewijs of studiegetuigschrift vermeld in artikel 107.- uitgereikt door de Franse Gemeenschap of als bekrachtiging van studies waarin voldoende cursussen worden onderwezen in de Franse taal; de Regering bepaalt de minimumvoorwaarden waaraan moet worden voldaan voor deze studies;

2° ofwel door het slagen voor een examen dat specifiek hiertoe wordt georganiseerd door de ARES, volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering;

3° ofwel door een slaagattest voor een van de examens, proeven of toelatingsexamens voor studies van het hoger onderwijs voorzien door dit decreet en georganiseerd binnen de Franse Gemeenschap.

De ARES organiseert minstens tweemaal per academiejaar een proef voor een afdoende beheersing van de Franse taal.

Art. 109. § 1. Enkel studenten die aan de algemene voorwaarden voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus bedoeld in artikel 107.- beantwoorden en die het bewijs leveren van een attest van een werkelijke deelname aan een oriëntatieproef van de gezondheidssector, hebben toegang tot de studies van de eerste cyclus binnen het vakgebied van de medische wetenschappen met als doel het behalen van de graad die deze studies bekrachtigt.

Deze proef wordt georganiseerd in de vorm van een geschreven proef. Onder werkelijke deelname aan deze proef wordt verstaan het geheel van de proef te hebben afgelegd en een hoger resultaat te hebben bekomen dan het resultaat dat gelijk is aan het gebrek aan elk antwoord.

Deze proef dat gelijk en simultaan is in alle universitaire instellingen, wordt collegiaal elk jaar georganiseerd en dit één keer tijdens de eerste veertien dagen van juli en een tweede keer tijdens de eerste veertien dagen van september, door de universitaire instellingen die ertoe gemachtigd worden ze te organiseren en die studies organiseren van de eerste cyclus op het gebied van de medische wetenschappen met inachtneming van de opdrachten bepaald in artikel 21.5°; ze zijn ertoe gehouden deel te nemen aan de organisatie en aan de evaluatie van de proef onder de voorwaarden bepaald door de Regering.

Deze proef is toegankelijk voor elke kandidaat die zich in een toestand bevindt om volledig aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 107.- voor het begin van het academiejaar te beantwoorden.

De proef is bedoeld om een evaluatie te maken van de specifieke vaardigheden en de vereiste competenties om de beoogde studies aan te vatten. Ze gaat over de volgende onderwerpen :

1° Kennis en begrip van de wetenschappelijke vakken :

a) biologie;

b) chemie;

c) fysica;

d) wiskunde.

2° Communicatie en kritische analyse van de informatie.

a) geschreven communicatie;

b) analyse, synthese en argumentatie;

c) kennis van de Franse en Engelse talen.

Met uitzondering van de evaluatie van de kennis van de talen wordt het gebruik van een Frans of tweetalig woordenboek toegelaten. De Regering bepaalt het gedetailleerde programma van de proef.

Elke deelnemer krijgt persoonlijk het detail van de resultaten van zijn proef. De resultaten van de proef mogen niet verspreid noch meegegeed worden waarbij de identiteit of de kwaliteiten van de kandidaten hieruit zouden kunnen afleiden.

§2. In afwijking van § 1 hebben ook toegang tot de studies van de eerste cyclus op het gebied van de medische wetenschappen, de studenten die ten minste 45 studiepunten hebben behaald van een studieprogramma van de eerste cyclus in de gezondheidssector in een instelling voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap of van een studieprogramma van een Belgische instelling voor hoger onderwijs vanaf het ogenblik dat deze studies tot de uitreiking van gelijkaardige academische graden leiden.

De studenten bedoeld in artikel 27, § 7, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen of die al bedoeld zouden geweest zijn in dezelfde bepalingen bij de inschrijving bedoeld in het vorige lid, komen nochtans niet in aanmerking voor de studies van de eerste cyclus op het gebied van de medische wetenschappen.

Art. 110. Voor elke inschrijving in een Hogere Kunstschool legt de student bovendien een toelatingsproef voor 21 september af. Zijn deelname aan de proef houdt zijn toetreding tot het pedagogische en artistieke project van de Hogere Kunstschool in.

Indien een student na deze datum toegelaten wordt, moet een toelatingsproef in gelijkaardige omstandigheden georganiseerd zijn.

Afdeling II. — Toegang tot studies van de tweede cyclus

Art. 111. § 1. Hebben toegang tot de studies van de tweede cyclus met als doel het behalen van de academische graad die deze studies bekrachtigt, de studenten die houder zijn van :

1° een academische graad van de eerste cyclus van dezelfde cursus;

2° dezelfde academische graad van de tweede cyclus, maar met een andere finaliteit;

3° een academische graad van de eerste of tweede cyclus van het lange type, krachtens een beslissing van de academische autoriteiten en aan de bijkomende voorwaarden die zij vastleggen;

4° een academische graad die gelijkaardig is aan deze vermeld in de vorige punten, uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs in of buiten de Franse Gemeenschap krachtens een beslissing van de academische autoriteiten en aan de bijkomende voorwaarden die zij vastleggen;

5° een buitenlandse academische graad erkend als gelijkwaardig aan deze vermeld in de vorige punten met toepassing van dit decreet, een Europese richtlijn, een internationale overeenkomst, onder dezelfde voorwaarden.

Is gelijkaardig aan een academische graad uitgereikt in de Franse Gemeenschap, een bekwaamheidsbewijs of een graad die/dat tot dezelfde vaardigheden leidt voor de toegang tot het beroep of de voortzetting van de studies in het oorspronkelijke systeem.

De bijkomende toelatingsvoorwaarden bedoeld in 3° en 4° zijn bedoeld om te verzekeren dat de student de vereiste voorkennis voor de onderwerpen van de beoogde studies heeft verworven. Als deze bijkomende toelatingsvoorwaarden bestaan uit een of meerdere bijkomende cursussen, mogen deze voor de student niet meer dan 15 bijkomende studiepunten inhouden, rekening houdend met het geheel van studiepunten dat hij elders kan valoriseren bij zijn toelating. Deze cursussen maken deel uit van zijn studieprogramma van de tweede cyclus.

Een student die titularis is van een academische graad van master met 60 studiepunten bedoeld in artikel 70.- § 3, kan ten minste 45 studiepunten valoriseren als hij zich inschrijft voor de studies die tot de overeenstemmende academische graad van master in 120 studiepunten leiden.

§ 2. Hebben ook toegang tot de studies van de tweede cyclus met als doel het behalen van de academische graad die deze studies bekrachtigt, de studenten die houder zijn van :

1° een academische graad van de eerste cyclus van het korte type krachtens een beslissing van de Regering of van de academische autoriteiten en onder de bijkomende voorwaarden die zij vastleggen zonder dat deze voorwaarden meer beperkend kunnen zijn dan deze bepaald door de Regering of dat ze een onderscheiding maken tussen de instellingen die de academische graad hebben uitgereikt;

2° een gelijkaardige academische graad uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs in of buiten de Franse Gemeenschap krachtens een beslissing van de academische autoriteiten en onder de bijkomende voorwaarden die zij vastleggen;

3° een buitenlandse academische graad erkend als gelijkwaardig aan deze vermeld in de vorige punten met toepassing van dit decreet, een Europese richtlijn, een internationale overeenkomst of een andere wetgeving, onder dezelfde voorwaarden.

De bijkomende toelatingsvoorwaarden zijn bedoeld om te verzekeren dat de student de vereiste voorkennis voor de onderwerpen van de beoogde studies heeft verworven. Als deze bijkomende toelatingsvoorwaarden bestaan uit een of meerdere bijkomende cursussen, mogen deze voor de student niet meer dan 60 bijkomende studiepunten inhouden, rekening houdend met het geheel van studiepunten dat hij elders kan valoriseren bij zijn toelating. Deze cursussen maken deel uit van zijn het studieprogramma van de tweede cyclus.

§ 3. In afwijking hiervan hebben ook toegang tot de studies van de tweede cyclus de studenten die, om de academische graad te behalen, nog moeten slagen voor meer dan 15 studiepunten en gelijktijdig regelmatig ingeschreven zijn voor deze studies in een instelling voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap.

Studenten die krachtens deze bepaling werden toegelaten, kunnen echter niet in aanmerking komen voor een deliberatie door een examencommissie voor de tweede cyclus, alvorens volledig te hebben voldaan aan de toelatingsvoorwaarden en de hiertoe nodige academische graad van de eerste cyclus te hebben behaald.

§ 4. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische autoriteiten kan de student die houder is van een bekwaamheidsbewijs, een diploma, een graad of een getuigschrift uitgereikt buiten de Franse Gemeenschap waarbij hij geen toelating krijgt tot de studies van de tweede cyclus overeenkomstig de vorige paragrafen, nochtans toegelaten worden door de examencommissie van de beoogde studies, als het geheel van de hogere studies die hij met vrucht gevolgd heeft, door de examencommissie voor ten minste 180 studiepunten gevaloriseerd worden. Wat de bijkomende cursussen betreft wordt de student gelijkgesteld met deze die onder de voorwaarden bedoeld in § 2 toegelaten worden.

Art. 112. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische autoriteiten hebben toegang tot de studies van master specialisatie de studenten die aan de toelatingsvoorwaarden bedoeld in artikel 111.- beantwoorden en die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs, een diploma, een graad of een getuigschrift van de tweede cyclus in of buiten de Franse Gemeenschap of die de competenties hebben verworven die voor ten minste 300 studiepunten door de examencommissie gevaloriseerd worden.

Art. 113. § 1. Iemand die de Franse taal niet voldoende beheerst, kan niet worden toegelaten tot de studies van master met didactische finaliteit of studies die leiden tot het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (GHSO).

De academische autoriteiten bepalen de vorm en de organisatie van deze proef met inachtneming van de opdrachten vastgesteld in artikel 21.5°.

§ 2. De toegang tot de studies die leiden tot het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (GHSO) is voorbehouden aan de houders van een academische graad van de tweede cyclus uitgereikt in de Franse Gemeenschap of van een buitenlandse academische graad erkend als gelijkaardig met toepassing van dit decreet, een Europese richtlijn, een internationale overeenkomst of een andere wetgeving, onder dezelfde voorwaarden.

De studenten die ingeschreven zijn aan het einde van een cyclus van master met ten minste 120 studiepunten bij een instelling van de Franse Gemeenschap, kunnen zich simultaan inschrijven voor de studies die leiden tot het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (GHSO). De studenten die krachtens deze bepaling toegelaten worden, zullen nochtans niet geproclameerd worden alvorens de nodige academische graad van master te hebben behaald.

Art. 114. Wanneer de academische autoriteiten hun studieprogramma's opstellen, moeten ze de onvoorwaardelijke toelating tot de tweede cyclus waarborgen, zonder bijkomende cursussen, voor alle houders van een academische graad van de eerste cyclus van het lange type afgeleverd door de Franse Gemeenschap. De ARES stelt de lijst ervan op en garandeert deze bepaling.

Afdeling III. — Toegang tot studies van de derde cyclus

Art. 115. § 1. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische autoriteiten, hebben toegang tot de studies van de derde cyclus met als doel het behalen van de graad die deze studies bekrachtigt, de studenten die houder zijn van :

1° een academische graad van master van minstens 120 studiepunten;

2° een gelijkaardige academische graad, uitgereikt door een instelling van hoger onderwijs in of buiten de Franse Gemeenschap, krachtens een beslissing van de academische autoriteiten en aan de bijkomende voorwaarden die zij vastleggen;

3° een buitenlandse academische graad erkend als gelijkwaardig aan de graden vermeld in de punten 1° tot 2° , met toepassing van dit decreet, een Europese richtlijn, een internationale overeenkomst of een andere wetgeving, aan dezelfde voorwaarden.

De bijkomende toelatingsvoorwaarden bedoeld in 2° zijn bedoeld om te verzekeren dat de student de vereiste vakgebieden en competenties van de beoogde studies heeft verworven. Als deze bijkomende toelatingsvoorwaarden bestaan uit een of meerdere bijkomende cursussen, mogen deze voor de student niet meer dan 60 bijkomende studiepunten inhouden, rekening houdend met het geheel van studiepunten dat hij elders kan valoriseren bij zijn toelating. Deze cursussen maken deel uit van zijn studieprogramma.

§ 2. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische autoriteiten kan de student die houder is van een bekwaamheidsbewijs, een diploma, een graad of een getuigschrift van de tweede cyclus uitgereikt in of buiten de Franse Gemeenschap waarbij hij geen toelating krijgt tot de studies van de derde cyclus overeenkomstig de vorige paragraaf, nochtans toegelaten worden door de examencommissie van de beoogde studies onder de bijkomende voorwaarden die ze vaststelt, als het geheel van de hogere studies die hij met vrucht gevolgd heeft, door de examencommissie voor ten minste 300 studiepunten gevaloriseerd worden.

§ 3. In afwijking van deze algemene voorwaarden, onder de bijkomende voorwaarden die ze vaststellen, kunnen de academische autoriteiten ook de toelating geven tot de studies van de derde cyclus aan de houders van een bekwaamheidsbewijs, een diploma, een graad of een getuigschrift uitgereikt buiten de Franse Gemeenschap dat/die, in dit oorspronkelijke systeem, rechtstreeks toegang verleent tot de doctorale opleidingen of studies of werkzaamheden betreffende de voorbereiding van een doctoraatsthesis zelfs als de studies die bekrachtigd worden met deze bekwaamheidsbewijzen of graden niet georganiseerd worden in onderscheidende cyclussen of in minstens vijf jaren.

Deze toelating moet uitzonderlijk zijn en behoorlijk gemotiveerd worden op basis, inzonderheid van het formele en authentieke bewijs van deze bekwaamheid om de doctorale studies in het oorspronkelijke systeem voort te zetten.

Art. 116. Iemand die niet met vrucht een overeenstemmende doctorale opleiding gevolgd heeft, kan de graad van doctor niet behalen.

Afdeling 4. — Gepersonaliseerde toelatingen

Art. 117. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs, met als doel de toelating tot de studies, valoriseren de examencommissies de studiepunten verworven door de studenten tijdens hun hogere studies of delen van de hogere studies die ze reeds met vrucht hebben beëindigd. Studenten die deze studiepunten toegewezen krijgen, worden vrijgesteld van de overeenstemmende delen van het studieprogramma.

Wanneer de examencommissie de studiepunten valoriseren die verworven worden in het kader van de voorafgaande studies, kan ze niet meer studiepunten valoriseren dan die toegekend door de examencommissie van de instelling waar de overeenstemmende cursussen gevalideerd, geëvalueerd en bekrachtigd worden.

Art. 118. De Regering kan op eensluidend advies van de ARES overeenkomsten opstellen met de openbare operatoren inzake opleiding met als doel de valorisatie van de verworven kennis zoals de opleidingen bij het proces inzake toelating tot de studies van het korte type. In dit geval wordt hoogstens tweederde van de studiepunten van de cyclus van de beoogde studies gevaloriseerd onder de voorwaarden vastgesteld door de Regering en onverminderd de bepalingen van artikel 84.-§1.

Art. 119. § 1. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs, met als doel de toelating tot de studies, valoriseren de examencommissies de kennis en de competentie van de studenten verworven door hun professionele of persoonlijke ervaring.

Deze persoonlijke of professionele ervaring moet overeenstemmen met ten minste vijf jaar activiteiten, waarbij de jaren van hogere studies slechts in aanmerking mogen worden genomen naar rata van een jaar per 60 verworven studiepunten zonder 2 jaar te mogen overschrijden. Na een evaluatieprocedure georganiseerd door de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs stelt de examencommissie vast of de vaardigheden en kennis van de student voldoende zijn om deze studies met vrucht voort te zetten.

Na deze evaluatie bepaalt de examencommissie de bijkomende cursussen en de mogelijke vrijstellingen waaruit de bijkomende voorwaarden voor toegang tot de studies voor de student bestaan.

§ 2. Met het oog op de toelating tot de studies via de valorisatie van de kennis en competentie van de studenten verworven door hun professionele of persoonlijke ervaring, organiseert de instelling voor hoger onderwijs een geïndividualiseerde begeleiding met als doel de student te informeren over de te volgen procedure, zoals vastgesteld door de autoriteiten van de instelling en bepaald in het studiereglement en de stappen van de student te vergemakkelijken tot het einde van de evaluatieprocedure bedoeld in § 1.

Op voostel van de ARES kan de Regering de vorm en de inhoud van het toelatingsdocument in deze context bepalen.

Art. 120. Voor de studies gezamenlijk georganiseerd door verschillende instellingen die partner zijn van een overeenkomst van de mede organisatie van een gezamenlijk programma, met of zonder de gezamenlijke diplomering bedoeld in artikel 82.-§ 2 en § 3, kan de Regering een afwijking toekennen aan de algemene bepalingen betreffende de toegang tot de studies, op eensluidend advies van de ARES. De gemotiveerde aanvraag wordt gezamenlijk gestuurd door de instellingen die partner zijn van de ARES en dit, vóór 1 maart voorafgaand aan het academiejaar.

HOOFDSTUK X. — *Studieprogramma's en evaluaties**Afdeling I. — Studieprogramma's*

Art. 121. Overeenkomstig het model bepaald door de Regering en volgens de procedure bepaald door de Regering stelt de ARES voor elke wijziging of ontwikkeling van een cursus van het korte type, een minimaal studieprogramma op dat ze aan de Regering bezorgt vóór 1 maart voor het volgende academiejaar. De Regering bepaalt, per studiegebied, de globale minimale uurrooster van leeractiviteiten die werkelijk door de instelling worden georganiseerd en die omkaderd worden door zijn personeel dat een programma van een cursus van het korte type moet bevatten, ongeacht het aantal studiepunten verbonden met de diverse onderwijsseenheden.

De academische autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs stellen de onderwijsprofielen, de programma's en de gedetailleerde kalenders vast van de leeractiviteiten die verenigd worden in onderwijsseenheden, de studies waarvoor hun instelling een machtiging heeft gekregen en die ze willen organiseren tijdens het academiejaar.

Voor één juni dat voorafgaat aan het academiejaar delen de instellingen de lijst van de georganiseerde cursussen, hun onderwijsprofiel en hun gedetailleerde programma mee aan de Academische pool en aan de ARES die zorgt voor coherentie van deze met de referentiesystemen van de competenties en de minimale programma's die goedgekeurd worden overeenkomstig het eerste lid. De ARES kan de vorm bepalen volgens dewelke deze lijst en deze programma's haar moeten meegedeeld worden.

In afwijking van de vorige leden organiseren de instellingen voor het onderwijs voor sociale promotie de afdelingen van hoger onderwijs overeenkomstig de pedagogische dossiers die op eensluidend advies door de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie goedgekeurd worden en die erkend worden als overeenstemmend of gelijkwaardig in de zin van artikel 75 van het decreet van 16 april 1991. De thematische kamers bedoeld in artikel 37-, elk voor de niveaus en de studiegebieden die ze betreffen, brengen een gemotiveerd advies uit over de overeenstemming of de gelijkwaardigheid van het niveau van de pedagogische dossiers die door de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie goedgekeurd worden. Het advies van de kamers wordt ter goedkeuring door de ARES aan de Regering voorgelegd.

Art. 122. De academische autoriteiten zorgen ervoor dat deze programma's de andere wetsbepalingen naleven en aan de algemene doelstellingen van het hoger onderwijs en aan de bijzondere doelstellingen van de betrokken cursus beantwoorden, met name de toelatingscriteria voor de ermee gepaard gaande professionele bekwaamheidsbewijzen. Deze programma's omvatten met name de vakgebieden die bijdragen tot de algemene opleiding van de student, alsook de vakgebieden die specifiek zijn voor de disciplines die bijdragen tot het verwerven van de meer technische en diepgaandere competenties binnen het studiegebied.

Art. 123. Om een voldoende aanbod te garanderen van alle initiële cursussen binnen de Franse Gemeenschap, kan de Regering, na advies van de ARES, voor elke instelling voor hoger onderwijs een lijst met studiecycli vastleggen die ze moet blijven organiseren en de vestigingsplaats waar ze moeten worden georganiseerd, met inachtneming van de machtigingen, op straffe van het verlies van elke subsidie en machtiging voor andere studies die ze organiseert. Deze verplichting moet twee maanden vóór het begin van het volgende quadrimester meegedeeld worden.

Art. 124. De lijst van de onderwijsseenheden van het programma van de beoogde cyclus van de studies georganiseerd tijdens het academiejaar, wordt aan de student vanaf zijn aanvraag om inschrijving meegedeeld.

Ze bevat een beschrijving van de doelstellingen en finaliteiten van de cursus, het overeenstemmende onderwijsprofiel en de omstandige lijst van de leeractiviteiten die in onderwijsseenheden verenigd worden en de nadere regels voor de organisatie en de evaluatie ervan.

Het programma geeft een chronologisch overzicht van heel de cyclus in studie jaren van 60 studiepunten en geeft de onderlinge samenhang weer tussen de onderwijsseenheden, met name in functie van het voorvereiste en het medevereiste. Binnen het programma van een studiecycclus kan een onderwijsseenheid niet beschouwd worden als een voorvereiste met meer dan 30 studiepunten van het volgende studiejaar en kan een onderwijsseenheid niet als voorvereiste meer dan 30 studiepunten van het vorige studiejaar hebben.

Bij belangrijke wijzigingen van het programma kan de geleverde gedetailleerde informatie slechts betrekking hebben op de onderwijsseenheden die werkelijk tijdens het betrokken academiejaar georganiseerd worden.

Art. 125. § 1. Om een harmonisatie te verzekeren tussen de opleidingen die nodig zijn voor het volgen van studies binnen de Franse Gemeenschap en de Europese Unie, alsook om de leerresultaten en transversale competenties bekrachtigd met de academische graden te garanderen, kan de Regering minimaal verplichte inhouden opleggen voor de programma's van de initiële cursussen, op voorstel van de ARES.

§ 2. De studieprogramma's voor bachelor moeten voor elke cursus van het lange type minstens 60 % omvatten - wat overeenstemt met 108 studiepunten - van gemeenschappelijke cursussen en voor elke cursus van het korte type minstens 80% van gemeenschappelijke cursussen, wat overeenstemt met 144 studiepunten.

De ARES garandeert de naleving van de bepalingen bedoeld in het vorige lid: ze stelt de minimale gemeenschappelijke inhoud van deze cursussen op.

Art. 126. Elk studieprogramma dat wordt bekrachtigd met een academische graad van de tweede cyclus en de eerste cyclus voor de studies van het korte type omvat een proefschrift, een persoonlijk eindwerk, dossier of project dat in aanmerking komt voor 15 tot 30 studiepunten. Deze studiepunten kunnen later gelden, volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische autoriteiten, in elk ander studiejaar dat leidt tot een academische graad van dezelfde cyclus.

Dit werk en de evaluatie ervan kunnen betrekking hebben op elke leeractiviteit, met inbegrip van de stages en de andere activiteiten voor professionele integratie, die toelaten om met name de autonomie, de kritische zin, de persoonlijke kwaliteiten en de professionele bekwaamheden van de student aan te tonen. Dit werk bestaat, onder andere, uit de redactie van een geschreven document. Mits de toestemming van de examencommissie en de academische autoriteiten, mag dit document volledig of gedeeltelijk worden opgesteld in een vreemde taal.

Art. 127. Een studieprogramma omvat verplichte cursussen en eventueel cursussen die de student zelf kiest, volgens de academische graad, de studierichting, de finaliteit en de gekozen opties.

Art. 128. Een student die regelmatig in een instelling ingeschreven is, kan een of meerdere cursussen volgen van een studieprogramma dat tot de dezelfde academische graad of tot een verschillende academische graad leidt, georganiseerd door een andere instelling voor hoger onderwijs erkend door de bevoegde autoriteiten voor hoger onderwijs, mits de toestemming van deze instelling.

De studiepunten die hiermee samengaan, komen in aanmerking voor deze studies onder de voorwaarden vastgelegd door de examencommissie van de instelling waar de student zich inschreef.

Art. 129. Een studieprogramma kan een minimum aantal studiepunten opleggen gevolgd in een andere instelling voor hoger onderwijs dan die waar de student is ingeschreven. Als de student geen alternatief heeft voor de aldus opgelegde mobiliteit en deze mobiliteit hem buiten de Franse Gemeenschap leidt, moet de instelling voor hoger onderwijs ofwel de verplaatsing zonder kosten voor de studenten organiseren, ofwel de bijkomende kosten van de inschrijving, de reis, het verblijf of de huisvesting ten laste nemen zodat de student deze cursussen kan volgen.

De student wordt beschouwd als geen alternatief te hebben voor de opgelegde mobiliteit wanneer de instelling voor hoger onderwijs hem de mogelijkheid niet geeft om zonder mobiliteit buiten de Franse Gemeenschap een ander studieprogramma te volgen dat leidt tot dezelfde academische graad, in voorkomend geval, dezelfde richting en hetzelfde type didactische, grondige of gespecialiseerde finaliteit.

Deze verplichting om de kosten ten laste te nemen door de instelling is niet van toepassing als de student een eerste diploma van de eerste cyclus of een eerste diploma van de tweede cyclus voorbereidt. Ze is niet van toepassing op de studies van de gezamenlijke diplomering bedoeld in artikel 82.-§3.

Art. 130. Minstens 30 studiepunten van elke studiecycclus moeten effectief worden gevolgd bij de instelling voor hoger onderwijs die de academische graad toekent waarbij de studies bekrachtigd worden of het diploma uitreikt dat het slagen voor deze studies bewijst.

In het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van een gezamenlijk studieprogramma bedoeld in artikel 82.-§2, indien één of meer instellingen buiten de Franse Gemeenschap partner zijn, moeten nochtans minstens 30 studiepunten van elke studiecycclus in totaal gevolgd worden bij het geheel van de instellingen voor hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die partner zijn van de overeenkomst en die ertoe gemachtigd zijn deze studies te organiseren.

Dit artikel is niet van toepassing op de studies voor de gezamenlijke diplomering die in het kader van de bijzondere programma's bepaald door de Europese Unie georganiseerd worden.

Afdeling II. — De examencommissies

Art. 131. § 1. De autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs vormen een examencommissie voor elke studiecycclus die leidt tot een academische graad. Een onderscheidende subexamencommissie kan eventueel opgericht worden voor het eerste jaar van de eerste cyclus.

Een examencommissie is samengesteld uit minstens vijf leden, waaronder een voorzitter en een secretaris. De namen van de voorzitter en de secretaris van de examencommissie komen voor in het studieprogramma.

De examencommissies zijn belast met het bekrachtigen van het behalen van studiepunten, de proclamatie van het slagen voor een studieprogramma, het verlenen van de academische graad die de studiecycclus bekrachtigt, met het erkennen, in voorkomend geval, van de gelijkwaardigheid van buitenlandse bekwaamheidsbewijzen, het toelaten van studenten tot overeenstemmende studies en, binnen deze context, de valorisatie van de verworven kennis van de kandidaten.

§ 2. Een examencommissie omvat inzonderheid alle leerkrachten die, binnen de instelling voor hoger onderwijs, verantwoordelijk zijn voor een onderwijseenheid van het studieprogramma die geen individuele keuze is van de student, overeenkomstig artikel 127.-, en kan slechts geldig beraadslagen als meer dan de helft van de leerkrachten die aan de proeven van het academiejaar hebben deelgenomen, aanwezig is.

De verantwoordelijken voor de andere onderwijseenheden van het programma die in de loop van het academiejaar werden gevolgd door minstens één student die regelmatig ingeschreven is, nemen met recht deel aan de beraadslaging.

Voor de hogere kunststudies is de examencommissie belast met de evaluatie van de voornaamste kunstcursus op het einde van de cyclus, in meerderheid samengesteld uit leden buiten de Hogere Kunstschool.

§ 3. Met het oog op het verlenen van de graad van doctor, stellen de academische autoriteiten van de universiteit een specifieke examencommissie samen voor elke student. Deze bestaat uit minstens vijf leden die houder zijn van een doctorstitel of die een erkenning van een hoge wetenschappelijke of kunstcompetentie op dat gebied genieten. De examencommissie wordt voorgezeten door een leerkracht van de universiteit; ze moet samengesteld worden uit promotoren van het onderzoekswerk, maar ook uit leden buiten de universiteiten gekozen in functie van hun bijzondere bekwaamheid op het gebied van het onderwerp van de gesteunde thesis.

§ 4. Voor haar opdrachten in verband met de goedkeuring en de opvolging van het programma van de student, met de toelating, gelijkwaardigheid of valorisatie van de verworven kennis, kan de examencommissie binnen haar groep commissies vormen van minstens drie leden, waaronder de voorzitter en de secretaris van de examencommissie, waarbij een vertegenwoordiger van de academische autoriteiten wordt gevoegd. Deze Commissies worden voor ten minste één academiejaar samengesteld.

§ 5. Voor de andere studies en opleidingen stellen de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs examencommissies samen volgens gelijkaardige nadere regels.

Art. 132. § 1. De examencommissie beraadslaagt op basis van de evaluaties die betrekking hebben op de verworven kennis van elke student voor elke onderwijseenheid gevolgd tijdens het academiejaar. Ze kent ook studiepunten toe die horen bij de onderwijseenheden gevolgd buiten het programma en waarover zij beslist dat de resultaten afdoende zijn.

Na een studiecycclus verleent de examencommissie de student de overeenstemmende academische graad, als ze vaststelt dat het minimale aantal studiepunten verworven zijn, dat de voorwaarden van het studieprogramma nageleefd worden, dat aan de voorwaarden voor de toegang tot de studies voldaan werd en dat de student hiervoor regelmatig ingeschreven werd. De examencommissie bepaalt ook de mogelijke vermelding op basis van het geheel aan cursussen gevolgd tijdens de cyclus. Bij wijze van uitzondering wordt de graad van doctor zonder graad van verdienste toegekend.

Voor de eindjaren van een studiecycclus kan de examencommissie beraadslagen over de studiecycclus vanaf het einde van het eerste quadrimester voor de studenten die al het geheel van de proeven van de cyclus hebben afgelegd.

Volgens dezelfde nadere regels bekrachtigt ze het slagen voor studies en opleidingen die niet tot een academische graad leiden.

§ 2. De leerkrachten die verantwoordelijk zijn voor één van de betrokken onderwijseenheden nemen deel aan de beraadslaging, zonder dat de afwezigheid of de onthouding van een lid van de examencommissie kan worden ingeroepen om de beslissing uit te stellen of ongeldig te verklaren.

Binnen een examencommissie belast met het uitreiken van een graad van doctor nemen alle leden deel aan de beraadslaging in persoon of via een geschreven evaluatie.

Art. 133. De beraadslagingen van examencommissies vinden plaats achter gesloten deuren. Alle leden van de examencommissie moeten de geheimhouding van de beraadslaging en van de eventuele stemmingen respecteren. De beslissingen van de examencommissie worden bekend gemaakt tijdens de proclamatie en worden daarna minstens 15 dagen na de proclamatie uitgehangen.

De examencommissie beslist soeverein en collegiaal. Haar beslissingen zijn gemotiveerd.

Na de proclamatie ontvangt een student, op eenvoudige aanvraag, een gedetailleerd overzicht van zijn evaluaties voor de cursussen waarop de beraadslaging betrekking had.

Art. 134. De autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs leggen het studiereglement en de bijzondere regels van de werking van de examencommissies vast. Deze bepalingen worden bij het studiereglement gevoegd.

Onder voorbehoud van andere wetsbepalingen legt dit reglement van de examencommissie onder andere het volgende vast :

1° de procedure voor de inschrijving voor de proeven; bij gebrek aan een bepaalde procedure worden de studenten geacht ingeschreven te zijn voor alle proeven voor het einde van het quadrimester voor het geheel van de onderwijseenheden georganiseerd tijdens dit quadrimester waarvoor ze zich ingeschreven hadden voor het academiejaar;

2° de exacte samenstelling van de examencommissie, haar werkwijze en de bekendmaking van de beslissingen;

3° de organisatie van de beraadslagingen en van het toekennen van studiepunten;

4° de procedure voor de toelating tot de studies en de valorisatie van de verworven kennis, alsook de leden van de examencommissie belast met deze taak;

5° de nadere regels voor de procedure voor gelijkstelling, alsook de leden van de examencommissie belast met deze taak;

6° de periodes van de evaluatie en de nadere regels voor de organisatie en het verloop van de proeven;

7° de sancties voor fraude vastgesteld tijdens het verloop van de evaluaties of de samenstelling van de dossiers voor toelating of gelijkstelling die bij de examencommissie worden ingediend;

8° de wijze van indienen, behandelen en regelen van klachten van studenten over onregelmatigheden in het verloop van de evaluaties of bij de behandeling van de dossiers.

Voor de examencommissies belast met het verlenen van de graad van doctor wordt een uniek reglement vastgesteld door de ARES.

De academische autoriteiten stellen de uurrooster vast van de proeven door voldoende termijnen tussen de opeenvolgende proeven tijdens eenzelfde periode van evaluatie te behouden.

Art. 135. Wanneer een studieprogramma gezamenlijk georganiseerd wordt in gezamenlijke diplomering door verschillende instellingen, stellen de autoriteiten van de instellingen voor hoger onderwijs een gezamenlijke unieke examencommissie samen en bepalen ze het studiereglement en de regels voor de werking van de examencommissie die van kracht zijn voor deze studies.

Art. 136. De Regering kan een of meerdere examencommissies samenstellen van de Franse Gemeenschap, belast met het verlenen van academische graden van de eerste en de tweede oorspronkelijke cyclussen.

De toegang tot de proeven georganiseerd door deze examencommissies is beperkt tot personen die, om objectieve redenen die soeverein worden aanvaard door de examencommissie, de leeractiviteiten van de cursussen niet regelmatig kunnen volgen.

Na overleg en op eensluidend advies van de ARES, legt de Regering de bevoegdheid van deze examencommissies vast, regelt ze hun organisatie en hun werking en bepaalt ze, onder voorbehoud van de voorwaarden voor de toelating tot overeenstemmende studies, de bijkomende voorwaarden voor de toelating tot en inschrijving voor de examens.

Afdeling III. — Evaluatie

Art. 137. De evaluatie die overeenstemt met een cursus kan bestaan uit een mondeling en/of schriftelijk examen, een kunstevaluatie, een voortgezette evaluatie of elke andere opdracht hiertoe uitgevoerd door de student.

De mondelinge examens en de kunstevaluaties zijn openbaar. Het publiek mag op geen enkele manier tijdens de proef de leerkracht of de verkrijger beïnvloeden, of het goede verloop ervan verstoren.

De openbaarheid van de andere schriftelijke proeven en werken houdt in dat de verbeterde exemplaren kunnen worden geraadpleegd door de student binnen de materiële omstandigheden die deze raadpleging mogelijk maken. Deze raadpleging zal gebeuren in aanwezigheid van de verantwoordelijke voor de proef of zijn afgevaardigde, binnen de maand volgend op de mededeling van de resultaten van de proef, op een datum die door hem wordt bepaald en minstens een week op voorhand werd megedeeld.

Op gewone aanvraag, ten laatste één maand na de evaluatieperiode van het einde van het quadrimester, krijgt de student de gedetailleerde resultaten van de evaluaties waaraan hij deelgenomen heeft.

Art. 138. De instelling voor hoger onderwijs is ertoe gehouden ten minste twee evaluaties te organiseren van eenzelfde onderwijseenheid van het einde van twee verschillende quadrimesters van eenzelfde academiejaar.

De academische autoriteiten kunnen echter, om uitzonderlijke redenen die behoorlijk worden gemotiveerd en die door hen worden aanvaard, een student toelaten om zich meer dan tweemaal aan te melden voor evaluaties van eenzelfde academiejaar.

Voor elke onderwijsseenheid bepalen de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs de periodes waarin deze evaluaties worden georganiseerd.

Als uitzondering op het eerste lid kunnen de evaluaties van bepaalde leeractiviteiten – inzonderheid praktische werken, stages, verslagen, persoonlijke werken, projecten en kunstevaluaties - slechts eenmaal worden georganiseerd over een periode van drie opeenvolgende quadrimesters.

Art. 139. De eindevaluatie van een onderwijsseenheid wordt uitgedrukt aan de hand van een cijfer - tussen 0 en 20, waarbij de slaagdrempel op 10/20 ligt. De studiepunten worden definitief verworven. Een examencommissie mag niet weigeren studiepunten toe te kennen die gebonden zijn aan de proeven waarvoor de student deze slaagdrempel bereikt heeft, ongeacht het behaalde globale gemiddelde.

De globale evaluatie van het geheel van de eenheden gevolgd tijdens een academiejaar of een studiecycclus wordt uitgedrukt op dezelfde manier, waarbij de slaagdrempel op gemiddeld 10/20 ligt voor zover de studiepunten van de beoogde onderwijsseenheden werden toegekend.

Art. 140. Op het einde van het tweede en het derde quadrimester, op basis van de proeven die door de student worden afgelegd tijdens het academiejaar en van hun gemiddelde, kent de examencommissie de studiepunten toe voor de onderwijsseenheden waarvan de evaluatie voldoende is of waarvoor het tekort aanvaardbaar is na inzage van het geheel van de resultaten.

De examencommissie kan dus soeverein het slagen proclameren voor een onderwijsseenheid, het geheel van de eenheden gevolgd tijdens het academiejaar of een studiecycclus zelfs als de criteria bedoeld in artikel 139.- niet bereikt werden.

In dit geval kent ze definitief de overeenstemmende studiepunten toe, ongeacht het gemiddelde of het behaalde cijfer; dit cijfer wordt dus beschouwd als de slaagdrempel te hebben bereikt en wordt in die zin gewijzigd na de beraadslaging, indien nodig.

Art. 141. Indien een student, na het einde van het eerste jaar van een eerste cyclus, de keuze doet in zijn programma van het academiejaar onderwijsseenheden van meer dan 60 studiepunten in te schrijven, wordt over het geheel van die proeven gedelibereerd, behalve als de inaanmerkingneming van deze overtollige eenheden tot de beslissing leidt dat de student gezakt is, terwijl zonder deze de beslissing geweest zou zijn dat de student geslaagd is.

Afdeling IV. — Diploma's

Art. 142. De diploma's die de academische graden bevestigen en de getuigschriften die het slagen voor de studies bekrachtigen, worden uitgereikt door de examencommissies samengesteld door de academische autoriteiten of door de gemeenschappelijke examencommissies.

Ze kunnen enkel worden uitgereikt aan studenten die behoorlijk geproclameerd werden door de examencommissie met de volledige inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 132.-.

Ze worden uitgereikt binnen de drie maanden na de proclamatie waarbij de academische graad wordt meegeedeeld.

Art. 143. Bij studies met gezamenlijke diplomering georganiseerd door verschillende instellingen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies met gezamenlijke diplomering bedoeld in artikel 82.- § 3, krijgt de student een uniek gezamenlijk diploma of getuigschrift ondertekend door alle partners. Wanneer de overeenkomst afgesloten is met één of meer instellingen buiten de Franse Gemeenschap, kan de student ook diploma's of getuigschriften van deze instellingen krijgen.

Bij de uitreiking van een gezamenlijk diploma moet op het diploma één van de opschriften vermeld worden van de academische graad uitgereikt in de Franse Gemeenschap. Bij de uitreiking van een diploma of een getuigschrift door verschillende partnerinstellingen verwijzen het diploma of het getuigschrift uitgereikt in de Franse Gemeenschap of het diplomasupplement naar de diverse instellingen en vermelden ze de andere diploma's of getuigschriften uitgereikt in dit kader.

De samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies bepaalt de aard en de opschriften van de behaalde diploma's en getuigschriften.

Art. 144. De diploma's en getuigschriften worden ondertekend door een academische autoriteit, en door de voorzitter en de secretaris van de examencommissie.

Art. 145. De diploma's die de academische graden bevestigen, leven de vorm na die bepaald wordt door de Regering. Ze verwijzen duidelijk naar het diplomasupplement dat ermee gepaard gaat.

De minimale vermeldingen die door de Regering bepaald worden met toepassing van het vorige lid worden in het Frans op het diploma opgenomen, samen met hun vertaling in een andere taal als het om een gezamenlijk diploma gaat of als het geheel of een gedeelte van de studies in een andere taal georganiseerd wordt.

Art. 146. De diploma's die de academische graden bekrachtigen, worden uitgereikt vergezeld van een diplomasupplement met, inzonderheid, de lijst van de cursussen van het studieprogramma die gevolgd werden door de student, de voorwaarden voor de toelating tot de studies en de evaluaties bekrachtigd door de toegekende academische graad.

Het diplomasupplement wordt ondertekend door de secretaris van de examencommissie.

De persoonlijke gegevens van dit supplement verbonden aan elke student kunnen worden verenigd in een bijlage bij het supplement. In dit geval moet enkel deze bijlage worden ondertekend door de secretaris van de examencommissie, aangezien het gemeenschappelijke deel van het supplement bekrachtigd wordt door de instelling.

Het diplomasupplement wordt opgesteld volgens de vorm en de inhoud vastgesteld door de Regering.

Ongeacht de nadere regels voor de uitreiking van de diploma's bedoeld in artikel 143.-, wordt één enkel diplomasupplement uitgereikt.

Art. 147. Een getuigschrift of een attest vermeldt duidelijk dat het geen enkele academische graad bevestigt en dat het niet de rechtsgevolgen kan hebben die aan deze worden voorbehouden.

HOOFDSTUK XI. — *Hulp voor het slagen*

Art. 148. De instellingen voor hoger onderwijs organiseren de hulp voor het slagen van de studenten binnen hun instelling of in samenwerking met andere instellingen.

Deze activiteiten worden prioritair gebruikt voor de bevordering van het slagen van de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus die deze uitvoeren. Deze lijst is niet exhaustief, maar houdt onder andere de volgende maatregelen in :

1° de oprichting van een didactisch centrum voor hoger onderwijs in het kader van de academische pool. Dit centrum heeft als opdracht het adviseren, opleiden en omkaderen van de leerkrachten die vooral deze studenten opleiden;

2° het aanbod aan specifieke activiteiten voor de studenten om hen de methodes en technieken aan te leren waardoor ze betere slaagkansen hebben;

3° het ter beschikking stellen van middelen voor zelfevaluatie en van adviesdiensten om de bekwaamheden en de eventuele leemten van studenten te erkennen;

4° de organisatie van remediëringsactiviteiten om tegemoet te komen aan de mogelijke leemten van de studenten in één of andere cursus of, meer in het algemeen, ze te helpen de moeilijkheden boven te komen bij het begin van het hoger onderwijs en hen te helpen het volgende academiejaar te beginnen met de beste slaagkansen;

5° de begeleiding van de studenten in hun keuze van hun studieprogramma en de remediëringsactiviteiten of meer in het algemeen de hulp voor het slagen en voor de interpretatie van hun resultaten;

6° het aanbod aan leeractiviteiten in kleine groepen en gewijd aan praktische oefeningen in minstens één discipline die kenmerkend is voor het gekozen studiedomein, om zich te verzekeren van de juiste studiekeuze van de student;

7° de ontwikkeling van vernieuwende didactische methodes gericht op het profiel van studenten van het eerste jaar binnen een domein van welbepaalde studies.

Deze diverse activiteiten kunnen gedeeltelijk of volledig georganiseerd worden in het derde quadrimester van het academiejaar.

Op basis van een gezamenlijke aanvraag ingediend door ARES, kan de Regering bijkomende middelen daartoe toekennen.

Volgens de voorwaarden vastgesteld door de academische autoriteiten kan de actieve deelname van een student van het eerste jaar aan één van deze activiteiten gevaloriseerd worden door de examencommissie tijdens de studiecycclus als ze het voorwerp heeft uitgemaakt van een proef of een specifieke evaluatie; deze valorisatie mag geen 5 studiepunten overschrijden. Deze mogelijke proef wordt slechts één keer georganiseerd tijdens het quadrimester waarin deze activiteiten plaatsgevonden hebben.

Worden beschouwd als studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus, de studenten die ten minste nog geen 45 studiepunten verworven of gevaloriseerd hebben onder de 60 eerste studiepunten van de eerste cyclus.

Art. 149. Bovendien kunnen de academische polen, onder de coördinatie van hun didactische centra voor hoger onderwijs, voorbereidende activiteiten voor hogere studies gezamenlijk organiseren. Ze kunnen samenwerkingsovereenkomsten daarover sluiten met andere instellingen voor hoger onderwijs, inrichtingen voor sociale promotie of inrichtingen voor secundair onderwijs georganiseerd, gesubsidieerd of erkend in de Franse Gemeenschap.

Op basis van een gezamenlijke aanvraag van de betrokken instellingen die goedgekeurd en bezorgd wordt door de ARES, kan de Regering ze bijkomende middelen daaromtrent toekennen.

Art. 150. § 1. Voor de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus is de deelname aan de proeven van het einde van het eerste quadrimester een voorwaarde voor de toelating tot de andere proeven van het academiejaar.

Voor de studenten die aan de proef hebben deelgenomen maar die de slaagdrempel voor één van de evaluaties niet hebben bereikt, is de instelling ertoe gehouden ten minste twee andere evaluatieperiodes te organiseren die overeenstemmen met dezelfde cursussen op het einde van de twee volgende quadrimesters van het academiejaar.

In afwijking van de bepalingen van artikel 100.- kunnen dezelfde studenten voor 15 februari kiezen voor een vermindering van hun activiteitsprogramma van het tweede quadrimester. Dit gewijzigde programma wordt opgesteld in overleg met de examencommissie en kan de specifieke remediëringsactiviteiten bevatten. Ze worden dus gelijkgesteld met de studenten die in aanmerking komen voor de bepalingen van artikel 151.-.

§ 2. Voor deze studenten bedoeld in artikel 109.-, § 1^{er} en die voor de proeven van het einde van het eerste quadrimester niet geslaagd zijn, d.w.z. waarvan het gemiddelde van de resultaten lager is dan 10/20 bij zijn beraadslaging, formuleert de examencommissie de volgende aanbevelingen :

1° een programma van bijkomende remediëringsactiviteiten tijdens het tweede quadrimester;

2° een verminderd programma voor de twee volgende quadrimesters, in de zin van de vorige paragraaf, alsook de specifieke remediëringsactiviteiten;

3° de verwijzing naar andere studieprogramma's van de gezondheidssector, de universiteit of een hogeschool.

De examencommissie of elke persoon die door haar ertoe gemachtigd is, verhoort de betrokken student die expliciet binnen de veertien dagen erom vraagt, als hij het voorstel niet kan aanvaarden. Bij gebrek aan een akkoord over een aldus gewijzigd en aanvaard programma door de student en de examencommissie, en op voorlegging van een geschreven verslag van het onderhoud kan de examencommissie een programma opleggen zoals voorzien in 1° hierboven of voor de studenten waarvan het gemiddelde van de resultaten lager is dan 8/20, het specifieke remediëringsprogramma zoals voorzien in 2° hierboven.

Daartoe stellen de betrokken universiteiten een uniek reglement van de examencommissies op dat ter goedkeuring van de Regering wordt voorgelegd.

De studenten die regelmatig ingeschreven zijn, zoals bedoeld in 3° hierboven, kunnen dus hun inschrijving tot 15 februari wijzigen zonder kosten en bijkomend recht om hun academiejaar voort te zetten binnen hun universiteit of een hogeschool overeenkomstig de geformuleerde aanbeveling.

Art. 151. Bij individuele en gemotiveerde beslissing kunnen de academische autoriteiten uitzonderlijk afwijkingen toekennen over de organisatie van studies van bepaalde studenten inzonderheid de inschrijving voor een programma met eventueel minder dan 30 studiepunten voor een academiejaar. Deze afwijking maakt het voorwerp uit van een overeenkomst met de academische autoriteiten die opgesteld wordt bij de inschrijving die jaarlijks hernieuwd kan worden.

Deze afwijkingen kunnen slechts toegekend worden om professionele, sociale of behoorlijk medisch bevestigde redenen.

Worden beschouwd als studenten die in aanmerking komen voor het recht op zulke afwijking, de studenten waarvoor de deelname aan de leeractiviteiten moeilijk is geworden wegens hun handicap of de studenten waarvan de hoedanigheid van topsporter, sportbelofte of trainingspartner erkend wordt overeenkomstig hoofdstuk III van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap.

Onverminderd de bepalingen van artikel 103.- is zulke inschrijving beschouwd als regelmatig, ongeacht het aantal studiepunten waarop ze betrekking heeft.

TITEL IV. — Wijzigings-, overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — *Stuctuur en instellingen*

Art. 152. Het eerste activiteitenverslag van de ARES bedoeld in artikel 31.- zal betrekking hebben op de periode van 1 januari 2014 tot het einde van het academiejaar 2014-2015.

Art. 153. De duur van het mandaat van de eerste leden van de Raad van bestuur en van de Adviesraad van ARES kan uitzonderlijk verlengd worden met hoogstens één jaar.

Voor de aanstelling van de eerste Voorzitter van de ARES wordt dit ambt ad interim waargenomen door de uittreedende voorzitter van de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap (CIUF).

Art. 154. Bij de aanstelling door de Regering van de leden van de eerste Raad van bestuur van de ARES wordt het Waarnemingscentrum opgericht bij artikel 15 van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs met het personeel en de middelen die hiervoor toegewezen worden, overgedragen naar de ARES. Vanaf deze datum neemt de ARES alle opdrachten, rechten en plichten over.

Art. 155. Vanaf dezelfde datum zijn de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap (CIUF), alsook het Overlegcomité tussen de verschillende representatieve organen van het hoger onderwijs bedoeld in het decreet van 9 januari 2003 betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs ontbonden en worden het personeel en de middelen die hiervoor toegewezen worden naar de ARES overgedragen. Vanaf deze datum neemt de ARES alle opdrachten, rechten en plichten over.

Art. 156. Vanaf dezelfde datum is de Algemene Raad voor Hogescholen (CGHE) bedoeld in artikel 79 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen ontbonden en worden het personeel en de middelen die hiervoor toegewezen worden naar de ARES overgedragen. Vanaf deze datum neemt de ARES alle opdrachten, rechten en plichten over.

Art. 157. Vanaf dezelfde datum worden de Hoge Raad voor het hoger kunstonderwijs (CSESA) bedoeld in artikel 26 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, alsook het Vast bureau belast met de organisatie van een overleg tussen het hoger onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs met volledig leerplan bedoeld in artikel 74 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, ontbonden en worden het personeel en de middelen die hiervoor toegewezen worden naar de ARES overgedragen. Vanaf deze datum neemt de ARES alle opdrachten, rechten en plichten over.

Art. 158. Tot hun ontbinding door de ARES en ten laatste op het einde van het academiejaar 2014-2015, worden de raden en de commissies van de CIUF, CGHE en CSES beschouwd als commissies van de overeenstemmende thematische kamer in de zin van artikel 42.-; vanaf de overdracht naar de ARES van de Raad waarvan ze afhangen.

Art. 159. Tot het einde van het project en de ontbinding door de ARES wordt een commissie opgericht in de zin van artikel 42.- belast met de organisatie, in de Federatie Wallonë-Brussel, van de Open University en de Eurometropolitan e-Campus, van samenwerkende projecten tussen de instellingen voor hoger onderwijs met het oog op de coördinatie van de leeractiviteiten, studies van voortgezette opleiding en andere opleidingen.

Art. 160. Vanaf de goedkeuring door de Regering van de statuten van de academische polen waartoe de betrokken universiteiten behoren, wordt de universitaire academie die ze verenigt, ontbonden. Haar vermogen wordt verdeeld over de universiteiten die lid zijn, alsook de rechten en plichten volgens de statutaire overeenkomst van deze universitaire academie of, bij gebrek aan bepalingen in die zin in deze overeenkomst, volgens de beslissing van haar raad.

Onverminderd het eerste lid, op dezelfde datum, worden de machtigingen om de studies te organiseren en de academische graden uit te reiken die ze bekrachtigen, behaald door de universitaire academie, naar de universiteiten overgebracht in de vestigingen waarin deze studies georganiseerd worden. De studenten ingeschreven voor deze studies op de datum van de overdracht worden geacht ingeschreven te zijn bij één van de betrokken universiteiten sinds het begin van het academiejaar van de overdracht; de raad van de universitaire academie bepaalt de lijst van de ingeschreven studenten die aldus verdeeld worden, na controle door de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering bij de universitaire academie.

Onverminderd het eerste lid, op dezelfde datum, wordt het centrum voor hogere didactiek opgericht binnen de universitaire academie ontbonden; zijn opdrachten worden overgedragen naar de didactische centra voor hoger onderwijs van de academische polen waartoe de betrokken universiteiten behoren. De universiteiten stellen de nodige middelen voor de voorzetting van deze activiteiten ter beschikking van de academische polen.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van studies*

Art. 161. Een academische graad behaald overeenkomstig de vroegere bepalingen van dit decreet is gelijkgesteld met de overeenstemmende academische graad uitgereikt volgens de nieuwe bepalingen. Hij waarborgt dezelfde mogelijkheden voor de toegang en de voortzetting van de studies.

Art. 162. Elke student wordt toegelaten tot de voortzetting van een studiecycclus volgens de nieuwe bepalingen met toepassing van artikel 117.-; de studie jaren en de studiepunten die hij verworven heeft in deze cycclus, worden allemaal automatisch gevaloriseerd in de voortzetting van zijn studiecycclus.

Een studieprogramma van de eerste of tweede cycclus kan nochtans georganiseerd worden in een instelling volgens de oude bepalingen voor elke student die daar ten minste voor een studiejaar van deze cycclus zou geslaagd zijn en die financieel zou zijn voor zijn inschrijving tijdens een aantal academiejaren, hoger met één jaar, dan de minimale duur van deze studiecycclus. De inschrijvingsgelden voor deze studies blijven vastgesteld op het bedrag dat gevraagd werd aan deze studenten voor het academiejaar 2012-2013.

Art. 163. De machtigingen om studies te organiseren waarover de instellingen beschikken overeenkomstig de bepalingen voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, worden behouden, behoudens wijziging door de wetgever.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 164. Het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten wordt opgeheven, met uitzondering van de geleidelijk opgeheven bepalingen die tijdelijk van kracht worden behouden overeenkomstig dit decreet.

Nochtans blijven de artikelen 50, 107 en 159, zoals gewijzigd, van dit decreet van 31 maart 2004, tot hun expliciete opheffing, van kracht.

Art. 165. In het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen,

1° in artikel 1, wordt 12° opgeheven;

2° worden de artikelen 12bis, 15, 18 tot 22, 24 tot 26, 29 tot 31, 34, 35, 38 tot 49, 79, 87, 88 opgeheven;

3° in de artikelen 23, 37bis en 63bis worden de woorden « Algemene Raad » systematisch vervangen door « ARES ».

Art. 166. In het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten,

1° in artikel 4 wordt het laatste lid geschrapt;

2° in artikel 15, tweede lid, worden de woorden « de derdejaars- » geschrapt;

3° in artikel 20 tweede lid worden de woorden « Vanaf het tweede jaar » vervangen door de woorden « Tijdens de onderwijsstages »;

4° in artikel 20, laatste lid worden de woorden « de studenten uit het tweede en derde jaar » vervangen door de woorden « de studenten in onderwijsstages »;

5° in artikel 21 wordt de laatste zin geschrapt.

Art. 167. De artikelen 1, 2 en 4 van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs, worden opgeheven.

Art. 168. In het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) worden de artikelen 41 tot 47 opgeheven, behalve voor de tijdelijke toepassing van artikel 162.-, tweede lid.

Art. 169. Het derde lid van artikel 45 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, wordt geschrapt.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2011 tot bepaling van de regels met betrekking tot de machtigingen toegekend aan de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie voor de organisatie van afdelingen bekrachtigd door de graden van bachelor, specialisatie of master en door het " Brevet de l'enseignement supérieur " (brevet voor het hoger onderwijs), wordt opgeheven.

Art. 170. Het decreet van 9 januari 2003 betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding en uitvoerende bepalingen*

Art. 171. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van de bepalingen van TITEL III.- die voor het academiejaar 2014-2015 in werking treden.

De inwerkingtreding van de bepalingen van het tweede lid van artikel 105.-, § 1 wordt vastgesteld op de wijziging bij decreet van het bedrag van de inschrijvingsgelden.

De voorwaardelijke gezamenlijke machtigingen die met een asterisk aangeduid worden in bijlage IV van dit decreet treden in werking ten vroegste voor het academiejaar 2016-2017, op de Regering vast te stellen datum.

Art. 172. De studies van de eerste cycclus worden georganiseerd volgens de nieuwe bepalingen, geleidelijk tijdens de drie academiejaren vanaf het academiejaar 2014-2015. De studies van de tweede cycclus en de bijkomende studies worden georganiseerd volgens de nieuwe bepalingen ten laatste vanaf het academiejaar 2017-2018. De studies van de derde cycclus, de voortgezette opleidingen en de andere opleidingen worden georganiseerd volgens de nieuwe bepalingen vanaf het academiejaar 2014-2015.

De artikelen 139 tot 141 zijn nochtans onmiddellijk van toepassing op alle eindevaluaties die vanaf het academiejaar 2014-2015 georganiseerd worden.

Art. 173. De informatie die vereist is door dit decreet, wordt elektronisch overgebracht.

Art. 174. Het academiejaar 2013-2014 bepaald volgens de bepalingen voorafgaand aan dit decreet, zal eindigen op 13 september 2014, behalve voor de bepalingen betreffende het statuut van het personeel, waarvoor het academiejaar op 30 september 2014 zal eindigen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 november 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013*

Stuk van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 537-1.

Zitting 2013-2014

Stukken van het Parlement. — Commissie-amendementen, nr. 537-2 — Verslag, nr. 537-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 537-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 november 2013.